QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12280 – 4 F – VENDREDI 20 JUILLET 1984

A LA CONVENTION DE SAN-FRANCISCO

M. Mondale a reçu par acclamation l'investiture démocrate

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des livres »

Pages 15 à 19

Un entretien avec le romancier américain John Hawkes

Le parti communiste décide de ne pas participer au gouvernement de M. Laurent Fabius

- *La politique qu'entend suivre le nouveau premier ministre « n'est pas différente de celle de M. Pierre Mauroy », nous déclare M. Lionel Jospin.*
- *M. Jacques Delors serait remplacé au ministère de l'économie et des finances par M. Pierre Bérégovoy.*

Le comité central du PCF, qui a siégé toute la nuit du mercredi 18 au jeudi 19 juillet, a décidé la *rupture*. Sans cesser de se réclamer de la majorité, les communistes affirment qu'ils n'ont pas obtenu satisfaction sur le changement de cap qu'ils souhaitaient en matière économique et sociale.

Les quatre ministres communistes quittent le gouvernement : MM. Fiterman, Ralite, Rigout et Le Pors.

Dans une déclaration qu'il nous a adressée, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, regrette *« la responsabilité que la direction du PC vient de prendre devant l'opinion de gauche et devant le pays »*. Il rappelle que les socialistes *« étaient et restent »* favorables à la participation des communistes au gouvernement et souligne que la politique qu'entend suivre M. Fabius *« n'est pas différente »* de celle de M. Mauroy.

M. Jospin évoque aussi les propositions que M. Fabius avait faites au PC de continuer de participer au gouvernement.

Cette rupture a retardé la formation de la nouvelle équipe gouvernementale, prévue à l'origine pour jeudi matin et qui ne devait être connue que dans l'après-midi du *19 juillet*.

Il est acquis que M. Jacques Delors ne fera pas partie du gouvernement, puisqu'il succédera à M. Gaston Thorn à la présidence de la Commission des Communautés européennes. M. Pierre Bérégovoy le remplacerait au ministère de l'économie et des finances.

Les milieux financiers internationaux ont, dans l'ensemble, bien accueilli la nomination de M. Fabius et le départ des ministres communistes.

La logique des blocs

Tout le monde, à l'étranger, s'attendait à voir les communistes quitter un jour le gouvernement. Ce n'était pas le moindre des paradoxes du pouvoir de la gauche, en effet, que l'adoption d'une ligne extrêmement ferme à l'égard de l'Union soviétique ait coïncidé avec l'attribution de portefeuilles à des amis de M. Marchais. Pour les alliés atlantiques, qui avaient vite découvert en M. Mitterrand un partenaire particulièrement fiable, la présence des ministres venus du PCF avait à la limite un aspect surréaliste. La fin de cette participation ne peut que les satisfaire.

Du côté du Kremlin, l'union de la gauche avait toujours été regardée avec méfiance et scepticisme. Les relations entre le PC soviétique et les communistes français en avaient souffert, et c'est seulement après l'échec des négociations sur l'actualisation du programme commun qu'elles s'étaient réchauffées, M. Marchais n'hésitant pas à applaudir bruyamment à l'invasion de l'Afghanistan.

Les dirigeants de l'URSS s'accommodaient fort bien de M. Giscard d'Estaing, lequel, non content d'avoir quadruplé le volume des échanges bilatéraux, cherchait par tous les moyens à maintenir puis à rétablir le climat de détente. A tel point que l'ambassadeur soviétique d'alors l'avait salué, après sa rencontre à Varsovie avec M. Brejnev, du titre de « véritable continuateur du général de Gaulle ». Pendant la campagne présidentielle de 1981, le vœu du Kremlin n'était certainement pas que M. Mitterrand l'emportât.

Le large score obtenu au premier tour par le candidat socialiste, le recul du PC, reflet d'une volonté unitaire à la base, changeaient les données du problème. On n'a pas senti dans la presse soviétique de l'époque la moindre réserve à l'égard de l'entrée des communistes français dans le gouvernement. Mais sans doute, par la suite, s'est-on quelque peu étonné à Moscou du peu de poids des amis de M. Marchais sur la politique étrangère de M. Mitterrand.

Depuis longtemps, en tout cas, la presse soviétique a critiqué la politique étrangère française. Elle en a fait autant, plus récemment, avec les mesures économiques et sociales, en des termes très proches de ceux qu'utilisaient les communistes français. Il serait donc surprenant que ces derniers se voient critiqués pour leur retrait.

Ainsi prend fin ce qu'il faut bien appeler une anomalie puisqu'il n'y a plus maintenant de communistes au gouvernement dans les rares pays d'Europe – Finlande, Islande, Portugal – où ils en avaient fait partie au cours de la dernière décennie. Et puisque le compromis historique italien, s'il a conduit un moment le PCI dans la « majorité gouvernementale », ne lui a jamais permis d'entrer dans le gouvernement.

A la différence de ce qui s'était passé en 1947, la séparation de corps qui vient de se produire à Paris résulte beaucoup plus d'une divergence sur la politique économique que du poids des solidarités internationales. Il n'empêche que ces solidarités existent et qu'il aurait fallu une sorte de miracle pour que le gouvernement d'un pays comme la France puisse échapper durablement à la logique des blocs.

Le film de la rupture

A 19 h 15, mercredi 18 juillet, M. Georges Marchais, rentré au début de l'après-midi de Roumanie, où il était en vacances, est reçu, à l'hôtel Matignon, par M. Laurent Fabius. Le secrétaire général du PCF est accompagné de MM. Charles Fiterman, ministre des transports du gouvernement démissionnaire, et André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, tous deux membres du secrétariat du comité central.

Lorsque les trois hommes sortent du bureau du nouveau premier ministre, une heure plus tard, M. Marchais fait, devant les caméras de télévision, une déclaration dans laquelle il souligne que la constitution du gouvernement doit tenir compte du fait qu'*« il y a, maintenant, une expérience de trois ans »* et des *« récentes élections européennes, qui constituent, pour la gauche, un mauvais résultat »*.

« Au centre de la discussion entre M. Fabius et la délégation de notre parti, déclare M. Marchais, *se trouve posé le problème : est-ce que, oui ou non, nous allons nous engager dans une politique nouvelle, permettant d'aller vers la résorption du chômage ? »*

MM. Marchais, Fiterman et Lajoinie se rendent place du Colonel-Fabien, où le bureau politique est aussitôt réuni. La discussion dure jusqu'à 23 heures, tandis que les membres du comité central, convoqués pour 21 heures, attendent dans le hall du siège du PCF. Le bureau politique au complet rejoint la salle du comité central, dont la réunion commence. Elle dure, sans interruption, jusqu'à 2 h 45 jeudi. M. Marchais, ayant à son côté M. Fiterman, s'adresse, alors, aux journalistes.

« Le comité central, déclare-t-il, *n'est pas satisfait des réponses qui ont été données par M. Fabius, hier après-midi, à notre délégation, sur le point essentiel de la lutte contre le chômage. »* Le secrétaire général indique que le comité central a décidé de faire porter à M. Fabius une lettre sur cette question ; il invite les journalistes à quitter les lieux.

La lettre part vers 3 h 30. En réponse, le premier ministre invite, par téléphone, la délégation qu'il avait déjà reçue à revenir s'entretenir avec lui à l'hôtel Matignon. Le comité central suspend ses travaux, et MM. Marchais, Fiterman et Lajoinie se rendent à l'invitation de M. Fabius.

Le comité central, dont la réunion reprend au retour de la délégation, juge que les réponses du premier ministre *« ne permettent pas aux communistes d'entrer dans le gouvenement »*, selon les propos tenus plus tard à la presse par M. Pierre Juquin, membre du bureau politique. A 8 heures, le comité central adopte à l'unanimité, toujours selon M. Juquin, une déclaration annonçant et justifiant le refus du PCF de participer au gouvernement. Les journalistes sont convoqués, par téléphone, à une conférence de presse prévue pour 9 heures.



Vers 8 h 45, les membres du comité central quittent l'immeuble de la place du Colonel-Fabien. M. Louis Baillot, ancien député de Paris, responsable des questions de *défense, à qui l'on fait observer que* la nuit blanche a creusé les traits des membres du comité central, lance, avec un grand rire : *« Vous allez voir, on va s'en refaire une, maintenant, de bonne mine ! »* M. Fiterman s'attarde auprès des journalistes. Il explique que les déclarations de M. Fabius ne sont pas, en elles-mêmes, cause de la rupture, mais qu'elles annoncent la continuité d'une politique, que les communistes estimaient nécessaire de changer. *« Vous avez pu remarquer que nous l'avons dit, ces derniers temps, avec une intensité croissante »*, déclare l'ex-ministre des transports.

M. Fiterman estime que le PCF ne quitte pas, pour autant, la majorité. *« Nous voterons ce qui sera bon »*, dit-il en riant. Le budget ? Il ne voterait pas celui des transports *« s'il restait,* dit-il, *dans l'état où je l'ai laissé »*. Pour l'ancien ministre, il n'est pas exclu que les communistes reviennent, *« un jour »*, au gouvernement.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 10.)

Entre deux feux

Ainsi la « mise au net » souhaitée par le président de la République, pour mettre un terme à une attitude critique qui affaiblissait le pouvoir est-elle parvenue à sont terme : le PCF revient à une formule déjà expérimentée en 1936, celle du soutien sous condition. La question est évidemment de savoir si cette rupture n'affaiblit pas davantage encore le pouvoir et M. Mitterrand lui-même. Elle ne se conçoit, en tout cas, que dans le cadre d'une stratégie qui mise sur l'échec de la gauche en 1986. Jusqu'à présent, le PCF semblait devoir attendre, installé dans sa tactique du « un pied dedans, un pied dehors », la sortie de la gauche du pouvoir aux législatives, plutôt que de prendre lui-même le risque d'une rupture contraire aux aspirations de son propre électorat.

S'il a changé de cap, et décidé de précipiter le mouvement, c'est d'abord parce que son nouveau recul aux élections européennes portait condamnation d'une stratégie et d'une direction. La rupture du 19 juillet a pour premier avantage, aux yeux d'une direction mise en cause, de déplacer le débat : les discussions *ne portant plus sur la direc*tion du parti et ses choix, comme ce fut le cas au lendemain du 17 juin, mais sur la participation. De toute évidence, la direction a voulu mettre un point final au congrès, avant même que le congrès ne se joue (en *février* 1985).

L'autre avantage que les communistes pensent trouver avec la rupture réside sans doute dans le fait que l'ambiguïté est levée : le PC tente de retrouver une identité « contre ». Avec le risque que cela *comporte de retour* au « ghetto », de repli sur la fonction « tribunitienne » hors d'âge, bref, *d'évolution* à l'espagnole et non plus à l'italienne.

En fait, malgré des options radicalement différentes entre les « *réformistes* » et les autres, il existe au moins pour tous une conjonction d'intérêts. *Si l'on raisonne en termes* stratégiques, le Parti communiste, sur la pente du déclin, n'imagine guère d'autre solution que de jouer la décrépitude du Parti socialiste afin de retrouver un jour sa position dominante à gauche.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 10.)

La gauche qui agit

L'UNION de la gauche n'était plus qu'une façade et, avec le départ du gouvernement des ministres communistes, c'est l'un de ses derniers étais qui cède, trop rongé par l'usure et trop creux pour résister plus longtemps.

L'accord de gouvernement entre le PS et le PC, déjà bien mince au départ, s'est, peu à peu, vidé de son contenu. Que reste-t-il désormais de l'union de la gauche ? L'appartenance du parti communiste à la majorité, avec un soutien, *sans participation*, de l'exécutif. C'est l'union à la carte, d'autant plus *confortable pour* les communistes que les socialistes sont assez nombreux à l'Assemblée nationale pour se passer de leurs voix. Persiste aussi, par *nécessité et par habitude*, la solidarité électorale, qui ne tient plus qu'à un mode de scrutin. Le vieux rêve de l'unité se fossilise, faute d'avoir épousé son *temps*.

La rupture gouvernementale a le mérite de la clarté. Dieu sait que la *participation* au pouvoir de ministres communistes était *insupportable* à beaucoup – qui perdent, du coup, un argument facile, – mais, plus profondé*ment, il n'était pas supportable* de perpétuer un faux accord.

Ce n'est pas encore le divorce, mais c'est une séparation de biens. Il n'y a pas lieu de s'en *réjouir*, car, comme toujours dans ces cas-là, c'est le signe d'un échec. La gauche a *besoin* de tous les siens *pour* s'affirmer comme telle et pour entraîner une majorité. *Il va lui* manquer une part d'elle-même alors qu'elle n'a pas trouvé les *moyens de compenser* cette perte.

L'union rassemblait les grands courants de la gauche française, qui vont du *marxisme-léninisme, marqué* par l'ouvriérisme et le stalinisme, à la social-démocratie, séduite par l'autogestion et renouvelée par le gauchissement *du vivier chrétien. Cela* représente quelques gros régiments et de nombreuses chapelles. Le miracle fut, dans les années 60, de provoquer, après des décennies de *querelle* et rejet réciproque, des retrouvailles fragiles, tumultueuses, toujours remises en cause mais suffisamment durables pour *assurer la conquête du pouvoir*, à la faveur des difficultés et des divisions de la droite, confrontée à la crise économique.

A. L.

(Lire la suite page 10.)

LE VATICAN ou les frontières de la grâce

Philippe Levillain / François-Charles Uginet

«De nombreuses pages consacrées aux affaires financières du Saint-Siège ... une *actualité judiciaire explosive* parsemée de rebondissements dramatiques.»
Claude Paillat/Le Figaro

«Un libre subtil, réaliste et divertissant.»
Catherine Nay/Jours de France

«Ni guide du Vatican, ni histoire de la papauté contemporaine, cet ouvrage est aussi tout cela et le lecteur y apprendra *beaucoup*.»
Jean-Marie Mayeur/ Le Monde

«*Le* livre le plus sérieux paru récemment sur le Vatican.»
Jacques Duquesne/Le Point

PRL

CALMANN-LÉVY

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

PRÉVUE POUR L'AUTOMNE

La fermeture du consulat de France à Gand est annulée

De notre correspondant

Bruxelles. — Condamné à mort au printemps, le consulat de France à Gand vient d'être « ressuscité ». Il a encore quelques jours, l'ambassade de France à Bruxelles refusait de confirmer ou de démentir la nouvelle. Elle vient de faire savoir, mercredi 18 juillet, que le maintien en vie de la représentation française dans la grande ville flamande avait fait l'objet d'une *« décision administrative prise à haut niveau »*.

En fait, il semble bien que ce problème ait donné lieu ces temps-ci à une partie de cache-cache diplomatique, assez difficilement explicable. Dès le 29 juin dernier, en effet, le consul général, M. Yvon Davigo, avait indiqué à son personnel que tout danger était désormais écarté. Lorsque la décision — désormais annulée — fut prise de fermer les portes du consulat général, on avait d'ailleurs prévu d'en retarder l'exécution jusqu'au lendemain de la grande foire internationale de Gand, en septembre. Le silence maintenu au sujet de cette affaire dans les milieux officiels français est d'autant moins compréhensible que, dès la semaine dernière, le *Courrier de Gand* annonçait le maintien du consulat, sans la moindre réserve. Cette assurance s'appuyait sans doute sur le fait que le ministre belge des finances, M. Willy De Clercq, s'enorgueillissant d'avoir bien défendu les intérêts français à Gand, avait envoyé au consulat général la copie d'une lettre des autorités de Paris assurant que la représentation française serait maintenue dans cette ville, qui est précisément le fief politique du ministre belge.

Il est d'ailleurs indéniable que la cause du consulat général de Gand a été aussi énergiquement défendue du côté belge que du côté de la communauté française dans cette région. M. Mitterrand, en plein Parlement européen de Strasbourg, fut interpellé en public par un député libéral belge, M. Luc Beyer, qui, au nom de ses origines gantoises, fit part au président français de la consternation ressentie en Flandre comme en Walloniepar l'annonce de la fermeture du consulat général. L'appui précieux de beaucoup d'autorités belges ne doit pas faire oublier cependant la campagne vigoureuse et, en fin de compte, efficace, menée par l'Association des Français de Gand, ainsi que par tous les groupemens culturels et artistiques qui défendent le prestige de la France dans les Flandres.

Encore certaines considérations d'ordre matériel ont-elles également joué un rôle dans le revirement du Quai d'Orsay. Il était clair que le transfert du consultat général à Anvers serait très coûteux. Depuis lors, on s'est aperçu que la presque totalité des employés du consulat — une cinquantaine — refusaient d'être déplacés. Comme la plupart d'entre eux ont de nombreuses années d'ancienneté, leur licenciement sur place aurait encore accru de façon très substantielle les frais d'une opération qui devait en principe, au contraire, permettre de réaliser des économies dans le fonctionnement du service diplomatique français...

JEAN WETZ.

LE MONDE diplomatique

JUILLET 1984

ESQUIVES
(Claude Julien)

•

ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS COTE A COTE SUR UN CHEMIN PIÉGÉ
(Mattitiyahud Peled)

•

MISSION A BIR-ZEIT
(Sonia Dayan-Herzbrun et Paul Kessler)

•

AUX ÉTATS-UNIS

- Les démocrates sur la corde raide *(Thomas Ferguson et Joel Rogers)*.
- M. Reagan accélère le renforcement de son arsenal *(Michael T. Klare)*.
- MM. Mondale et Hart : pour le gel et le dialogue *(M.T.K.)*.
- M. Jesse Jackson redonne espoir aux Noirs américains *(Cornel West)*.

RICHES ET PAUVRES AUX PRISES AVEC L'ÉNERGIE

Une difficile reconversion industrielle qui n'épargne aucun secteur aux Etats-Unis *(Eric Thibau)*. — Dans le tiers-monde, des solutions possibles pour un système mal adapté aux conditions concrètes *(Jacques Giri)*. — En Amérique latine, comment surmonter d'énormes différences entre classes sociales et entre pays *(Gustavo Rodriguez Elizarraras)*. — En Colombie, des générateurs photovoltaïques pour les paysans *(Humberto Rodriguez et Hector Castro)*. — La Banque mondiale encourage des méthodes relativement simples et peu onéreuses *(Yves Rovani)*. — Une société plus économe et plus autonome *(Michel Rolant)*. — La coopération franco-portugaise : un exemple prometteur *(Joao Nascimento Baptista et Henri Baguenier)*.

L'AFRIQUE DU SUD ET SES VOISINS

- Une zone de stabilité pour le régime de l'apartheid *(Zaki Laidi)*.
- La « diplomatie coercitive » des Etats-Unis : offres de paix et menaces brutales *(Sean Gervasi)*.

•

Faux-fuyants au Soudan
LE MARÉCHAL NEMEIRY FACE A SES « DÉMONS »
(Alain Gérard)

•

- Europe : l'autorité de l'Etat-nation grignotée par un double régionalisme *(Jean-Jacques Kourliandsky)*.
- La France, l'Europe et le péril linguistique *(Pierre Maillard, Philippe Lalanne-Berdouticq, Pierre Lelong, J.-B. Bayle de Jessé et Pierre-Louis Mallen)*.
- La crise de l'endettement international : le sursaut collectif de pays latino-américains met le Fonds monétaire en désarroi *(Julia Juruna)*.
- L'Ouganda d'Amin Dada : dictature militaire ou fascisme néo-colonial *(Jean Copans)*.
- Caméras politiques : « Bush Mama ». Dans la brousse des villes *(Ignacio Ramonet et Catherine Ruelle)*.
- Les livres du mois.

ALIMENTATION ET SOUS-DÉVELOPPEMENT

Quand les grands bateaux-usines concurrencent les pêcheurs artisanaux du tiers-monde *(Claire Brisset)*. — Associer les pêcheurs au débat *(J.-Ph. Platteau)*. — Un enjeu mondial *(Edouard Saouma)*.

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Nominations d'ambassadeurs

M. PAOLI EN ETHIOPIE

M. José Paoli est nommé ambassadeur de France en Ethiopie, en remplacement de M. Alain Bry, a annoncé, mercredi 18 juillet, le porte-parole du quai d'Orsay.

[Né en 1924, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales (arabe et persan), engagé volontaire en 1944 et admis au concours des secrétaires d'Orient en 1950, M. Paoli a occupé divers postes au Proche et au Moyen-Orient, puis à la direction Afrique-Levant du quai d'Orsay jusqu'en 1958. Il a été ensuite en poste à Moscou, à Washington de 1961 à 1964, puis à Rabat et à Tripoli avant d'être sous-directeur d'Afrique du Nord de 1971 à 1975. Après avoir été ambassadeur à Koweït (1975-1979), puis directeur des études à l'Institut des hautes études de défense nationale, il avait été nommé en 1982 ambassadeur en Iran, mais n'avait jamais obtenu l'agrément des autorités de Téhéran.]

M. LE GUEN AU GUATEMALA

D'autre part, le *Journal officiel* du 18 juillet annonce la nomination de M. André Le Guen au poste d'ambassadeur au Guatemala, en remplacement de M. Louis Deble.

[Né en 1923, M. Le Guen a fait ses études à l'Ecole nationale d'administration après avoir été actif dans la Résistance en 1943 et 1944. Il a été notamment en poste à Rabat, à Mexico, à Cotonou et à Téhéran avant d'occuper les fonctions de sous-directeur de la coopération technique au quai d'Orsay de 1969 à 1971. Il a été ensuite à nouveau en poste à Mexico de 1974 à 1978, ambassadeur à Montevideo (1979-1981), puis en Tanzanie jusqu'en 1982.]

A ses lecteurs
qui vivent
hors de France

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien

La visite du président du Salvador à Paris

Le président de Salvador, M. Jose Napoleon Duarte, est en visite ce jeudi 19 juillet à Paris où, après un entretien avec M. Mitterrand, il doit repartir le jour même pour Bruxelles. Il a passé le début de la semaine à Bonn où le gouvernement du chancelier Kohl a décidé de lui accorder une aide économique de 50,6 millions de marks (150 millions de francs), reprenant ainsi une assistance qui avait été suspendue il y a cinq ans par le cabinet de M. Schmidt, en raison des violations des droits de l'homme au Salvador. Cette somme est destinée à *« améliorer les conditions de vie du peuple salvadorien »*, a précisé le mercredi 18 juillet, dans un communiqué, le ministère ouest-allemand du développpement.

Après Bruxelles, M. Duarte doit se rendre en Grande-Bretagne et au Portugal, étapes qui n'étaient pas initialement prévues.

Un homme engagé contre la « culture de la terreur »

M. Jose Napoleon Duarte, président du Salvador depuis le 1er juin, a entrepris sa tournée européenne en bénéficiant d'un préjugé favorable. Son succès à l'élection présidentielle du 6 mai a naturellement été salué avec chaleur par ses amis démocrates-chrétiens à travers le monde, mais des dirigeants de l'Internationale socialiste, en particulier MM. Brandt, Felipe Gonzalez, et Carlos Andres Perez, ancien président social-démocrate du Venezuela, ont tenu également à le féliciter et à lui souhaiter bonne chance.

M. Duarte a promis d'écraser la violence dans son pays, de lutter énergiquement contre les escadrons de la mort, de mettre fin à ce qu'il appelle la *« culture de la terreur »*. Il a aussi promis de faire une politique économique et sociale qui réponde aux aspirations des plus démunis.

Il est au pouvoir depuis trop peu de temps pour que l'on puisse dresser un premier bilan. Il est difficile d'arrêter le dynamisme de la terreur en quelques semaines. Un rapport officiel américain, destiné au Congrès, salue les efforts du gouvernement Duarte pour *« établir un système judiciaire efficace »* et *« pour nommer des responsables respectés à la tête des forces de sécurité »*. Les Etats-Unis, où M. Duarte s'est rendu avant de prendre officiellement ses fonctions, lui ont déjà accordé une aide spéciale de près de 7 millions de dollars pour financer une véritable réforme du système judiciaire.

Les services juridiques de l'archevêché de San-Salvador et les nouveaux comités de défense des prisonniers politiques et des disparus sont beaucoup plus réservés. Ils dénoncent la *« poursuite des abus »* et affirment que plus d'une centaine de personnes ont été tuées par les escadrons de la mort ces dernières semaines.

La victoire du dirigeant démocrate-chrétien a en tout cas ouvert une brèche dans une situation qui paraissait bloquée, militairement et politiquement. Elle a facilité la création d'un nouveau climat. Quelques gestes ont illustré cette volonté de restauration des droits les plus élémentaires, dans un contexte difficile de guerre civile. Les militaires assassins de quatre religieuses américaines ont été enfin jugés et condamnés par un jury salvadorien. L'armée ne s'est pas opposée aux limogeages ou aux mutations de quelques officiers supérieurs compromis avec les escadrons de la mort. Le gouvernement s'efforce de reprendre en main les services de sécurité et une commission spéciale, dépendant de la présidence, doit enquêter sur les crimes et les excès commis par des groupes armés plus ou moins incontrôlés.

En Europe, M. Duarte est venu d'abord solliciter une assistance économique pour son pays, saigné à blanc et dévasté par une guerre qui dure depuis près de cinq ans. Il entendait aussi expliquer sa politique, la manière dont il envisage de pacifier le Salvador.

Les leçons de la victoire

Désorganiser la structure complexe des escadrons de la mort et des groupes armés clandestins n'est pas une tâche facile. Engager un processus de négociation avec les dirigeants de l'insurrection armée n'est pas plus aisé. La guérilla a tenté de saboter des élections qu'elle qualifiait de farce. Depuis le 6 mai, sa direction politique a assez rapidement tiré les leçons de la victoire de M. Duarte. Elle a révisé ses exigences maximalistes de la fin 1983 : négociation pour un *« partage du pouvoir »*, limogeage de la plupart des officiers, intégration des forces de la guérilla dans l'armée. Et elle a proposé un dialogue ouvert et sans conditions préalables.

A Lisbonne, à la fin juin, lors de la conférence sur l'Amérique centrale de l'Internationale socialiste, M. Guillermo Ungo, dirigeant du Front démocratique révolutionnaire (FDR, bras politique de la guérilla), a implicitement confirmé les nouvelles dispositions des insurgés. Il s'est gardé d'attaquer M. Duarte mais il lui a reproché de ne pas paraître pressé de s'asseoir autour de la table de négociation. Et sur le terrain, la guérilla reste bien présente. Elle a réussi une opération spectaculaire en surprenant la garnison du barrage de Ceron-Grande. Elle a lancé une campagne systématique de sabotage économique qui a paralysé le nord et l'est du pays la semaine dernière.

M. Duarte estime qu'il s'agit seulement de le contraindre à une négociation immédiate. Il ne se dit pas hostile à un dialogue, direct ou indirect, s'il doit déboucher sur la fin des combats et l'intégration des insurgés du Front Farabundo-Marti à la lutte politique légale. Mais il refuse de discuter *« les armes sur la table »*. L'armée salvadorienne, plus offensive qu'en 1983, et rassurée maintenant sur la poursuite de l'aide militaire américaine, n'est certainement pas disposée, de son côté, à accepter à court terme une négociation politique impliquant trop de concessions à un adversaire qu'elle espère contenir jusqu'à l'élection présidentielle américaine de novembre.

Le gouvernement Duarte, et les chefs de l'armée, peuvent en effet estimer que le temps ne travaille pas nécessairement contre eux et qu'il convient de se hâter lentement dans l'attente de l'échéance américaine. C'est un pari qui comporte des risques, dont celui de revenir à la politique traditionnelle d'élimination de la guérilla par la seule force armée. M. Duarte insiste également sur la nécessité de renforcer son pouvoir, d'assurer l'autorité de l'Etat, et de rétablir les *« bases de la sécurité pour tous »* avant d'aller plus avant dans son programme.

Il est vrai que sa marge de manœuvre est , chez lui, encore assez étroite. Mais il dispose en Europe, particulièrement en République fédérale, en Espagne et en France, d'offres de collaboration sérieuses pour l'aider — s'il le désire — à amorcer un dialogue positif avec les représentants de la guérilla. C'est ce que lui ont déjà fait savoir les amis de M. Willy Brandt.

Le voyage de M. Duarte pourrait dans ce cas déboucher sur une initiative européenne concrète, concertée et dynamique en faveur de la détente au Salvador, et par conséquent dans toute l'Amérique centrale. Mais les chances d'une telle démarche paraissent encore bien faibles.

M.N.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LA GUERRE DES MALOUINES

Argentins et Britanniques ont ouvert des entretiens directs à Berne

De notre correspondant

Berne. — Pour la première fois depuis la rupture de leurs relations diplomatiques au début de la guerre des Malouines, en avril 1982, des représentants des gouvernements argentin et britannique se sont officiellement retrouvés autour d'une même table, mercredi après-midi 18 juillet, à Berne. Les conversations se déroulent sous l'égide de M. Edouard Brunner, secrétaire d'Etat au département fédéral des affaires étrangères de la Suisse (qui représente les intérêts de la Grande-Bretagne à Buenos-Aires), et en présence d'un représentant du gouvernement brésilien, chargé des intérêts argentins à Londres. Il s'agit, indique-t-on à Berne, du début d'une série d'entretiens confidentiels à caractère informel et sans ordre du jour établi.

Ces discussions ont été rendues possibles par des contacts indirects établis entre les deux pays depuis l'entrée en fonction du président Alfonsin en décembre dernier. Le retour des civils au pouvoir, à Buenos-Aires, a été déterminant dans l'amorce du dégel observé aujourd'hui. Dès son installation, M. Alfonsin s'était montré favorable à une normalisation des relations avec Londres. Répondant à un message de Mme Thatcher, il rappelait que *« les négociations ne peuvent ignorer la question de la souveraineté »*, mais il ne faisait plus de ce problème une condition préalable à l'ouverture de pourparlers.

Dans l'immédiat, les principales exigences de Buenos-Aires sont la levée de la zone d'exclusion de cent cinquante milles marins autour de l'archipel et l'arrêt de la construction d'un aéroport stratégique à Port-Stanley. De son côté, Londres souhaite avant toute chose que l'Argentine consente à annoncer la fin officielle des hostilités.

Londres se refuse toujours à discuter de la souveraineté des îles, mais les entretiens de Berne devraient permettre d'aborder certains problèmes concrets, tels le rapatriement des corps des soldats argentins, la reprise des vols commerciaux et des échanges économiques, scientifiques et culturels.

La Suisse, qui a activement participé à l'organisation de la rencontre de Berne, aspire à agir en médiateur. M. Pierre Aubert, responsable du département fédéral des affaires étrangères, doit se rendre en octobre prochain au Venezuela, en Colombie et au Mexique. Il y a quelques jours, l'Argentine a été rajoutée à cet itinéraire et Buenos-Aires sera, le 2 octobre prochain, la première étape de ce premier voyage d'un chef de la diplomatie suisse en Amérique latine.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

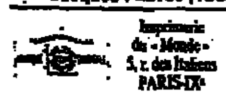
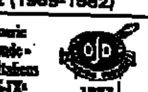
PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 L ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe


Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	685 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AMÉRIQUES

Nicaragua

Washington accuse les sandinistes de « militarisation » croissante

Le gouvernement de M. Reagan a déclenché une nouvelle offensive verbale contre le régime sandiniste. « Il y a beaucoup plus de répression aujourd'hui qu'il y a cinq ans au Nicaragua » et *« le peuple nicaraguayen est emprisonné dans un donjon totalitaire »*, a déclaré le président américain le mercredi 18 juillet, lors d'une réunion d'information sur l'Amérique centrale à la Maison Blanche. Tout en dénonçant l'aide apportée à Managua par des *« extrémistes arabes »*, M. Reagan a insisté sur la nécessité d'organiser au Nicaragua des élections *« vraiment ouvertes, honnêtes et libres »*, en présence d'observateurs d'*« institutions démocratiques »*, notamment de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Le représentant des Etats-Unis auprès de l'OEA, M. Middendorf, s'est livré mercredi à un réquisitoire contre les sandinistes, qu'il a accusés d'avoir trahi les *promesses faites* à l'OEA avant de prendre le pouvoir pour convaincre l'organisation de ne plus reconnaître le régime du dictateur Somoza.

D'autre part, la Maison Blanche a publié un rapport dénonçant la *« croissance rapide »* des forces armées nicaraguayennes, qu'il présente comme une *« menace »* pour les pays voisins. Selon ce rapport, les *forces régulières* disposent de 48 000 soldats, mais peuvent mobiliser 100 000 hommes. Leur arsenal est constitué presque exclusivement de matériels soviétiques et compte, notamment *« environ 100 chars moyens T-54 et T-55, plus de 20 chars légers amphibies PT-76 et 120 autres véhicules blindés »*. Le rapport ajoute qu'au cours du premier semestre *« 200 camions militaires et environ 300 jeeps »* sont arrivés au Nicaragua. *« Les Soviétiques ont en outre fourni au moins six gros car-ferries pour donner une plus grande mobilité aux forces armées nicaraguayennes. »*

L'ambassadeur du Nicaragua auprès de l'OEA, M. Edgard Parralea, a répondu aux accusations lancées contre son pays en faisant état de l'aide apportée aux « Contras » par les Etats-Unis et du minage des ports nicaraguayens par la CIA.

D'autre part, un responsable gouvernemental américain, qui a demandé à garder l'anonymat, a accusé un conseiller de M. Borge, ministre nicaraguayen de l'intérieur, d'avoir acheté au début de l'année les services d'un pilote pour introduire un chargement de cocaïne aux Etats-Unis. Les services de renseignement américains, cités par le *Los Angeles Times*, impliquent non seulement M. Borge, mais aussi le *ministre sandiniste de la défense*, M. Humberto Ortega, dans l'organisation d'un trafic de drogue venant de Colombie et destinée aux Etats-Unis.

Une dénonciation de Radio-Vatican

Enfin, à propos de l'expulsion récente du Nicaragua de dix prêtres étrangers, Radio-Vatican a parlé mercredi de *« persécution souterraine »* contre l'Eglise dans ce pays. *« Cette persécution est mise en œuvre en réduisant progressivement l'espace vital dont l'Eglise a besoin pour son action pastorale au Nicaragua*, affirme Radio-Vatican. *On essaie de discréditer l'Eglise et de briser son unité, assurée par les évêques, en partageant les prêtres en bons et méchants, en patriotes et progressistes d'un côté, et en réactionnaires et ennemis du pays de l'autre. »*

Pérou

Le gouvernement est de plus en plus impuissant face au Sentier lumineux

Correspondance

Lima. – Malgré l'état d'urgence, les guérilleros du Sentier lumineux ont lancé, le lundi 16 juillet dans la nuit, une nouvelle attaque contre Lima, la capitale, qui a 6 millions d'habitants. Pour la deuxième fois depuis le début du mois, ils ont plongé la ville dans l'obscurité pour commettre, de façon simultanée, une trentaine d'attentats à la dynamite.

Ces attentats n'ont provoqué que des dégâts matériels, mais ils ont démontré une fois encore l'impuissance de la police à freiner la subversion, qui se manifeste à la fois dans les campagnes et dans les villes, et pratique le sabotage économique. Depuis la mi-juin, la lutte armée a gagné au contraire une partie de plus en plus grande du pays – ce qu'avaient annoncé les sendéristes, qui veulent *« consolider leurs bases d'appui »*.

Après avoir longtemps minimisé l'envergure de la guérilla maoïste, les autorités lui ont livré une bataille qu'elles sont conscientes de perdre. Les militants du Sentier lumineux ne sont pas seulement une *« poignée de fanatiques »*, comme l'a affirmé à plusieurs reprises le président, M. Fernando Belaunde... Bien que les forces de répression assurent avoir tué près de deux mille d'entre eux, et en avoir emprisonné mille autres, les assauts synchronisés de ces dernières semaines donnent à penser qu'ils sont encore plusieurs milliers. *« Un pour cinq mille habitants*, estime le maire de Lima, *ce qui revient à chercher une aiguille dans une botte de foin. »* Le Pérou a dix-huit millions d'habitants.

Quelles mesures devrait prendre le gouvernement pour en finir avec cette guerre larvée ? M. Belaunde est convaincu que le rétablissement de la peine de mort pourrait dissuader les éventuels *« traîtres à la patrie »*. Le président de la Cour suprême souhaite que les guérilleros soient traduits devant des tribunaux militaires. Le ministre de la guerre va plus loin : il pense qu'ils devraient être fusillés sans autre forme de procès.

Le pouvoir judiciaire reste inefficace, c'est vrai, face au phénomène sendériste. Quatorze sentences seulement ont été prononcées en quatre ans... La plupart des guérilleros ont moins de dix-huit ans et ne peuvent pas être condamnés. Ensuite, sur trois mille détenus, les deux tiers ont été relâchés, faute de preuves, par des juges qui craignent des représailles.

Le conseil national de défense et le conseil des ministres ont envisagé un moment de décréter l'état de siège dans la région andine d'Ayacucho, et de faire intervenir l'armée.

Jusqu'à présent, c'est la police qui a répondu aux attaques du Sentier lumineux. Même dans les onze départements du centre du pays sous contrôle politique et militaire de l'armée depuis un an et demi, celle-ci s'est pratiquement cantonnée dans un rôle logistique.

Une police mal équipée

Mal équipés, mal entraînés, les policiers sont une proie facile. Cent cinquante ont déjà été tués. Le scénario est toujours le même. A Churcapampa, par exemple, cinq d'entre eux sont tombés, le 22 juin, en défendant le commissariat attaqué par une centaine de guérilleros en uniforme... d'écoliers, mais équipés de bombes artisanales (un mélange de clous, de verre pilé et d'explosifs dans des boîtes de Coca-Cola) lancées à des dizaines de mètres avec des frondes. Les policiers ont riposté avec de simples grenades à main. Sur vingt, trois seulement ont explosé...

Les policiers envoyés à Ayacucho sont démoralisés. Leurs épouses ont manifesté, la semaine dernière, devant le Congrès de Lima pour demander des garanties. Une petite fille portait un écriteau où elle avait écrit : *« Je veux mon papa à mes côtés. Pas tué. »*

Le gouvernement a pourtant rejeté l'implantation de l'état de siège et l'intervention directe de l'armée, mais il a annoncé un changement de stratégie dans la lutte contre la subversion. *« La police va se replier sur les centres urbains afin de reprendre progressivement son rôle, qui est de défendre l'ordre public*, a indiqué le ministre de l'intérieur, M. Luis Percovich. *Parallèlement, l'armée s'engagera davantage. »*

De son côté, le général Julian Julia, commandant en chef de l'armée, a averti que *« cette guerre ne sera ni rapide ni facile à gagner, parce qu'elle n'est pas conventionnelle elle est menée contre un ennemi qui s'esquive. Elle peut durer un, deux ou même cinq ou dix ans »*.

Au cours de son premier mandat, M. Belaunde n'avait pas hésité à confier à l'armée la lutte contre la guérilla castriste, qui avait été réduite en quelques mois, mais, trois ans plus tard, le 3 octobre 1968, les généraux le défenestraient. Une intervention directe de l'armée ne favoriserait-elle pas un nouveau putsch ? C'est ce que craint le chef de l'Etat, et c'est ce qui explique sa politique de demi-mesures : une bombe à retardement pour celui qui lui succédera le 28 juillet 1985.

NICOLE BONNET.

Etats-Unis

M. Mondale a reçu par acclamation l'investiture démocrate

De notre envoyé spécial

San-Francisco. – C'est, comme prévu, uni derrière M. Mondale que le Parti démocrate ira à la bataille contre M. Reagan. Lorsque les délégations à la convention de San-Francisco ont annoncé tour à tour *leurs votes, mercredi 18 juillet*, vers 23 heures (heure locale), que l'ancien vice-président était assuré d'avoir la majorité, M. Hart a proposé *en effet*, qu'il soit *investi* par acclamations et à l'unanimité.

Cette unité était indispensable car si l'élection présidentielle avait lieu demain, M. Reagan en sortirait vainqueur, avec une confortable avance, selon tous les sondages.

Il reste donc moins de quatre mois aux démocrates pour redresser une situation peu encourageante. Malgré la brièveté de ce délai, il ne leur est pas interdit d'espérer. En 1980, M. Reagan ne l'avait emporté que de peu dans de nombreux Etats et grâce, notamment, à l'abstention des Noirs les plus défavorisés. Mobilisés par la candidature de M. Jackson, ces Noirs ont déjà été nombreux, cette année, à participer pour la première fois aux primaires démocrates. Le pasteur baptiste ayant montré clairement qu'il mettait toute son autorité au service de M. Mondale, on peut penser que la communauté noire ira en force aux urnes contre M. Reagan.

Le choix de Mme Ferraro comme première femme candidate à la vice-présidence des Etats-Unis devrait également permettre aux démocrates de compter sur une partie importante de l'électorat féminin. Catholique pratiquante et mère de trois enfants, elle sera la preuve vivante que les Républicains n'ont pas le monopole de la défense des valeurs familiales traditionnelles, dont ils ont fait un puissant argument électoral.

Ces avantages ont cependant leurs revers car les électeurs les plus conservateurs, hostiles à la montée en puissance des Noirs et des femmes dans la vie politique américaine ont, eux aussi, commencé à se mobiliser. La participation électorale devrait ainsi être beaucoup moins faible en novembre prochain qu'elle ne l'est d'ordinaire dans les scrutins présidentiels américains.

Mais, sans parler de la baisse des taux de chômage et d'inflation, les démocrates ont surtout contre eux d'être profondément divisés malgré le front commun qu'ils ont décidé d'opposer aux Républicains. La convention a donné 2 191 voix à M. Mondale, soit légèrement plus seulement que celles dont il était crédité. Avec 1 200 suffrages, M. Hart n'a, lui, perdu que très peu des délégués élus sur son nom, et c'est M. Jackson (465 votes) qui a essentiellement profité de quelques dizaines de retournements.

Cela signifie que les lignes de clivage apparues dans le parti au cours des primaires sont solides. Les démocrates ont en commun leur engagement en faveur de la justice sociale, mais le modernisme encore tâtonnant de M. Hart a peu de chose à voir avec les traditions du New Deal incarnées par M. Mondale. Quant au pasteur noir, il donne à la « coalition arc-en-ciel » un programme tiers-mondistes et pacifistes entièrement nouveau pour les démocrates.

Que M. Mondale soit élu ou non *en novembre, la bataille d'idées* est loin d'être finie dans son parti. Avant de se rallier à lui, M. Hart l'avait dit sans détours en réaffirmant dans son discours de candidature la nécessité d'un renouveau et sa campagne sur ce thème avait eu un impact puissant. *« Nous ne renoncerons jamais, et si ce n'est pas maintenant, un jour nous gagnerons »*, a-t-il lancé en annonçant implicitement sa candidature pour 1988.

BERNARD GUETTA.

MOSCOU CRITIQUE « LA DUPLICITÉ ET L'INCONSÉQUENCE » DU PROGRAMME DÉMOCRATE

Moscou. – L'agence Tass a critiqué, mercredi 18 juillet, le programme électoral démocrate adopté à San Francisco, qui traduit, selon elle, *« la duplicité et l'inconséquence des positions de ce parti à l'égard des problèmes cruciaux internationaux »*. Toutefois, l'agence officielle soviétique relève que le document en question contient *« certaines dispositions condamnant la ligne agressive insensée de l'administration Reagan et appelant à l'assainissement du climat international »*. Ceci, selon Tass, s'explique par le fait que la direction du parti a été *« obligée de tenir compte de l'opinion de la majorité écrasante des électeurs, préoccupés par l'aggravation du danger de guerre nucléaire »*.

En revanche, l'agence affirme que *« traduisant les intérêts du grand business et du complexe militaire et industriel des Etats-Unis »*, le parti démocrate a *« conservé intacte la pierre angulaire de l'actuelle politique extérieure américaine, qui mise sur la force militaire, l'accroissement des armements et le diktat dans l'arène internationale »*. Elle souligne que *« les dirigeants du parti ont réussi à faire avorter la proposition invitant l'administration démocrate à prendre l'engagement de ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier, en cas d'accession au pouvoir »*.

« Malgré ses critiques à l'adresse de l'administration Reagan, la plate-forme démocrate n'offre aucune solution de rechange aux électeurs américains », conclut Tass. – *(AFP.)*

La négociation sur les armements spatiaux

LES AMÉRICAINS « SERONT A VIENNE LE 18 SEPTEMBRE » déclare le département d'Etat

Les Etats-Unis *« prévoient d'être à Vienne le 18 septembre »* pour négocier avec l'Union soviétique sur une éventuelle démilitarisation de l'espace, a-t-on annoncé officiellement, à Washington, mercredi 18 juillet. Selon M. Romberg, porte-parole du département d'Etat, cette *date du 18 septembre a été proposée* par les Soviétiques eux-mêmes dès le 29 juin, date à laquelle le gouvernement de Moscou avait publié une déclaration suggérant, mais sans autre précision, une rencontre à Vienne en septembre. *« Nous avons accepté cette date »*, a dit M. Romberg, qui a rappelé que cette acceptation avait été donnée *« sans conditions préalables »*.

Moscou continue cependant de fustiger l'*« attitude négative »* de Washington à propos de cette négociation. Dans des déclarations à la *Literatournaia Gazeta*, M. Zamiatine, porte-parole du comité central du Parti, estime que les Etats-Unis, loin d'accepter la proposition soviétique, cherchent à « bloquer » les pourparlers sur l'espace.

De même, mardi, la *Pravda* affirmait : *« L'initiative soviétique a été accueillie à Washington par un nouveau « non » précipité et maladroit. Aujourd'hui, après réflexion, on cherche à le camoufler et à le faire passer pour une réponse affirmative. On soutient que la partie américaine voudrait négocier et on affecte même de s'y préparer. Il se révèle que ce n'est là qu'une nouvelle jonglerie avec les mots »*, conclut le quotidien du Parti, qui qualifie de *« condition préalable, inacceptable d'avance »* le désir américain de parler des armements nucléaires stratégiques et à moyenne portée. – *(AFP, Tass.)*

Canada

40 % DES JEUNES QUÉBÉCOIS PRÉFÈRENT L'ANGLAIS

Québec *(AFP)*. – Les jeunes Québécois francophones sont pessimistes sur l'avenir de leur langue, selon une étude réalisée par le Conseil de la langue française (CLF) du Québec, qui a été présentée mercredi 18 juillet au sixième congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français, réuni depuis le début de la semaine à Québec.

Selon cette étude, 40 % des *jeunes Québécois francophones*, âgés de dix-huit à vingt-quatre ans, estiment que le français n'a aucun avenir comme langue des sciences et de la technologie, et préféreraient voir leurs enfants faire leurs études en anglais. Ils n'étaient que 20 % de cet avis il y a cinq ans.

Plusieurs participants ont souligné que le phénomène de la *perte de conscience collective* de la langue maternelle par la jeunesse était généralisé. Dans le cas particulier du Québec, les jeunes générations préfèrent écouter les radios ou regarder les télévisions des réseaux canadiens anglophones ou américains et, surtout, écoutant de plus en plus de disques provenant des Etats-Unis.

AFRIQUE

Maroc

La peine de mort est requise contre des intégristes jugés par contumace

Casablanca (Reuter). – Des peines de mort ont été réclamées, mercredi 18 juillet, au procès de soixante et onze intégristes musulmans jugés, depuis le 21 juin, par la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca sous l'inculpation de complot contre le roi Hassan II.

Dans son réquisitoire, le procureur a demandé la peine capitale pour les dirigeants du groupe, tout *en soulignant que la plupart figurent* au nombre des vingt accusés jugés par contumace. Il a réclamé des peines sévères pour les autres prévenus.

Les soixante et onze intégristes sont accusés d'avoir comploté contre la monarchie et d'avoir voulu instaurer une république islamique au Maroc. Ils répondaient également d'atteinte à la sécurité intérieure, d'*association de malfaiteurs*, de distribution de tracts subversifs et de publication de textes diffamatoires envers le chef de l'Etat, ont indiqué leurs avocats.

Selon des rapports de police présentés au cours du procès, les accusés appartenaient à une organisation clandestine, Al Jihad, section du Mouvement islamique, dont le siège est à l'étranger et qui serait liée au régime iranien. Le dirigeant du Mouvement islamique, présenté comme *M. Abdelkrim Moutii*, un ancien inspecteur de l'enseignement primaire, serait lui aussi installé à l'étranger.

Les cinquante et un accusés présents ont été arrêtés il y a près d'un an. Leur procès, connu du grand public marocain sous le nom de *« procès des Frères musulmans »*, n'est pas directement lié aux émeutes sanglantes de janvier à la *suite desquelles le roi Hassan II* avait mis en cause des fondamentalistes influencés par le régime de l'ayatollah Khomeiny.

La police affirme que parmi les milliers de tracts que les prévenus *sont accusés d'avoir distribués dans* les mosquées, un certain nombre auraient été introduits en fraude dans le royaume, en provenance de la ville française de Rouen.

Tchad

Interceptés, oui ou non?

Les deux Mig-23 de l'armée de l'air nigériane qui se sont posés, *lundi 16 juillet*, sur l'aéroport de N'Djamena, n'ont pas été *interceptés par des Mirage et des* Jaguar français de la force Manta basée au Tchad. Telle est du moins la thèse défendue par les gouvernements tchadien et français.

Mardi, une dépêche de l'agence Associated Press, datée de N'Djamena, avait affirmé le *contraire*.

Selon un témoin, qui se trouvait *mardi dans la capitale tcha*dienne, les deux appareils nigérians ont bien été interceptés ou « accompagnés », comme le confirme, à N'Djamena, une source autorisée.

Qu'en est-il exactement ? Compte tenu de l'état d'alerte permanent des troupes françaises *stationnées au* Tchad, c'était bien le moins. Alors, pourquoi le démentir ?

L.Z.



A VIVRE
SOUS LE MASQUE



Collection Le Masque
6 romans par mois.

EUROPE

Pologne

Varsovie attend l'amnistie

L'amnistie préparée par le régime du général Jaruzelski à l'occasion du quarantième anniversaire du régime communiste, *le 22 juillet*, serait large et spectaculaire. Bien que les intentions précises du pouvoir soient entourées du plus grand secret, il semble que les quatre dirigeants du KOR dont *le procès a été ajourné sine die (le Monde du 19 juillet)*, ainsi que sept anciens dirigeants de Solidarité actuellement détenus, doivent bénéficier de l'amnistie, comme la quasi-totalité des prisonniers politiques.

***Cependant, le général Jaruzelski n'a nullement l'intention de faire* la moindre concession sur le plan des libertés syndicales, alors que l'opposition exige le retour au pluralisme.**

Libres opinions

Diffuser le rapport du BIT sur les entraves aux libertés !

par MARC BLONDEL (*)

A la fin de la soixante-dixième session de la Conférence internationale du travail à Genève, le directeur général du BIT rendait public le rapport de la commission d'enquête sur la Pologne, confirmant les allégations des plaignants contre les atteintes aux libertés syndicales (*le Monde* du 30 juin). Il n'est peut-être pas inintéressant *de préciser* que cette *procédure* de caractère exceptionnel était la première contre un pays de l'Est et que l'initiative venait de délégués *représentant les travailleurs et non un Etat membre.*

Si nous disons pays de l'Est et non exclusivement Pologne, c'est que nous avons été témoins des déclarations des gouvernements d'Allemagne de l'Est, d'URSS et d'Ukraine aux différents conseils d'administration qui diligentèrent la plainte, mais aussi que *nous n'ignorons* pas les diverses réunions des ministres du travail des pays communistes où, dans l'*« esprit de forteresse »,* ils envisagèrent leur *réaction contre ce qu'ils considèrent comme une offense.*

Le gouvernement polonais a, selon la Constitution de l'OIT, trois mois, s'il conteste lesdites recommandations, pour saisir la Cour internationale de justice. Dans le cas contraire, il faut examiner dans quelles conditions les conclusions ont force exécutoire. Nous esti*mons, pour notre part,* que leur force obligatoire découle de la possibilité qu'a la Conférence, sur proposition du conseil d'administration, *de recommander les mesures opportunes pour* assurer *l'exécution* des recommandations de la commission d'enquête, ce qui, en outre, conduit le conseil d'administration à mettre *l'étude* de l'évolution de la situation en Pologne à l'ordre du jour de chacune de ses sessions.

Peut-on considérer que la position du gouvernement polonais, qui a refusé en permanence de se présenter à la commission d'enquête et ainsi d'en consacrer le caractère contradictoire — et qui, il y a quel*ques jours encore, menaçait de transformer* la suspension des relations avec l'OIT en départ définitif de l'Organisation internationale, — lui permettra d'échapper à *ses obligations ? Certes non : En dehors du* fait qu'il ne serait guère honorable pour un pays soucieux de sa réputation internationale de se placer dans une situation comparable à celle de l'Afrique du Sud (qui n'est plus au BIT à cause de l'apartheid), le départ ne libère pas le pays de ses obligations, et le rapport annuel sur *l'application* des *normes* et recommandations devra rendre compte de l'évolution de la situation.

Mais enfin, et c'est peut-être *là la véritable interrogation,* avons-nous été utiles aux travailleurs polonais ? En dehors de la Pologne, il nous appartient maintenant, avec l'aide des organisations syndicales internationales, mais aussi de tous ceux qui sont attachés à la défense des droits de l'homme, et en particulier des droits ouvriers et *des libertés démocratiques,* de diffuser le texte intégral de la commission d'enquête, révélateur de la situation passée, et courageux dans *ses conclusions.*

A l'intérieur de la Pologne et sans nous immiscer dans la vie sociale, qui n'appartient qu'à la classe laborieuse polonaise, il est évident que les conditions d'information ne peuvent laisser espérer que les travailleurs connaîtront l'existence d'une commission d'enquête, *a fortiori* pourront en apprécier les conclusions.

Chacun se souvient de l'utilisation faite par le gouvernement polonais de ses contacts avec le *BIT, lors de la rédaction de la loi* syndicale, mais ce que l'on ignore c'est que la désinformation s'accentue. Hier, les autorités polonaises déclaraient officiellement que le co-auteur de la plainte — le syndicat LO de Norvège — avait abandonné la procédure et que le bureau de Solidarité à Bruxelles était logé dans *les locaux de l'OTAN...*

Il est patent que les autorités polonaises dénoncent l'action des pays occidentaux comme une agression « antipolonaise ». Ce procès ne peut être fait au mouvement syndical que nous représentons, nous sommes très hésitants, voire hostiles aux idées de répression économique envisagées par certains.

L'utilité passe donc maintenant par le combat de l'information, cette fois pour un document publié par l'Organisation internationale du travail, que nous serons appelés à transmettre sous le manteau. Le bulletin officiel de l'OIT transformé en samizdat, quelle démonstration !

Mais nous continuerons, pour que personne n'oublie.

(*) Secrétaire confédéral de Force ouvrière. Membre adjoint du conseil d'administration du BIT. M. Blondel est co-auteur de la plainte déposée au BIT contre la Pologne.

Turquie

Le premier ministre souhaite l'amélioration des relations avec Paris

De notre correspondant

Ankara. — Le premier ministre turc M. Ozal, interrogé mercredi 18 juillet par la presse étrangère sur les perspectives d'amélioration des relations turco-françaises, a déclaré : *« Seule la volonté réciproque de Paris et d'Ankara permettra de résoudre le contentieux existant* (...). *S'il y a volonté, on trouvera un moyen. Et moi, j'y crois personnellement.* » Evoquant la récente « mission officieuse » de M. Etienne Manac'h ambassadeur de France, envoyé spécial du président Mitterrand, M. Ozal a estimé que cette visite d'« exploration » à Ankara avait été *« très utile ».* Bien qu'il ait estimé que *« l'attitude complaisante voire le soutien moral accordé par la France aux menées terroristes »* a été à l'origine de la détérioration des relations entre les deux capitales, le chef du gouvernement a déclaré qu'il s'emploierait personnellement à favoriser l'amélioration de ces relations. *« La France,* a-t-il dit, *devra réaliser que la Turquie joue un rôle important au Proche-Orient. Il n'existe chez nous aucun ressentiment à l'égard de la France, ni des Français auxquels nos portes sont ouvertes. »*

Grande-Bretagne

RÉFORME DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Londres *(AFP.)* — Le ministre britannique de la défense, M. Michael Heseltine, a présenté, mercredi 18 juillet, les grandes lignes de la réorganisation de son département qui a pour objectif de renforcer son pouvoir de décision sur les trois armes, avec l'élargissement des prérogatives de l'état-major général et du chef d'état-major, et une diminution du rôle des états-majors respectifs des trois armes.

Le ministre a estimé, en présentant son livre blanc, qu'il était nécessaire de consacrer le plus possible de crédits à l'efficacité au combat et de supprimer les gaspillages bureaucratiques.

Il a annoncé la création d'un bureau pour le contrôle des armements, qui souligne *« l'importance que ce gouvernement attache à un contrôle réaliste et véritable »* des armements dans le monde.

M. Heseltine a confirmé que le gouvernement britannique avait l'intention de privatiser certaines parties du ministère, notamment les manufactures d'armes qui lui sont rattachées.

ASIE

Chine

Mort du dernier descendant de Gengis Khan

De notre correspondant

Pékin. — Le dernier seigneur héréditaire mongol, descendant de *Gengis Khan à la trente-deuxième génération,* est mort le 2 juillet d'un cancer, a annoncé l'agence Chine nouvelle. Ochir Huyakt était âgé de quatre-vingt-quatre ans. Il a été enterré dans la sépulture de ses ancêtres, sur le plateau des Ordos. Ce descendant en ligne directe du conquérant dont les hordes avaient ravagé une partie de l'Asie et de l'Europe, avant de conquérir la Chine — formant la dynastie des Yuan, de 1280 à 1368 — avait su évoluer avec son temps et s'était rallié à la République populaire, ce qui lui a valu des funérailles officielles, bien que discrètes, en présence du seul membre mongol du bureau politique du Parti communiste chinois, M. Ulanfu, son cadet de six ans. A cette occasion, Ochir Huyakt a été qualifié de *« patriote qui a longtemps coopéré avec le PCC* et *dont l'activité, la franchise et la modestie lui ont gagné le respect du peuple ».* Cet aristocrate, né onze ans *avant la chute de l'empire* mandchou, avait en effet été vice-président de l'Assemblée provinciale et s'était distingué dans l'artisanat traditionnel mongol, un signe de sagesse. Désormais, le *« péril jaune »,* long*temps personnifié par les hordes* de Gengis Khan, a perdu son dernier symbole.

P. de B.

Afghanistan

Les Soviétiques renforceraient leurs installations au sud d'Hérat

La situation s'est stabilisée dans la province d'Hérat, à l'ouest de l'Afghanistan, après l'offensive soviétique du début juin. Les résistants ont depuis réoccupé leurs positions, a déclaré à l'AFP, à Téhéran, leur chef dans cette région, le major Alaedin Khan, ancien officier de l'armée régulière afghane. Il a rejoint les maquisards du Jamiat-e-Islami, le groupe le plus influent dans cette région, depuis plusieurs années et est devenu le chef militaire de quinze mille combattants aux côtés du responsable politique de la province, le commandant Ismaël Khan, également ancien officier de l'armée afghane.

Environ douze mille Soviétiques et cinq mille soldats gouvernementaux ont attaqué, à l'aube du 2 juin, une quarantaine de villages situés à l'ouest et au sud d'Hérat, la capitale provinciale située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière iranienne. L'opération a fait environ un millier de morts parmi la population civile, a affirmé le commandant Alaedin Khan a, d'autre part, déclaré que les troupes soviétiques ont entrepris depuis quatre mois la *construction* d'un *nouvel aéroport* militaire près du Balouchistan, plus au sud, à la hauteur de la ville iranienne de Zabol. Elles ont reçu des missiles sol-sol de moyenne portée (plusieurs centaines de kilomètres) d'une longueur de 12 mètres, montés sur des véhicules spéciaux. Ces missiles sont installés sur la base aérienne de Shindand, l'une des trois utilisées en Afghanistan par les Soviétiques au sud d'Hérat.

D'autre part, selon des rumeurs circulant à Kaboul et dont fait état une source diplomatique occidentale citée par l'AFP, le chef de l'Etat, M. Babrak Karmal, aurait été blessé lors d'un « règlement de comptes » faisant suite à l'altercation entre *deux de ses ministres*, le général Abdul Kader (défense) et M. Aslam Watanjar (communications), la semaine dernière (*le Monde* du 12 août). Le départ précipité de M. Karmal à Moscou le 9 juillet afin de subir, selon des sources gouvernementales, un *« examen médical général »* donne du crédit à ces rumeurs, ajoute la même source qui n'a cependant pu en vérifier l'exactitude. Radio Kaboul a annoncé, mardi 17 juillet, que le ministre communications, M. Watanjar, avait assisté à une réception la veille à Kaboul. La radio n'a pas précisé, indique l'AFP, si le général Kader y participait.

L'ambassade d'Afghanistan à Paris déclare dans un communiqué que *« toutes les informations données par des médias en France relatives à la mort de l'ancien ministre des finances* (M. Wakeel) *ainsi qu'à un « règlement de comptes sanglant » entre deux ministres sont totalement dénuées de fondement ».* Elle *« dément catégoriquement ces mensonges ».*

Hongkong

LONDRES N'ORGANISERA PAS DE RÉFÉRENDUM SUR L'AVENIR DU TERRITOIRE

Le gouvernement britannique a rejeté toute idée de *référendum* sur l'accord en discussion avec la Chine concernant l'avenir de Hongkong, a déclaré, mercredi 18 juillet, Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, à la Chambre des communes, car, a-t-il dit en substance, *il est impossible d'organiser une consultation significative dans le calme, notamment en l'absence de listes électorales fiables.*

Le secrétaire au Foreign Office a également annoncé qu'un *« bureau spécial »* allait être mis en place dans la colonie britannique, sous la responsabilité du gouverneur, Sir Edward Youde, dont le rôle sera de réunir toutes les opinions et d'examiner tous les points de vue des habitants qui voudront se prononcer sur l'accord sino-britannique.

Dans le même temps, le gouverneur de Hongkong a publié un Livre vert présentant une série de réformes électorales qui précéderont la fin du bail britannique sur la colonie en 1977. Elles prévoient notamment la tenue d'élections indirectes pour la moitié des membres des conseils législatifs et exécutifs de Hongkong et font entrevoir la possibilité qu'un gouverneur chinois issu de la colonie puisse être nommé avant 1997.

Londres et Pékin en sont à leur dix-huitième séance de négociations depuis septembre 1982 et Sir Geoffrey doit effectuer à la fin de ce mois un deuxième voyage dans la capitale chinoise et dans la colonie. — *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

Liban

M. JOUMBLATT : la bataille « peut recommencer »

Le Liban bénéficie d'une trêve mais la bataille *« peut recommencer »*, a déclaré M. Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste (PSP-druze) et ministre du tourisme et des travaux publics, dans un discours prononcé, dimanche, devant un millier de combattants et de militants du PSP et reproduit, mercredi 18 juillet, par l'organe du parti *Al Anbaa.*

M. Joumblatt a dit : *« Nous avons provisoirement mis nos armes de côté, mais nous devons rester vigilants. Nous ne rendrons pas nos armes avant d'avoir vu satisfaire nos revendications politiques. »*

Le chef du PSP a indiqué qu'il allait *« donner une chance à la solution pacifique »*, mais que *« le combat* [n'était] *pas terminé ».*

« Le combat est maintenant politique, a-t-il ajouté. *Nous allons militer pour faire aboutir nos revendications politiques et pour libérer le Liban du Sud, occupé par les forces israéliennes. »*

Le ministre libanais de la défense, M. Adel Osseirane, a ordonné, mercredi, le retrait de tous les officiers libanais du bureau de liaison israélien de Dbayé. M. Rachid Karamé, premier ministre, avait, au début de juin, demandé à Israël de fermer ce bureau, mais ses membres avaient ignoré cette requête et se trouvaient encore, mardi soir, à Dbayé, situé en territoire contrôlé par les Forces libanaises.

Mercredi, la journée a été marquée à Beyrouth-Ouest par une grève générale observée en signe de protestation contre l'expulsion de Saïda d'un juge religieux chiite par une milice pro-israélienne.

Le Liban a décidé, par ailleurs, de rétablir ses relations diplomatiques avec l'Iran, rompues, le 23 novembre dernier, en raison du refus des Iraniens de retirer les gardiens de la révolution de la Bekaa.

Enfin, un soldat israélien a été tué dans la nuit de mardi à mercredi, à Tyr, par une grenade. — *(AFP, Reuter.)*

Iran

« Les documents du nid d'espions »

Les étudiants iraniens de la « ligne de l'imam » continuent à publier des documents saisis en novembre 1979 lors de l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran. Dix-sept volumes, péniblement reconstitués à partir de lambeaux de papier retrouvés dans un broyeur, ont déjà été publiés à *Téhéran sous le titre général « Les documents du nid d'espions ».*

Le *New York Times,* qui analyse ces ouvrages, confirme l'authenticité des pièces reproduites, pour la plupart des câbles secrets échangés entre l'ambassade et Washington, entre le début des années 50 et la prise de l'ambassade. Le quotidien new-yorkais estime par ailleurs que les étudiants ont saisi une quantité de documents suffisante pour publier des livres de ce genre *« pendant encore de longues années ».*

Selon le *New York Times,* ces documents prouvent surtout l'incapacité du gouvernement américain à mesurer l'importance du courant révolutionnaire en Iran. A titre d'exemple, le quotidient publie la note suivante, adressée le 5 septembre 1979 *par le secrétaire d'Etat-adjoint* Harold Saunders au secrétaire d'Etat Cyrus Vance : *« Le clergé n'est pas capable de diriger un pays complexe, et sera contraint à demander l'aide des responsables occidentalisés. Le courant modernisateur du développement iranien affaiblira Khomeiny et le clergé. »* Une semaine avant *la chute* de l'ambassade, un mémorandum de l'Agence internationale de communications américaine estimait que *« le climat en Iran s'est suffisamment stabilisé pour permettre d'envisager un nouveau programme d'activités ».*

Il ressort également d'une lecture attentive des documents que les diplomates iraniens en poste à Téhéran ont gravement sous-estimé la maladie dont était atteint le chah en 1979 et envoyaient régulièrement à Washington des rapports optimistes sur ses chances de survie politique. M. Brzezinski, en particulier, était fermement persuadé que, *même* si le gouvernement du chah tombait sous les coups de boutoir des *khomeinistes,* l'armée garderait le contrôle du pouvoir, *« si nécessaire par un coup d'Etat »,* ignorant ainsi de nombreuses indications selon lesquelles les militaires pourraient appuyer l'imam. — *(AP.)*

A TRAVERS LE MONDE

Haute-Volta

• SERVICE MILITAIRE POUR TOUS. — Le *« service national populaire »* sera désormais obligatoire pour tout Voltaïque, homme et femme, de vingt à trente-cinq ans, a-t-on indiqué, dimanche 15 juillet, à Ouagadougou, de source autorisée. Ce service doit durer douze mois. Les trois premiers seront consacrés à une instruction militaire, et les mois suivants à la production. Le tribunal populaire de Ouagadougou a, d'autre part, condamné M. Issoufou Joseph Conombo, ancien premier ministre du général Lamizana, chef de l'Etat de 1966 à 1980, à sept ans d'emprisonnement avec sursis, pour *« détournements de deniers publics et fraude fiscale ».* M. Conombo devra en outre rembourser 492 millions de francs CFA (9,84 millions de francs) à l'Etat. — *(Reuter.)*

Philippines

• LE CARDINAL SIN MET EN GARDE LE PRÉSIDENT MARCOS. — Le cardinal philippin Jaime Sin a mis en garde, mercredi 18 juillet, le président Ferdinand Marcos sur un recours à la loi martiale pour sauver *« un régime à l'agonie ».* Il a estimé qu'une telle décision conduirait à un bain de sang. La loi martiale avait été en vigueur de septembre 1972 à janvier 1981. — *(AP.)*

République Sud-Africaine

• MORT D'UN DÉTENU NOIR. — Un jeune Noir, arrêté le week-end dernier au moment des manifestations qui se sont déroulées à Tumahole, banlieue noire de la ville de Parys (à 140 kilomètres au sud-est de Johannesburg), a été retrouvé mort dans sa cellule, lundi matin. Selon un codétenu membre du Front démocratique unifié (UDF, regroupant plusieurs organisations anti-apartheid), Johannes Ngalo, a été battu à mort par des policiers. Selon la police, qui a ordonné une autopsie et une enquête, le jeune homme a été arrêté *« en état d'ébriété »* et était étranger aux émeutes de Tumahole, qui avaient été déclenchées pour protester contre la hausse des loyers dans le ghetto noir. Cinquante et une personnes avaient été appréhendées. — *(AFP, Reuter.)*

URSS

• UN DISSIDENT CONDAMNÉ A TROIS ANS DE CAMP. — Un architecte soviétique a été condamné, mardi 17 juillet à trois ans de camp, peine maximale prévue par le code pénal de la république de Russie, pour propagande antisoviétique. L'inculpation de M. Alexandre Bogoslovsky, âgé de quarante-sept ans, reposait sur la saisie à son domicile d'ouvrages considérés comme « antisoviétique » : un cahier d'écolier avec des notes manuscrites, un ouvrage de Berdiaev, et *la Russie en 1939,* du marquis de Custine. Au cours du procès, l'oncle de l'accusé, un ancien officier du ministère de l'intérieur, a été entendu en qualité de témoin à charge. Selon les sources dissidentes il a été contraint de déposer contre son neveu par les services du procureur, qui l'auraient menacé d'emprisonnement. — *(AFP.)*

• LUTTE INTENSIFIÉE CONTRE LA CORRUPTION. — Sept responsables de Roskontzert, l'organisme soviétique chargé de produire des concerts en Russie, ont été condamnés à des peines de prison de trois à treize ans dans le cadre d'un scandale de corruption et de pots de vin. D'autre part, huit juges viennent d'être démis de leurs fonctions en Géorgie, où la lutte contre la criminalité demeure très insuffisante, selon l'organe du parti local *Zaria Vostoka.* Le *comité central* du parti a constaté l'affaiblissement des organes chargés d'assurer l'ordre public et a lancé un appel à la vigilence des fonctionnaires chargés de la sécurité des citoyens et de la protection des biens de l'État. — *(AFP-AP.)*

(Publicité)

فصلية للدراسات والأبحاث

FIKR

صدر العدد الثاني من مجلة :

رئيس التحرير : طاهر عبد الحكيم

Vient de paraître le N° 2 de la revue FIKR *Trimestriel* d'études et de recherches (en arabe).
Rédacteur-en-chef: Tahir ABD EL HAKIM
Lisez sur le monde Arabe, deux ans après BEYROUTH
Yasser ARAFAT, Président de l'OLP; interview idéologique et politique.
Jean-Paul CHARNAY: Le Liban face à trois choix.
Foad ZAKARIYA: Les tendances idéologiques en Egypte.
Et d'autres études sur les thèmes suivants:
L'apparition de la propriété privée et son impact sur la pensée *socio-politique en Egypte.*
Le drame dans la littérature d'Egypte ancienne.

Abonnements: 160 FF (individuel)
350 FF (établissement)

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'*ordre de*:
AL FIKR (SARL) 2 rue de Lancry - 75010 PARIS
Tél: 209-56-27 Poste 44 Télex: 212043 F Attention FIKR
EN VENTE DANS LES KIOSQUES

Israël en mal d'Israël...

II. – *Une occupation irréversible ?*

De notre correspondant JEAN-PIERRE LANGELLIER

Jamais la crise d'identité n'a été aussi vive en Israël. L'Etat doit-il être occidental ou levantin ? Conquérant à jamais ou réconcilié avec ses voisins arabes ? L'émergence d'un terrorisme juif anti-arabe et la sympathie qu'il a rencontrée dans de larges couches de la population prouvent que la lecture « *fondamentaliste* » et intolérante du sionisme a fait des progrès. L'idéologie d'un *Grand Israël s'oppose à la thèse des partisans de la « générosité dans la fermeté »* (le Monde du 19 juillet).

Naplouse (Cisjordanie occupée). – « *Regardez ce qu'ils veulent faire !* » Penché sur une vaste carte de la Cisjordanie, M. Saëb Erakat nous explique, chiffres à l'appui, le sens caché de ce « *décret militaire nº 50* », qui suscite sa colère. Directeur des relations extérieures à l'université An Najah de Naplouse, Saëb sait de quoi il parle. Il a étudié par le menu le « *projet routier* » de l'armée israélienne et vient de publier ses conclusions dans les colonnes d'*Al Qods*, le journal pro-jordanien de Jérusalem-Est.

« *Pour la population arabe, les effets de ce plan sont clairs : des milliers d'hectares de terre expropriés, des centaines de champs d'oliviers abandonnés, des dizaines de puits détruits. A terme, cela signifie une accélération de la colonisation juive, un exode forcé pour beaucoup d'entre nous et une dépendance accrue de la main-d'œuvre locale.* » On songe aux réflexions d'un autre intellectuel palestinien, l'avocat Raga Chehadeh, qui notait dans son journal : « *Nous sommes trop obstinés pour être découragés par la seule humiliation. Comment vont-ils se débarrasser de nous ?* » (1).

L'occupation militaire, économique, humaine de la Cisjordanie et de Gaza est-elle, comme le pense aujourd'hui Saëb, irréversible ? Un scénario de la paix axé sur un compromis territorial relève-t-il (déjà) de l'utopie ? Une nouvelle majorité gouvernementale en Israël ne pourrait-elle au mieux que gérer le *statu quo* ? La naissance sur ces collines au charme biblique d'une entité nationale palestinienne (Etat indépendant, autonome ou fédéré) ne serait-elle plus qu'une cause perdue ?

Pour M. Meron Benvenisti, sans doute le meilleur connaisseur israélien de la Cisjordanie, les jeux sont pratiquement faits. Cet ancien maire adjoint de Jérusalem, en rupture de travaillisme, estime que « *le point de non-retour a été atteint* », « *la dynamique de l'occupation*, dit-il, *a dépassé le seuil critique. L'armée s'est déjà approprié 30 % des terres de Cisjordanie pour construire des camps militaires et ouvrir des routes. Elle prévoit de confisquer 10 % supplémentaires. Depuis 1967, l'Etat a injecté dans les territoires 1,5 milliard de dollars, dont la moitié sous le règne du Likoud. Croyez-vous que cet argent ait été investi à fonds perdus ?* »

Cent vingt implantations

Environ cent vingt implantations juives existent en Cisjordanie et à Gaza, où vivent 28 000 personnes, soit 7 000 familles. Quelques-unes sont de vraies villes : Kyriat Arba, Maale-Adumim et Emmanuel. Mais les six plus grandes localités urbaines de Cisjordanie – en dehors de la vallée du Jourdain – abritent à elles seules près d'un colon sur deux. Une cinquantaine d'implantations comptent chacune moins de 100 habitants. Elles pourraient être rasées au bulldozer en un après-midi.

La minorité juive des territoires représente seulement 3,5 % de la population arabe et s'accroît sept fois moins vite. En outre, la colonisation s'essouffle. Les arrivants de fraîche date sont rarement enfiévrés par l'idéologie du Grand Israël. Jeunes couples en quête d'air pur et d'un appartement à bon marché, ils vivent à moins d'une demi-heure de Tel Aviv ou de Jérusalem, d'où ils rentrent chaque soir après le travail. Ce ne sont pas des colons mais des banlieusards. Quelques corrections de frontières judicieusement tracées suffiraient à préserver l'identité arabe de la Cisjordanie. Faut-il donc prêcher un pessimisme si péremptoire ?

« *Peu importent les chiffres*, rétorque M. Benvenisti. *Deux choses priment : le rapport des forces et l'évolution des mentalités. En Cisjordanie, la minorité juive se sent soutenue par la toute-puissance d'un Etat et d'une armée, face à une majorité arabe humiliée et craintive. Elle sait que le temps travaille pour elle. La ligne verte n'est plus qu'un mythe. La gauche israélienne est piégée, impuissante. Les travaillistes n'ont jamais renié la doctrine qui voit dans la présence juive en Cisjordanie l'achèvement du sionisme. Cette occupation temporaire, déjà vieille de dix-sept ans, est une fiction qui arrange tout le monde : le Likoud, l'opposition et le monde occidental. Chacun fait mine de croire qu'elle aura une fin.* »

Les dirigeants travaillistes n'apprécient guère ce discours de Cassandre. L'ancien ministre des affaires étrangères Abba Eban tient les travaux – pourtant fort sérieux – de M. Benvenisti pour une « *littérature de l'absurde* ». Le philosophe Yirmiyahu Yovel préfère y voir le signe d'un « *désespoir chic* » qu'il juge abusif. Il n'empêche : un nombre sans cesse accru d'Israéliens n'arrivent plus à concevoir en leur for intérieur la restitution – fût-elle partielle – des territoires conquis pendant la guerre de six jours. L'an prochain, la génération de l'« après-67 » aura le droit de vote ; avant dix ans, son influence politique sera décisive. « *Pour la plupart des jeunes nés depuis 1967*, observe M. Henri Atlan, professeur de biophysique à Jérusalem, *il est hors de question de revenir à l'Israël d'avant. Le fait même de devoir imaginer ce qu'était alors leur pays relève d'une démarche quasiment archéologique.* »

Une minorité de blocage

Imaginer la paix : tout le problème est là, en effet. Quatre Israéliens sur dix s'opposent aujourd'hui à la moindre concession territoriale en échange d'un traité de paix avec la Jordanie. Cette « *minorité de blocage* » pèse très lourd. Quant à Jérusalem, « *capitale éternelle et indivisible* » de l'Etat hébreu depuis 1980, sa cause est entendue : trois Israéliens sur cent seulement accepteraient d'en restituer la partie orientale à un pouvoir arabe. Le chapelet d'implantations qui, peu à peu, l'enchâsse, de Bethléem à Ramallah, remplit avant tout une fonction symbolique : proclamer au monde l'appartenance de la Ville sainte au peuple juif.

Si le Likoud reste au pouvoir, l'impasse diplomatique se prolongera sans doute. Les héritiers de M. Begin continueront de cultiver une double contradiction. D'une part, ils exaltent l'affermissement de l'Etat juif tout en régnant sur une terre où vivent déjà près de 2 millions d'Arabes ; d'autre part, ils présentent la conquête de la Cisjordanie comme une « *libération* » tout en s'affirmant prêts à lui reconnaître au terme d'une négociation un statut d'autonomie conforme aux engagements souscrits à Camp David. Mais pourquoi renonceraient-ils de plein gré au contrôle d'une terre qu'ils prétendent avoir « libérée » ?

Le Likoud, en tout cas, ne tirerait aucun profit d'une annexion formelle des territoires occupés. Les annexionnistes à tout crin, minoritaires dans ses rangs, envisagent d'ailleurs leur projet comme une sorte de ruse historique, conscients que les Palestiniens refuseraient le « *cadeau empoisonné* » de l'égalité des droits qui leur vaudrait l'opprobre du monde arabe. A Jérusalem, après dix-sept ans, quelques centaines de résidents arabes tout au plus ont pris la citoyenneté israélienne. En l'espèce peu importe le droit, seule compte la réalité quotidienne. « *Beaucoup d'Israéliens*, note Raga Chehadeh, *nous appellent simplement les Arabes de 1967 en nous distinguant des Arabes de 1948* (ceux de l'intérieur). »

L'hypothèse d'un succès travailliste suscite tantôt l'espoir, tantôt le scepticisme. Que propose le parti de M. Shimon Pérès en échange d'un traité de paix avec Amman ? Geler les implantations juives dans les zones à fort peuplement arabe, abandonner 60 à 70 % de la Cisjordanie, maintenir sous souveraineté israélienne la région de Jérusalem, la vallée du Jourdain et le « *bloc d'Etzion* » au sud de Bethléem, où des colons s'installèrent dès 1967 à l'instigation du gouvernement travailliste.

Le mirage de l'option jordanienne

Cette offre peut-elle trouver preneur ? « *La seule différence entre Pérès et Shamir*, concède M. Benvenisti, *c'est Hussein. Pour danser le tango, il faut être deux. Or le roi est l'unique partenaire acceptable par les travaillistes. Tout dépendra donc d'abord de lui.* » Comme Moshe Dayan naguère, M. Pérès « *n'attendra qu'un coup de téléphone d'Hussein pour négocier* ». Mais, interroge le journal *Haaretz*, le roi n'a-t-il pas choisi de « *se barricader dans son désert* » ? Le souverain hachémite souhaite-t-il sincèrement régler le problème palestinien ? Rien ne l'atteste. A supposer que la négociation s'engage, Hussein ne trouvera-t-il pas un prétexte en or pour la faire chavirer : Jérusalem ? Nombre d'Israéliens prêtent au roi un seul rêve secret : rétablir son autorité sur la Ville sainte.

« Il en faudra des conditions pour que le processus de paix ait des chances d'aboutir !, soupire le philosophe Menachem Brinker. *Hussein devra d'abord dire oui au dialogue, puis manifester sa bonne volonté, ce qu'il ne fera pas sans le soutien de la majorité des pays arabes, Arabie Saoudite et Egypte en tête. Les Américains devront maintenir une pression constante sur les deux protagonistes. Mais, avant tout, le front travailliste a besoin de remporter une victoire électorale si nette qu'il puisse disposer d'une majorité parlementaire excluant ceux des partis religieux hostiles* a priori *au compromis territorial.* »

L'« *option jordanienne* » de M. Pérès serait-elle un mirage ?

Ceux qui, malgré tout, veulent espérer trouvent certains motifs de réconfort. « *Les principaux dirigeants travaillistes*, assure l'écrivain Avraham Yehoshua, *sont intimement convaincus que la création d'un Etat palestinien est l'inéluctable garantie d'une vraie paix, même s'ils ne peuvent pas le dire clairement. Ils savent que la formule d'un Etat binational nous conduirait au désastre. Je crois à leur volonté politique de s'attaquer au problème. Mais je n'exclus pas l'hypothèse d'une petite guerre civile, car des milliers de gens ont investi leur vie et leur imaginaire dans Eretz Israël.* »

Autre source d'espoir : six Israéliens sur dix sont prêts à payer le prix de la paix en acceptant l'évacuation totale ou partielle des territoires occupés. Avant Camp David, rappellent les *optimistes*, la *grande* majorité de la population était hostile au retrait du Sinaï. L'opération s'est pourtant – hormis l'épisode de Yamit – déroulée en douceur. Les travaillistes, ajoute-t-il, devront sans attendre provoquer un choc psychologique. Et le même mot revient au *détour des conversations : confiance.* Les Israéliens n'en finissent pas d'attendre un « *nouveau Sadate* ».

A Naplouse, Saëb accueille d'un *sourire amer tous* ces échafaudages pré-électoraux. « *Nous en avons assez des faux espoirs qu'on nous injecte régulièrement depuis 1967. Dans quelques années, le rêve d'un Etat sera définitivement envolé. Nous sommes si seuls ! L'OLP survit dans le chaos et la confusion. Et les Israéliens, avec leur armée d'experts, nous connaissent tellement mieux que nous nous connaissons nous-mêmes. Bien sûr, il faut tenir bon, s'accrocher. C'est de plus en plus dur. Proportionnellement, nous avons plus de diplômés de l'enseignement supérieur que l'Allemagne fédérale, mais dix mille d'entre eux vivotent en Cisjordanie, sans trouver d'emploi convenable.* »

Dans sa vieille et belle maison de Ramallah, l'ancien maire – proche de l'OLP – M. Karim Khalaf, affiche lui aussi un solide scepticisme. « *Le Likoud et les travaillistes*, estime-t-il, *sont comme les deux faces d'une même pièce de monnaie. Le premier est simplement moins hypocrite.* » Au bout d'un moment, il avoue tout de même préférer une victoire de l'opposition. « *Nous aurions une plus grande marge de manœuvre*, reconnaît-il. *Et puis je pourrai toujours aller voir Shimon Pérès pour lui rappeler les promesses électorales qu'il n'aura pas tenues.* » Alors, un mince espoir ? « *Cinq chances sur cent, pas plus.* »

Les élections du 23 juillet, au-delà des programmes et du combat des chefs ont une portée symbolique. Car ce sont bien deux traditions politiques qui s'affrontent, deux *visions du monde et d'abord deux* conceptions du sionisme : l'une rigide, exaltée, maximaliste ; l'autre, moins crispée, plus souple et pragmatique. Ce débat de fond, les Israéliens, consciemment ou non, devront aussi le trancher.

---

(1) *Tenir bon*, journal d'un Palestinien en Cisjordanie occupée. Le Seuil, 1983.

Prochain article :

LA MONNAIE FONDANTE

Du 15 juillet au 20 août dans

Le Monde

Aujourd'hui

GRAND CONCOURS SUR "L'ART ROMAN"

100 PRIX EN LIVRES D'ART A GAGNER CHAQUE SEMAINE

Pour célébrer le 30e anniversaire de la collection "La nuit des temps" les Editions Zodiaque organisent, avec la collaboration du Journal *Le Monde*, un grand jeu concours gratuit sur l'art Roman : "Vacances Romanes".
Pendant six semaines, à partir du 15 juillet, le Monde publiera dans son supplément du week-end, le Monde *Aujourd'hui*, daté dimanche lundi, six questions sur l'Art Roman.
Ces séries de six questions formant chacune un concours indépendant, les lecteurs du Monde Aujourd'hui auront, chaque semaine, une nouvelle chance de gagner l'un des magnifiques prix en livres d'art offert par les Editions Zodiaque.

1er prix : collection complète - Nuit des Temps - 58 volumes
2e prix : collection des titres français - Nuit des Temps - 36 volumes

3e prix : collection complète Introduction à la Nuit des Temps - 9 volumes

et du 4e au 50e prix : un ouvrage d'art (1 ou 2 volumes) et du 51e au 100e prix : une plaquette "Itinéraire Roman"

Rendez-vous dans le Monde Aujourd'hui dès le 15 juillet.

Le Monde / ZODIAQVE

Prix du roman d'aventures 1984

ALEXANDRE TERREL

LE TÉMOIN EST A LA NOCE



Collection Le Masque

Le volume 15,50 F en vente partout.

Le Monde

politique

LA DÉCISION DU PCF DE NE PAS PARTICIPER AU NOUVEAU GOUVERNEMENT

« La politique actuelle ne peut aboutir qu'à l'échec de 1986 »

M. Pierre Juquin a lu, jeudi 19 juillet, la déclaration suivante, adoptée par le comité central du PCF à *l'issue de sa réunion* dans la nuit du 18 au 19 juillet.

« La France vit une heure grave. *Après avoir accompli, à* partir de 1981, un nombre appréciable de progrès importants, le gouvernement a opéré une réorientation de sa politique, qui s'est traduite par l'aggravation du chômage, la stagnation de l'activité économique, le recul du pouvoir d'achat des salariés et des revenus des agriculteurs, ainsi que d'autres conséquences nocives, en particulier pour l'école. En même temps, le grand capital ferme des entreprises viables, licencie massivement, comprime les effectifs salariés, appauvrit des régions, s'attaque à des garanties sociales importantes, aux droits et aux libertés. Beaucoup de Français ont manifesté leur mécontentement, leur *inquiétude, lors des élections* européennes.

» Dans cette situation, nous restons persuadés que les objectifs essentiels pour lesquels les Français ont voté en 1981 représentent la seule issue, la seule solution, aux problèmes posés. Pour atteindre ces objectifs, nous restons persuadés que la seule voie efficace est celle du rassemblement démocratique de la majorité des Français, celle de *l'union de la gauche.*

» Nous considérons qu'il faut apporter à la politique économique et sociale les changements nécessaires, avec comme objectifs : une modernisation de notre économie appuyée sur le développement de la recherche, de la formation, des productions et des emplois utiles au pays, la rigueur de la gestion par l'élimination des gaspillages capitalistes; l'arrêt de la montée du chômage et sa réduction significative; la préservation et l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés. Cela suppose un budget 1985 qui développe l'effort d'investissement public, crée des emplois, fasse progresser la justice fiscale.

» Telles sont les propositions essentielles que nous avons soumises au nouveau premier ministre, Laurent Fabius, tant dans les deux entretiens que nos représentants ont eus avec lui que dans la lettre solennelle que nous lui avons adressée au cours de la nuit du 18 au 19 juillet.

» Force nous est, malheureusement, de constater que les déclarations du premier ministre n'apportent pas aux questions posées une réponse positive. Il en ressort qu'il est décidé à poursuivre la politique de « rigueur », laquelle continue à se traduire par la poussée du chômage, la détérioration du pouvoir d'achat des salariés et retraités, des inquiétudes pour l'avenir des enfants et des jeunes, sans engager l'économie nationale sur la voie du redressement.

» Le premier ministre, il est vrai, a prodigué certaines phrases rassurantes : par exemple, sur la nécessité de considérer la lutte contre le chômage comme l'objectif central de la politique gouvernementale. Mais nous devons à l'honnêteté de dire que nous avons entendu les mêmes mots à de nombreuses reprises depuis 1982, aussi bien dans la bouche du président de la République que dans celle du premier ministre. Or ces multiples déclarations n'ont pas été suivies d'effet.

» Ce qui est nécessaire aujourd'hui, ce n'est pas des bonnes paroles, mais la définition nette d'une politique nouvelle et des actes résolus pour la mettre en œuvre. Cela, nous ne l'avons pas obtenu. Dès lors, l'attribution à des ministres communistes de tel ou tel ministère — aux moyens d'ailleurs mal définis — ne peut pas constituer en elle-même une garantie. Faut-il rappeler que nous ne cherchons pas à occuper les places, mais à participer *utilement* à la réalisation d'une politique bonne pour la *France ?*

» Dans ces conditions, nous ne nous sentons pas le droit moral de laisser croire à des millions de femmes, d'hommes, de jeunes *en proie aux déceptions,* aux inquiétudes, que nous pourrions, *dans le gouvernement actuel,* répondre à leur attente. Nous nous refusons à les tromper, comme à nous tromper nous-mêmes.

» *Que la droite, que toutes les* forces du capital, ne se fassent *pas d'illusions ! Nous sommes et* serons toujours là pour les combattre, pour unir les Françaises et les Français contre leurs tentatives et leurs projets, pour dresser un barrage contre leur retour.

» Sans désemparer, nous allons, de façon constructive, avec réalisme et sans démagogie, dans un esprit d'ouverture et de large union, consacrer toutes nos forces à la réalisation de progrès concrets dans tous les domaines possibles. Il va de soi que nous restons entièrement disponibles pour favoriser et soutenir toute mesure qui ira dans le sens des engagements pris. Et *pourquoi pas, si les conditions* étaient à nouveau créées, reprendre *notre place au gouvernement* pour le plus grand profit de notre nation, du monde du travail et de l'union de la gauche elle-même ?

» Nous souhaitons profondément *que l'attitude à laquelle* nous avons été conduits aide à la réflexion de chacun. Nous le disons à tous : poursuivre la politique actuelle, et même l'accentuer, ne peut aboutir qu'à l'échec en 1986. Nous ne le voulons pas, nous ne pouvons pas nous y résoudre. Il est encore temps d'arrêter l'engrenage.

» C'est pourquoi, en cette heure difficile, nous nous adressons gravement à chacune et à chacun : communistes, socialistes, femmes et hommes de toutes les nuances de la gauche *et du progrès, nous pouvons,* en nous rassemblant, constituer une *grande force d'union pour* avancer vers la solution des problèmes du pays et recréer le grand élan unitaire qui a permis de battre la droite en 1981 et qui peut, aujourd'hui, sauver la gauche de la défaite. Cela dépend de l'iniative, de l'action, de l'union des travailleurs, des Françaises et des Français eux-mêmes. »

Le PS s'y préparait

Union de la gauche : c'est là-dessus que le Parti socialiste a construit toute sa stratégie depuis sa création en 1971. Union de la gauche : c'est ainsi que de scrutin en scrutin il est parvenu à convaincre les Français de sa capacité à gérer les affaires de la France. Union de la gauche : c'est de cette manière que M. François Mitterrand a réussi à gagner le pari qui consistait à inverser le rapport de forces PC-PS et à réduire considérablement l'influence de son allié. Union de la gauche : c'est sur cette base qu'a été construit le pouvoir issu des scrutins de mai et de juin 1981, même si le PS a été contraint, sous la pression d'une *dynamique unitaire qu'il s'était* efforcé de freiner, de se lancer dans une aventure qu'il redoutait.

Désunion de la gauche : les socialistes connaissent aussi. Ils l'ont affrontée en 1977, lorsque le Parti communiste les a entraînés jusqu'à la rupture des négociations, en septembre, sur l'actualisation du programme commun signé en 1972. *Désunion et combat pour la gauche :* ils y sont habitués puisqu'au terme d'une bataille, face à l'opinion publique, ils sont parvenus à faire porter sur le PC la responsabilité de la rupture de 1977 et à surmonter les conséquences désastreuses de ce qui *paraissait être un échec historique* et irrémédiable.

Le retrait des communistes du gouvernement, les *socialistes s'y préparaient* depuis que leurs alliés ont commencé à prendre leurs distances avec la politique d'austérité, mais aussi à critiquer la politique extérieure de la France (négociations sur les euromissiles, intervention au Tchad, au Liban). *Ils s'y préparaient* en ayant conscience qu'ils auraient peu de prise sur les décisions de leurs partenaires.

Leur seul moyen d'action dans cette période avait été de faire pression sur le PC en s'efforçant de mettre en lumière les incohérences de sa stratégie du « *grand écart* », comme disait M. Lionel Jospin. Et en soulignant qu'il deviendrait vite impossible de rassembler derrière la gauche une opinion majoritaire si le PCF *continuait de soutenir le gouvernement « du bout des lèvres »*, accentuait sa critique de l'action gouvernementale plutôt que le soutien formel qu'il lui accordait. Les socialistes admettaient mal que leurs alliés cherchent à tirer bénéfice de l'action positive de leurs ministres *en même temps* que de l'impopularité que provoquait la politique économique et sociale du gouvernement.

Pour les socialistes, c'est une révision complète de stratégie qu'implique le comportement nouveau du PCF. Certes, on peut imaginer que la stratégie d'union ne leur paraîtra pas périmée. Mais elle est pour le moins *mise entre* parenthèses.

Ils n'ont, dans cette affaire, pas grand-chose à se reprocher. Qui dira que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, s'est rendu coupable, à quelque moment que ce soit, de la moindre complaisance à l'égard de son allié ?

S'il y a débat — et il aura lieu sans nul doute — c'est sur la base des analyses développées par le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement qu'il sera aussitôt lancé. Depuis la mise en œuvre du second plan d'austérité, les amis de M. Chevènement développent l'analyse selon laquelle la nouvelle politique économique de la gauche, plus proche selon eux de celle de M. Barre que du projet socialiste, contenait en germe la rupture avec le Parti communiste. En avril 1984, M. Jean-Pierre Chevènement confirmait cette argumentation et y ajoutait la responsabilité propre du PCF. La gauche, selon lui, *était engagée sur la* « ligne de pente » de la rupture dont les conditions étaient créées par la stratégie du PC — qui n'a pas été renversée comme par miracle en 1981 — aussi *bien que par les choix de politique* économique opérés en mars 1983.

Nul, depuis 1981, ne défendait plus au Parti socialiste l'idée d'une stratégie autonome qui aurait laissé le PCF sur le bord de la route. Les amis de M. Michel Rocard en avaient fait leur deuil depuis l'échec *de leur chef de file dans la course à* la candidature présidentielle. M. Rocard en effet en tenait, avant 1981, pour cette stratégie autonome, tant le Parti communiste lui paraissait irrémédiablement éloigné de la route de l'union.

J.-Y. L.

D'importantes répercussions sont à prévoir sur l'échiquier syndical

Le départ des ministres communistes du gouvernement risque d'avoir des répercussions considérables sur l'échiquier syndical. Seule Force ouvrière, qui, dès le 24 juin 1981, avait exprimé *« avec solennité et pour l'histoire »* son désaccord avec la présence du PC, a officiellement réagi par la voix de M. André Bergeron : *« La situation née en 1981 ne pouvait durer. On ne peut marier durablement l'eau et le feu. »* Pour M. Bergeron, qui pense que la participation *« laissera des traces profondes pendant longtemps »*, la situation va radicalement changer : *« Jusqu'à présent, les communistes combattaient à fleuret moucheté. Maintenant, ils vont y aller à fond. Ils soutiendront le gouvernement comme la corde supporte le pendu. »*

Si la CGC, également hostile à cette présence, se réjouira, la CFTC comme la CFDT se sont toujours abstenues de se prononcer officiellement. Mais le 5 septembre 1983 M. Edmond Maire avait estimé que *« l'alliance des communistes aux socialistes ne pouvait être que peu ou prou réductrice d'espérance »*. C'est évidemment la réaction de la CGT — et surtout sa stratégie future — qui est la plus attendue. La centrale de M. Henri Krasucki s'est efforcée ces derniers temps de ne se situer que sur le terrain syndical, en voulant prendre ses distances avec le jeu politique. Une question d'image qui ne fait guère illusion sur son attitude future. La muselière qui l'obligeait, du fait de la participation communiste, à une certaine retenue saute.

M. Henri Krasucki, comme M. Marchais, est rentré précipitamment de vacances. Il a participé, le 18 juillet au soir, aux réunions du bureau politique — dont le numéro deux de la centrale, M. Louis Viannet, est également membre — et du comité central du PC. La CGT pourrait réunir dans la journée son bureau confédéral et publier une déclaration. Pour l'instant, elle affirme officieusement *« suivre le déroulement des événements, attendre la formation du gouvernement et sa déclaration de politique générale »*. *« Qu'il n'y ait plus de ministres communistes, c'est un fait, mais il y a aussi les intentions du gouvernement »*, indique-t-elle.

Quoi qu'elle dise sur sa volonté d'être avant tout « syndicale », la CGT est directement concernée à un double niveau. Le 4 juin 1981, elle s'était officiellement prononcée pour *« la constitution d'un gouvernement d'union de la gauche regroupant toutes les composantes de celle-ci, à égalité de droits et de devoirs, sur la base d'objectifs clairs pour réussir le changement »*. M. Krasucki avait salué la participation communiste comme *« un moment historique de portée nationale et internationale »*, et M. Séguy, secrétaire général à l'époque, avait — imprudence qui lui avait été reprochée — indiqué que son organisation faisait *« partie de ceux qui se situent du côté de la nouvelle majorité »*. Logiquement, la CGT va donc tirer les conséquences de la disparition d'un gouvernement d'union de la gauche.

La clarification opérée en avril 1984 par le biais de la question de confiance posée au PC avait laissé la CGT de marbre. Dès le lendemain, à Marseille, M. Krasucki avait prononcé un très violent réquisitoire contre la politique du gouvernement. De plus, il y a une complète identité de vues entre les critiques du PC et celles de la CGT sur l'action du gouvernement — *« ce qu'exprime le PC aujourd'hui,* dit-on à Montreuil, *avait été exprimé largement depuis quelque temps par la CGT »* — qu'il s'agisse de l'emploi, de la croissance, de la fiscalité, de la politique industrielle, de la protection sociale ou de la stagnation, voire la baisse de pouvoir d'achat.

La centrale de M. Krasucki va donc se trouver les mains libres pour durcir le ton et l'action face au gouvernement, et nul doute qu'elle ne s'en privera pas dès la rentrée, même si au sein de la CGT comme au sein du PC il n'y avait certainement pas que des partisans du départ des communistes. Doit-on pour autant s'attendre à un déferlement important de grèves ? Il serait erroné de voir une CGT aux forces intactes et se contentant d'appuyer sur un bouton pour déclencher une grève générale.

La CGT s'est considérablement affaiblie, et déjà, dans les dernières années du septennat de M. Giscard d'Estaing cet affiblissement ne lui avait pas permis de mobiliser à hauteur de ses ambitions. Certes, son appareil reste solide, elle conserve des bastions et ne connaît pas que des revers dans les élections professionnelles. Mais elle devra retrouver une nouvelle crédibilité dans son attitude plus oppositionnelle pour transformer un mécontentement existant — mais freiné dans son expression par le chômage et le label « de gauche » du gouvernement — en combativité offensive. Il est vrai qu'elle ne considérera sans doute plus vraiment le gouvernement comme étant tout à fait « à gauche »...

M. N.

Le deuxième premier ministre

par OLIVIER DUHAMEL

La Ve République semble parfois se répéter. Comme si un cycle constitutionnel se reproduisait à chaque mandat présidentiel, indépendamment de la personnalité du président (1). Toutes choses égales par ailleurs, les permanences sont en *effet frappantes, qui marquent le* premier changement de premier ministre.

1. Trois ans après son élection, le président décide de changer de premier ministre. — De Gaulle, Pompidou, Mitterrand, décident seuls d'inaugurer ainsi une nouvelle phase de leur septennat (Valéry Giscard d'Estaing fut, pour sa part, obligé de le faire dès 1976, mais on sait qu'il était minoritaire dans sa majorité). Constitutionnellement, le président pourrait tout à fait conserver le même premier ministre tout au long de son septennat, à la seule condition qu'il conserve la confiance de l'Assemblée. Mais la stabilité du pouvoir, réalisée par la Ve République, entraîne son usure. D'où l'utilité d'une relance par changement du chef de gouvernement.

2. Le premier premier ministre est une personnalité politique. — Il est personnellement lié à la majorité parlementaire, relativement autonome à l'égard du président. Michel Debré en 1959, Jacques Chaban-Delmas en 1969, Jacques Chirac en 1974, Pierre Mauroy en 1981, autant d'*hommes politiques* qui ne furent point pures créatures du *président, mais dotés d'une existence* politique propre, laquelle *préexistait et survécut au* chef de l'Etat.

3. Le deuxième premier ministre est un homme du président. *Georges Pompidou en 1962,* Pierre Messmer en 1972, Raymond Barre *en 1976, Laurent Fabius* en 1984, accèdent à l'Hôtel Matignon par surprise. Aucun d'eux — sauf peut-être Pierre Messmer — n'incarne un choix, un courant ou une option politiques, à la différence de leurs prédécesseurs. Leur entrée en politique est très liée au président, dont ils furent parfois le directeur de cabinet avant qu'il parvienne au pouvoir (Pompidou, Fabius). Le chef de l'Etat désigne un collaborateur *personnel.* Il écarte les dirigeants politiques susceptibles *de donner l'impression* d'une quelconque dyarchie au sommet. En 1972, Georges Pompidou ne choisit pas Valéry Giscard d'Estaing. En 1976, Valéry Giscard d'Estaing ne choisit pas Jacques Chaban-Delmas. *En 1984, François* Mitterrand ne choisit pas M. Rocard. A chaque fois, le président entend marquer sa maîtrise du pouvoir.

4. Le deuxième premier ministre apparaît dans un contexte référendaire. — Le changement de *premier ministre est allé souvent* de pair avec un référendum. En 1962, le *départ de Michel Debré suit* le référendum sur l'indépendance de l'Algérie et précède de quelques mois celui sur l'élection directe du président. En 1972, le départ de Jacques Chaban-Delmas survient trois mois après le référendum sur l'Europe. En 1984, le départ de Pierre Mauroy intervient au moment où le président tente un référendum sur le référendum. (Seul Valéry Giscard-d'Estaing fit, une fois de plus, exception à la règle — mais la démission de Jacques Chirac fut, en août 1976, l'unique exemple d'un départ imposé par l'intéressé.) Le contexte référendaire installe le président sur le devant de la scène et contribue à placer le *deuxième* premier ministre plus en retrait que son *prédécesseur — au moins lors* de sa prise de fonctions.

Pour toutes ces raisons, la nomination du deuxième premier ministre donne toujours l'impression d'une présidentialisation du régime. On ne saurait en déduire pour autant l'inexistence du deuxième premier ministre, étant donnée une dernière constante qui lui donne consistance.

5. — Le deuxième premier ministre doit conduire la bataille des élections législatives. — Ce n'était pas évident *a priori* pour Georges Pompidou en 1962, mais la dissolution d'octobre lui assigna cette tâche. *Pierre Messmer* en 1972-1973, Raymond Barre en 1976-1978, *Laurent Fabius* en 1984-1986, remplissent la même fonction. Un nouveau premier ministre paraît toujours un atout pour faire face à la montée de l'opposition — même si l'objectif apparaît aujourd'hui exceptionnellement difficile à atteindre.

Au total, le deuxième premier ministre a en effet pour mission principale d'empêcher que l'Assemblée nationale à venir n'impose au président la désignation d'un... troisième *premier ministre.*

(1) Pierre Avril, a le premier, perçu une *« fluctuation typique de la pratique présidentielle »* dans les rapports entre président et premier ministre. *Pouvoirs*, numéro 9, 1979, page 58.

M. LOUIS SCHWEITZER DIRECTEUR DE CABINET DE M. FABIUS

L'« alter ego »

Rarement directeur de cabinet aura été aussi proche de son ministre que M. Louis Schweitzer l'est de M. Laurent Fabius. Au budget, à l'industrie et désormais à Matignon, les deux hommes forment une équipe si soudée que certains membres de leur cabinet n'hésitent pas à voir dans le premier le résultat d'un clonage du second. Même si, plus *grand, plus maigre,* M. Schweitzer dispose de plus de cheveux.

Descendant de cette haute bourgeoisie protestante qui a fourni bon nombre de grands commis de l'Etat — et par sa mère de la dynastie des grands brasseurs alsaciens, — ce brillant inspecteur des finances est le petit neveu du docteur Albert Schweitzer, prix Nobel de la paix en 1952, un cousin de Sartre, qui décrit si tendrement cette famille dans les premières pages des *Mots* et le digne fils de M. Pierre Paul Schweitzer, inspecteur général des finances qui fut pendant plus de dix ans le directeur écouté et apprécié du Fonds monétaire international, avant de déplaire à M. Nixon.

Un peu plus âgé — de quatre ans — que « son » premier ministre, cet *alter ego* a la même puissance de travail, une intelligence que tout le monde s'accorde à trouver « très vive », « très rapide », un goût du secret au moins aussi fort que celui de M. Fabius. Cette complicité, les *deux hommes l'ont transformée en* méthode de travail. M. Louis Schweitzer est ainsi le passage obligé, la seule porte pour accéder à M. Fabius, qu'il protège comme un coffre-fort avec un dévouement total. Ce dernier ne reçoit pas le président de Creusot-Loire ou celui de Citroën, c'est son directeur de cabinet *qui le fait. Comme c'est lui qui* se charge de la plupart des « corvées » inévitables.

Méfiants vis-à-vis de l'administration, ils s'appuient peu sur leurs services — une tradition au ministère des finances, où les membres des cabinets sont souvent les envoyés des grandes directions, mais une nouveauté rue de Grenelle. Cela les amène à se constituer un cabinet pléthorique, dont on écoute les membres d'une oreille parfois distraite, comme si les décisions étaient prises dans la solitude des grands hommes, ces longs tête-à-tête du ministre et de son calque, avec une sensibilité particulière au vent qui souffle de l'Elysée.

[Né le 8 juillet 1942 à Genève, M. Louis Schweitzer est entré à l'inspection des finances à sa sortie de l'ENA (promotion Robespierre). Mis à la disposition de l'administration générale de l'Assistance publique à Paris en 1970-1971, il devait être ensuite chargé de mission au service de l'inspection générale des finances (de 1972 à 1974) avant d'entrer à la direction du budget, où il fut successivement chargé de mission (juillet 1974), chef du bureau des transports (1976) et sous-directeur de la fonction publique, des statuts et indemnités des personnels de l'Etat (1979). Administrateur notamment de TDF (Télédiffusion de France), il est nommé directeur de cabinet de M. Fabius lorsqu'en mai 1981 celui-ci est ministre délégué chargé du budget, puis en mars 1983 lorsqu'il est ministre de l'industrie et de la recherche.]

12 mois sur 12
COURS
HUBERT LE FÉAL :
DÉPASSER
LE TRAC,
S'AFFIRMER
DANS LA
PAROLE.
*
documentation
sans engagement
☎ 387 25 00

— (Publicité) —
Recherchons pour témoignages télévisés des personnes ayant des problèmes familiaux ou de couple (quels que soient les problèmes). Pour venir en discuter ensemble avec les personnes concernées :
★ *Téléphoner au 299-42-79 ou 299-51-54 aux heures de bureau ;*
★ *Écrire à Antenne 2, 22, avenue Montaigne*
Hélène DELEBECQUE
Pièce 404
75008 PARIS

OUVERT EN AOUT
DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS
A partir de 590 F
COSTUMES MESURE
A partir de 1 750 F
NOUVELLE COLLECTION
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX SUR MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.
Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h.

هكذا من الأصل



LA DÉCISION DU PCF DE NE PAS PARTICIPER

Plus de trois ans de rapports

1981

28 AVRIL : Le premier tour de l'élection présidentielle, le 26 avril, ayant donné 25,84 % des suffrages exprimés à M. François Mitterrand et 15,34 % à M. Georges Marchais, le comité central du P.C.F. appelle officiellement les électeurs communistes à voter, au second *tour, le 10 mai,* pour M. Mitterrand.

4 JUIN : Le P.S. et le P.C.F. adoptent une déclaration commune en vue des élections législatives.

14-21 JUIN : Les élections législatives donnent au P.S. 37,51 % des suffrages exprimés et 269 sièges, au P.C.F. 16,17 % des voix et 44 sièges.

23 JUIN : Le comité directeur du P.S. et le comité central du P.C.F. adoptent une déclaration définissant une *« orientation gouvernementale commune ».* Le deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy comprend quatre communistes sur quarante-trois ministres et secrétaires d'Etat : un ministre d'Etat, M. Charles Fiterman (transports) ; un ministre délégué auprès du premier ministre, M. Anicet Le Pors (fonction publique et réformes administratives) ; deux ministres, MM. Jack Ralite (santé) et Marcel Rigout (formation professionnelle).

25 JUIN : M. Marchais résume, devant le comité central du P.C.F., l'orientation du parti dans la période à venir : *« Ni force d'appoint ni mouche du coche... »*

13 SEPTEMBRE : M. Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F. : *« Les communistes participent au gouvernement de la France. Ils ne sont pas, pour autant, parti du gouvernement. »* M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., se félicite du comportement des communistes au gouvernement et du contenu de *l'Humanité* depuis le mois de juin.

15 SEPTEMBRE : M. Marchais à l'Assemblée nationale : *« Il faut sonner l'alarme »*, car la situation économique et sociale est *« sérieuse, préoccupante »*.

23-25 OCTOBRE : au congrès socialiste de Valence, M. Jean Poperen, membre du secrétariat national, se déclare préoccupé par le fait que le projet de résolution du futur congrès du P.C.F. justifie *« l'exaspération anti-unitaire des années 1977-1981 »*. M. Jospin dénonce le caractère *« un tantinet unilatéral »* des sentiments pacifistes exprimés par la manifestation du Mouvement de la paix, lié au P.C.F., le 25 octobre à Paris.

10 NOVEMBRE : au conseil des ministres, M. Ralite prend position contre le rétablissement du 1 % supplémentaire sur la cotisation des salariés de la Sécurité sociale.

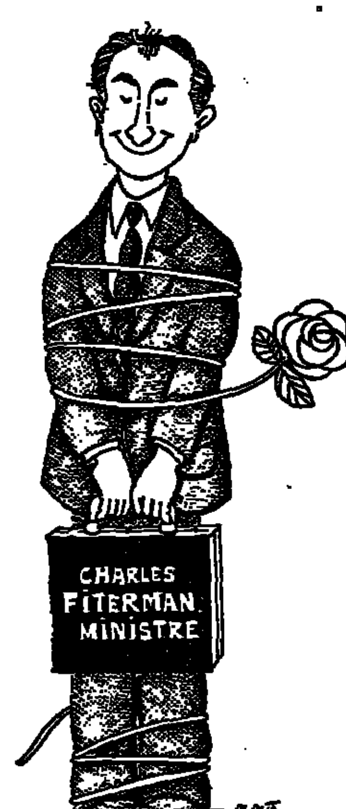
13 DÉCEMBRE : M. Fiterman approuve la déclaration de M. Mauroy sur l'instauration de l'état de guerre en Pologne, mais le P.C.F. et la C.G.T. refusent de s'associer à la manifestation organisée par le P.S. et les autres forces de gauche, le 14 décembre. M. Jospin juge la position des communistes *« pas tout à fait conforme »* à l'accord du 23 juin entre les deux partis.

1982

8 JANVIER : des délegations du P.S. et du P.C.F., conduites par MM. Jospin et Marchais, se rencontrent au siège du parti communiste, qui a proposé cette réunion deux mois plus tôt, son souhait étant alors de parler avec les socialistes du pluralisme dans l'information audiovisuelle. Le communiqué commun, très bref, fait état de *« différence »* et de *« divergences »* entre les deux partis à propos de la Pologne.

11 JANVIER : M. Fiterman se déclare *« indigné et blessé »* par une interview de M. Jean Poperen au *Nouvel Observateur*, dans laquelle le dirigeant socialiste se demandait si la politique du P.C.F. n'était pas inspirée par l'idée que l'Europe *« finira par basculer »* dans la dépendance de l'Union soviétique. L'intervention de M. Poperen, contredite par d'autres responsables du P.S., est jugée inopportune par M. Jospin.

4-7 FÉVRIER : le vingt-quatrième congrès du P.C.F. est marqué par l'affirmation de la volonté de se comporter en parti de gouvernement et par des attaques contre l'information audiovisuelle et contre la presse écrite. M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du P.S., relève une *« divergence fondamentale »* entre son parti et le P.C.F. à propos de la Pologne et de la nature des pays de l'Est.



(25 juin 1981)

14-21 MARS : aux élections cantonales, le P.S. et le M.R.G. obtiennent, au premier tour, 31,63 % des suffrages exprimés, le P.C.F. 15,87 %. MM. Jospin et Marchais lancent un appel au désistement mutuel et à l'union pour le second tour.

25 MARS : M. Marchais au comité central du P.C.F. : *« Ce n'est pas en en « rajoutant », comme on dit* [par rapport à la politique du gouvernement], *que nous avancerons. »* Le secrétaire général du P.C.F. relève *« les préjudices que les événements de Pologne font porter à la cause même du socialisme »*.

16 AVRIL : M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, dénonce les *« cadeaux au patronat »* que constituent, selon le P.C.F., les exonérations de la taxe professionnelle annoncées par le premier ministre.

9 MAI : M. Jospin se déclare prêt à envisager des accords d'union dès le premier tour des élections municipales de mars 1983. Le P.C.F. souhaite que ce soit le cas dans toutes les communes et que le mode de scrutin soit *« clair, honnête, fondé sur la proportionnelle »*.

15 MAI : les députés communistes s'abstiennent lors du vote du projet de loi sur la communication audiovisuelle.

2 JUIN : le bureau exécutif du P.S. reprend la proposition, avancée par le P.C.F., d'une rencontre entre les deux partis pour confronter leurs points de vue sur la paix, la sécurité et le désarmement.

13-18 JUIN : quarante et unième congrès de la C.G.T. ; contrairement à leur souhait, la représentation des socialistes dans les instances dirigeantes de la Confédération n'augmente pratiquement pas.

16 JUIN : le conseil des ministres adopte les mesures d'accompagnement de la dévaluation du franc, décidée le 12 juin. Les députés socialistes demandent que ces mesures soient complétées par une action contre les causes structurelles de l'inflation. Les députés communistes expriment leur désaccord avec les blocage des salaires.

20 JUIN : l'« appel des cent », d'inspiration communiste, rassemble deux cent cinquante mille personnes dans une *« marche pour la paix »* à Paris.

Le P.S., réuni en convention nationale, et le P.C.F., réuni en conférence nationale, sont d'accord sur la réforme du mode de scrutin pour les élections municipales, les socialistes ayant fait une concession aux communistes.

22 JUIN : M. Marchais confirme l'opposition du P.C.F. au blocage des salaires.

23 JUIN : le premier ministre ayant engagé la responsabilité du gouvernement, les communistes votent la « confiance ». M. Jospin rappelle au P.C.F. que *« c'est dans le besoin qu'on reconnaît ses amis »*, tandis que M. Paul Quilès, membre du secrétariat national du P.S., observe que les communistes cherchent à *« tirer un petit profit politique de cette affaire »*. M. Lajoinie annonce qu'au Sénat, où la responsabilité du gouvernement ne peut être engagée, les communistes s'abstiendront sur l'ensemble des mesures d'accompagnemant de la dévaluation.

12 JUILLET : M. Fiterman : *« Il n'est pas question de rompre le pacte passé il y a un an. »*

3 OCTOBRE : M. Ralite dément une déclaration de M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, selon laquelle le ministre de la santé aurait approuvé le plan de financement de la Sécurité sociale.

4 OCTOBRE : M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale : *« L'union est une obligation pour tous. »*

M. Lajoinie, devant le comité central du P.C.F. : le gouvernement cède à la *« pression de la droite et du patronat »*, les travailleurs sont *« inquiets et mécontents »*. M. Marchais : il faut faire preuve de *« sérieux »* et de *« réalisme »*.

6 OCTOBRE : le bureau exécutif du P.S. souligne que *« la politique du gouvernement forme un tout »*, et il invite le P.C.F. à donner *« des éclaircissements »* sur certaines de ses *« prises de position »*.

10 OCTOBRE : M. Fiterman : *« La majorité est pluraliste. »*

13 OCTOBRE : en conseil des ministres, les communistes, par la voix de M. Rigout, approuvent les propos du président de la République condamnant l'interdiction du syndicat Solidarité en Pologne.

14 OCTOBRE : M. Mauroy, devant les parlementaires communistes : *« La majorité doit être solidaire. »*

17 OCTOBRE : M. Marchais, à Pékin, précise que la participation du P.C.F. au gouvernement *« ne sera pas reconsidérée »* après les élections municipales.

10 NOVEMBRE : des délégations du P.S. et du P.C.F., conduites par MM. Jospin et Marchais, se rencontrent, à la demande des socialistes, pour accélérer la préparation des élections municipales. Le P.C.F. demande que les maires sortants de gauche soient partout reconduits à la tête de listes d'union ; le P.S. demande qu'il soit tenu compte des modifications de l'influence électorale de chaque parti depuis 1977 et revendique la tête de liste dans dix-huit des soixante-douze villes de plus de trente mille habitants dirigées par les communistes.

7 DÉCEMBRE : des délégations du P.S. et du P.C.F., conduites par MM. Jacques Huntzinger pour le premier, Maxime Gremetz pour le second, réaffirment leur accord sur l'*« impératif du désarmement »*, mais constatent leur désaccord sur le rapport de forces créé, en Europe, par l'installation des SS-20 soviétiques.

22 DÉCEMBRE : le P.S. et le P.C.F. concluent « au sommet » un accord qui prévoit des « primaires » *entre les deux partis*, aux élections municipales, dans onze villes dirigées par les communistes. En revanche, des listes communes seront constituées, *pour la première fois*, à Marseille.

1983

23 JANVIER : M. Marchais approuve le discours prononcé par M. Mitterrand au Bundestag, à Bonn, sur les euromissiles.

6-13 MARS : aux élections municipales, le P.S. perd quinze villes de plus de trente mille habitants sur les soixante-dix-neuf qu'il détenait, le P.C.F. seize sur soixante-douze.

22-24 MARS : le troisième gouvernement de M. Mauroy comprend deux ministres communistes (MM. Fiterman, transports, et Rigout, formation professionnelle), un ministre délégué (M. Ralite, emploi) et un secrétaire d'Etat, M. Le Pors (fonction publique).

5 AVRIL : quarante-sept dipomates et fonctionnaires soviétiques, soupçonnés d'espionnage, sont expulsés de France. M. Lajoinie : *« Tout ce qui contribue à la tension est regrettable. »*

6 AVRIL : à l'Assemblée nationale, les communistes votent la « confiance » mais se réservent la possibilité de ne pas voter le projet de loi autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances les mesures contenues dans son plan d'austérité. M. Marchais : *« Je n'avale pas facilement les couleuvres ! »*

11 AVRIL : M. Mauroy adresse aux présidents des groupes socialiste et communiste ses réponses aux propositions que ces groupes avaient formulées sur le plan d'austérité. Les députés socialistes et communistes votent la loi d'habilitation.

5 MAI : M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F. : *« Le plan de Jacques Delors n'est pas bon. »*

8 MAI : M. Jospin : *« Nous devons nous mobiliser derrière ce plan. »*

15 MAI : M. Marchais : *« Ce sont d'autres propositions* [que les nôtres] *qui prévalent actuellement. »*

18 MAI : M. Gremetz estime, au sujet de la prise en compte de l'armement nucléaire français dans la négociation américano-soviétique de Genève, qu'*« on ne peut empêcher les deux négociateurs de prendre en compte l'ensemble des armements qui existent en Europe »*.

31 MAI : après le sommet des pays industrialisés, à Williamsburg, le P.C.F. estime que la déclaration sur la sécurité, signée par M. Mitterrand, comporte le *« risque de limiter la liberté d'action que la France s'est donnée, en 1966, en se retirant du commandement intégré de l'OTAN »*.

1er JUIN : M. Marchais déclare que *« puisque la France est concernée »* par la négociation sur les euromissiles, elle doit y participer, de même que les autres pays européens. Le secrétaire général réaffirme son désaccord avec le plan Delors et conseille au ministre de l'économie de *« venir convaincre les travailleurs d'Ivry de la justesse de sa politique »*.

2 JUIN : L'Hôtel Matignon indique que M. Mauroy n'hésitera pas à *« poser la question de confiance »*, devant l'Assemblée nationale, *« si un doute se crée sur l'existence de la majorité »*.

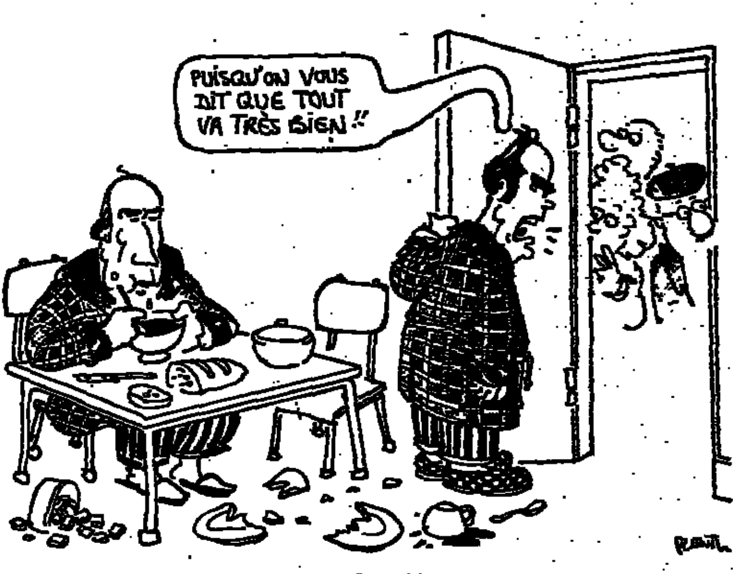
5 JUIN : M. Jospin : *« Je suis prêt à rencontrer M. Marchais pour (...) voir si* [l'accord du 23 juin 1981] *est appliqué. »*

9 JUIN : M. Fiterman déclare à la télévision que *« la question d'une politique de rechange ne se pose pas »* et qu'il ne sortira pas du gouvernement *« à propos de cette question des euromissiles »*.

17 JUIN : les tribunaux administratifs ayant annulé ou inversé les résultats des élections municipales dans plusieurs communes administrées par le P.C.F., l'opposition mène, sur le thème de la fraude, une campagne contre laquelle les communistes en appellent à la solidarité de la gauche. M. Jean Poperen : *« Les politiciens de droite sont vraiment mal placés pour donner des leçons d'honnêteté électorale. »*

19 JUIN : manifestation de l'« appel des cent », qui réunit environ deux cent mille personnes, à Vincennes, contre l'installation « d'armes nouvelles » en Europe.

12 JUILLET : entrevue Andropov-Marchais à Moscou ; les deux dirigeants communistes déclarent, dans un communiqué commun, que les forces nucléaires françaises doivent être prises en compte dans la négociation soviéto-américaine de Genève.



(22 novembre 1983)

20 JUILLET : M. Jospin : *« La volonté de maintenir l'indépendance de la France (...) doit rassembler l'ensemble des partenaires de la gauche. »*

1er AOUT : M. Marchais déclare que les socialistes ne respectent pas les termes de l'accord du 23 juin 1981 qui concernaient le désarmement.

8 AOUT : M. Jospin : *« Je comprends que M. Marchais et la direction du P.C.F. rencontrent quelques problèmes dans cette phase (...) de tension Est-Ouest. »*

10 AOUT : M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du P.C.F., estime que *« la France a intérêt à rester le plus en dehors possible (...) du guêpier tchadien »*.

11 AOUT : Le P.S. *« approuve sans réserve »* l'action de la France au Tchad.

10 SEPTEMBRE : M. Marchais juge le bilan de la gauche *« positif »* mais le niveau de croissance *« très insuffisant »*.

11 SEPTEMBRE : M. Jospin souligne que les communistes *« ne peuvent pas simplement s'attribuer les roses et laisser les épines »* aux socialistes.

23 SEPTEMBRE : M. Marchais demande que la France fasse appel à l'ONU et retire ses troupes du Liban.

3 OCTOBRE : après la défaite de la gauche, conduite par le P.C.F., à l'élection municipale de Sarcelles, M. Leroy estime que ce résultat souligne la nécessité d'une *« application tout à fait résolue de la politique décidée en 1981 »*.

A la télévision, M. Jospin exprime la crainte que, *« à force de faire le grand écart »*, entre le soutien du gouvernement et la critique de sa politique, M. Marchais ne *« se fasse une déchirure musculaire »*.

7 OCTOBRE : M. Marchais invite la majorité à l'*« union »* et à la *« contre-offensive »*.

11 OCTOBRE : A l'Assemblée nationale, M. Marchais critique la politique industrielle du gouvernement. Il indique, d'autre part, qu'une rencontre avec le PS serait *« utile »*.

28-30 OCTOBRE : Congrès du PS à Bourg-en-Bresse. M. Jospin se prononce pour une *« vérification »* de l'accord du 23 juin 1981 entre les socialistes et les communistes.

14 NOVEMBRE : M. Georges Valbon, membre du comité central du PCF, donne sa démission de la présidence de Charbonnage de France.

20 NOVEMBRE : M. Marchais se déclare en accord *« quasi total »* avec M. Mitterrand sur les questions de politique extérieure, à l'exception de la prise en compte – demandée par l'Union soviétique, qu'approuve le PCF – de l'armement nucléaire français dans les négociations soviéto-américaines de Genève sur les euro-missiles.

1er DECEMBRE : Des délégations du PS et du PCF, conduites par MM. Jospin et Marchais, adoptent, après une journée de discussions, une déclaration commune, dont le principe avait été retenu par les deux dirigeants lors d'une rencontre secrète, le 26 novembre. Ce texte souligne, notamment, que *« l'effort doit se poursuivre pour faire reculer plus nettement l'inflation et réduire la dette extérieure »* les deux partis se déclarent *« conscients de ce qu'il faut encore faire pour réaliser de nouvelles avancées significatives dans des domaines aussi importants que la croissance, l'emploi et la justice sociale »*. Ils *« veilleront à ce que les mesures* [de restructuration industrielle] *nécessaires soient élaborées par concertation et réalisées en tenant compte des intérêts de travailleurs et des régions »*. Ils se prononcent pour le maintien du *« pouvoir d'achat moyen des salariés, atteint grâce à la progression des années 1981-1982 »* et indiquent que *« de nouveaux progrès vers la justice fiscale et la revalorisation des bas salaires devraient être réalisés »*. Ils s'affirment *« conscients de la nécessité de renforcer la solidarité de la majorité gouvernementale à tous les niveaux où elle doit s'exprimer »*. Ils annoncent, enfin, des campagnes communes ou concertées, ainsi que la mise en place de groupes de travail communs *« sur les problèmes de la politique économique et de l'emploi »*.

5 DECEMBRE : M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, se félicite que *« les communistes aient admis (...) qu'il était nécessaire de rétablir les grands équilibres »*.

M. Marchais se déclare satisfait par l'affirmation de la nécessité de *« nouvelles avancées »* pour ce qui est de la croissance, de l'emploi et de la justice sociale. Il regrette, en revanche, que la déclaration commune ne mentionne pas l'examen, demandé par le PCF, *« dès maintenant, publiquement et dans la transparence »*, de la modification de la loi électorale, du redécoupage des circonscriptions législatives et de celui des cantons.

8 DÉCEMBRE : M. Marchais proteste contre la fermeture de l'usine SKF, d'Ivry-sur-Seine, et demande qu'soient tenus, *« dans*

AU SOMMET DE 1983

M. Jospin : les critiques du PC affaiblissent la gauche

Le 1er décembre 1983, une « rencontre au sommet » se déroule à Paris entre des délégations du PC et du PS conduites respectivement par MM. Georges Marchais et Lionel Jospin. La déclaration commune qui est adoptée invite notamment les deux formations à « faire barrage à la droite » et à « valoriser le bilan du gouvernement ». M. Lionel Jospin au cours de la rencontre a notamment déclaré :

« Nous croyons qu'il est de l'intérêt de la gauche que vous vous exprimiez d'une façon moins absolue et plus relative, en prenant votre part des problèmes et de leur solution, plutôt que de nous donner, un peu de l'extérieur, de bons conseils sans vertus opérationnelles (...)

» Nous pensons qu'il n'y a pas d'alternative à gauche à la politique que mène le gouvernement de la gauche. On peut suggérer tel ou tel infléchissement, mais il n'y a pas d'alternative (...). La seule alternative à notre politique, c'est la politique de la droite.

» Nous ne pouvons éviter les difficultés objectives qui provoquent le découragement et les désillusions. La droite critique sans désemparer et souvent avec violence le gouvernement. Si, en plus, un parti important de la gauche soutient devant l'opinion du bout des lèvres, voire même insiste surtout sur les aspects critiques et développe davantage l'exposé de sa politique que celle du gouvernement, je ne vois pas comment nous pourrions rassembler derrière nous une opinion majoritaire (...). Si vous portez un doute sur notre politique commune, sur les orientations proposées par le président de la République, cela nous affaiblit tous, cela porte atteinte à notre crédibilité. »

Le bilan complet de l'œuvre civilisatrice des Français en Algérie.

PIERRE GOINARD

L'ALGÉRIE, L'ŒUVRE FRANÇAISE

ROBERT LAFFONT

هكذا من الأصل

AU NOUVEAU GOUVERNEMENT

difficiles

ce domaine crucial de l'industrie (...), les engagements pris devant le pays ».

15 DÉCEMBRE : M. Marchais, s'adressant aux ouvriers des chantiers navals de La Seyne-sur-Mer : *« Vous avez raison de lutter. »*

18 DÉCEMBRE : *« La cohésion majoritaire (...) est nécessaire pour réussir »*, souligne M. Jospin.

19 DÉCEMBRE : M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie, reçoit M. Marchais. Celui-ci déclare, après l'entretien, que les mutations industrielles *« doivent être menées avec le souci de défendre les intérêts des travailleurs ».*

31 DÉCEMBRE : M. René Le Guen, membre du bureau politique du PCF : *« Il faut inscrire les mutations dans une stratégie de nouvelle croissance et d'emploi. »*

1984

7 JANVIER : M. Jean Poperen, devant le comité directeur du PS, relève comme *« un gage important de la cohésion à gauche »*, l'attitude des communistes lors du conflit provoqué par l'annonce de deux mille licenciements aux usines Talbot de Poissy.

9 JANVIER : M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, membre du bureau politique du PCF, reçu par M. Mauroy, déclare : *« La modernisation industrielle ne peut être le prétexte à una augmentation du chômage. »*

17 JANVIER : M. Marchais, devant le comité central du PCF : *« Nous disons : pas de licenciements, pas un chômeur de plus. »* Il ajoute : la participation des communistes au gouvernement est devenue *« l'enjeu décisif de la bataille politique ».*

18 JANVIER : M. Marchais, reçu le 10 janvier par le premier ministre, dénonce dans *l'Humanité*, une *« campagne malveillante, selon laquelle le PCF approuverait de manière inconditionnelle la politique du gouvernement »*, et affirme que *« l'exemple de Talbot démontre* [pour le gouvernement] *ce qu'il ne faut pas faire ».*

19 JANVIER : M. Mauroy : *« Nous ferons tous pour contenir* [le chômage]. »

20 JANVIER : *« Nous nous battons pour atteindre les objectifs contenu dans les cent dix propositions de François Mitterrand »*, déclare M. Marchais à la télévision.

22 JANVIER : M. Jean Poperen : *« Gouverner ensemble, c'est assumer ensemble. »*

23 JANVIER : Le PCF se félicite de la décision du gouvernement de refuser la license d'importation de quatre cargos, afin de favoriser la construction navale française.

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : *Les partis qui composent la majorité sont et seront placés devant leurs responsabilités.»*

28 JANVIER : M. Marchais : *« Il faut que la gauche passe ce pour quoi elle a été élue. »*

1er FÉVRIER : M. Mitterrand, au cours du conseil des ministres, adresse une mise en garde à ceux qui seraient tentés de *« quitter le navire. »*

M. Mauroy : les communistes ne peuvent continuer *« d'amplifier leur discours actuel.*

8 FÉVRIER : M. Charles Fiterman, ministre des transports, membre du sécrétariat du PCF, porte une appréciation positive, au cours du conseil des ministres sur le plan de restructurations industrielles, mais regrete que l'idée d'une taxe exceptionnelle sur les grandes fortunes n'ait pas été retenue.

13 FÉVRIER : Le PS et le PCF lancent une campagne commune pour *« populariser »* les lois Auroux sur les nouveaux droits des salariés.

16 FÉVRIER : Le comité central du PCF décide de mener, pour les élections européennes, une *« grande bataille politique »* pour *« les engagements de 1981 ».*

17 FÉVRIER : Reçu par le président de la République, M. Marchais rappelle les préoccupations du PCF quant à l'évolution de l'emploi et du pouvoir d'achat.

3 MARS : M. Marchais observe une *« dégradation de la situation »* de l'emploi et du pouvoir d'achat.

6 MARS : M. Marchais : *« Aucune fatalité ne condamne »* les travailleurs des charbonnages, de la sidérurgie, de la construction navale et de l'automobile à la *« suppression de leur emploi ».*

12 MARS : M. Mauroy invite les communistes à modérer leurs critiques et à ne pas dépasser un certain *« seuil ».*

23 MARS : M. Marchais : *« Notre départ* [du gouvernement] *ne réglerait aucun problème. »*

25 MARS : La défaite du PCF aux élections municipales partielles de Brétigny-sur-Orge (Essonne) porte à huit le nombre des villes perdues par les communistes à la suite d'invalidations ou d'inversions des résultats du scrutin de mars 1983.

29 MARS : Le PCF dénonce les conclusions du commissaire du gouvernement, au Conseil d'Etat en faveur de l'annulation des élections municipales à Houilles et à Thionvile. M. Marchais demande une entrevue au premier ministre.

31 MARS : M. Marchais qualifie d'*« erreur tragique »* le plan acier adopé par le conseil des ministres le 29 mars.

2 AVRIL : – Le secrétaire général du PC déclare, à la télévision, que *« ni l'esprit ni la lettre »* des *accords PS-PC ne sont respectés* et annonce qu'il participera à la manifestation des sidérurgistes, à Paris, le 13 avril.

4 AVRIL : M. Mitterrand déclare, au cours d'une conférence de presse que la *« situation nouvelle »*, créée au sein de la majorité, appelle *« une mise au net ».*

6 AVRIL : M. Jospin estime que le problème du PCF *« n'est pas qu'il sorte du gouvernement »*, mais qu'il *« y rentre ».*

7 AVRIL : M. André Lajoinie, membre du secrétariat du PCF, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, reçu par M. Mauroy : *« L'heure est à l'union. »* Le premier ministre reçoit, aussi, M. Marchais.

13 AVRIL : Le secrétaire général du PCF participe à la *« marche »* des sidérurgistes.

15 AVRIL : M. Mauroy annonce une *« clarification »* des rapports entre le gouvernement et le PCF.

16 AVRIL : M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, membre du comité central du PCF, se déclare en accord avec le : contre-plan acier défendu par son parti.

18 AVRIL : Le conseil des ministres autorise M. Pierre Mauroy à engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale afin, dit le premier ministre, que chacun *« reprononce ses vœux pour une alliance claire et nette »*. Au cours d'une conférence de presse, M. Georges Marchais estime : *« La participation des communistes au gouvernement est devenue aujourd'hui la question centrale (...). Nous n'avons pas une ligne, pas un mot à changer à l'accord que nous avons conclu en juin 1981. »*

19 AVRIL : Débat de confiance au Palais-Bourbon. M. Mauroy prévient : *« Le gouvernement maintient et maintiendra fermement ses choix. »* M. André Lajoinie, président du groupe communiste, demande qu' *« il y ait la volonté de prendre en compte nos remarques et nos propositions ».* Malgré cela, les députés communistes votent la confiance, mais en leur nom M. Guy Hermier regrette que le premier ministre soit *« resté sourd ».* Son ton est si dur que M. Pierre Joxe demande une suspension de séance avant le vote pour marquer le mécontentement des députés socialistes devant l'attitude des communistes. A Marseille, M. Henri Krasucki prononce un véritable réquisitoire contre la politique gouvernementale.

24 AVRIL : Le bureau politique du PCF fait part de son *« émotion »* après les annulations par le Conseil d'Etat des élections municipales de Houilles et de Thionville.

26 AVRIL : M. Marchais, évoquant la rupture de l'union de la gauche, déclare : *« Jamais nous ne ferons un cadeau aussi royal à nos adversaires, nos seuls adversaires, le RPR et l'UDF. »*

2 MAI : Le secrétaire général du PCF affirme : *« Sans le parti communiste, il n'y aurait pas de présidence de la République socialiste (...). Je ne pense pas que le PS ait intérêt à éliminer les communistes du gouvernement. »*

3 MAI : M. Marchais affirme son *« désaccord avec la politique d'austérité préconisée aujourd'hui par M. Delors ».*

9 MAI : M. Fiterman explique qu'il y a accord sur les objectifs du président de la République, mais *« discussion »* sur *« les moyens ».*

14 ET 15 MAI : Le comité confédéral de la CGT dénonce l'orientation économique et sociale du gouvernement.

20 MAI : M. Marchais souligne : *« Avec le PS, nous sommes dans le même bateau. »* La gauche menée par le PC gagne l'élection partielle de Thionville.

25 MAI : M. Marchais, au micro de France-Inter, minimise sa contestation de la politique gouvernementale, refusant l'adjectif *« critique »* pour parler d'une *« contribution positive ».*

15 JUIN : Dans une interview au *Monde*, M. Marchais préconise *« d'autres moyens* [économiques] *que ceux qui sont mis en œuvre actuellement »*, mais ajoute qu'il n'y a pas d' *« accroc »* entre le programme du PC et celui sur lequel *a été élu* M. Mitterrand.

17 JUIN : La liste du PC obtient 11,19 % des suffrages exprimés aux élections européennes.

19 JUIN : Le bureau politique du PC invite les communistes à une *« discussion ouverte et rigoureuse »*, parle de *« déception et de mécontentement »*, mais affirme : *« Le suffrage universel a voulu que la France soit gouvernée à gauche et le parti communiste est dans la gauche. »*

26 JUIN : Dans son rapport au comité central du PC, M. Claude Poperen, au nom du bureau politique, explique *« les engagements de 1981 n'ont pas été tenus sur des questions aussi capitales que l'emploi ».*

27 JUIN : Les membres du comité central ne se prononcent pas sur le rapport de M. Poperen mais adoptent une résolution qui parle de la *« difficulté persistante* [du PCF] *à mettre en œuvre* [sa] *stratégie dans toutes ses applications »*, mais confirme le choix de *« l'union de la gauche ».*

29 JUIN : En visite officielle à Rome, M. Rigout souhaite devant les journalistes une *« révolution culturelle »* au sein de son parti et affirme qu'il paraît difficile que M. Marchais apparaisse comme l'homme du renouveau. La direction du PC fait bloc autour de son secrétaire général.

9 JUILLET : Reçu par M. Mauroy, M. Lajoinie estime que les premières indications sur la préparation du budget de 1985 ne sont pas à la mesure des nécessités en matière d'emploi.

10 JUILLET : *L'Humanité* titre : « Il faut faire autre chose ».

11 JUILLET : M. Lajoinie critique l'augmentation de la taxe sur l'essence : *« Impôt injuste, car il ne frappe pas les plus riches. »*

13 JUILLET : Après l'intervention de M. Mitterrand, M. Lajoinie fait part des *« préoccupations renforcées »* des communistes devant l'évolution du dossier scolaire et estime que le *« problème essentiel »* pour les Français est la politique économique. L'éditorial de *l'Humanité* explique : *« Il y a lieu d'être inquiet. »*

15 JUILLET : M. Guy Hermier, membre du bureau politique, déclare : *« Le référendum (...) n'est pas de nature à répondre à la préoccupation émise par les Français et les Françaises lors du vote de l'élection européenne. »*

17 JUILLET : Le bureau politique, réuni le matin, critique la politique économique et sociale du gouvernement, puis, siégeant à nouveau le soir, après la nomination de M. Fabius, convoque pour le mecredi soir le comité central ; M. Marchais rentre de vacances.

En avril 1984

M. CHEVÈNEMENT : « Nous sommes sur la « ligne de pente » de la rupture avec le PC »

Dans une interview au *Journal du dimanche* du 29 avril 1984 (*le Monde* du 2 mai), M. Jean-Pierre Chevènement, chef de file du CERES, affirmait notamment, à propos des rapports entre communistes et socialistes : *« Il y a des logiques à l'œuvre dans l'histoire. La stratégie du Parti communiste — qui n'a pas été renversée comme par miracle en mai 1981 — aussi bien que les choix de politique économique opérés en mars 1983 créent, potentiellement, les conditions de la rupture. Mais le pire n'est jamais sûr. »*

Il ajoutait : *« Qui serait assez léger pour faire l'impasse sur ce que représentent les communistes ? Certes, ce sont des partenaires quelquefois difficiles. Mais les motivations qu'ils affichent : le souci de l'emploi, la volonté de réindustrialiser le pays, le goût du progrès, ce sont aussi les nôtres (...). L'union de la gauche, elle s'est toujours faite contre la droite du Parti socialiste et contre l'aile stalinienne du Parti communiste. Il y a toujours eu trois lignes, et quand le Parti socialiste ou le Parti communiste, chacun enfermé dans sa logique traditionnelle, entend l'imposer à son partenaire, c'est alors que la rupture devient inévitable. »* M. Chevènement estimait que l'on est actuellement sur cette *« ligne de pente ».*

Dans la même interview, M. Chevènement déclarait : *« Avec 2,8 millions de chômeurs en 1986, la gauche ne gagnera pas les élections. »*

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW-YORK • ROME

Paris : 61, rue Froidevaux, 14e.

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.
Métro : Denfert-Rochereau - Gaîté - Edgard Quinet. Autobus : 28-38-58-68. SNCF : Gare Montparnasse.



ensemble d'angle : haut. 238 cm, prof. utile 30 cm, larg. grand côté 269 cm, larg. petit côté 129 cm.
Contenance : 510 volumes environ.

LIGNE ALU 50® 30 modèles juxtaposables
4 hauteurs • 2 largeurs • 3 profondeurs • 4 couleurs

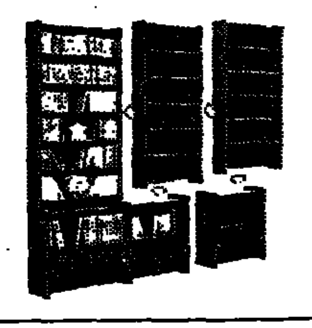
Une nouvelle architecture de montants et de traverses en aluminium brossé, un choix de coloris sélectionnés pour les panneaux et les étagères donnent à cette gamme exclusive de la Maison des Bibliothèques, un caractère spécifique qui séduira les amateurs d'esthétique contemporaine : 30 modèles, les multiples combinaisons par juxtaposition, de nombreux accessoires et la diversité des fermetures possibles, choisis et utilisés en fonction de vos goûts et de vos besoins particuliers, donnent à chaque meuble la petite touche personnelle qui permet de l'intégrer encore plus harmonieusement et facilement dans la plupart des intérieurs modernes ou de style.



superposition et juxtaposition de 12 meubles standards larg. 404 cm, haut. 254 cm, prof. hors tout 30 et 25 cm.

STANDARDS VITRÉES 171 modèles juxtaposables - superposables
12 hauteurs • 4 largeurs • 4 profondeurs
12 teintes ou essences de bois

Avec près de 200 modèles, 12 versions : teintes ou essences de bois, 12 hauteurs, 4 largeurs, 4 profondeurs, le plus grand nombre d'accessoires et d'aménagements en option, la Ligne Standard vous offre un choix infini de combinaisons d'assemblage, quels que soient le nombre et le format de vos livres, la place dont vous disposez ou le style de votre intérieur. Qu'un seul meuble vous suffise, que vous désiriez créer un grand ensemble ou même meubler une pièce entière, la conception de nos modèles "Standard" vous permet de les utiliser à votre gré en juxtaposition et en superposition sans aucune fixation.



Pour agrandir votre bibliothèque...
à partir de meubles individuels, vous pouvez constituer de grands ensembles, ou agrandir votre bibliothèque au fur et à mesure de vos besoins par juxtaposition et superposition.

Dans le catalogue gratuit
(76 pages en couleurs)
12 LIGNES • 450 MODÈLES VITRÉS OU NON
Installez-vous vous-même facilement, très rapidement **à des prix imbattables !**

18 magasins en France

BORDEAUX, 10, rue Bouffard, tél. (56) 44 39 42.
CLERMONT-FERRAND, 22, rue G. Clemenceau, tél. (73) 93.97.06.
DIJON, 100, rue Monge, tél. (80) 45.02.45.
GRENOBLE, 59, rue St-Laurent, tél. (76) 42.55.75.
LILLE, 88, rue Esquermoise, tél. (20) 55.69.39.
LIMOGES, 57, rue Jules Noriac, tél. (55) 79.15.42.
LYON, 9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville-Louis Pradel), tél. (7) 828.38.51.
MARSEILLE, 109, rue Paradis (métro Estrangin), tél. (91) 37.60.54.
MONTPELLIER, 8, rue Sérane (près Gare), tél. (67) 58.19.32.
NANCY, 8, rue Piétonne St-Michel (face St-Epvre), tél. (8) 332.84.84.
NANTES, 16, rue Gambetta (près rue Coulmiers), tél. (40) 74.59.35.
NICE, 8, rue de la Boucherie, (Vieille Ville), tél. (93) 80.14.89.
RENNES, 18, quai E.-Zola (près du Musée), tél. (99) 30.26.77.
ROUEN, 43, rue des Charrettes, tél. (35) 71.96.22.
STRASBOURG, 11, rue des Bouchers, tél. (88) 36.73.78.
TOULOUSE, 1, rue des Trois-Renards (près place Saint-Sernin), tél. (61) 22.92.40.
TOURS, 5, rue H.-Barbusse (près des Halles), tél. (47) 61.03.28.

CATALOGUE GRATUIT
en envoyant ce bon à :
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES - 75680 PARIS CEDEX 14
MO62
Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, teintes, contenances, etc.)
M.-Mme-Mlle ________ Prénom ________
Adresse ________
Code postal ________ Ville ________
Téléphone ________ Profession ________
Catalogue par téléphone 24h sur 24, répondeur automatique (1)320.73.33

CRÉDITS (sous réserve d'acceptation du dossier par les organismes agréés)
REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE
EXPÉDITIONS FRANCO dans toute la France.
DES MILLIERS DE RÉFÉRENCES

LA DÉCISION DU PCF DE NE PAS

Le précédent de 1947

par JACQUES KERGOAT (*)

Deux dates aident à comprendre la situation du Parti socialiste à cette époque. En août 1946, la direction à sensibilité blumiste et jauressienne de Daniel Mayer a été battue, et c'est un guesdiste du Pas-de-Calais, Guy Mollet, qui a été élu secrétaire général, appuyé sur une coalition hétéroclite, mais dans laquelle dominent les représentants de la gauche du parti. Le 16 janvier 1947, c'est Vincent Auriol, un vieux socialiste de tradition jauressienne, proche entre les proches de Léon Blum, qui est élu président de la République. Et, dès le 21 janvier, c'est à un homme de sa sensibilité, Paul Ramadier, que Vincent Auriol propose la présidence du conseil. La direction du parti n'a pas été consultée, et Guy Mollet s'en émeut : *« Le choix de Ramadier a été fait en dehors du secrétariat général, qui n'a pas non plus été tenu au courant de la déclaration ministérielle. »*

Or c'est une véritable politique d'austérité que mettent en place Ramadier et son ministre de l'économie et des finances, André Phillip, fondée sur le gel des salaires et sur la baisse des prix. Et c'est un échec : la spéculation continue de se faire à la hausse, et, entre juin 1946 et septembre 1947, le pain augmente de 128 % ; le lait, de 91 % ; le bifteck, de 40 %. Face à cette situation, la CGT a obtenu l'accord du CNPF pour une hausse des salaires de 11 %. Le gouvernement s'y oppose. Au comité directeur du 27 janvier, André Phillip, peu ému, donne la philosophie de la politique gouvernementale : *« Le niveau de vie urbain ne peut dépasser 75 % de celui de l'avant-guerre. »*

Du côté du parti, le soutien à la politique de Ramadier se fait du bout des lèvres. Suzanne Charpy, responsable nationale des groupes socialistes d'entreprise, explique : *« Le coût réel de la vie n'a pas diminué (...). Je vous demande de ne pas prendre de mesures qui nous séparent de la classse ouvrière. »* Guy Mollet, dès janvier, a, de même, tiré la sonnette d'alarme : *« Le monde des fonctionnaires constitue les assises essentielles du parti. Nos meilleurs recruteurs sont les instituteurs (...). J'insiste pour que, dans la forme et sur le plan moral, toutes les garanties soient données aux fonctionnaires. »* Et encore : *« Une réelle misère existe, et toutes nos belles théories ne tiennent pas devant les réalités vitales. Pour le parti, je demande à André Philip de se méfier d'une impopularité qu'il ne craît pas pour lui-même. »*

Le grand écart

Du côté du Parti communiste, la situation est complexe. Il détient cinq postes ministériels, dont la défense nationale (1), attribuée à François Billoux, ce qui le consacre comme parti « français » à part entière.

A cette image, nul doute qu'ils ne tiennent. Sur la politique indochinoise – qu'ils désapprouvent, – ils ont d'ailleurs tenté de résoudre la quadrature du cercle : le groupe communiste s'est abstenu, mais les ministres communistes ont voté avec le gouvernement.

Et maintenant, il y a la grève Renault, impulsée par des trotskistes, que la direction du PCF combat de toutes ses forces. Mais, loin de se marginaliser, elle touche bientôt près de 20 000 ouvriers de la forteresse ouvrière. Le prix de la solidarité gouvernementale devient décidément très lourd. Rageur, Thorez déclare au socialiste Edouard Depreux : *« Jamais nous ne nous laisserons tourner sur notre gauche. »* Le 29 avril, le PCF se rallie à la grève des Renault, et, le 4 mai, les députés communistes, ministres compris, refusent de voter la confiance au gouvernement Ramadier. Le risque est, à leurs yeux, mince. Ils savent le Parti socialiste tenu par la décision de son congrès de décembre 1946, qui lie sa participation gouvernementale à celle du PCF. Ils pensent la majorité « de gauche » du PS décidée à faire respecter cette clause.

En fait, les dirigeants communistes ne veulent tirer qu'un coup de semonce. Ils n'ont pas sérieusement envisagé que l'affaire puisse se solder par le simple limogeage de leurs ministres. Au pis, ce sera la démission de Ramadier et de l'ensemble du gouvernement. Mais ils ne pensent pas que l'on puisse faire l'économie de leur présence dans les futurs gouvernements. Mieux : ils pensent sans doute que la multiplication des grèves et des actions diverses leur permettrait de bénéficier d'un meilleur rapport de forces.

Aussi, quelle n'est pas leur surprise quand Ramadier, à la réunion du conseil des ministres, exhume l'article 40 de la Constitution et « remercie » les ministres communistes. Ce n'est qu'un accident de parcours, pensent-ils malgré tout. Le 8 mai, Jacques Duclos déclare au *New York Herald Tribune* que le PCF *« a l'intention de continuer à travailler avec le gouvernement (...) bien* [qu'il soit] *momentanément en dehors du gouvernement ». « Remarquez que je dis bien momentanément »*, insiste-t-il encore...

Les pressions américaines

En fait, les dirigeants communistes sont tombés dans un piège soigneusement préparé.

Qui donc tend ce piège ? Assurément pas la direction du Parti socialiste, comme le montrent les débats ultérieurs. Par contre, tel est bien le projet d'Auriol et de Ramadier (2).

Comment s'explique leur attitude ? Peut-être est-elle en partie due aux rapports alarmistes (et tous plus faux les uns que les autres (3) que reçoit régulièrement Auriol sur les préparatifs « insurrectionnels » du PCF. Mais plus décisive fut la nécessité de présenter un profil gouvernemental qui ne soit pas un obstacle à l'octroi des subsides américains.

Or la *« doctrine Truman »*, telle qu'elle est exposée le 12 mars 1947, ne laisse guère d'ambiguïté sur le souhait des dirigeants américains de voir les gouvernements européens se délester de leurs ministres communistes. Dans trois pays d'Europe, c'est au même moment que les ministres communistes sont évincés des gouvernements – le 10 mars en Belgique, le 4 mai en France, le 13 mai en Italie, – quelques semaines avant l'annonce officielle du plan Marshall. Faut-il vraiment n'y voir qu'une coïncidence ? En fait, l'appréciation de François Mitterrand, alors ministre des anciens combattants dans le gouvernement Ramadier, apparaît ici fondée : *« Partout, sauf en Finlande, où sous la pesée russe, le destin hésite, cette éviction fut assurée selon les règles les plus classiques du jeu parlementaire au coup de baguette du chef d'orchestre qui, de Washington, avait ordonné la manœuvre dénommée par l'histoire « doctrine Truman » (4).*

Le PS divisé

Des pressions directes se font en direction des ministres MRP. Elles s'exercent aussi en direction de Ramadier, auquel l'ambassadeur américain fait savoir en avril que *« les relation franco-américaines seraient facilitées si le PCF ne siégeait plus au gouvernement »*. De toute manière, dans la division du monde en deux camps hostiles qui s'annonçait alors, Auriol et Ramadier étaient l'un et l'autre résolus à chosir le camp américain. Le parti, lui, n'était pas prêt à ce choix.

Le comité directeur se réunit le 10 mai. D'un côté, Daniel Mayer, qui épouse la version constitutionnalliste de Ramadier : *« Les ministres sont solidaires. Ceux d'entre eux qui ont rompu le contrat ne peuvent plus être ministres. »* De l'autre, Guy Mollet, qui privilégie les conséquences politiques, craint de voir le parti devenir la caution de gauche d'un gouvernement de plus en plus orienté à droite. La seule solution, pour lui, c'est la démission collective du cabinet. Quant aux ministres présents, ils n'hésitent pas à traduire les pressions américaines, à commencer par Jules Moch : *« J'ajoute, entre parenthèses, que je suis persuadé que le ravitaillement serait mieux assuré par les Etats-Unis si les communistes disparaissaient du gouvernement. »*

Malgré tout, Mollet est majoritaire, par 12 voix contre 9. Théoriquement, c'est la direction du parti qui vient de prendre sa décision, et Mollet peut exiger qu'elle soit appliquée. Mais il hésite, et décide finalement de consulter le groupe parlementaire. C'est l'erreur : par 69 voix contre 9, la réunion approuve la position de Ramadier. Sans doute s'attendait-on à un vote en faveur de Ramadier. Mais à ce point ! Dans le comité directeur, convoqué de nouveau en hâte, les répercussions ne se font pas attendre : Bloch est absent, Lancelle s'abstient et Moreau rejoint le camp blumiste. Cette fois-ci, Mollet est minoritaire par 10 voix contre 9 et une abstention.

C'est sous ces auspices que s'ouvre le conseil national convoqué pour le 6. Le débat, déjà, a un peu évolué. Pressé de faire savoir à quelle soluton pourrait conduire la démission collective du gouvernemet – qu'il préconise, – Guy Mollet s'est prononcé pour la constitution d'un gouvernement socialiste homogène. En la matière, la seule référence, c'est le bref gouvernement Blum (décembre 1946-janvier 1947), dont bien des militants ont le sentiment qu'il n'a été possible que grâce au prestige personnel de Blum lui-même.

(*) Vient de publier *le Parti socialiste*, aux éditions Sycomore (430 p., 129 F).

Or non seulement Blum explique lui-même que le contexte était différent, mais précise qu'il ne serait pas candidat à une nouvelle expérience, et qu'il approuve la position de Ramadier. Ce dernier déplace alors le débat sur le terrain de la défense des libertés républicaines, car, pour lui, la démission collective du gouvernement, c'est la porte ouverte à l'aventure et au chaos : *« Ma main tremblerait s'il me fallait signer la lettre de démission du gouvernement, car je ne sais pas si ma démission ne serait pas aussi celle de la République. »* Pour Mollet, l'enjeu est ailleurs : *« Pour sauver la République, la démocratie, il ne faut rien faire qui puisse diminuer le parti. »* Mais, par 2 547 voix contre 2 058, il est finalement battu.

Le tournant de Sklarska-Poreba

Blum, dans *le Populaire*, écrit : *« Cet acte n'est qu'une application immédiate, automatique, de la Constitution dans sa lettre et dans son esprit. Il n'a pas de caractère politique et ne comporte aucune signification politique. »* Il se trompe lourdement, mais il n'est pas le seul.

Les dirigeants communistes estiment également qu'il ne s'agit là que d'une parenthèse. Au congrès qui se tient à Strasbourg, Thorez termine son allocution en martelant qu'il est temps *« que soit formé un gouvernement conforme aux intérêts du peuple »*. Le 22 septembre, il réaffirme encore la volonté du PCF d'être un *« Parti de gouvernement »*. Le même jour, cependant, s'ouvre à Szklarska-Poreba une conférence des principaux PC européens, dont les Soviétiques ont pris l'initiative. Et, à la grande surprise des délégués français, Duclos et Fajon, le PCF s'y trouve mis en accusation : *« Ne croyez-vous pas que le peuple aurait mieux compris si vous aviez dit que le Parti communiste est un Parti d'opposition »*, insinue Jdanov. Choqué par l'avalanche de critiques, Duclos finit par opiner. Le 30 octobre, le Comité central emboîte le pas : le monde est bien divisé en deux camps, l'heure est maintenant aux attaques contre *« l'emprise de l'impérialisme américain »* et *« la coalition de ses auxiliaires en France »*.

Quelques semaines après, le 19 novembre, c'est le déclenchement de la grève des mineurs, l'affrontement sanglant avec un ministre de l'intérieur qui se trouve être aussi un dirigeant socialiste, Jules Moch, puis la scission syndicale. Le parti, écarté « momentanément » du gouvernement, devra attendre trente-quatre longues années avant de retrouver des ministres.

Du côté de la SFIO, le congrès qui se tient au mois d'août semble marquer la revanche de Guy Mollet. Sa résolution est majoritaire – les ministres y sont accusés *« d'avoir mené une politique différente de celle qu'avait voulu le parti »* – et ses partisans occupent les deux tiers des postes au comité directeur. Quand, de nouveau, Ramadier se refuse à appliquer les décisions votées en congrès, il y a une majorité au comité directeur pour décider d'ouvrir la crise. De nouveau, Guy Mollet tergiverse et consulte le groupe parlementaire. De nouveau, celui-ci vote la confiance à Ramadier, et de nouveau Mollet s'incline.

Le départ de Ramadier du gouvernement, en novembre 1947, n'est pas l'occasion d'une réorientation à gauche de la politique gouvernementale, mais d'un nouveau glissement à droite. Et, en juillet 1948, Mollet et Blum portent ensemble sur les fonds baptismaux la politique de *« troisième force »*. Désormais, la SFIO ne sera effectivement plus que la caution de gauche de gouvernements résolument orientés à droite, et se discréditera peu à peu à travers la valse des gouvernements de la IVe République. Non seulement l'éviction des ministres communistes avait bien ce caractère politique que lui déniait Blum, mais elle marquait un durable tournant dans la situation politique de l'après-guerre.

1. Les quatre autres ministres sont : Tillon (reconstruction et urbanisme), Thorez (ministre d'Etat), Croizat (travail et Sécurité sociale), Marranne (santé).

2. *Cf.* Edouard Depreux, alors ministre de l'intérieur : *« Auriol, Ramadier et quelques ministres dépositaires de leur secret, dont je n'étais pas, avaient prémédité le départ des communistes. »* (In *Souvenirs d'un militant*, Fayard, 1972.)

3. Au hit-parade de l'intoxication, seule l'ambassade américaine tient la comparaison avec la présidence de la République. L'ambassadeur américain, Caffery, annoncera ainsi, en juillet 1947, que s'est tenue une réunion au siège du PCF *« en présence de Eugen Fried (dit camarade Clément) qui est l'envoyé spécial de Staline »*. Fried, qui avait conseillé de très près la direction du PCF au moment du Front populaire, avait été assassiné à Bruxelles en 1943.

4. In *la Rose au poing*, Flammarion, 1973.

La gauche qui agit

(Suite de la première page.)

Le succès, plusieurs fois refusé et obtenu alors que l'espoir s'estompait, ne s'est pas fondé, et c'était là sa faiblesse, sur le renouvellement des programmes, et encore moins des idéologies, des principales composantes de l'union. Certes, il y a eu, tant chez les communistes que chez les socialistes, des remises en cause, des adaptations, mais elles n'ont pas tenu toutes leurs promesses, car les uns et les autres sont restés prisonniers de leurs schémas de pensée. Ils se sont mutuellement donné des gages, ici de démocratisation (avec l'abandon, par exemple, de la dictature du prolétariat), là de dénonciation du capitalisme, l'essentiel étant de sceller l'union.

Une union qui fut d'abord électorale avant de s'incarner dans un programme commun, les uns mettant de l'eau dans leur vin, les autres du vin dans leur eau. Plus qu'un véritable programme, ce catalogue des intentions généreuses et de toutes les revendications que l'expansion économique de l'époque laissait se développer sans les satisfaire fut un symbole. Il signifiait que l'union était faite, que le rêve de la réunification des gauches – on n'osait plus dire du mouvement ouvrier – se réalisait. Le symbole ne devait pas résister aux premières désillusions de la crise, mais les communistes payèrent cher la responsabilité de la rupture en 1977.

Les rejetés

L'union de la gauche était celle des rejetés dans une société qui changeait et prétendait fonctionner sans leur participation politique. Les communistes cherchaient à sortir du ghetto où les avaient placés la guerre froide et leur propre choix dans l'affrontement Est-Ouest. Les socialistes et les radicaux subissaient le rejet d'une République, la quatrième, dont ils portaient le deuil. La gauche vivace se cherchait dans les clubs et cercles de pensée.

Au-delà des organisations et des groupes, ce que l'on a appelé plus tard le peuple de gauche se voyait exclu du pouvoir au profit des forces économiques et des couches de la population qui, l'expansion aidant, s'étaient donné les moyens de gouverner.

La grande erreur des gouvernants de la Ve République fut de penser que l'enrichissement, la répartition inégalitaire mais réelle des fruits de l'expansion, suffiraient à faire le bonheur du peuple. Ainsi naquirent à des niveaux et à des rythmes différents du subconscient social le lent rapprochement des gauches et l'explosion de 1968.

L'union, scellée en 1972, rompue en 1977, rafistolée en 1981, ne s'est pas raffermie à l'école du pouvoir. D'autant plus qu'elle a, dans un premier temps, accéléré les progrès du PS et, dans un second temps, prolongé le déclin du PC. Celui-ci, faute d'avoir mené à bien l'aggiornamento qu'il a ébauché il y a vingt ans, ne cesse de perdre du terrain. Il se replie, mais ne rompt pas vraiment, de crainte de se voir davantage distancé.

Le vrai visage

Le gouvernement dirigé par M. Fabius n'est donc plus, à proprement parler, celui de l'union de la gauche. Ce constat se fonde sur l'absence de ministres communistes mais déborde le cadre des relations entre le PC et le PS : il procède aussi des contentieux qui se manifestent dans d'autres retrouvailles, nées sous l'égide de l'union, notamment chez les socialistes.

Cependant, la gauche conserve, jusqu'à preuve du contraire, les moyens de gouverner. Quelle est donc cette gauche qui prétend perdurer et agir au-delà de ses ruptures et divergences ? Ce n'est pas celle que l'on dit ni celle qu'incarnent ses porte-parole habituels.

Au fil de trois années de gouvernement, elle a considérablement changé par rapport à ses certitudes et à ses projets du temps de l'opposition. Elle a pris, tardivement mais sérieusement, la mesure de la crise. Elle est passée de la relance à la rigueur. Elle s'inquiète du poids de l'impôt et, plutôt que de se lancer dans une croissance artificielle, elle mène la lutte contre la drogue douce de l'inflation en supportant les plaies douloureuses du chômage. Elle encourage l'investissement des entreprises et modère la consommation des particuliers. Elle amorce – qui l'eût cru ? – la désindexation des salaires et assainit la Sécurité sociale. Elle accepte les contraintes économiques des échanges internationaux au lieu de se replier sur l'Hexagone. Elle conduit, avec un certain bonheur, une politique étrangère qui n'est pas celle qu'elle avait rêvée. Elle perçoit les limites du tout-Etat et découvre que le pluralisme, la liberté, sont des exigences dont elle n'a pas le monopole, ni, peut-être, la meilleure approche. Et elle en prend acte.

Ce ne sont que des exemples dans lesquels on peut voir des contradictions, des erreurs, des paradoxes, des progrès ou des déceptions. Il n'empêche : à travers eux se dessine l'image d'une gauche que l'on ne connaissait pas et qui hésite encore à s'affirmer. Ce n'est ni celle du programme commun, ni celle du CERES, ni même celle des congrès du PS, et encore moins des rapports du PC. Il n'est pas évident que ce soit celle des députés élus à la faveur de la vague rose de 1981, et on ne sait pas davantage quelle est son audience dans le pays. C'est qu'elle n'assume pas son vrai visage. On lui prête les traits de Pierre Mauroy, de Michel Rocard, de Jacques Delors, de Lionel Jospin, de Robert Badinter, de Pierre Bérégovoy, de Charles Hernu, de Jack Lang et, aujourd'hui, de Laurent Fabius, mais d'autres voix se font entendre qui brouillent l'image.

Le succès de la stratégie politique de M. Mitterrand est d'avoir porté au pouvoir l'ensemble de la gauche en établissant la primauté du courant socialiste. On mesure aujourd'hui combien sont fragiles les bases de l'entreprise. Elle ne durera que si elle s'en donne d'autres, celles que ni les communistes ni les divers courants socialistes n'ont su établir ensemble mais qu'imposeront peut-être la pratique du pouvoir et... les électeurs.

A. L.

Entre deux feux

(Suite de la première page.)

Responsables de la chute de leur parti, les « conservateurs » en étaient convaincus. Les « réformistes » savent que la construction d'un parti « à l'italienne » situerait le PCF sur le terrain sociologique du PS, qu'elle ne peut donc être réalisée que sur les décombres de ce dernier.

La direction a joué l'isolement des socialistes, désormais seuls à assumer la charge d'une gestion « social-démocrate » de la crise. En outre, elle tente de prendre à contre-pied le président de la République au moment où celui-ci avait repris les choses en main en engageant une procédure référendaire et en changeant de gouvernement.

Celui-ci est-il à ce point en difficulté ? La réponse est différente selon que l'on se place du point de vue de la tradition de la Ve République, du point de vue de la gauche ou dans la perspective de 1986.

La Ve République veut que les partis ne soient pas représentés en tant que tels au gouvernement. Ce dernier n'est là que pour mettre en musique les orientations présidentielles. Ce qui compte, c'est le fait majoritaire. Or le président dispose à l'Assemblée nationale d'une majorité absolue avec le groupe socialiste pour faire appliquer sa politique.

Si on l'examine par rapport à la tradition de la gauche, le problème se complique. Ne serait-ce que parce qu'il reste des socialistes pour croire que seule la caution du PCF peut situer une politique clairement à gauche. Plus sérieux est le fait que, concrètement, pour se passer du soutien communiste, il est nécessaire de disposer dans l'opinion et les groupes sociaux des relais que le Parti socialiste n'a jamais eus, faute de savoir s'en doter. Or le Parti communiste, aujourd'hui, c'est essentiellement, de ce point de vue, la CGT.

La CGT, d'un côté, avec le risque d'agitation sociale que cela comporte ; l'opposition de l'autre : voilà le président pris entre deux feux.

Bien que privée de l'argument du « goulag » et de l'« épouvantail » communiste qui l'autorisait à dénoncer une alliance contre nature, l'opposition ne peut que faire bloc. Il lui faut aujourd'hui éviter un recentrage, désormais possible, du pouvoir. *« Ça ne change rien aux frontières majorité-opposition »*, nous a immédiatement déclaré M. Bernard Stasi.

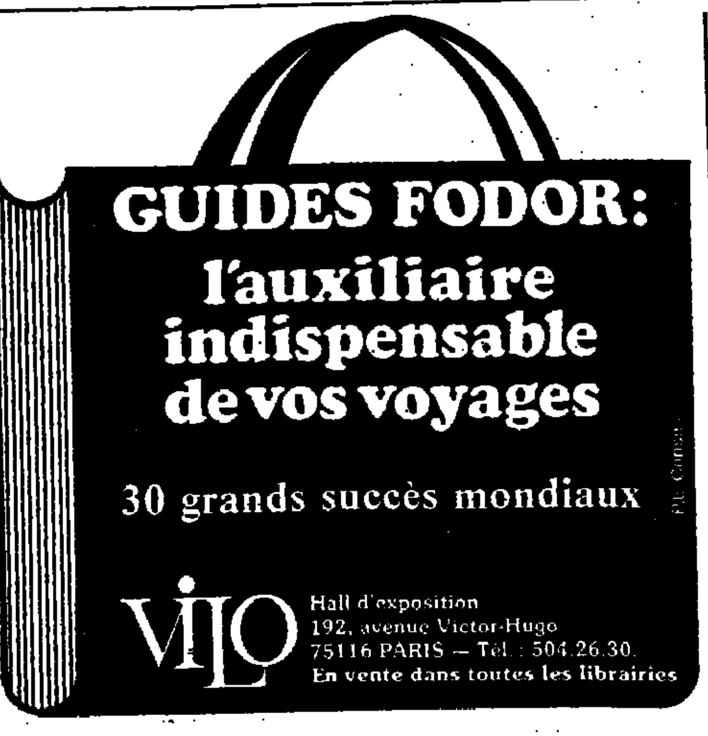
La perspective pour M. Mitterrand en 1986 ne peut être que celle-ci :

– A gauche, bien montrer que le PCF porte seul le poids de la rupture. Cette attitude a déjà coûté cher aux communistes en 1981. Il n'y a pas de raisons que cela change.

– Au centre, le départ des communistes, et c'est la seule façon de montrer qu'à une politique social-démocrate peut correspondre une majorité social-démocrate, afin que se constitue un centre gauche susceptible de prendre le relais. En théorie, le départ du PC ouvre ce champ-là. C'est dire que l'on prend plus que jamais le chemin d'une logique proportionnaliste pour le scrutin des élections législatives de 1986.

Toute la bataille va donc se jouer là, au centre. Avec un risque majeur : mécontenter le noyau dur de la gauche, sans entamer le bloc conservateur. Bref, perdre sur les deux tableaux.

JEAN-MARIE COLOMBANI.



Le film de la rupture

(Suite de la première page.)

M. Fiterman se refuse à donner une indication sur les résultats du vote au comité central.

M. Juquin indiquera pour sa part, au cours de sa conférence de presse, que le débat, au comité central, a été *« franc, ouvert et libre »*. De fait, plusieurs orateurs ont plaidé pour la poursuite de la participation. Cela a été le cas, notamment, de MM. Anicet Le Pors et Marcel Rigout, membres du gouvernement sortant. M. Fiterman se serait montré, au contraire, l'un des plus farouches partisans de la rupture, réclamée par les responsables de la CGT (MM. Henri Krasucki, René Le Guen, Louis Viannet, Gérard Alezard). Jeudi matin, les communistes s'affairaient à organiser la propagande de la décision prise, par voie de tracts d'une part et, d'autre part, d'interventions sur les ondes.

PATRICK JARREAU.

هكذا من الأصل

PARTICIPER AU NOUVEAU GOUVERNEMENT

M. Fiterman : la difficulté de la participation

M. Charles Fiterman a rempli, pendant trois ans, la mission difficile d'incarner, au premier chef, la participation communiste au gouvernement, en lieu et place d'un secrétaire général dont la candidature à un poste ministériel avait été rejetée par le président de la République.

Ce choix, que justifiait la situation d'alors, peut, expérience faite, paraître contestable. Le Parti communiste aurait peut-être moins facilement pratiqué le double langage si M. Georges Marchais avait été directement responsable, pour la part qui lui serait revenue, de la mise en œuvre de la politique gouvernementale. *Mais le secrétaire* général venait de subir une défaite face à M. François Mitterrand, et celui-ci estimait que l'entrée au gouvernement ne pouvait être une épreuve de rattrapage *pour* les « vaincus du suffrage universel ». Le chef de l'État, au surplus, ne tenait pas à prendre le risque de voir le premier dirigeant du PCF transformer bientôt les réunions hebdomadaires du conseil des ministres en autant de séances de renégociation du programme commun.

Les communistes avaient agi de telle sorte que leur place dans la gauche était devenue subalterne. Le choix du second de M. Marchais comme ministre d'État chargé des transports correspondait à cet état de fait, de même que le nombre des portefeuilles qui leur étaient attribués : un sur dix, quatre au total. M. Marchais restait place du Colonel-Fabien ; M. Fiterman endossait le personnage de premier des ministres communistes, trente-six ans après Maurice Thorez, mais le PCF n'était que l'allié du PS dans l'application des choix faits par un président et un premier ministre socialistes.

M. Fiterman n'a jamais cherché à dissimuler cette réalité, même si, dans un premier *temps*, il *s'est* efforcé de donner à la présence des communistes au gouvernement le sens d'un véritable accomplissement. L'« état de grâce » aidant, l'équipe ministérielle de M. Pierre Mauroy apparaissait, dans le langage des communistes, comme l'expression d'une authentique union de la gauche, dans le rapport des forces qui s'était établi au printemps de 1981. Le ministre des transports se voyait, dans cette fonction, comme le représentant de catégories sociales enfin associées aux responsabilités du pays, après en avoir été exclues pendant trente-cinq ans. Il affirmait se reconnaître pleinement, en *tant* que communiste, dans l'entreprise menée par le gouvernement et dans les tâches qui lui étaient, à ce titre, dévolues.

« Les communistes ont vocation à construire, à gérer, à gouverner, tels qu'ils sont, pour ce qu'ils sont », déclare le ministre des transports au vingt-quatrième congrès du PCF, en février 1982. Demeuré membre du secrétariat du comité central, M. Fiterman symbolise l'engagement des communistes dans les transformations et dans la gestion assumées par la gauche, en dépit de la persistance, dans les textes de référence du PCF, des analyses qui prévalent depuis la rupture de l'union de la gauche en 1977. De même, tandis que M. Marchais *se* refuse à condamner, puis justifie, l'instauration de l'état de guerre en Pologne, le ministre des transports se déclare en accord avec la réprobation exprimée, *face à ces événements*, par M. Mauroy.

La dualité qui s'est créée entre la participation gouvernementale des communistes et leur intervention, en tant que parti, dans le débat politique, n'est pas *pour* gêner M. Fiterman. *« La majorité est pluraliste »*, répète-t-il quand on l'interroge sur ce point. M. Mauroy ne dit pas autre chose. Le ministre des transports ajoute, toutefois, en substance : quand quelque chose ne va pas, il est bon que cela soit dit au sein de la majorité, plutôt *que de laisser* l'opposition en tirer parti. Or les choses commencent à ne pas aller : les dégrèvements fiscaux accordés aux entreprises, en avril 1982, sont dénoncés par M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, comme des *« cadeaux au patronat »* ; Le blocage des salaires qui suit la dévaluation de juin est condamné par M. Marchais ; le changement est trop lent au gré des communistes.

M. Fiterman, qui avait, à plusieurs reprises, laissé à ses collègues – M. Jack Ralite ou M. Anicet Le Pors – le soin de critiquer, en conseil des ministres, certaines mesures avec lesquelles les communistes étaient en désaccord, continue *sur la même ligne. Le débat*, explique-t-il, est normal au sein de la majorité. Sa position l'amène à adopter le langage de la rigueur, tel que le pratique M. Mauroy. Le ministre des transports insiste, lui aussi, sur le poids de l'« héritage », sur la nécessité de rétablir les grands équilibres. L'idée que la gauche doit acquérir une « légitimité de gestion » semble lui convenir. Il se veut, quant à lui, un ministre gestionnaire, efficace, faisant la démonstration, que ce soit face à des transporteurs souvent hostiles *a priori* (et qui lui réservent des surprises) ou dans les négociations internationales, que les ministres communistes peuvent être les *meilleurs*.

Dédoublement du discours

Le dédoublement du discours communiste installe dans l'opinion l'idée d'une différence, voire d'une opposition entre MM. Fiterman et Marchais. Le ministre ne se prête pas ouvertement à ce jeu dangereux, mais il lui arrive, en privé, de se montrer sévère pour *« certains membres du bureau politique »*, qui gagneraient, selon lui, à faire l'expérience des responsabilités gouvernementales. Ce n'est certes pas M. Marchais *qui est visé*, mais lorsque, le 9 juin 1983, M. Fiterman tente, apparemment, de mettre fin à la querelle des euromissiles, en expliquant, à la télévision, que le PCF ne quittera pas le gouvernement pour cela, on a le sentiment qu'il cherche à se distinguer de la campagne menée, à ce *sujet*, par le parti et son secrétaire général. Cette impression se confirme, un mois plus tard, quand on apprend que le ministre a annulé, au dernier moment, un *voyage* qui *devait* le mener à Moscou en même temps que M. Marchais, ce dernier devant signer, avec Iouri Andropov, une déclaration commune sur les euromissiles. Les arbitrages budgétaires, qui l'inquiétaient beaucoup, ont-ils, vraiment, suffi à retenir le ministre à Paris ?

A partir des derniers mois de 1983, on entre dans une deuxième période, où le gouvernement apparaît de moins en moins aux communistes comme celui de l'union et de plus en plus comme un gouvernement socialiste, dans lequel ils sont une force d'appoint. Le langage de M. Fiterman s'en ressent, par ses *silences*, d'abord, ensuite *par* la façon dont il relaye, de plus en plus fréquemment, les critiques exprimées par le PCF. Alors qu'il était entré dans la logique de la rigueur, il refuse celle des restructurations industrielles et il se tait, le 29 mars, lors de l'adoption du plan acier par *le conseil* des ministres. Après les élections européennes, M. Rigout ayant mis en cause M. Marchais, le ministre des transports prend vigoureusement la défense du secrétaire général et formule, par la même occasion, de vives critiques contre la politique du gouvernement. Désireux, depuis l'automne 1983, de quitter le gouvernement, M. Fiter*man semble considérer que la pré*sence de communistes ne se justifie plus.

Ministre d'Etat doté d'un portefeuille technique en 1981, M. Fiterman devient secrétaire du comité central « sans portefeuille ». C'est *dire*, sans doute, *qu'il a vocation* à traiter de la politique du parti dans son ensemble. C'est dire, aussi, que son premier souci pourrait être de se laisser quelque peu oublier. Est-il prêt à retourner à la grisaille des seconds rôles, d'où il avait émergé en 1981 ? C'est peu vraisemblable, encore que M. Fiterman se soit montré, au total, pendant ces trois années, fort peu dérangeant pour l'appareil du parti et pour ses habitudes. Il lui est arrivé, certes, au *moment de la guerre des Malouines*, de critiquer publiquement certains articles de *l'Humanité*, en invitant les responsables du journal à se montrer plus conscients des contraintes *qu'impliquait* la participation au pouvoir. C'est peu. Cela ne suffit pas à faire du ministre des transports un réformateur en puissance, prêt à aller contre la volonté d'un secrétaire général qui – il l'a dit lui-même – *« ne pose pas la question de* [son] *départ »*.

PATRICK JARREAU.

M. Anicet Le Pors et ses « contradictions »

Un communiste original mais par pour autant marginal, que M. Anicet Le Pors. Ce Breton né à Paris le 28 avril 1931, docteur ès sciences économiques, ingénieur de la météo*rologie nationale, ancien chef de* la division de politique industrielle au ministère des finances, a, dit-il, hésité dans sa jeunesse à entrer au séminaire après avoir longtemps servi la messe. C'est le retour de de Gaulle au pouvoir en 1958 qui le fait adhérer au Parti communiste. Militant de la CGT pendant sa carrière de fonctionnaire, il s'oriente vers la politique en se présentant sans succès aux élections municipales à Saint-Cloud en 1971, mais est élu sénateur des Hauts-de-Seine en 1977. Au sein du comité central du PCF, il est chargé du département international de la section économique. *Il participe à l'élaboration de la* politique économique de son parti et est un proche de M. Georges Marchais.

En 1981, le PC le désigne pour participer au gouvernement, où il occupe le portefeuille de la fonction publique et des réformes administratives, comme ministre délégué puis comme secrétaire d'Etat auprès du premier ministre. M. Le Pors s'applique à cette tâche avec sérieux et résolution. Il multiplie les contacts et la concertation avec ses interlocuteurs pour faire aboutir un certain *nombre de réformes*. A *intervalles* réguliers, M. Le Pors présente des bilans flatteurs et impressionnants de son action à la tête de son département.

Ses soucis principaux sont le développement des « acquis sociaux » pour les fonctionnaires, l'accroisse*ment de leurs droits, l'augmentation* du rôle des syndicats dans les instances concernant le personnel de la *fonction publique. Il s'efforce aussi* – comme l'ont proclamé d'ailleurs tous ses prédécesseurs – d'améliorer les *relations de l'administration* avec ses usagers.

Enfin, l'ouverture de la fonction publique et l'élargissement de son recrutement l'absorbent, bien que l'idée de créer une « troisième voie » d'accès à l'Ecole nationale d'administration, réservée aux syndicalistes et aux élus locaux, ait été une idée de M. Mitterrand et ne l'ait pas, au début, beaucoup enthousiasmé. Mais M. Le Pors, qui regrette que la fonction publique ne compte pas dans ses cadres assez de fonctionnaires communistes, demeure un militant engagé.

Il estime cependant *que* la présence de ministres communistes au gouvernement est un progrès pour la gauche et demeure une chose souhaitable. La « participation-pression » est une notion qu'il s'efforce de mettre en œuvre et de faire admettre tout en reconnaissant que des *« contradictions »* existent comme il vient de l'écrire dans un livre sous ce titre, mais en affirmant que celles-ci peuvent être fécondes (*le Monde* du 23 juin 1984).

ANDRÉ PASSERON.

AU MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Un cheval de labour exemplaire

M. Charles Fiterman s'est donné un animal-totem : le cheval de labour. Selon lui, il s'agit *d'« un animal sensible, attentif à ce qui se passe autour de lui et parfois contraint de ralentir l'allure quand le sol se fait plus dur ou que le soc de la charrue bute contre une pierre, mais qui allie l'obstination à la sagesse et à la contance et qui, au bout du compte, avance dans son sillon »*.

M. Fiterman se veut donc per*cheron. Par calcul politique*, puisqu'il faut démontrer publiquement la vocation des communistes *« à construire, à gérer, à gouverner »*. Par tempérament surtout, car il aime étudier le terrain avant de s'y engager. Quel moteur pour l'Airbus-A-230 ? Faut-il construire la liaison fluviale Rhône-Rhin ? Est-il raisonnable d'autoriser la conduite des Boeing-737 à deux pilotes au lieu de trois ? *« Il ne faut pas prendre les choses à la légère »*, aurait-il *pu déclarer* à l'ouverture de chacun de ces dossiers, comme il le fit en apprenant la disparition *mystérieuse de l'écrivain* Jean-Edern Hallier...

Réflexion ne veut pas dire indécision. M. *Fiterman* avance obstinément. Oui, la SNCF rouvrira quatre de ses lignes secondaires désaffectées. Oui, le train à grande vitesse TGV-Atlantique *sera construit*. Oui, les sociétés d'autoroutes se regrouperont dans un organisme commun. *Oui, l'exploitation de* Concorde sera poursuivie.

Tant et si bien que le rusé cheval de labour en vient à gagner son pari. Il apparaît très vite après l'arrivée de la gauche au pouvoir comme le ministre exemplaire. Aux yeux mêmes de *l'opposition*, qui lui fait, en 1981, *par* la bouche de M. Robert-André Vivien (RPR), *ce compliment* au *moment* de la discussion budgétaire : *« J'en suis désolé, mais c'est un bon budget. »* Aux *yeux* de « ses » rebelles – *routiers* ou mariniers, – dont il désamorce en février et en juillet 1984 *les mouvements* de grève. Mais c'est aux yeux de l'opinion que sa réussite est la plus évidente. Il excelle à lui parler simplement de dossiers techniques complexes. La suppression de l'obligation des codes en ville et le désir affiché de ne pas *emprisonner* l'automobiliste dans un carcan d'interdits lui valent une réputation de libéral.

Pas question pour autant d'oublier les promesses de la gauche et le sens du sillon où il avance ! Les transports urbains lui offrent un terrain de prédilection. La première classe du métro parisien devient une éclipse, puisqu'elle cesse d'exister aux heures de pointe. Il arrache, en 1982, un nouveau système de financement de la carte « orange » des transports parisiens, assuré pour moitié par les employeurs. Il plaide vigoureuse*ment pour le retour du tramway*.

Le droit au transport

L'objet de toutes ses attentions, *c'est* le chemin de fer. *Il* veut montrer la modernité du rail. Il mobilise les cheminots, refond, en 1983, le statut de la SNCF et allège ses dettes. Cet enthousiasme et cette efficacité lui valent l'inimitié définitive des transporteurs routiers et des *mariniers*. Ceux-ci s'estiment concurrencés de façon déloyale par la SNCF, que ses subventions *autorisent, selon eux, à pratiquer* des prix de dumping. Catalogué « ministre des chemins de fer », M. Fiterman est *suspecté par* l'opposition d'avantager systématiquement la société nationale, où la CGT ferait la loi.

Son œuvre majeure reste la loi *d'orientation sur* les transports intérieurs. Menant à bien la première réflexion vraiment globale dans ce *domaine depuis* 1949, il construit, à partir de 1982, autour de la notion de « droit au *transport* », *une base législative* destinée à développer en priorité les transports publics et à organiser la complémentarité des différents modes, *« dans le respect du libre choix de l'usager et d'une concurrence maîtrisée. »* Ni libéralisme destructeur ni centralisme autoritaire, la loi veut mettre de l'ordre dans les transports de la France sans les étatiser. *Elle n'a pas fini de faire sentir ses* effets bénéfiques.

M. Charles Fiterman laisse en plan quelques *« serpents de mer »* increvables : l'autoroute A 86, qui ceinturera peut-être, un jour, *l'Ile-de-France, la* réforme du financement des transports parisiens, la liaison Rhône-Rhin ou le tunnel sous la Manche. Si M. Mauroy n'avait pas présenté au chef de l'Etat la démission de son gouvernement, le ministre des transports aurait *exposé au* conseil des ministres du 19 juillet la bonne santé du TGV et ses perspectives mirifiques. *Demain* – en 1990 – Bordeaux sera à trois heures de Paris et, après demain, Cologne à cinq heures.

M. Fiterman aime aussi la vitesse.

ALAIN FAUJAS.



DES LÉZARDS ET DES HOMMES
YVES MICHALON

"Lisez Yves Michalon : dans les idées cet essayiste inattendu fait très fort."
Patrice de Plunkett/Figaro Magazine

"Un cri d'alarme."
Alexis Liebaert/Le Matin

"Un livre inclassable à lire et à relire."
Jean-Claude Perrier/Le Quotidien de Paris

"Un grand nettoyage des pensées-slogans."
Bernard George/Jours de France

"Les valeurs d'une vie moderne enfin inventive."
Jean-Jacques Brochier/Magazine Littéraire

"Les audaces de celui qui ne craint rien et place sa vérité au-dessus du qu'en dira-t-on."
Jérôme Garcin/Le Provençal

"Un petit livre d'une extraordinaire densité. A poser sur la table de chevet pour fréquente consultation."
Philippe Ragueneau/Le Figaro

"Un texte salubre aux images frappantes."
Jean David/V.S.D.

ALBIN MICHEL

HIDDEN VALLEY RANCH
Santa Barbara, CA
SOCIÉTÉ/PARTS FAMILIALES DÉTENUES
A partir de $ 327 500
Jack Smiley, Président
(805) 967-5410

PUBLICITÉ
LE BRUIT REND FOU
L'actualité est remplie de drames engendrés par le bruit, cause importante d'agressivité. Grâce aux progrès de l'astronautique, le filtre EAR, qui protège sans isoler, a été mis au point aux U.S.A. Il se décomprime en douceur pour s'adapter parfaitement à l'oreille. Travail ou sommeil, sa polyvalence est remarquable, il permet les conversations en milieu bruyant. Protection efficace du conduit auditif pour la natation. EN PHARMACIE ou 273-30-34.



M. Jacques Delors : *l'ambition d'un homme de foi et de rigueur*

« Je suis à la cuisine pour passer les plats et éviter qu'ils ne soient brûlés ». La modestie de ces propos, volontiers tenus par M. Jacques Delors dès sa nomination comme ministre de l'économie et des finances en mai 1981, et moins fréquemment par la suite, témoigne, certes, d'une grande humilité, celle du militant qui n'appartient pas à l'appareil mais se déclare prêt à soutenir la cause socialiste en faisant tout pour qu'elle ne connaisse pas l'échec.

Sa formation, son expérience acquise longuement et parfois durement dans les discussions syndicales à la Banque de France, son premier emploi, sa méfiance pour les titres universitaires ronflants (licencié ès sciences économiques, il a pourtant été professeur à Dauphine) le poussent au pragmatisme et l'incitent à la prudence.

Dans un domaine qu'il connaît bien, la banque, il veut, pendant trois ans, éviter de bouleverser les structures. *« Pas de chirurgie, pas de bistouri »*, répète-t-il à l'envi lorsque les instances du parti socialiste, M. Fabius notamment, le pressent d'accélérer le « changement » et estiment que *« tout reste à faire »*, exigeant que les banques nationalisées se *« mettent vraiment au service du pays et changent de mentalité »*, c'est-à-dire qu'elles prennent des risques hardiment. Sachant qu'il va beaucoup leur demander, en acceptant de soutenir bien des entreprises en difficulté, il se montre soucieux de ne pas « casser l'outil » par trop de précipitation. Mais cette modestie apparente, et cette prudence viscérale ne peuvent cacher une ambition certaine, celle de recommander une politique qui évitera au pouvoir socialiste l'aventure et l'asphyxie économique.

Cette ambition va l'opposer d'abord, et temporairement, à M. Mauroy, lorsque le 29 novembre 1981, invité de l'émission « Le grand jury *RTL-le Monde* », il souhaite une *« pause »* dans l'annonce des réformes. Dans l'immédiat, Jacques Delors ne sera pas entendu, mais son heure va venir rapidement. Après une première dévaluation du franc en octobre 1981, techniquement et psychologiquement inévitable, la deuxième dévaluation du 12 juin 1982, humilie cruellement le pouvoir au lendemain d'un sommet de Versailles imprudemment triomphaliste. C'est « l'électrochoc » du blocage des salaires et des prix.

Désormais, le ton est donné : effort, rigueur, austérité, ces mots vont revenir souvent dans sa bouche, notamment lors de la troisième dévaluation du franc en mars 1983, qui va donner lieu à un véritable psychodrame au sein du parti socialiste. Faut-il, ou non, se débarrasser des contraintes extérieures insupportables et toujours céder aux exigences des « gnomes de Zurich » (1) ? Avec le soutien efficace de Pierre Mauroy, il faut bien le dire, qui abjure son optimisme de commande pour la campagne des élections municipales, il fait le siège de François Mitterrand. Le chef de l'Etat qui n'a pas la « religion » du système monétaire européen, après deux semaines d'hésitation, se décide à y rester en optant pour la rigueur et la douleur. Ce choix, auquel il a puissament contribué, M. Delors va le défendre constamment contre ceux des socialistes qui plaident pour une relance immédiate de l'économie, et notamment ceux du CERES, menés par M. Jean-Pierre Chevènement, qui l'accusent de *« rivaliser d'orthodoxie »* avec la droite. *« On ne peut répartir plus qu'on ne produit »* riposte-t-il, et *« nous ne pouvons pas vivre seuls en ne tenant pas compte de l'étranger »*.

L'étranger ! M. Delors, comme M. Barre, a réussi à lui inspirer confiance. Ainsi, lors du dernier réaménagement du SME à Bruxelles, en mars 1983, il connaît un véritable triomphe personnel. Son langage « musclé » à double usage, extérieur et intérieur, et sa pédagogie insistante, parfois élémentaire et agaçante, mais fort efficace et surtout très directe, font une excellente impression. Les Allemands ne lui tiendront pas rigueur de ses propos *tonitruants*, avant la réunion, sur leur « arrogance ».

Pour nos voisins, qui ne se privent pas dans leurs discussions, d'échanger des arguments vigoureux, on peut avoir des mots durs si on est un *bon technicien et un partenaire* coriace. Au surplus, M. Delors tient ses promesses. En échange d'une réévaluation concédée à contre-cœur du mark, la troisième en dix-huit mois, et d'un prêt de 28 milliards de francs avec la garantie de la CEE, il va apporter, aux partenaires, la garantie que leur effort ne sera pas *vain et que la France va devenir* « raisonnable ».

Le réaménagement du SME à Bruxelles est fort intéressant. Il révèle clairement que les ambitions de l'homme se font plus fortes, ce qui ne manque pas d'inquiéter au sein du PS. Ses déclarations lors du week-end brûlant des 19 et 20 mars 1983 — *« Il se passe des choses à Paris et il faut que j'en sois »* — ont été tout à fait significatives. Petit à petit, sa stature a grandi. Trois ans après sa prise de fonction, il peut se targuer d'avoir freiné l'inflation, cette *maladie congénitale* des Français que M. Raymond Barre n'a pas su guérir, dans un environnement bien plus difficile, il est vrai. Le déficit commercial a diminué, bien qu'au début, l'hôte de la Rue de Rivoli n'ait pas su mesurer sa dégradation, sous-estimant les avertissements de M. Jobert. La confiance dans le franc a été rétablie, en dépit d'un *accroissement vertigineux* de l'endettement extérieur.

En outre, on a vu M. Delors prendre une dimension véritable dans les instances internationales, plaidant sans se lasser pour les pays en voie de développement et pour une *réforme du système monétaire international*, préconisant une distribution substantielle de droits de tirages spéciaux pour les Etats les plus déshérités (« les pompiers et les architectes », dans *le Monde* du 9 septembre 1983).

Ces succès, cette stature, ont souvent rendu plus pénible sa position *de ministre « technicien »*, tenu en méfiance par les « politiques », et qui, pourtant, finissait par faire de la politique, la vraie, celle des décisions économiques. M. Barre l'a accusé d'avoir avalé de nombreuses « couleuvres », et c'est vrai. Rappelons l'incident de janvier 1983, lorsque la direction du PS jugea *« inopportune »* la réduction du taux d'intérêt des Caisses d'épargne, qualifiée d'*« erreur politique »* à la veille des élections municipales, annoncée publiquement par M. Delors, en contrepartie d'une réduction du taux de base des banques et, finalement, « reportée » par M. Mauroy. Le désaveu était flagrant et l'humiliation amère. *« J'aurais dû démissionner »* confia-t-il plus tard. Mais voilà ! Jacques Delors, chrétien militant, est un *homme de foi dans sa vie publique* comme dans sa vie privée et le soutien de la cause exige des sacrifices, à moins que, comme l'estiment ses détracteurs, l'ambition et le goût du pouvoir l'aient aidé à digérer les affronts. Son visage marmoréen avec des yeux à demi-fermés, ses développements pédagogiques lui *ont souvent donné* l'air d'un « magister » mâtiné de « monsignor », capable, le cas échéant, de tenir un double langage qui lui sera parfois reproché.

C'est égal, l'homme qui s'en va aura marqué de son empreinte les *trois dernières années. Hautement* considéré finalement par les milieux financiers et la Bourse pour ses efforts en faveur de l'épargne, il aura évité à son pays, et à son gouvernement, d'avoir à négocier un concours financier dans des conditions trop humiliantes, et bien servi un président qui, finalement, le *sacrifie à son rival de mai* 1981.

A l'époque, M. Laurent Fabius obtint le ministère du budget, contre le gré de M. Jacques Delors, et le lui rendit lorsqu'il devint ministre de l'industrie, avant de devenir premier ministre.

Désormais, la coexistence est devenue impossible, et c'est le départ pour Bruxelles, où les partenaires de la CEE vont l'accueillir à bras ouverts, surtout les Allemands.

FRANÇOIS RENARD.

(1) Banquiers suisses, accusés par le premier ministre britannique Harold Wilson d'avoir spéculé contre la livre.

Une partie du crédit de la gauche

Avec le départ de M. Delors, c'est un peu du crédit de la politique de la gauche à l'étranger qui s'en va. En France, c'est une partie de l'image positive de la gauche qui s'efface. Du moins, le ministre de l'économie et des finances de M. Mauroy a-t-il constamment joué de cette image pour tenter d'imposer ses vues au pouvoir de la gauche.

A tel point que M. Delors a fait semblant à plusieurs reprises de mettre en jeu son portefeuille, stratégie de la coquetterie qui lui permettait d'affirmer ensuite qu'il restait parce qu'indispensable, et sous la pression de ses amis. Ce phénomène s'était produit notamment lorsque les socialistes recherchaient un chef de file pour les conduire à la bataille *des élections européennes*.

C'est un peu de la crédibilité de la gauche qui s'en va ? Ce « peu »-là devrait être compensé pa la nomination de M. Fabius au poste de premier ministre, considéré à l'étranger comme un bourgeois modèle converti à un socialisme teinté de social-*démocratie. La présence* de M. Bérégovoy, l'homme de l'*excédent de la Sécurité sociale, rue* de Rivoli devrait compenser le manque à gagner que représente le retour de M. Delors aux affaires européennes.

Homme de dialogue — il est ancien syndicaliste, — image vivante de l'anti-sectarisme — il a été le promoteur de la « nouvelle *société » de M. Jacques* Chaban-Delmas, premier ministre de Georges *Pompidou*, — M. Jacques Delors a joué les trouble-fête pendant la première période du septennat. L' « état de grâce » convenait mal à ce personnage *qui* se méfie des enthousiasmes lyriques et idéologiques et auquel on a reproché souvent son esprit chagrin.

C'est lui qui lança le premier pavé dans la mare paisible du pouvoir de gauche de première période en réclamant une *« pause »* dans le rythme des réformes, au moment où cette référence au gouvernement Blum de Front populaire ne pouvait qu'irriter ses amis socialistes. *C'est lui aussi qui a incarné la ri*gueur et l'austérité. C'est lui qui a été — car il en faut toujours une — la tête de Turc des communistes critiques et des amis contestataires de M. Jean-Pierre Chevènement.

Lorsqu'il s'agissait de souligner le peu de différence qui sé*parait la politique dont* M. Delors était le tenant de celle qu'incarnait avant lui M. Raymond Barre, M. Didier Motchane, proche de M. Chevènement, n'avait pas hésité à lui accoler cette formule : *« Delors en barre. »* On lui reprochait, et au travers de lui au gouvenement de la gauche, voire au *président* de la *République*, de privilégier la crédibilité de la *France à l'extérieur plutôt que* le crédit du pouvoir auprès de la France de gauche. Depuis plus d'un an, ses adversaires socialistes développaient l'analyse selon laquelle la politique Delors ne pouvait conduire la France qu'à l'échec économique, donc à l'échec politique, et, à terme, les *socialistes à la rupture avec* le PCF.

Esprit pragmatique, souvent proche des préoccupations ou au moins du langage populaire, M. Delors retournait l'accusation à ces adversaires considérés *comme des théoriciens aveugles*. M. Chevènement, disait-il, ne *jure que* par les modèles économétriques qui se trompent toujours. *« Vous prenez un cochon et il en sort de l'autre côté des saucisses. M. Chevènement est content. »*

La question qui se pose au*jourd'hui est celle du destin poli*tique de M. Delors, qui était très tenté de prendre *le relais* d'un Michel Rocard défaillant pour incarner à son tour la deuxième gauche. Mais l'exemple de M. Jenkins montre qu'il est particulièrement difficile de conserver, à ce poste à Bruxelles, une place dans la vie politique intérieure.

JEAN-YVES LHOMEAU.

M. DELORS PRENDRA SES FONCTIONS DE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS AU DÉBUT DE L'AN PROCHAIN

M. Jacques Delors devait être *officiellement présenté*, ce jeudi 19 juillet, par le gouvernement de *Dublin* — l'Irlande détenant actuellement, après la France, la présidence du conseil européen — comme le successeur de M. Gaston Thorn à la présidence de la Commission des Communautés. Traditionnellement, les Etats membres de la CEE, plutôt que de procéder à un vote formel, recherchent entre eux un large consentement sur le nom du président de la Commission de Bruxelles. Cela a été le cas *pour* M. Delors, *notamment* à la suite des déplacements que M. Roland *Dumas*, ministre des affaires européennes, a fait, lundi et mardi à Bonn et à Londres.

Désigné par les Dix, M. Delors n'entrera effectivement en fonctions qu'au début de l'année prochaine, le mandat de M. Thorn venant alors à expiration. D'ici là, il s'emploiera notamment à faire une série de visites *auprès des gouvernements* concernés, et à parfaire sa connaissance des mécanismes et du personnel de la commission.

Celle-ci est un organe collégial composé de quarante membres, outre le président. Les commissaires *sont nommés pour quatre ans renou*velables par les gouvernements, mais doivent représenter l'ensemble des Etats membres, et pas seulement leur propre pays.

La tâche de la commission, dont le siège est à Bruxelles, est de faire des *propositions* au conseil des ministres de la Communauté et d'assurer l'exécution des décisions prises par ce conseil. Elle gère également le fonds communautaire et fait respecter le principe de la *concurrence*. C'est elle enfin qui établit le projet de budget.

INSÉCURITÉ ET TENSIONS SOCIALES

Justice pour la justice !

Justice pour la justice ! Rendue responsable de la délinquance dans les banlieues, de l'insécurité dans le métro *et des flambées* de terrorisme, elle n'a jamais usé, pour répondre à ces attaques, dictées par la passion, que des armes de la raison. Après tout, il existe — il existait — un *secrétariat d'Etat à la sécurité* publique. Pourquoi M. Robert Badinter porterait-il le chapeau pour M. Joseph Franceschi ?

Le nombre des crimes de sang n'augmente pas, mais il y a encore des élus de l'opposition pour prétendre le contraire et affirmer que c'est *la faute à l'abolition de la peine de* mort. Ce malentendu persistera sans doute longtemps. Ce que la gauche revendique comme des conquêtes est souvent perçu comme une *menace pour* la *sécurité* quotidienne *des Français*. Pourtant, MM. Jacques Chirac et Jean-Pierre Soisson, d'antres encore au RPR et à l'UDF, ont voté l'abolition de la peine de mort, comme le fit le Sénat qui perçut, ce *jour-là*, le sens de *l'histoire*.

Celle-ci retiendra que, sous le gouvernement de M. Pierre Mauroy, M. Badinter fit supprimer la Cour *de sûreté de* l'Etat et les tribunaux militaires. Que la loi « anticasseurs », instituant une responsabilité collective, fut abrogée comme le fut la loi « sécurité et liberté », qui rompait avec une tradition pénale remontant à la Libération, et que les discriminations à l'égard des homosexuels, datant du régime de Vichy, furent expurgées du code.

Elle se souviendra que, depuis 1981, les Français peuvent saisir la Commission et la Cour de Strasbourg s'ils s'estiment victimes d'une *injustice*. De cela, les gouvernements précédents n'avaient jamais voulu entendre parler. Il aurait fallu, avant qu'ils s'engagent dans cette voie, aligner le droit français sur la convention européenne des droits de l'homme, c'est-à-dire extirper des codes les lois et procédures *d'exception* qui y figuraient.

La chronique politique de ces années 80 retiendra, elle, que si *M. Badinter s'est taillé de la sorte* une place de choix au Panthéon de la gauche, ces réformes ne les ont pas toujours servis, ni lui, ni elle.

L'angélisme qui présida, aux lendemains de la victoire de M. François Mitterrand, à la libération de militants d'Action directe, leur a sans doute coûté cher à l'un et à l'autre, comme leur sera longtemps reproché le refus de livrer à l'Espa*gne les terroristes présumés* de l'ETA que celle-ci réclamait déjà.

Ce comportement accrédita à tort, mais elle l'accrédita, l'idée que la gauche est « laxiste » par nature. Face à ces accusations, la majorité tenta de *faire front, mais rien n'y fit*. Ni l'arbitrage du chef de l'Etat en faveur des thèses de M. Gaston Defferre sur les contrôles d'identité, thèses auxquelles M. Badinter dut se rallier, *volens nolens*. Ni *bientôt* l'adoption d'une nouvelle politique d'extradition, plus conforme à l'idée que s'en font les pays amis.

Laxisme de la justice ? Les prisons sont pleines à craquer. *M. Badinter se fait suffisamment de* souci pour cela. Il aimerait y voir moins de petits délinquants et a fait voter à l'unanimité, en espérant que leur nombre diminuerait, une loi ins*tituant une peine de travail d'intérêt* général. Sans grand résultat jusqu'à présent.

Décidé à lutter contre la lenteur des procédures et la longueur des instructions, le garde des sceaux a engagé une réforme en profondeur de la justice, mais sa mission est loin d'être terminée. Il restera celui qui a fait abolir la peine de mort, *mais il* aimerait attacher son nom à un renforcement des garanties judiciaires. La réforme de la détention provisoire est un premier pas dans ce sens. La création de tribunaux de l'application des peines qui accorderaient, à la place de la chancellerie, les libérations conditionnelles et les permissions de sortie en serait un autre. Un projet de loi en ce sens a été adopté par le conseil des ministres voici un an.

M. Badinter le défendra-t-il lui-même au Parlement ? C'est très probable, le chef de l'Etat aimant à répéter que le garde des sceaux a toute sa confiance.

BERTRAND LE GENDRE.

Une politique d'immigration entravée par le chômage

La politique menée depuis 1981 dans le domaine de l'immigration a été empreinte tout à la fois d'huma*nisme et de rigueur, et dès lors non* exempté de contradictions. Elle devait être souvent mal comprise ou mal acceptée par les Français comme par les travailleurs étrangers.

Les grandes lignes en avaient été tracées sour le premier gouverne*ment Mauroy* par M. Jean Auroux, successeur de M. Lionel Stoléru, dernier secrétaire d'Etat giscardien chargé des immigrés. En gros, il s'agissait de ne pas faire des immigrés les boucs émissaires de la crise.

Aussi, le 10 mai 1981, les travailleurs étrangers étaient-ils allés nom*breux et pleins d'espoir* à la Bastille pour saluer la victoire de M. Mitterrand. Quelques mois plus tard, ils connaissaient, eux aussi, la fin de « l'état de grâce ». Tour à tour, trois secrétaires d'Etat socialistes, MM. Jean Auroux et François Autain et *Mme Georgina Dufoix*, allaient tenter de maîtriser le flux des primo-immigrants tout en s'efforçant d'améliorer les droits et les conditions de vie des étrangers installés à demeure en vue de leur insertion dans la société française. Ce ne fut pas sans à-coups, malgré le succès relatif de l'opération de régularisation exceptionnelle organisée en 1982 et en 1983.

Sur le fond, ce programme différait peu de celui de M. Stoléru : même le verrouillage des frontières allait être renforcé. Mais il s'agissait d'abord de *normaliser le secteur*, de sortir la population étrangère de sa condition précaire, en même temps que de sa clandestinité, pour prendre l'exacte mesure des problèmes. *L'artisan principal de cette clarifica*tion fut assurément M. Autain qui, dès juin 1981, s'est attaqué méthodiquement aux injustices les plus flagrantes.

Une partie de l'objectif a été réalisé : aménagement du droit d'association, arrêt des expulsions de jeunes étrangers, libéralisation des autorisations de mariage, regroupements *familiaux, réforme de l'héber*gement dans les foyers. Quelque peu isolé en fin de parcours, le « ministre des immigrés » fut victime d'un mauvais débat sur la sécurité, avivé en partie par la multiplication des attentats d'origine étrangère et par la montée du racisme. *Son dossier* fut pris en charge, en mars 1983, par Mme Georgina Dufoix dans un secrétariat d'Etat qui regroupait aussi la famille et la population.

La situation de l'emploi fut, sans nul doute, le principal obstacle à la *réussite d'une stratégie qui, loin de* spéculer sur les progrès de la peur raciale, ambitionne l'entente des communautés, la reconnaissance des différences. Jamais les grèves des OS, impulsées depuis trois ans par des immigrés, principales victimes des mutations technologiques, n'ont autant défrayé la chronique. Successivement, les grandes usines de l'automobile ont été frappées par des débrayages massifs, les plus importants depuis mai 1968. Malgré tout cela, les trois secrétaires d'Etat qui se sont succédé depuis mai *1981* peuvent être crédités d'un certain nombre de progrès, y compris dans la dernière période : vote massif des immigrés à la Sécurité sociale, *répression* accrue des trafics de main-d'œuvre, instauration d'un conseil national des populations immigrées, possibilité pour les associations de se porter partie civile dans les cas de violences racistes.

Dans une interview récente à la revue *les Temps modernes*, Mme Dufoix définissait trois axes prioritaires pour lutter contre l'intolérance : habitat, formation, école. On peut penser que cette politique *continuera, quels qu'en soient* les gestionnaires.

JEAN BENOIT.

L'abandon du charbon

Il est des petites phrases qui coûtent cher. Celle de M. Mauroy évoquant, le 27 octobre 1981 lors du grand débat sur l'énergie à l'Assemblée nationale, l'objectif d'un retour à une production charbonnière de 30 millions de tonnes n'a pendant trois ans cessé d'empoisonner *la* politique énergétique de son gouvernement, symbole des ambitions et des espoirs réveillés puis déçus par la nouvelle majorité. La relance charbonnière constituait en effet, avec le ralentissement du programme nucléaire, le développement des économies d'énergie et des énergies *nouvelles, l'une des lignes maîtresses* de la « nouvelle » politique du gouvernement exposée à l'automne 1981. Cette politique *s'articulait* autour d'une idée-clé : la diversification des sources d'énergie de la France.

Fondée sur une hypothèse volontariste de croissance économique de *5 % l'an, elle se concrétisait rapide*ment par un accroissement des fonds publics destinés à soutenir la production nationale de charbon (4,09 milliards de francs en 1981, 5,85 milliards de francs en 1982, 6,5 milliards de francs en 1983), la signature de nouveaux contrats gaziers importants avec l'URSS *puis l'Algérie, un ralentissement* — modéré — du rythme d'engagement des centrales nucléaires (trois tranches par an en 1982 et 1983, et deux en 1984, au lieu de cinq précédemment) et la création de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Là comme *ailleurs*, cette politique allait, face aux réalités, subir un infléchissement tel que, trois ans plus tard, force est de reconnaître que rien ou presque ne demeure des ambitions *initiales*.

La croissance économique beaucoup plus faible que prévu et le ralentissement marqué des consommations d'énergie ont placé le pays dans une *situation paradoxale, mise* en lumière lors des débats sur le IXe Plan en juillet 1983 : le rapport du groupe « long terme énergie » montrait que le risque principal n'était plus la pénurie mais la plé*thore. Faute de débouchés suffisants* et de possibilités géologiques réelles, la « relance » charbonnière se révélait un échec total : malgré une subvention accrue, Charbonnages de France voyait sa production stagner et son déficit se creuser dangereuse*ment. EDF, engagée dans un pro*gramme nucléaire surdimensionné, accumulait *elle aussi* des pertes énormes et un endettement galopant, de même que Gaz de France, embarrassé dans des contrats coûteux et beaucoup trop ambitieux. Quant à l'industrie du *raffinage*, touchée de plein fouet par la baisse de la consommation, elle affichait elle aussi des résultats amplement négatifs. En 1983 les pertes totales des entreprises du secteur frôlaient 12 milliards de francs, sans compter les subventions accordées tant à CDF (6,5 milliards de francs) que pour les économies d'*énergie* (2,4 milliards) !

Le retour à la réalité était symbolisé fin 1983 par le coup d'arrêt de la relance charbonnière. Après avoir « gelé » à son niveau de 1983 (6,5 milliards de francs) l'aide publique à la production nationale en demandant à CDF de rééquilibrer ses comptes, le gouvernement a accepté au début de l'année 1984 la « nouvelle » politique proposée par la direction de Charbonnages de France ramenant les objectifs de production aux environs de 11 à 13 millions de tonnes par an en 1988 et prévoyant une réduction de moitié d'ici là *des effectifs de l'établisse*ment public. L'Agence française pour de la maîtrise de *l'énergie*, elle aussi touchée par l'austérité, bien que les économies d'énergie demeu*rent officiellement* la priorité du gouvernement, a vu son budget d'intervention pour 1984 réduit d'un quart (de 2,4 milliards à 1,9 milliard de francs) ; Gaz de France, pour sa part, après avoir réussi à *préserver les objectifs officiels* de consommation gazière élevés, n'en tente pas moins depuis un an d'obtenir de ses principaux fournisseurs, l'URSS en tête, une renégociation de ses contrats.

Seule EDF, maintenue dans son rôle d'opérateur *unique du* programme nucléaire, n'a pas vu ses *plans* bouleversés (1). Chargé par le gouvernement d'accroître la part de l'électricité dans la consommation énergétique, afin d'écouler les surplus prévisibles d'électricité nucléaire, l'établissement n'a rien perdu de son pouvoir — bien au contraire — sur la scène *énergétique* française. Fait significatif : l'indépendance *énergétique* est *redevenue* depuis juillet 1983, avec la maîtrise *de l'énergie*, au premier rang des objectifs gouvernementaux. *Exit* la diversification des sources d'énergie.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) *Le* ralentissement du programme nucléaire, moins important que prévu du fait de la nécessité de « préserver l'outil industriel », correspond *grosso modo* aux prévisions de l'établissement.

TRANSIT INTERNATIONAL
AUTOMOBILES - BAGAGES
U.S.A. - CANADA - ALGERIE
TUNISIE - MAROC - AFRIQUE
DOM-TOM - MOYEN ORIENT etc...
TOUTES DESTINATIONS
CARSHIP SARL • (1) 500-03-04
20, rue Le Sueur - 75116 Paris

DU GOUVERNEMENT MAUROY

LES RÉACTIONS

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les semi-vacances du Parlement

Pendant que M. Laurent Fabius constituait son gouvernement, le Parlement s'est mis en semi-vacances. Si les commissions continuent à fonctionner, ni l'Assemblée nationale ni le Sénat ne peuvent se réunir en séance publique. En période de session extraordinaire comme actuellement, ils ne peuvent le faire que suivant l'ordre du jour fixé par le décret de convocation du président de la République... Mais depuis la démission de M. Pierre Mauroy, il n'y a plus de ministre ayant qualité pour défendre les projets gouvernementaux. Seul M. Fabius pourrait le faire... Il a certainement d'autres urgences.

Les séances que devaient consacrer les députés, ce jeudi 19 juillet, au texte sur la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie ont donc été annulées, comme l'a été la conférence du président de l'Assemblée nationale qui devait, le mercredi 18 au soir, fixer l'ordre des travaux pour les jours à venir.

Le Palais-Bourbon n'a été tiré de sa somnolence de mercredi que lorsque les députés socialistes sont partis, vers 16 heures, de leur réunion de groupe. Une réunion avait été convoquée bien avant que ne soit connu le changement de gouvernement. Un cours de droit constitutionnel de M. Pierre Joxe sur les suites à attendre de la procédure engagée par le président de la République pour réviser la Constitution, un appel de M. Lionel Jospin *« à faire de la politique »*, le vote d'une motion rendant *« un hommage amical à Pierre Mauroy »* suffirent à nourrir la soif de compréhension des élus socialistes. Tout juste si certaines formules de ce texte firent rire jaune quelques proches du maire de Lille. Il aura fallu attendre son départ de Matignon pour entendre M. Joxe, au nom des députés du PS unanimes, déclarer que le premier ministre avait assumé sa charge *« avec un sens des responsabilités et des qualités d'homme d'Etat que le groupe socialiste a su apprécier pendant trois ans »* et *« remercier chaleureusement Pierre Mauroy pour son action depuis trois ans »* ; au passage, M. Fabius a eu droit à *« la confiance »* et aux *« vœux de succès »* des élus socialistes.

Dans les couloirs, les députés socialistes ne cachaient pas leur satisfaction. M. Joseph Menga (Seine-Maritime) reconnaissait, un peu triste : *« Pierre Mauroy a été rejeté par la caste dirigeante parce qu'il n'était pas un des siens. Les cadres, les hauts fonctionnaires ne pourront faire ce reproche à Laurent Fabius. »* Apparemment seul de son opinion, M. Claude Michel (Eure) craignait de voir dans les derniers événements *« le début d'une fracture entre le président de la République et son parti, les prémices d'un éclatement du groupe, voire du parti »*, prévenant qu'il ne pourrait voter une loi sur l'enseignement privé qui n'apporterait pas suffisamment de garanties aux laïques.

M. Jean Natiez (Loire-Atlantique), membre du CERES, était plus prudent, expliquant : *« Il faut que le parti prenne son autonomie vis-à-vis du président. C'est l'esprit des institutions même si on ne l'a pas encore compris ou accepté. »*

M. Fabius, de toute façon, doit venir, dans les prochains jours, présenter son programme aux députés socialistes. M. Joxe pense d'ailleurs qu'il le fera aussi devant l'Assemblée tout entière. Nombreux sont ceux qui estiment que le nouveau premier ministre engagera sa responsabilité à cette occasion dès le début de la semaine prochaine. Le reste de la session est plus flou, même si le président du groupe socialiste a demandé à ses ouailles de se rendre disponibles jusqu'au 15 août.

Les députés auront-ils à se prononcer rapidement sur le projet de modification de la Constitution, dont le groupe socialiste a déjà décidé que le rapporteur serait M. Raymond Forni (PS, Territoire de Belfort), président de la commission des lois ? Plusieurs élus du PS aimeraient que le Sénat se prononce avant l'Assemblée nationale pour contraindre l'opposition à déterminer clairement ce qu'elle veut. Ainsi, la majorité aurait à se prononcer sur une proposition précise de la droite au lieu de devoir faire face à des offensives tout azimuts du RPR et de l'UDF qui ne manqueraient pas si le débat devait commencer au Palais-Bourbon.

Et la presse ?

Reste le projet de loi sur la presse. M. Joxe a déclaré qu'il ne voyait pas pourquoi il serait retiré de l'ordre du jour de la session extraordinaire, ajoutant toutefois que cela était de la responsabilité du président de la République. La commission spéciale a déjà demandé ce retrait ; en tout état de cause, quelle que soit la position que prendront finalement les sénateurs, le petit groupe de députés qui a déjà mené, lors des deux premières lectures, une longue bataille de procédure peut être tenté de recommencer une troisième fois.

M. Alain Madelin (UDF, Ille-et-Vilaine), après avoir souhaité un référendum sur ce projet, comme sur celui pour l'enseignement privé, affirme maintenant que *« le nouveau gouvernement ne peut que l'amender sérieusement ou l'enterrer »*. Certes l'opinion publique ne s'est pas mobilisée contre le texte de M. Georges Fillioud autant que sur celui de M. Alain Savary, mais ses adversaires peuvent faire admettre qu'ils avaient lié les deux textes dans leur accusation de *« liberticide »* contre la gauche et que leur combat parlementaire a contribué à obliger M. François Mitterrand à intervenir. *« Nous avons empêché M. Mauroy de partir ménage fait*, se vante M. Madelin. *C'est à son successeur de le terminer. »*

L'opposition peut être tentée d'utiliser la discussion du projet sur la presse pour accrocher au nouveau gouvernement l'étiquette *« atteinte aux libertés »* dont elle avait su affubler l'ancien. Cette stratégie lui a été suffisamment profitable pour qu'elle n'accepte pas facilement de l'abandonner totalement. Mais elle sera autrement plus difficile à mener.

THIERRY BREHIER

La majorité sénatoriale demande le retrait du projet sur la presse

Au Sénat (comme à l'Assemblée nationale), la séance du jeudi 19 juillet prévue pour examiner les deux projets relatifs à la Nouvelle-Calédonie, a été annulée. L'ordre du jour de la Haute Assemblée, établi mardi 17 juillet, avant la démission du gouvernement, comportait le 24 juillet la discussion soit des conclusions de la commission mixte paritaire, soit une nouvelle lecture du projet portant statut de la Polynésie française. La discussion du projet de loi sur la presse, en seconde lecture, il était fixé aux 26, 27 et éventuellement 31 juillet bien que le gouvernement ait exprimé le vœu que le débat commence dès le 24.

Réunie mercredi 18 juillet, la commission spéciale chargée d'examiner le texte sur la presse que préside M. Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine), a rappelé les critiques qu'elle avait déjà formulées à l'encontre d'un projet qui selon elle, *« porte une atteinte grave à une liberté fondamentale pour la démocratie »*.

Après avoir assuré que le texte qu'avait approuvé le Sénat en première lecture *« respecte toutes les libertés et pérennise les franchises et les aides à la presse »* et qu'il *« a recueilli le plus large accord au sein de la profession »*, la commission spéciale a constaté que ni le précédent gouvernement, ni la la majorité de l'Assemblée nationale n'en ont tenu compte. Elle estime qu'*« au moment où le nouveau premier ministre proclame sa volonté de moderniser le pays et de rassembler les Français, le gouvernement serait bien inspiré, afin de ne pas persévérer dans l'erreur, de retirer de l'ordre du jour de la session extraordinaire un projet de loi purement idéologique et aussi inopportun qu'inadapté »*.

ERRATUM : Le « Fabius » de Louis XVIII. L'ouvrage de Roger Langeron sur Decazes n'a pas été publié par Hachette en 1860, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions du *19 juillet*, mais en 1960.

DANS L'OPPOSITION

Silence au RPR et nouvelles inquiétudes à l'UDF

L'annonce de la démission du gouvernement et de la nomination de M. Laurent Fabius a *pris de* court l'opposition, qui en était encore, mardi après-midi 17 juillet, *encore à s'interroger sur* la meilleure manière de réagir à la décision du président de la République d'organiser un référendum. Les groupes RPR et UDF de l'Assemblée nationale avaient, lors de leur réunion respective, ce mardi-là, avant tout décidé qu'il était urgent d'attendre, ne serait-ce que le contenu du projet de loi référendaire.

Seule fausse note, aux yeux de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, la déclaration de M. Michel Pinton appelant l'opposition à *« voter non au référendum »*. Car, remarquait le président des adhérents directs de l'UDF, *« toute cette affaire est en trompe-l'œil »*. *« Si M. Mitterrand obtenait une majorité de « oui », ce serait pour lui une considérable victoire psychologique et l'opposition disparaîtrait dans la trappe »*, nous précisait-il, ajoutant : *« J'ai réagi très vite, car je sentais un flottement dans l'opposition, qui cédait à la tentation de finasser. »* *« Or*, ajoutait M. Pinton, *il faut être brutal. »*

Au lendemain de cette déclaration, l'amicale des parlementaires UDF-adhérents directs, qu'anime MM. Philippe Mestre, député de la Vendée, et Paul Girod, sénateur de l'Aisne, se réunissaient. Elle insistait, au contraire, sur la nécessité d'attendre que le projet de loi référendaire soit *« rendu public »* pour apporter au pouvoir *« la réponse qui conviendra le moment venu »*.

On en était là de cette affaire référendaire quand est tombée l'annonce de la démission de M. Mauroy et son remplacement par M. Fabius. Au RPR, pas de commentaire. On attend de connaître la composition du nouveau gouvernement et les premières déclarations du premier ministre. Pierre Charpy, dans *la Lettre de la Nation*, organe du RPR, écrit toutefois : *« François Mitterrand tire dans tous les sens sans bien se rendre compte que les coups qu'il monte contre les autres peuvent très bien se retourner contre lui. »* *« Les effets de surprise troublent les esprits*, remarque-t-il *mais ne changent pas les réalités (...), que le premier ministre s'appelle Mauroy ou Fabius. »* Il ajoute : *« Laurent Fabius, qui a gagné tous les prix au concours général du socialisme bourgeois à bicorne intellectuel, nous arrive-t-il avec quelques recettes miracles ? (...) C'est malheureusement douteux. De tous les chapeaux qu'a portés Laurent Fabius, c'est la casquette ministérielle qui lui a le moins bien réussi. »*

Ce jugement sévère n'est pas partagé par M. Noir, député du Rhône, seul membre du RPR à réagir pour l'instant. *« Avec Laurent Fabius*, dit-il, *c'est la social-démocratie, c'est-à-dire un visage moins sectaire et plus ouvert aux idées modernes, et surtout un étonnant pragmatisme visant à la seule efficacité économique. Fabius, ne l'oublions pas, c'est un peu le Giscard de la gauche. »* Si bien, poursuit M. Noir, que *« l'opposition ne peut plus, dans les dix-huit mois qui la sépare des élections législatives, dormir sur ses deux oreilles en tablant sur l'échec économique et la persistance de l'effondrement électoral de l'actuelle majorité. Abandonnant la langue de bois, elle doit faire un effort de réflexion pour définir en commun des propositions susceptibles de rassembler le maximum de Français en leur redonnant espoir. »*

L'UDF, qui devait réunir son bureau politique jeudi après-midi, est plus locace que le RPR. Chacun des représentants des différentes tendances qui composent la confédération a tenu à s'exprimer. Leurs déclarations traduisent une même inquiétude, que résume M. Bernard Stasi, député centriste de la Marne, quand il affirme que le changement du premier ministre *« pose un problème à l'opposition »*. Il juge : *« Face à un pouvoir dont le visage est plus jeune, dont la ligne politique sera certainement plus modérée, l'opposition doit faire un effort d'imagination, de renouvellement. »* *« Nous ne devons pas laisser à la gauche le monopole de la modernité »*, ajoute-t-il. Même tonalité chez M. François Léotard, secrétaire général du PR, qui espère que l'opposition cessera de *« rester immobile et sclérosée »* et qu'elle *« saura permettre à une génération nouvelle de construire une démocratie libérale »*. M. André Rossinot, président du parti radical, qu'a récemment quitté M. Olivier Stirn pour essayer la « voie du centre », demande lui aussi à l'opposition de faire preuve de *« vigilance »*. *« Comme nous l'avons dénoncé depuis toujours, ne tombons pas dans le piège du recentrage et de la modernité*, dit-il. *L'opposition républicaine doit être ferme, unie, et agir sans précipitation. Le seul enjeu reste, bien sûr, 1986, lors du choix de société. »* Mais lui aussi attend *« le bouquet final du feu d'artifice que sera la publication de la liste des membres du gouvernement »*.

On ne trouve pas trace de ces inquiétudes manifestées par les plus jeunes représentants de l'UDF chez M. Lecanuet. Le président de l'UDF estime, pour sa part, que *« la gauche est en déroute »*. *« Les sanctions du 17 juin et du 24 juin dernier, d'abord niées par le pouvoir, se sont imposées à M. Mitterrand comme nous l'avions annoncé »*, déclare-t-il, en jugeant que *« la gauche est condamnée à la désunion ou à une entente de façade »*. Il pousuit : *« Pour masquer son impuissance, le président de la République tente de divertir l'opinion par des manœuvres successives. Un jour, il imagine un référendum obscur et sans portée pour tenter d'arracher des oui aux électeurs, un autre jour, il change de gouvernement sans changer de politique. Maintenant il siège à la fois à l'Elysée et à Matignon par l'intermédiaire d'un fondé de pouvoir qu'il y a nommé. Le salut de la France appelle un sursaut. Il ne peut venir que d'une politique nouvelle, qui ne peut venir elle-même que d'une majorité nouvelle par dissolution de l'Assemblée nationale. »* Voilà qui reporte à plusieurs mois en arrière !

● *M. FRANÇOIS D'AUBERT*, député UDF de la Mayenne : *« Le président de la République tire ses dernières cartouches. Il y a quelques jours, pour éviter d'avoir à répondre aux questions que les Français se posent, il propose un référendum de diversion à caractère plébiscitaire.*

« Hier, pour faire oublier l'échec de la première moitié de son septennat et d'un premier ministre à bout de souffle, il nomme un jeune premier. Hélas, jusqu'à maintenant, M. Fabius a davantage fait la preuve de son aptitude à gérer sa carrière personnelle que les affaires de la France. Son passé de militant sectaire, de ministre attentiste et peu respectueux des deniers publics ne le prédispose pas à faire oublier les atteintes aux libertés, à enrayer la montée du chômage et l'affaiblissement de la France depuis 1981. La vigilance de nos concitoyens ne doit pas faiblir. »

● *M. PHILIPPE MALAUD*, président du Centre national des indépendants : *« Il est évident, sans attendre la composition du gouvernement, que M. Fabius aura une image et un langage moins archaïques que ceux de M. Mauroy, dont M. Mitterrand est seul à penser qu'il laissera une trace globalement positive. Le CNIP estime que l'événement souligne l'urgence d'une mobilisation de l'opposition pour offrir à l'opinion, non plus seulement une critique systématique, mais une alternative crédible. »*

Dans les syndicats

● *M. AUGUSTE BLANC*, secrétaire général de la CSL (Confédération des syndicats libres), qui a demandé audience à M. Fabius, souhaite que son arrivée à Matignon *« marque le début d'un renouveau en matière économique et sociale c'est-à-dire que les réalités prennent le pas sur la politique et l'idéologie »*, et *« qu'il soit mis fin à toute discrimination dans le domaine syndical. »*

● *LA CFTC* reconnaît *« une certaine logique à ce qui est en train de se passer, avec le changement de gouvernement, après l'annonce d'une réforme constitutionnelle et d'un nouveau projet de loi sur l'école privée. Des erreurs ont été commises pour avoir cédé au sectarisme idéologique, dont la question scolaire a donné l'illustration la plus flagrante. Aujourd'hui, il faut payer ses erreurs. La CFTC espère que le nouveau gouvernement tirera les leçons de l'expérience et se gardera de s'engager dans les mêmes impasses. La CFTC a toujours soutenu la nécessité d'une modernisation réaliste et ordonnée de l'appareil économique. (...) Encore faut-il que cela se fasse dans le respect du droit au travail, des reclassements compatibles avec les qualifications et les conditions de vie. Ce respect suppose en premier lieu de véritables discussions et la relance de la vie contractuelle entre partenaires sociaux. »*

A L'ÉTRANGER

● Une analyse très critique de Radio-Moscou.
● Accueil favorable des capitales occidentales

Les premières réactions enregistrées à l'étranger après la démission du gouvernement de M. Mauroy et la nomination de M. Laurent Fabius sont plutôt, dans l'ensemble, favorables au nouveau locataire de l'hôtel Matignon.

● La seule fausse note majeure vient de Moscou, où, avant même l'annonce de la décision du parti communiste français de ne pas participer à la nouvelle équipe gouvernementale, la radio soviétique a diffusé une analyse très critique de la situation.

« L'ancien premier ministre a laissé en héritage à son successeur une série de problèmes socio-économiques aigus, dont le chômage et l'inflation qui augmentent constamment, la baisse du pouvoir d'achat de la population et celle des rythmes de croissance économique », a déclaré mercredi soir 18 juillet Radio-Moscou. La crise gouvernementale de juillet 1984, a-t-il été ajouté, *« a été favorisée par le manque d'esprit de suite des socialistes dans l'application du programme de gouvernement de 1981, adopté en commun avec les communistes »*.

● A Washington, à l'exception de la déclaration du Département d'Etat soulignant la volonté américaine de travailler aussi étroitement avec le nouveau gouvernement français qu'avec le précédent, les milieux officiels s'abstiennent de tout commentaire sur les perspectives politiques en France, nous indique notre correspondant. La réserve d'usage à l'égard des affaires intérieures des pays étrangers est strictement observée. On a conscience qu'étant donné les susceptibilités de l'opinion française, toute appréciation risquerait d'être dénoncée comme une intrusion dans la vie publique de l'Hexagone. Quant aux médias, absorbés par la Convention démocrate de San-Francisco, ils se limitent, avec plus ou moins d'efficacité, à donner des explications techniques sur le fonctionnement des institutions politiques françaises. En privé, néanmoins, les officiels admettent avoir un préjugé favorable pour M. Fabius, dans la mesure où sa politique économique, s'écartant du dogme socialiste, va dans un sens jugé sain et raisonnable. On ne s'attend pas, à Washington, à des changements majeurs de la politique étrangère. Les grandes options de la diplomatie française ne seront pas modifiées par la nouvelle équipe gouvernementale, dit-on, le président Mitterrand étant le garant de la continuité.

● *A Bonn*, on compte sur M. Fabius pour poursuivre une politique économique qui a, jusqu'à présent, facilité le rapprochement avec Paris. On regrette toutefois le départ de M. Delors, même si on se réjouit de son arrivée à la tête de la Commission européenne, que le chancelier Kohl a facilitée. La difficulté du gouvernement Mauroy à maîtriser le débat politique était, à Bonn, source d'étonnement, sinon d'inquiétude, aussi bien dans les milieux gouvenementaux qu'au sein du SPD, écrit notre correspondant en RFA. Sans doute une partie de la gauche allemande, notamment les syndicats, reproche-t-elle à M. Mitterrand d'avoir abandonné en 1982 une politique réellement socialiste. Mais beaucoup de responsables économiques du Parti social-démocrate reconnaissent que, dans un environnement international peu favorable à la gauche, il était difficile de mener une action isolée et qu'une politique de rigueur était inévitable.

● A Tokyo, où M. Fabius s'était récemment rendu en voyage officiel, les milieux gouvernementaux et patronaux ont accueilli avec satisfaction sa nomination et l'on attend de lui qu'il donne un nouvel élan aux échanges technologiques et commerciaux.

● *En Israël*, de même, le changement de gouvernement est commenté favorablement par la presse, qui souligne les origines juives du nouveau premier ministre et fait état des amitiés personnelles qu'il compte dans le pays.

● De nombreux chefs de gouvernement étrangers ont en outre adressé, conformément à la tradition, des messages de sympathie à MM. Mauroy et Fabius.

Dans la majorité

LE BUREAU EXÉCUTIF DU PS VOIT DANS LE RÉFÉRENDUM ET LE CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT « UNE NOUVELLE ÉTAPE »

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni le mercredi 18 juillet, estime que la révision de la Constitution proposée par le président de la République *« offre aux citoyens de notre pays de nouveaux espaces de liberté »*.

Pour le bureau exécutif du PS, cette initiative ainsi que la nomination d'un nouveau premier ministre inaugurent *« une nouvelle étape du septennat de François Mitterrand »*.

Le communiqué ajoute : *« Au moment où Pierre Mauroy achève son œuvre de premier ministre, le bureau exécutif du Parti socialiste salue l'immense travail accompli depuis juin 1981 sous son autorité. Par les réformes réalisées et celles entreprises, son gouvernement restera dans l'histoire comme un des plus féconds dans la transformation progressiste de la société française. A Pierre Mauroy, les socialistes témoignent reconnaissance, estime et amitié. Au nouveau premier ministre, Laurent Fabius, le Parti socialiste dit sa confiance et adresse ses vœux de réussite, à la réalisation de laquelle il apportera tout son concours. »*.

● *M. PIERRE BAUBY*, secrétaire politique du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) : *« Ce changement de gouvernement devrait (...) permettre de rassembler toutes les composantes du mouvement ouvrier et populaire pour faire face à l'offensive de la droite, de l'extrême droite et du patronat, et préparer les conditions d'une contre-offensive. »*

Les élections régionales en Corse

M. SIMEONI : c'est l'honneur des autonomistes d'avoir imposé le retour devant les électeurs

M. Edmond Simeoni a confirmé, mercredi 18 juillet, que la voie élective demeure, aux yeux des autonomistes, de l'Union du peuple corse (UPC) dont il est le chef de file, la seule solution envisageable. *« Dès qu'il fut admis que l'Assemblée de Corse ne pouvait plus fonctionner normalement*, a-t-il déclaré, *c'est l'honneur des élus de l'UPC d'avoir refusé toute compromission d'avoir imposé la seule solution démocratique ; le retour devant les électeurs, et donc d'avoir protégé la crédibilité du statut particulier »*.

Il a condamné tout recours à la violence, qui, a-t-il dit, a pour effet de *« figer dans le conservatisme le plus frileux de larges couches de notre peuple et d'en entraîner d'autres dans l'aventurisme de la Corse française et républicaine »*. La CFR (antiséparatiste) n'est rien d'autre, selon M. Simeoni, qu'*« un refuge de chefs de clans »*. En dépit des conditions *« difficiles »*, selon lui, de cette élection régionale — chaque liste devait obtenir au moins 5 % des suffrages exprimés pour être représentée, — M. Simeoni a repoussé toute idée de collaboration à une Assemblée corse dont la CFR détiendrait l'exécutif. *« Si la CFR accède à la tête de l'assemblée, alors la violence redoublera »*, a-t-il expliqué. Il s'est, en revanche, dit prêt à collaborer avec toutes les forces de progrès existant en Corse. A propos de son absence aux prochaines élections régionales du 12 août 1984, M. Simeoni a précisé que seul son mauvais état de santé l'empêchait de faire la campagne avant de réaffirmer sa fidélité à la cause défendue par l'UPC.

CANADA à partir de 3 550 F
MONTRÉAL QUÉBEC A/R
ÉTÉ 84
AIRCOM
93, rue Monceau, 75008 Paris
tél. : 522-86-46 Lic. 175001

Le Monde

société

VAGABONDS, CLANDESTINS, HANDICAPÉS SANS RESSOURCES

M. Chirac rend le gouvernement responsable des nouvelles formes de pauvreté à Paris

« Il est de mon devoir d'alerter solennellement l'opinion publique sur les problèmes que posent les formes nouvelles de pauvreté qui assaillent Paris et l'ensemble des grandes villes de France. » C'est en ces termes que M. Chirac a ouvert mercredi 18 juillet un nouveau dossier, dont il a fait aussitôt un brûlot contre la politique du gouvernement.

Comme les organismes de bienfaisance et les travailleurs sociaux, les services municipaux constatent en effet la multiplication de néo-prolétaires qui échappent à la fois aux recensements et aux réformes d'assistance traditionnelle. Jeunes vagabonds sans ressources, étrangers en situation plus ou moins régulière, provinciaux sans travail, chômeurs en fin de droits, adolescents rebutés par l'enseignement, handicapés légers, psychotiques, sont aujourd'hui marginalisés par les difficultés économiques. Ils s'amassent dans la capitale et les métropoles régionales, où ils trouvent un milieu moins hostile qu'ailleurs. Combien sont-ils ? Nul ne peut le dire, mais on estime par exemple que les personnes sans domicile fixe sont actuellement cinq mille à Paris.

Les services d'accueil et d'hébergement sont saturés. *« Tous les clignotants sont au rouge »*, affirme M. Chirac. L'aide légale qu'on leur accorde dans la capitale est passée de 200 millions de francs en 1982 à 330 millions en 1983. Le nombre des repas et les allocations en espèces distribués par la Ville ont doublé en trois ans. Depuis l'hiver 1982, les centres d'accueil privés et municipaux de Paris ne peuvent plus garantir un lit à chacun. Dans les HLM, 13 % des loyers sont payés en retard, ce qui est un chiffre record. EDF et Gaz de France enregistrent aussi un accroissement des impayés. Dans les cantines scolaires, on observe que les enfants emportent à présent à la maison la nourriture qu'ils ne consomment pas.

Une assemblée des maires

Pour le maire de Paris, les raisons de cette situation sont *« faciles à énoncer »* : la montée du chômage, l'inadaptation de l'éducation et de la formation, le contrôle insuffisant de l'immigration. *« Autant de domaines qui sont de la responsabilité du gouvernement. »* Celui-ci fait-il le nécessaire pour atténuer les effets de la crise ? M. Chirac pense que non : *« L'Etat renvoie vers les communes des charges insupportables et ce calcul s'habille scandaleusement du prétexte de la décentralisation »*.

C'est pourquoi le maire de Paris veut provoquer à la rentrée une assemblée générale de l'Association des maires des grandes villes de France, dont le président est un ami politique, M. Jean-Marie Rausch, sénateur (UDF) de Moselle et maire de Metz. *« Nous y mettrons le gouvernement devant ses responsabilités »*, annonce M. Chirac. Mais il refuse d'indiquer quelles solutions il proposera pour traiter le problème des nouveaux pauvres.

Le système de protection sociale édifié au cours de ces dernières décennies ne pouvait prévoir l'apparition massive des néo-prolétaires. Il est donc partiellement désarmé. Or, en application de la loi de décentralisation, les toxicomanes, les malades mentaux ne nécessitant pas d'hospitalisation, les personnes sans domicile fixe, les handicapés sans ressources, sont désormais à la charge de l'Etat. A Paris, celui-ci, par l'intermédiaire de la direction des affaires sanitaires et sociales (DAS), dépense cette année 735 millions de francs pour assister ces marginaux (*le Monde* du 22 avril).

Ce n'est pas assez, et M. Chirac est d'autant mieux placé pour le reprocher à l'Etat que lui-même, grâce aux budgets de la ville et du département, consacre plus de 5,5 milliards de francs à l'aide sociale. Paris est le quatrième département de France pour la dépense annuelle d'aide sociale par tête d'habitant. La capitale est depuis longtemps une ville attentive au sort de ses vieux et de ses enfants. M. Chirac peut se targuer à juste titre d'avoir perpétué et même amélioré cette tradition. Il campe donc sur une position quasiment inexpugnable, à partir de laquelle il peut sans grand risque canonner le gouvernement. Et il l'attaque sur un front particulièrement douloureux pour des socialistes : celui de l'aide aux déshérités.

MARC AMBROISE-RENDU.

50 000 PERSONNES « SANS DOMICILE » EN ILE-DE-FRANCE

En Ile-de-France, les personnes « sans domicile » seraient au moins 50 000. 15 000 d'entre elles dorment dehors, les autres étant hébergées par des tiers ou dans des foyers surpeuplés. Ces indications ont été données récemment à Paris par un collectif d'une vingtaine d'associations (ATD-Quart-Monde, Centre d'action sociale protestante, Cimade, Secours catholique, etc.) qui dénonce le scandale des sans-abri.

Le fichier des mal-logés compte plus de 300 000 demandes et il a augmenté de près de 50 % en trois ans, alors que le parc HLM de la région ne s'accroît que de 19 000 appartements par an. Selon le collectif d'association, les conditions mises à l'accession à un logement social (ressources égales à quatre fois le loyer, enquête de moralité, quota pour les immigrés) sont illégales et interdisent aux « nouveaux pauvres » d'avoir accès au logement. En regard, le collectif note que le nombre des appartement vides à Paris varie, selon les estimations, entre 112 000 et 195 000. Enfin, selon lui, les opérations de réhabilitation se traduisent toujours par l'expulsion des plus pauvres.

Pour sortir de cette « situation scandaleuse », le collectif demande aux pouvoirs publics la relance de la construction sociale, la création de nombreux et petits foyers d'hébergement, l'arrêt des expulsions sans relogement, le retour des HLM à leur vocation initiale.

JOUER AVEC LA NASA

Se prenant sans doute pour des héros du film *War Games*, des informaticiens en herbe sont parvenus à trouver le code d'accès à des ordinateurs du centre spatial de Marshall de la NASA (en Alabama), et à détruire des archives qui y étaient stockées. Dès le 28 juin, des scientifiques de l'agence spatiale ont découvert l'effraction, mais c'est seulement le 6 juillet que les agents fédéraux ont localisé les téléphones utilisés pour cette manœuvre et identifié les coupables. IL s'agit de trois jeunes gens âgés de treize, quinze et seize ans, dont l'engouement pour la micro-informatique domestique a peut-être été encouragé par leur milieu familial : les parents de deux d'entre eux occupent des postes importants dans des firmes informatiques.

L'un des « pirates de fichiers » a déclaré avoir agit *« par simple curiosité »* ; il a même proposé à la NASA de l'aider à renforcer la sécurité de ses ordinateurs, sans succès.

Les trois adolescents n'ont pas encore été inculpés, mais le porte-parole du FBI n'a pas rejeté cette possibilité.

La justice américaine pourrait ainsi décourager la manie des jeunes pour l'effraction électronique. Déjà, l'été dernier à Milwaukee (Wisconsin), plusieurs d'entre eux avaient réussi à « pénétrer » des ordinateurs, dont celui d'un centre de recherche sur le cancer à New-York, et, en octobre 1983; d'autres, en Californie, avaient trouvé le code d'accès au réseau de communications du Pentagone. Ils n'ont toutefois pas pu accéder aux informations secrètes, qui, elles, sont protégées par un code beaucoup moins aisé à violer.

POUR ATTEINDRE 10 % DE SES EFFECTIFS D'APPELÉS

L'armée de terre devra accélérer le recrutement de volontaires pour un service long

Berlin. — L'armée de terre française devra mettre les bouchées doubles pour recruter davantage d'appelés volontaires pour un service long, les « VSL » comme on les a baptisés. Avant la démission du gouvernement, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, le lui a demandé avec suffisamment de fermeté pour que l'armée de terre se défende, par avance, contre l'accusation, dont elle s'est crue l'objet, d'avoir voulu traîner les pieds en la circonstance. A ce jour, ces « VSL » sont environ huit mille deux cents, soit 4,3 % du contingent total, à avoir pu, ainsi, prolonger, de quatre à douze mois, selon leurs vœux, la durée du service militaire fixée à un an.

Mais, d'une garnison à l'autre, voire d'un régiment à l'autre dans la même ville, la situation varie beaucoup. Comme si elle dépendait, en fin de compte, de la bonne volonté du commandement local ou du chef de corps concerné. Au point que M. Hernu a lui-même averti, en mai dernier, les chefs de corps — colonels ou lieutenants-colonels à la tête d'un régiment — qu'ils seraient désormais tenus pour responsables et, le cas échéant, notés pour leur avancement, de la réussite ou de l'échec de cette expérience de volontariat pour service long.

Témoin, ce qui se passe dans la garnison française de Berlin, ce *« clignotant-symbole de la liberté »*, comme la qualifie le colonel Jean Iliou, commandant les troupes du secteur français de Berlin. Dans l'ancienne capitale du Reich, on compte cent dix-huit « VSL », soit 7 % du nombre total des appelés présents et, déjà, un taux supérieur à la moyenne nationale dans l'armée de terre. A 60 kilomètres de la frontière polonaise et prise dans une nasse de quatre-vingt mille militaires soviétiques et est-allemands — soit la valeur de six divisions — dans un rayon de 60 kilomètres, la garnison semble attirer les « VSL ».

« En moins de deux heures, explique le colonel Iliou, *il faut être capable de mettre sur pied 80 % des forces combattantes présentes. »* Et

De notre envoyé spécial

le lieutenant-colonel François Gaubert, qui fait actuellement fonction de chef d'état-major du gouvernement français de Berlin, ajoute que, dans ces conditions, il faut disposer d'un personnel entraîné, expérimenté et qui ne se renouvelle pas trop souvent face à une situation militaire qui peut se tendre inopinément.

Les « VSL » offrent de telles aptitudes, et, de surcroît, leur présence près du mur, aux côtés de simples appelés du contingent, est interprétée par les Berlinois comme la preuve de la volonté de la France de *s'impliquer* — autrement que par des professionnels — dans la sécurité et la protection de Berlin.

Nouvel objectif

Mais qui sont, véritablement, ces « VSL » ? Celui-ci, au chômage à Valenciennes malgré un CAP de coffreur-boiseur en bâtiment, s'est porté volontaire pour douze mois supplémentaires avec l'espoir, grâce à ce mariage à l'essai avec l'armée, de s'engager en octobre 1985 pour une carrière de sous-officier. Celui-là, cuisinier à La Baule, a devancé l'appel, réclamé Berlin pour protester, à sa manière, contre l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques et il souhaite suivre un peloton de sous-officier. Tel autre, mécanicien dans le civil et employé dans sa spécialité sous l'uniforme, se trouve bien à Berlin, *« parce que la mentalité française est détestable »*.

Un quatrième, en indélicatesse avec ses parents, a abandonné ses études au niveau de la 1re B et il imagine pouvoir se préparer au baccalauréat durant les douze mois de service supplémentaire. Un autre, enfin, moniteur d'équitation de son état, profite de ses quatre mois de « rabiot » pour passer, à l'armée, son permis poids lourd, tout comme son camarade qui prépare un concours d'inspecteur de police, *« métier d'avenir »*.

Le colonel Guy Paris, commandant le 46e régiment d'infanterie, dit d'eux : « Le « VSL » n'a pas la mentalité d'un soldat de métier, d'un légionnaire. Il a d'autres motivations à son volontariat que les seules considérations financières », bien que celles-ci ne soient pas négligeables puisqu'un sergent « VSL » à Berlin, après le douzième mois de service, reçoit 3 417 francs par mois (au lieu de 750 francs pour le même sergent appelé du contingent qui choisit de rester en France).

L'état-major de l'armée de terre s'est fixé pour objectif d'atteindre, en septembre 1985, un effectif de « VSL » au moins égal à 10 % du contingent, soit de l'ordre de 20 000 volontaires. Le ministre de la défense a tenu à lui rappeler que, pour encourager ce mouvement, il fallait accepter que le candidat puisse faire acte de volontariat jusqu'au dernier jour de son service militaire légal, qu'il ait la garantie de pouvoir choisir son lieu de garnison, qu'il bénéficie d'une priorité à l'engagement une fois effectué son temps de service « allongé » et, enfin, qu'il ait le droit de pouvoir résilier immédiatement son contrat si l'emploi offert à l'arme ne le satisfaisait pas.

Pourquoi tous ces égards envers les « VSL », se demandent de nombreux officiers ? Pourquoi un gouvernement élu sur la promesse d'un service militaire de six mois rassemble-t-il autant d'atouts pour réussir le projet d'en allonger, au contraire, la durée ? Certains de ces cadres croient pouvoir avancer une explication : la détermination du ministre de la défense à mener à bien son expérience de volontariat pour un service long se justifierait d'autant plus que la gauche au pouvoir, n'ayant pas renoncé à instaurer une formule de service militaire qui s'accommode d'une durée de six mois, tient avant d'exécuter sa promesse à mettre sur pied — grâce aux « VSL » — des unités suffisamment rôdées sans être de métier.

JACQUES ISNARD.

LE NOUVEL AJOURNEMENT DU PROCÈS ZAMPA

« Ne cédez pas au chantage ! »

Marseille. — A nouveau, le procès Zampa est ajourné. Il reprendra, vendredi 20 juillet, après la décision de la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence de libérer ou de garder en prison Philippe Duteil, avocat (suspendu), soupçonné d'être le conseil financier de Gaëtan Zampa, « parrain » de Marseille. Décision urgentissime selon ses défenseurs. Philippe Duteil aurait commencé, il y a une semaine, *« une grève de la faim suicidaire »* pour protester contre la longueur de sa détention provisoire. *« Je n'ai plus la force de me défendre : neuf mois de détention, c'est anormal »*, a-t-il dit d'une voix blanche lors d'une récente audience, soutenu par une petite centaine d'avocats du barreau de Marseille, en robe, muets mais présents à l'audience.

Le prévenu a désigné le bâtonnier Roger Malinconi pour s'ajouter au nombre de ses défenseurs. *« Cette affaire financière*, a dit celui-ci au tribunal, *ne justifie pas votre sévérité. Les délits reprochés à Philippe Duteil n'ont pas un caractère dramatique justifiant ces mesures draconiennes. »*

Cette prétention a provoqué la colère du substitut qui a répliqué fermement : *« Mon opinion n'a pas changé. Je maintiens très fermement la demande de détention de M. Duteil durant tous les débats. Cette affaire est financière, mais elle s'inscrit dans un contexte de grand banditisme. M. Duteil est le chef d'orchestre de plusieurs malversations et abus de biens sociaux (...) Ne cédez pas au chantage ! »*

La logique de ce procès veut que pour garder Zampa en prison, lui qui n'a, dans cette affaire, pas plus de responsabilités que ses coïnculpés, il faut mettre tout le monde au même régime. Libérer Philippe Duteil signifie que l'on fasse sortir le « parrain » de sa geôle. Du coup, voici un avocat indélicat traité comme un des grands noms de la pègre. Ce n'est pas la moindre originalité de ce procès.

JEAN CONTRUCCI.

UNE MÈRE SUD-CORÉENNE RÉCLAME SON ENFANT ADOPTÉ EN FRANCE

Un jeune garçon sud-coréen âgé de neuf ans, adopté par une famille française, est aujourd'hui réclamé par sa mère, qui a saisi la justice de son pays. Une fugue, puis un mensonge de l'enfant, seraient, d'après la presse sud-coréenne, à l'origine du drame. Battu par son père, un ouvrier alcoolique, Shim Hyun-jong s'est enfui du domicile familial en janvier 1983.

A Séoul, il aurait déclaré ne plus avoir de parents et aurait été recueilli dans un orphelinat. Sept mois s'étant écoulés sans que la mère puisse retrouver la trace de son enfant, ce dernier a été déclaré légalement abandonné et adopté en septembre 1983 par une famille française.

• *Soyouz T-12 : des difficultés d'amarrage.* — Le vaisseau spatial soviétique Soyouz T-12 s'est amarré, mercredi 18 juillet à 20 h 17 (heure française), au train spatial composé de Saliout-7 et de Soyouz T-11. Compte tenu de l'heure de lancement, la veille, du vaisseau spatial (18 h 41), l'amarrage aurait dû avoir lieu dans l'après-midi et non dans la nuit, ce qui laisse supposer que l'opération a rencontré quelques difficultés.

Les trois membres de l'équipage de Soyouz T-12 — Vladimir Djanibekov, Igor Volk et Svetlana Savitskaya — ont rejoint les trois cosmonautes qui se trouvent depuis plus de six mois à bord de la station orbitale Saliout-7. A leur programme sont prévues des expériences technologiques, médicales et astrophysiques, ainsi que des observations de la surface terrestre.

Les faux-monnayeurs investissent dans le métal

Mercredi 18 juillet, deux Français ont été inculpés de « trafic et fabrication de fausse monnaie ». Ils avaient mis en circulation des faux billets de 50 et 100 francs suisses à Genève et à Bâle.

La saisie, vendredi 13 juillet, d'un camion rempli de 410 000 fausses pièces de dix francs constitue une prise record selon les services de l'Office central de répression du faux-monnayage (OCRFM). Les dix-huit inculpations prononcées à l'issue de cette opération ont permis de démanteler un vaste réseau international et ont révélé que cette activité est contrôlée par le grand banditisme (*le Monde* du 17 juillet).

Selon M. Jean-Claude Dieudonné, maître graveur expert de la Monnaie de Paris, qui travaille en étroite collaboration avec l'OCRFM, la production de fausse monnaie métallique a connu dernièrement *« une recrudescence spectaculaire »*. Et cela pour deux raisons : d'une part, l'idée répandue que la coupure métallique n'est pas intéressante pour le faussaire ; d'autre part, l'indifférence du public, plus attentif à la circulation des faux billets.

Aujourd'hui, il est certain qu'il existe en Italie et en France des ateliers pratiquant la contrefaçon à l'échelle industrielle. Si les pièces saisies sont d'un fini inconnu jusqu'à présent des experts de la Monnaie de Paris — ce qui permet d'établir avec certitude l'existence de plusieurs filières, — elles ont toutefois été fabriquées selon une technique qui est loin d'être inédites puisque, en effet, contrairement aux contrefaçons artisanales qui utilisent le coulage, il s'agit ici d'une frappe de même technique que celle utilisée pour la monnaie authentique. L'aspect est pour le profane absolument identique à celui d'une vraie pièce. Bien que l'alliage monétaire authentique ne soit pas tenu secret, les contrefacteurs se sont contentés d'une formule plus simple, d'une densité assez proche.

Le milieu semble avoir trouvé dans la fabrication de fausse monnaie métallique une activité moins risquée que le trafic de faux billets, bien que d'une rentabilité plus faible (la vente d'une fausse pièce de monnaie dépasse rarement la moitié de sa valeur faciale). D'autre part, les filières d'écoulement ayant les mêmes structures que celles de la drogue, il n'est pas exclu que la Mafia ait la mainmise sur ces réseaux.

Selon M. Dieudonné, c'est par milliards de centimes qu'il faut chiffrer les pertes infligées au Trésor français par ce trafic. *« Un phénomène économique que l'on ne peut pas négliger »*, affirme l'expert de la Monnaie de Paris. Un préjudice considérable pour l'institut de frappe comme pour la Banque de France, l'institut d'émission qui achète à la Monnaie de Paris. Des moyens d'élaboration du flanc (la rondelle avant la frappe) apporteraient une certaine sécurité mais augmenteraient le coût de fabrication. C'est donc un choix économique auquel le ministre des finances sera confronté quand il prendra connaissance de la note préparée à ce sujet par le bureau des expertises.

ANTOINE BOUDET.

• *Deux Basques espagnols menacés d'extradition.* — Deux nouveaux Basques espagnols réfugiés en France et membres présumés de l'ETA-militaire, José Manuel Martinez Dbeiztegui, vingt-cinq ans, et Luciano Elzaguirre Mariskol, vingt-huit ans, ont été arrêtés par la police française respectivement les 17 et 18 juillet et placés sous écrou extraditionnel, en vertu d'un mandat d'arrêt international lancé contre eux par l'Espagne. Cela porte à dix le nombre des Basques espagnols interpellés depuis le 5 juillet et à huit ceux d'entre eux qui aujourd'hui sont écroués et menacés d'extradition ; deux ont été depuis relâchés.

LE NOM DES ROTHSCHILD NE SE PARTAGE PAS

Les barons Guy, Elie, Philippe, Edmond, Eric, David et Nathaniel de Rothschild ont obtenu, en partie, gain de cause devant le tribunal de grande instance de Paris dans l'affaire qui les opposait à M. Helmut Rothschild (*le Monde* du 18 mai). Ce dernier, après réalisation d'un sondage sur l'usage de la marque « Rothschild » et après avoir sollicité un concours financier auprès du baron Edmond, avait créé une société de droit allemand pour l'exploitation des parfums « Rothschild ».

Les sept plaignants, membres de la célèbre famille, et six sociétés créées par celle-ci, réclamaient 4 260 000 francs de dommages et intérêts et l'annulation de l'enregistrement en France des marques « Rothschild » et « R » déposées par le défendeur. Le tribunal n'a pas retenu cette dernière requête, mais a ordonné l'emploi du libellé « Helmut Rothschild-Düsseldorf » sur les produits vendus et condamné la société de droit allemand et la SARL « Parfums Rothschild » à payer un franc par marque dont les plaignants sont titulaires.

(Publicité)

ABRI ANTI-ATOMIQUE : LA SÉCURITÉ NÉCESSAIRE

Depuis qu'il est possible d'opérer des destructions nucléaires précises et limitées, la guerre atomique devient envisageable en Europe. Nos voisins européens ont pris conscience de cette évolution et se sont déjà largement équipés d'abris anti-atomiques pour leur famille et leurs biens (archives, mémoires informatiques, etc.). Au-delà de la bombe atomique traditionnelle, le Cabinet Tectes s'est spécialisé dans la protection contre les nouvelles techniques d'armement. Il étudiera pour vous, en toute discrétion, un projet adapté à votre cas particulier. Pour prendre contact, envoyez simplement votre carte de visite à :

TECTES S.A.
Architecture — Ingénierie
7, rue Bayard 75008 Paris
Telex : Tectes 660547 F

« Manouche » est morte

Germaine Germain, dite « Manouche », personnage pittoresque de la vie nocturne de la capitale, est morte le 17 juillet à Paris. Elle était âgée de soixante-dix ans.

La petite Germaine Germain, dont le père tenait un restaurant place Voltaire, partit dans les années 20 parfaire son éducation chez les religieuses de Notre-Dame-de-Sion. Celle qu'on surnommera bientôt Manouche n'a pas ensuite le curriculum-vitæ le plus reluisant : la longue série de ses amis, de dentistes en banquiers, allait aboutir en effet à Carbone, gangster notoire et agent de la Gestapo, mort en 1944. Après la guerre, elle devait rester fidèle au milieu des caïds où elle était veuve respectée.

Gérant diverses affaires où venaient s'abreuver les noctambules de la capitale, elle se lia notoirement à Roger Peyrefitte. Celui-ci allait lui consacrer une biographie, haute en couleur sinon en raffinement, dont MM. Jean-Max et Guy Adrieno, fils du peintre Kisling, devaient exiger la censure de plusieurs pages mettant en cause leur père. Trois années plus tard, en 1975, *Manouche se met à table*, d'Alphonse Boudard, reprenait, un ton en dessous, l'histoire troublée de cette énorme et intarissable bavarde à la vulgarité fracassante qu'était devenue Manouche.

Le Monde

LIVRES

RENCONTRE AVEC L'AUTEUR DES « ORANGES DE SANG »

JOHN HAWKES : « Je suis un romancier comique »

Malgré huit romans traduits en français, malgré le Prix du meilleur livre étranger qui fut décerné en 1974 aux *Oranges de sang*, le nom de John Hawkes n'a jamais véritablement réussi à s'imposer de ce côté de l'Atlantique. Maurice Nadeau, qui publia sept de ses romans, l'avoue lui-même : « Ce que je peux me flatter d'avoir réussi avec Malcolm Lowry, Witold Gombrowicz ou Leonardo Sciascia, je dois reconnaître que je n'y suis pas parvenu avec John Hawkes » (1). Les raisons de cet échec ? Sans doute le romancier américain, très attaché au travail sur l'écriture et la langue, exige-t-il beaucoup de ses lecteurs. La dimension onirique et parodique de ses récits leur donne une coloration très particulière. John Hawkes apparaît ainsi comme un écrivain de l'imaginaire. Mais un imaginaire complètement transformé, maîtrisé. Cette prépondérance de la forme a souvent valu à l'auteur du *Gluau* d'être comparé par la critique américaine aux romanciers européens.

A cinquante-neuf ans, John Hawkes peut être considéré comme l'un des plus importants romanciers actuels. Signe des temps, les grandes maisons d'édition, qui l'avaient quelque peu boudé à ses débuts, lui ont ouvert leurs portes. C'est ainsi que Harper and Row a publié *les Deux Vies de Virginie* et que Simon and Shuster a acheté les droits du prochain roman de Hawkes qui devrait paraître dans le courant de l'année prochaine aux Etats-Unis. – B. G.

(1) In *John Hawkes : la parole coupée*, de Pierre Gault. Ed. Klincksieck.

● *« Lorsqu'on aborde le roman américain moderne, on ne peut qu'être frappé par la position que vous y occupez. Vous n'êtes ni un auteur d'avant-garde ni un romancier « traditionnel ». Les critiques vous ont parfois situé dans la mouvance du nouveau roman français. Cette filiation ne vous semble-t-elle pas quelque peu abusive ?*

– Le nouveau roman ne m'a jamais influencé. J'ai publié mon premier roman, *le Cannibale*, en 1949. A l'époque, il ne m'intéressait pas de savoir si ma fiction était réaliste ou non. Je n'étais guère préoccupé non plus par la théorie. Ce qui m'importait avant tout, c'était la question de l'imaginaire et de la langue. A l'origine, je me sentais d'ailleurs plus attiré par la poésie, que j'ai étudiée à Harvard. Parmi les étudiants qui suivaient ces cours, il y avait John Ashbury. Lui est devenu un très grand poète. J'ai très vite compris quant à moi que cette forme d'expression ne me convenait pas.

Pour ce qui est du nouveau roman, je ne l'ai découvert qu'au début des années 60. Je me souviens avoir lu alors *le Voyeur* de Robbe-Grillet. Bien sûr j'ai été sensible à ce type de récit mais il ne me serait jamais venu à l'esprit d'en écrire de semblables. De plus, contrairement à Robbe-Grillet, je crois à la métaphore. D'un autre côté, un roman comme *l'Etranger* de Camus m'avait beaucoup séduit : c'est un récit qui n'a rien de métaphysique, qui est pur et dont la langue est très pure.

● *Camus semble vous avoir influencé dans une certaine mesure. A preuve les allusions à la* Chute *dans votre roman intitulé* Mimodrame.

– « Influencé » n'est pas tout à fait le terme exact. Je pense que Camus a écrit pour tous les gens qui ont survécu à la guerre et à ses horreurs. En 1944, j'ai passé neuf mois en Europe. J'étais ambulancier en Italie puis en Allemagne. C'est de cette expérience qu'est sorti *le Cannibale*. En écrivant ce livre, j'ai essayé d'adopter un point de vue allemand, de ces violateurs qui étaient devenus des victimes. Je me souviens d'une cour d'école où l'on avait entassé des blessés allemands, tous des amputés. Il y avait là non seulement des soldats mais aussi des femmes et des enfants. Ils étaient l'incarnation même de la douleur, tout comme ces détenus qui venaient d'être libérés des camps de concentration. Je revois encore sur une route de campagne cette file de prisonniers en pyjama qui s'étendait sur des kilomètres et des kilomètres.

● *La violence occupe dans vos romans une place importante. Est-ce qu'elle vous attire ?*

– Tout dépend de ce qu'on entend par violence. L'autre jour, j'ai vu à la télévision américaine une bande annonce pour un film particulièrement horrible. J'avoue être tout à fait allergique à ce type de spectacle : son aspect trivial empêche de percevoir la réalité de la douleur. L'un des vrais problèmes de notre société, c'est qu'elle déshumanise la violence. Une chose est de l'évoquer sur un plan artistique, une autre est de la présenter sous un angle uniquement spectaculaire. Regardez la télévision. Entre deux publicités pour des crèmes à raser, on vous montre des images atroces filmées à Beyrouth. Ce type de présentation autorise toutes les manipulations, qui peuvent à leur tour engendrer une certaine apathie. Ce n'est pas la violence en soi qui est intéressante, c'est ce qui la sous-tend. Je crois pour ma part que les traits les plus noirs de la psychologie humaine ont à voir avec quelque chose d'extraordinaire, de surprenant et qui à sa façon est beau.

● *N'y a-t-il pas une dimension parodique dans la façon dont vous traitez la violence ou la sexualité ?*

– Bien sûr que si. Je dirai même que tous mes romans sont comiques. J'entends par là qu'il y a en chacun d'entre eux un aspect satirique, parodique. Violence et satire ne s'excluent pas obligatoirement : regardez Swift, Céline, le roman picaresque espagnol...

● *Vous citez toujours des romanciers européens. N'est-ce pas pour cela que la critique américaine vous a souvent présenté comme un auteur du Vieux Continent ?*

– Je crois qu'il y a là une confusion. La plupart de mes romans se déroulent en Europe. Mais c'est une Europe qui peut être imaginaire. Un jour, alors que nous parlions de cela, Bernard Malamud, un écrivain que j'admire beaucoup m'a dit : c'est ridicule. Le côté sombre de tes romans les place tout à fait dans la lignée de ceux de Melville et de Poe.

● *Vous parliez tout à l'heure de la télévision. Nous vivons, dit-on, dans une civilisation où l'image impose de plus en plus ses diktats. Est-ce que cet état de fait a des répercussions sur la création romanesque aux Etats-Unis ?*

– Je pense que la situation actuelle est très paradoxale. Alors que l'on voit des grands groupes de l'audiovisuel comme RCA mettre la main sur l'édition, on assiste par ailleurs à la création d'une quantité de petites maisons d'édition qui publient souvent des auteurs très intéressants. L'autre paradoxe, c'est que l'on voit maintenant des grandes maisons publier des auteurs dont je me sens très proche, comme John Barth ou Donald Barthelme. Je crois que nous avons peu à peu réussi à « infiltrer » le grand public.

● *Est-ce à dire que la littérature n'est pas menacée ?*

– Ce n'est pas le roman qui est menacé, c'est la lecture. Actuellement, l'illettrisme est très élevé aux Etats-Unis. A la télévision, au cinéma, les gens s'expriment dans une sorte de jargon complètement réducteur. Des tas de romanciers se sont mis à croire au cinéma. Je crois davantage à la valeur du mot imprimé. Le lecteur crée son propre roman quand il en lit un. Le spectateur de l'image demeure à l'opposé entièrement passif. On risque d'assister à une sorte de désintégration spirituelle.

● *A défaut de vous situer réellement dans un courant, comment vous présenteriez-vous à un lecteur qui ne vous a jamais lu ?*

– Je dirais que je suis un romantique existentialiste. Ou un existentialiste romantique. Au fond, je suis quelqu'un de démodé. »

BERNARD GÉNIÈS.



Dessin de CAGNAT.

« La parole coupée »

AVEC *John Hawkes : la parole coupée*, Pierre Gault nous invite à une petite promenade au sein de l'univers « hawkesien ». Trois influences majeures ont présidé à cette entreprise : *« La nouvelle critique et ses prolongements sémiotiques, la linguistique et, enfin, la psychanalyse. »*

Disons tout de suite que la lisibilité de Hawkes n'en ressort pas grandie. Pierre Gault se livre ici davantage à un dépeçage des principaux romans de l'Américain qu'à une réelle mise en situation de l'œuvre. Malgré une lecture très serrée et des remarques souvent pertinentes, l'auteur semble avoir hésité à s'enfoncer dans les méandres d'un univers complexe mais néanmoins transparent. Cette *Parole coupée* apparaît donc comme une sorte de guide de lecture qui révèle les astuces et les jeux de miroir auxquels se livre Hawkes. Un Hawkes qui est animé, note fort justement Pierre Gault, *« par une préoccupation constante : associer le lecteur à son entreprise, et s'assurer jusqu'au bout de sa participation »*.

B. G.

★ JOHN HAWKES : LA PAROLE COUPEE, de Pierre Gault. Préface de Maurice Nadeau. Ed. Klincksieck, 246 p., 98 F.

Œuvres disponibles en français

Le Cannibale, Denoël.
Le Gluau, Lettres Nouvelles/Maurice Nadeau.
Cassandra, Denoël.
Les Oranges de sang, « Folio » (Prix du meilleur livre étranger, 1974).
La Mort, le Sommeil et un Voyageur, Denoël.
Mimodrame, Denoël.
L'Homme aux louves, Maurice Nadeau/Papyrus.
Les Deux Vies de Virginie, Belfond.

le feuilleton

« LES AMOURS MASCULINES », de Michel Larivière

Un siècle de honte

CE qu'il y a de plaisant, dans les anthologies, c'est que ce sont forcément des actes d'amour. L'essayiste, le romancier même, tôt ou tard, ils tâcheronnent ; l'auteur de morceaux choisis : jamais. Il procède par coups de cœur, il les assemble comme on compose un bouquet. On le sent déchiré d'avoir à exclure, injuste, prosélyte, impatient de partager ses préférences. Voyez Gide et Robert Sabatier avec la poésie, Pauvert avec les érotiques.

Chez Michel Larivière, cette envie de faire découvrir ou redécouvrir de la beauté se double d'une des dettes les plus émouvantes : celle que nous gardons envers nous-même enfant. Agé de cinquante ans, il compte parmi les derniers « homosexuels » à qui, adolescents, on a caché les chefs-d'œuvre dont la connaissance les aurait tirés de l'isolement et de la honte. Le florilège qu'il propose aujourd'hui répond à l'attente anxieuse où la société d'avant les années 68 abandonnait les « déviants » de son espèce, condamnés à ignorer, ou à apprendre sous le manteau, que Pindare, déjà, et Michel-Ange, et Shakespeare, et Verlaine...

CETTE censure et cet opprobre ont trop duré, pour qui les endurait, mais assez peu, à hauteur d'histoire. Juste un siècle, estime, dans sa préface, Dominique Fernandez, qui les fait remonter précisément à 1869, grâce à l'apparition, datée, du mot même d'« homosexuel ». C'est souvent que vont de pair néologismes et persécutions. Sitôt inventé, par le médecin hongrois Benkert, cet à-peu-près gréco-latin, la bourgeoisie triomphante du siècle dernier fait passer le goût de l'homme pour l'homme, contraire à l'ordre économique, pour un péché, un danger, une maladie. Deux ou trois générations d'écrivains subiront cette exclusion, ou la sublimeront, tandis que seront masquées ou maquillées les libertés prises auparavant avec l'« orthodoxie » sexuelle.

par Bertrand Poirot-Delpech

Jusqu'au milieu du dix-neuvième, ces libertés sont totales, et ce, depuis la nuit des temps. Larivière a trouvé des citations d'avant la Bible, laquelle en regorge. En marge des textes grecs ou latins, on ne saurait trop conseiller la lecture des deux livres récents de Foucault sur l'image de la sexualité dans l'Antiquité, ainsi que *Thrasylle*, le premier roman de Montherlant, écrit à vingt ans et resté confidentiel. L'auteur de *la Ville dont le prince est un enfant* y exalte, avec une naïveté bien de son âge, et un commencement de nostalgie précoce, la beauté, les jeux, les désirs et les rires indistincts de l'enfance.

LA censure a pesé si fort que certaines œuvres et certains faits demeurent encore cachés en 1984. Saviez-vous que le Pic de La Mirandole était « bisexuel », ainsi que Machiavel, Le Tasse, Beethoven et Tchaïkovski ? Larivière révèle un poème de Ronsard contre Henri III et ses mœurs, qu'aucun éditeur des œuvres complètes n'a osé sortir, à ce jour, de l'« enfer » de la Bibliothèque nationale, où l'avait déposé Colbert...

On connaissait les vies et les textes de Marlowe, de Shakespeare, qui font penser, toutes proportions gardées, à ceux de Pasolini ; on connaissait moins les allusions ou métaphores de Maynard, Viau, Cyrano de Bergerac. C'est un plaisir de relire le portrait par Saint-Simon de Monsieur, frère du roi, de M. de Vendôme, du maréchal d'Huxelles, l'Anti-giton de Voltaire, les occasions d'expériences homosexuelles de Rousseau et de Casanova, les appels à la tolérance de Diderot et de Stendhal, l'historique de l'homosexualité par Sade dans le *Boudoir*, l'invention géniale de Vautrin par Balzac.

L'ANNÉE 1869 marque donc la fin d'une époque. Au sourire compréhensif qui accueille jusque-là les amours « différentes », succèdent les censures multiples, sournoises.

Elles concernent d'abord le passé. On féminise les destinataires des poèmes de Whitman, on ignore les rapports de Beethoven avec son neveu. Le réflexe est tenace : aujourd'hui encore, les éditions « complètes » de Verlaine laissent de côté les poèmes *Hombres*. Dominique Fernandez rappelle comment certains admirateurs de Pasolini, croyant bien faire, ont voulu maquiller en crime politique la rencontre de voyous à laquelle, selon lui, le cinéaste de *Théorème* aspirait secrètement.

Le fait est qu'entre 1845 et 1880 naît une pléiade de créateurs qui, contrairement à leurs aînés, vont se croire obligés de cacher leurs « penchants », de les justifier, de s'en expliquer à mots couverts. Ce seront Verlaine (1844), Loti (1850), Rimbaud et Wilde (1854), Gide (1869), Proust (1871), Thomas Mann (1875). Montherlant peut leur être rattaché, bien que né en 1896, et non en 1876, comme indiqué par erreur.

CHACUN, selon sa nature, vit sa « différence » avec plus ou moins de gêne et de tourment. Gide croit avoir retrouvé en Afrique du Nord une innocence virgilienne. Pour Proust, ou du moins pour Charlus, le goût des hommes ne peut s'assouvir que dans une humiliation bientôt recherchée à l'égal du plaisir, liée à lui.

(Lire la suite page 17.)

billet

« Patience, mon cœur ! »

LA vie intérieure avec tout ce qu'elle comporte de problématique et de dangereux, les troubles et les déchirements du moi, la revendication exacerbée d'une singularité fondée sur une impitoyable introspection, le droit et même le devoir, tout au moins pour l'écrivain, de se livrer sans pudeur ni hypocrisie, voilà ce qu'on chercherait en vain dans la littérature grecque classique.

Et pourtant, tout ce que nous considérons avec raison comme la marque la plus précieuse de notre modernité, nous le devons à ce cinquième siècle athénien où, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'homme s'affranchit de la pensée mythique pour entrer dans le rationalisme. C'est cette aventure que retrace Jacqueline de Romilly dans une étude, Patience, mon cœur !, *qui allie la plus vaste érudition à l'intelligence la plus aiguë du surgissement de la psychologie chez Homère, Eschyle, Sophocle, Euripide, Hérodote, Thucydide, Platon et Aristote.*

Patience, mon cœur ! *est la traduction habituelle de ce qu'Ulysse se dit à lui-même, lorqu'il est tenté de tuer les servantes infidèles qui courent rejoindre les prétendants de Pénélope. Il y a là, observe Jacqueline de Romilly, un des rares moments où Homère exprime par le biais du monologue intérieur une crise morale. Texte si exceptionnel que la réflexion ultérieure s'appuiera volontiers sur lui, Platon le commentant notamment à trois reprises.* « C'est pourquoi, *ajoute l'auteur*, nous l'avons choisi pour titre : il constitue le premier texte « psychologique », ce sur quoi le reste se construira. Mais sa célébrité même illustre le fait que, normalement, l'époque se désintéressait de ce genre d'analyse. » *Le héros homérique n'est d'ailleurs en général pas conçu comme étant à la source de ses actes, et l'agitation d'Ulysse sera aussitôt calmée par Athéna, qui l'endormira.*

Faible à ses débuts, l'intérêt pour la vie de l'âme se développe progressivement dans tous les genres littéraires, notamment sous l'influence de la médecine et de la rhétorique. La médecine, car les Athéniens du cinquième siècle veulent connaître les lois régissant non seulement le corps, mais aussi la conduite humaine.

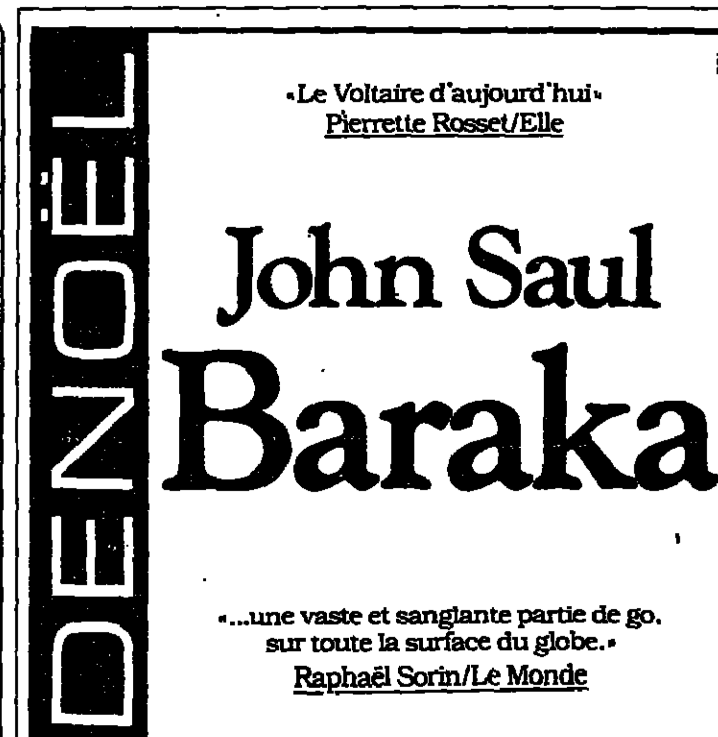
La foi dans les oracles

N'oublions pas, rappelle Jacqueline de Romilly, que l'historien Thucydide est le contemporain de la médecine hippocratique, qui cherchait à fonder une science du corps humain, avec ses réactions, ses maladies, son hygiène ; Thucydide, manifestement, nourrit des ambitions semblables en ce qui concerne le comportement.

Quant aux rhéteurs et aux sophistes, en imposant l'idée que l'homme est la mesure de toutes choses, ils contribuent à l'apparition d'un individualisme de plus en plus indifférent aux dieux et même à la cité. L'idée que la vengeance divine est un leurre et que l'Etat n'a pas à intervenir dans la conduite des citoyens gagne les esprits ; la psychologie naissante ruine la foi dans les oracles et la croyance dans la justice divine. « Et c'est ainsi, *écrit encore Jacqueline de Romilly*, que dès la fin du cinquième siècle ce « cœur » à qui Ulysse, dans Homère, imposait sévèrement patience est devenu un monde complexe et secret, passionnant à pénétrer. » *D'autant plus passionnant que Jacqueline de Romilly esquisse un parallèle entre ces temps passés et l'éclatement de la subjectivité aujourd'hui, montrant comment ce passage des dieux à l'homme et de l'homme à l'individu peut entraîner d'inquiétantes et funestes régressions religieuses ou politiques.*

ROLAND JACCARD.

★ « PATIENCE, MON CŒUR ! », de Jacqueline de Romilly. Ed. Les Belles Lettres ; 241 p.



UN PLAISIR RARE... LE BONHEUR, DE LIRE DE LA PREMIÈRE A LA DERNIÈRE PAGE

Dalene Matthee
DES CERCLES DANS LA FORET
roman
Balland

le fascinant roman découvert par ANDRÉ BRINK et publié simultanément dans 16 pays.

384 pages
89 F

Balland

la vie littéraire

La Fontaine en catalan

Y a-t-il une vocation proprement catalane *qui pousserait à traduire et à transmettre* ? La Catalogne moderne, dès le moment qu'elle s'est vouée à la récupération de sa langue, au milieu du dix-neuvième siècle, s'est ouverte extraordinairement sur toutes les autres *cultures, tout particulièrement* la française, qui a toujours exercé sur Barcelone et ses clercs une attraction majeure, mieux, une fascination. Après avoir donné en catalan les versions de référence du *Cimetière marin* et de *la Jeune Parque, de Valéry, après avoir traduit et fait* connaître les plus célèbres poèmes de Baudelaire, de Mallarmé et de Rimbaud, Xavier Benguerel donne l'intégrale des *Fables* de La Fontaine en édition bilingue de luxe, illustrée de dessins de Josep Maria Subirachs (Editions del Mall, 1984).

Il convient de saluer la prouesse : les douze livres représentent plus de neuf mille vers en un volume de mille pages serrées. Nous retrouvons là, *avec un plaisir renouvelé par un poivre* exotique, sous l'âpre langue catalane, les couples bien connus de la fable : el Corb i el Renard, el Llop i l'Anyell, el Pot de terrissa i el Pot de ferro, la Llebre i la Tortuga, la Cigala i la Formiga, la Granota que vol fer-se tan grossa com el Bou, etc. La traduction de Benguerel évolue entre une honnête fidélité au texte, une paraphrase *nécessaire*, incontournable, et de nombreux bonheurs d'expression qui se produisent toujours lorsqu'il sent qu'il convient de donner à la langue de La Fontaine un mordant *populaire, une arête sentencieuse.* Ainsi du fameux *« Adieu, veau, vache, cochon, couvée »* rendu très lestement par *« pollets, garri, vedell i vaca, bona nit ».*

Et, parfois, le traducteur choisit de parler tout bonnement catalan. *Là où le Vieillard et l'Ane* s'achève sur un *« Je vous le dis en bon françois »,* il convient bien de lire, outre-Pyrénées, *« Això us ho dic, clar i català. »* – ALBERT BENSOUSSAN.

Première rencontre avec Freud

C'est durant l'été 1934 que le jeune Eliott Philipp se rendit de Cambridge, où il étudiait la médecine, à Vienne pour faire la connaissance *de la branche autrichienne de sa famille, les* Freud. La première question que lui posa le Maître fut : *« Votre père est-il toujours un orthodoxe ? »* Eliott Philipp, préparé à cette question par son père, répondit oui, ajoutant *que même L'Avenir d'une illusion* n'avait pas ébranlé sa foi.

Il eut droit également sur ce sujet aux confidences de Martha, son épouse. *« Il y a des gens qui ne savent pas qu'il y a un Dieu dans le ciel »,* lui dit-elle. Eliott Philipp lui désigna alors le balcon où Freud était installé avec son chow-chow favori. Martha le regarda : *« Oh ! lui... c'est son affaire, cela ne regarde que lui. »* Elle lui raconta que le jour le plus triste de sa vie fut le vendredi soir, après son mariage avec Sigmund. Ce soir-là, alors qu'elle préparait les chandeliers d'argent qu'elle avait reçus de son frère, Eli Bernays, Freud lui demanda de les ranger. *« Nous avons toujours été heureux ensemble, mais l'expérience la plus désagréable fut le jour où il ne me laissa pas allumer les chandeliers pour le Sabbat »,* dit-elle.

Eliott Philipp, aujourd'hui gynécologue à Londres, eut l'occasion de revoir Sigmund Freud, lorsque ce dernier, pour échapper aux persécutions nazies, s'installa *au 20, Maresfield Gardens.* Ils jouèrent même à désarçonner et à ridiculiser un éminent professeur d'égyptologie *qui avançait parfois* des hypothèses inexactes sur l'origine de certaines statuettes. *« Freud paraissait avoir en lui,* note E. Philipp, *un brin de cruauté et un besoin de déprécier les autres. »*

Ces souvenirs, rédigés en 1983, *sur* l'incitation de Patrick Lacoste, sont publiés dans la revue *L'Ecrit du Temps* (nº 6. Ed. de Minuit. 128 p., 50 F). *Outre* des textes de Freud sur l'hypnose et des articles de Jean-Louis Baudry et Jean-Michel Rey, on lira dans ce *numéro* particulièrement riche une étude d'Elisabeth Brainin et d'Isidor J. Kaminer intitulée : *Psychanalyse et national-socialisme.* Contrairement à une légende bien établie, les auteurs montrent comment et *pourquoi certains* psychanalystes allemands se sont accommodés du national-socialisme et de ses institutions psychothérapeutiques, levant ainsi le voile sur un sujet « tabou ». – R. J.

L'insolence de « Camouflage »

La revue *Camouflage,* qu'anime Jimmy Gladiator, *se moque éperdument* de la bienséance et des politesses littéraires. Ses collaborateurs, toujours aux aguets, relèvent avec *soin, dans* les écrits et paroles des uns et des autres, tout ce qui pourra exciter leur verve vengeresse.

Cette insolence se marie fort bien avec la révolte qu'expriment les poèmes et les textes qu'elle publie. Ses deux dernières livraisons (nºˢ 5 et 6) nous permettent aussi de renouer avec Michel Fardoulis-Lagrange et Pierre Peuchmaurd, *deux poètes intemporels, qui* apprivoisent, dans leurs écrits, la mélancolie.

Camouflage nous rend également complices *d'un « dialogue par-dessus les murs » entre* Jimmy Gladiator et Roger Knobelspiess. Le poète n'écrit pas, le 11 août 1983, à son ami incarcéré pour lui faire part d'une solidarité de bon aloi, mais pour lui formuler une série de *questions et d'affirmations. Dans ses* réponses, le prisonnier de Fleury-Mérogis fait montre d'une rare lucidité sur son statut d'écrivain-délinquant. Ces lettres croisées, frémissantes de vérité, ne laisseront pas indifférents *tout ceux qui ne se contentent* pas des vérités confortables de l'information. – P. D.

★ CAMOUFLAGE, revue trimestrielle (BP 34, 78 800 Houilles), 25 F. Abonnement : 100 F pour quatre numéros.

Cavafy, Ponge, Jacob et quelques autres

A ceux qui douteraient que les poètes aient encore un public, la revue *Poésie 84* propose un pari de ferveur et apporte une réponse de goût. Pierre Seghers, qui la dirige et présente cette troisième *livraison de l'année,* ne peut trouver meilleur héraut qu'Henri Michaux écrivant dans *Ecuador* (1928) : *« Je compte sur toi, lecteur, sur toi qui vas me lire, quelque jour, sur toi, lectrice. Ne me laisse pas seul avec la mort comme un soldat sur le front qui ne reçoit pas de lettres. »*

– Le sommaire témoigne de la multiplicité des voix contemporaines, *qui se font entendre en* contrepoint de présentations pertinentes : Constantin Cavafy, l'énigmatique Alexandrin ; Francis Ponge et *ses Raisons de vivre heureux ;* Max Jacob, mort à Drancy il y a juste quarante ans et qui est *évoqué ici* de façon poignante. Ces gloires du siècle ne font nulle ombre à la notoriété naissante ou affirmée d'auteurs venus *d'horizons divers* : Jean-Claude Renard, poète spiritualiste ; Lorand Gaspar, qui célèbre admirablement les *« deux ou trois heures transparentes, miraculeuses »* des *« matins de Jérusalem » ;* le Hongrois Gyula Illyès, mort *récemment, et dont on relit avec émotion Une phrase sur la tyrannie,* qui ne se paie pas de mots :

Car là où il y a la tyrannie,
tout reste vain,
même le chant aussi fidèle qu'il soit.

– S. K.

★ POÉSIE 84, nº 3, mai-juin 1984. Editeur : Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau, 75001 Paris. 128 p., 39 F.

Le plus vieux livre de l'humanité en format de poche

Le plus vieux livre de l'humanité conservé en format de poche vient de paraître en français aux éditions du Cerf. Il s'agit d'un papyrus qui a la taille d'un agenda. Ecrit en copte et trouvé en *Egypte,* ce *précieux codex* (l'ancêtre du cahier) est conservé depuis 1896 au musée de Berlin. S'y trouvent consignées les anciennes sagesses exclues du canon chrétien que les gnostiques notaient à l'aube de cette ère nouvelle. *Ici, Jean ou Marie-Madeleine* prennent la parole pour nous révéler *« des mystères dès l'origine cachés dans le silence ».* Grâce à Michel Tardieu qui les a traduites, on découvre aujourd'hui les confidences d'une Marie-Madeleine, porte-parole d'un Jésus ésotérique.

Dans son commentaire, Michel Tardieu rappelle les débats suscités à propos de la *légende de celle qui fut « le premier »* des disciples à avoir *« vu le Seigneur »* ressuscité. Ainsi, certains auteurs de romans érotico-mystiques ont pu imaginer que cette Marie-Madeleine, confidente du Christ et révélant sa parole secrète, était également la partenaire sexuelle de Jésus.

Dans ce premier volume de la collection *« Sources gnostiques et manichéennes »* qu'il dirige, Michel Tardieu promet d'offrir au lecteur français la traduction (souvent en première mondiale !) de la totalité des écrits gnostiques contenus dans les papyrus des collections des *musées* de Berlin, du Caire, de Londres et d'Oxford. – MAURICE OLENDER.

★ ECRITS GNOSTIQUES. CODEX DE BERLIN. *Traduction de Michel Tardieu,* Editions du Cerf, collection « Sources gnostiques et manichéennes », *528 p, 165 F.*

vient de paraître

Récits

COLLECTIF : *Autopsy.* – Cinq auteurs – Hervé Bazin, Michel Déon, Pierre Daninos, Jacques Lanzmann, Catherine Riboit – se penchent sur l'automobile, lieu de tous les fantasmes et monstre à quatre roues. Préface de Bernard Pivot. (Plasma, 92 p., 45 F.)

Critique littéraire

COLLECTIF : *Actes au XVIᵉ congrès de la Société française de littérature générale et comparée* (Montpellier, 1980). Tome I : *Orientations de recherches et méthodes en littérature générale et comparée ;* tome II : *Le Sud : mythes images, réalités.* – Si le volume I s'adresse plutôt à des spécialistes de littérature comparée, le volume II devrait toucher un plus large public. Il propose une réflexion sur la notion de Sud comme *« axe de conscience et pierre de touche, lieu privilégié de définition de soi et de l'autre ».* (Tome I : 176 pages, 65 F ; tome II : 517 pages, 95 F.) *Ces ouvrages sont disponibles aux* PUF et à l'université Paul-Valéry, Littérature comparée. BP 5043, 34032, Montpellier Cedex).

EDWIN CASEBEER : *Hermann Hesse, de* Siddharta *au* Jeu des perles de verre. – Une étude synthétique des grandes œuvres de *Hermann Hesse,* prix *Nobel* de littérature 1946. Présentation et traduction de Michel Meyer. (Ed. Pierre Mardaga, 214 p., 92 F.)

Lettres étrangères

JORGE AMADO : *les Souterrains de la liberté* (tome I). – L'auteur fait revivre toute la société de l'« Estado Novo » (1937-1945) : ouvriers, banquiers, politiciens, artistes, etc. Traduit du brésilien par Isabel Meyrelles. (Messidor/Temps actuels, 536 p., 95 F.)

Souvenirs

LOUIS PRISER : *Une poignée d'ajoncs.* – Une enfance et une adolescence sur la rude terre du Léon au début du siècle évoquées par un *Breton* qui se souvient avec précision et chaleur des mœurs de la vie villageoise. Prix Terre de *France* 1984. *Préface* de Pierre Jakez Hélias. (Editions universitaires, 244 p., 95 F.)

Spiritualité

JEAN DORESSE : *les Livres secrets des gnostiques d'Egypte.* – L'auteur initie aux enseignements gnostiques contenus dans des livres secrets – manuscrits sur papyrus reliés en cuir – découverts en 1945 par des paysans de Haute-Égypte (Éditions du Rocher, 392 p., 75 F).

en poche

Un météore nommé Nathanaël West

SCOTT FITZGERALD, qui avait sept ans de plus que Nathanaël West et mourut vingt-quatre heures avant lui, *fut un des rares à remarquer, dans le ciel des lettres* américaines, le passage de ce météore inaperçu longtemps encore. De son vrai nom *Nathan Wallenstein Weinstein,* il naît en 1903, étudie, exerce divers métiers, vient à Paris en 1924, retourne à New-York en 1931, gagne Hollywood, bâtit des scénarios et meurt en 1940 avec sa femme dans un accident d'automobile.

Il a eu le temps d'écrire quatre romans, dont, en 1939, l'Incendie de Los Angeles, du nom du tableau que s'acharne à *composer, non sans talent, Tod Hackett, protagoniste et* témoin de l'histoire. Le romancier et son héros peignent le monde des perdants, qui hantent les parages de la cité du cinéma sans savoir qu'ils sont *« venus en Californie pour y mourir ».* Efficace récit d'un amour sans espoir et chronique amère d'une société travaillant à sa perte, *The Day of the Locust* (titre original) suggère métaphoriquement le double fléau du poison et des nuées de sauterelles. *Après quoi ne demeure* que l'envers du décor, qui est la vérité des âmes et l'artifice des *corps en proie aux mouvements browniens de la bête en cage.*

Le roman s'ouvre sur la scène de bataille d'un film en cours de tournage, se poursuit par des clowneries et des combats de coqs et de mâles, et s'achève avec l'émeute d'une foule qui, guettant une réception de stars, déchaîne des appétits qu'alimentent le spectacle et l'insatisfaction. Pour dire ce cannibalisme autodestructeur, cet embrasement hystérique, ce Waterloo généralisé, Nathanaël West a serré sa main sur le manche d'un couteau à cran d'arrêt. Quand la lame fuse et s'enfonce, il jaillit de la blessure, indivises, des gouttes de dérision et de pitié.

SERGE KOSTER.

★ L'INCENDIE DE LOS ANGELES, de Nathanaël West. Traduit de l'américain par Marcelle Sibon. Seuil, « Points/roman ». 143 pages, 21 F.

⁂

● De Roger Vrigny, qui obtint le prix Femina (1963) pour *la Nuit de Mougins,* « Folio » publie *Un ange passe,* paru en 1979 et restituant, par un récit d'une brièveté tendue, un certain climat d'époque, fait de violence, de vertige et de néant.

en bref

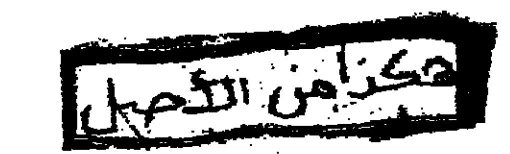
● SARTRE ET LE CINÉMA est le thème du nº 5, juin 1984, de la revue *Avancées cinématographiques* publiée par des élèves de l'Ecole normale supérieure de Fontenay. On y trouve notamment des extraits des *Faux nez, scénario écrit en 1947,* des études sur les films auxquels l'écrivain a collaboré, des entretiens avec Serge Roullet, réalisateur du *Mur,* et Michel Contat, co-réalisateur, avec *Alexandre Astruc, du film Sartre par lui-même.* (Adresse : Antoine de Baecque, ENS Fontenay, 31, rue Lombart, 92260 Fontenay-aux-Roses. La revue est en vente aux librairies La Hune et Autrement dit, à Paris.)

● LA REVUE « ICARE », qu'édite avec une louable constance le Syndicat national des pilotes de ligne, consacre une septième livraison à Saint-Exupéry, le pilote et l'écrivain. Ce volume, illustré et mis en page avec beaucoup de soin, rassemble de nouveaux témoignages, des textes peu connus ou oubliés de Saint-Exupéry ainsi que des extraits des principales critiques publiées après chacun de ses livres. (Icare, Orly Sud nº 213, 94396 Orly Aérogare Cédex. 166 p., 80 F.)

● LE BUREAU DE L'ASSOCIATION POUR LE RENOUVEAU DU PRIX POPULISTE met en garde contre toute démarche qui serait faite en son nom pour obtenir des dons, subventions, contributions diverses, et qui ne serait pas garantie par un document signé de son président, M. Paul Morelle, et de son trésorier, M. Joseph Da Costa.

D'autre part, la Société des écrivains populistes, dont le secrétaire est M. Michel Bertrand, et le siège 25, rue d'Enghien, nous prie de préciser que, constituée depuis le 19 mars 1981, elle a décerné, en 1982, un Prix du roman populiste à Alain Gerber. L'association pour le renouveau du Prix populiste, dont la présidente d'honneur est Mᵐᵉ Catherine Armand Lanoux, et où figurent nombre de ses anciens lauréats, ainsi qu'un de ses membres fondateurs, M. Henry Van Rugghe, précise que ce prix, créé en 1931 et dont l'appellation exacte est Prix populiste, ne saurait être confondu avec le Prix du roman populiste ou toute autre distinction qui se réclamerait de la même qualification.

● ERRATUM. – Le livre de Bernard Lecornu « *Un préfet sous l'occupation allemande* », dont *le Monde* a rendu compte dans son *numéro du 5 juillet,* est publié aux éditions France-Empire et non, comme nous l'avions indiqué par erreur, aux Presses de la Cité.



portrait

Armand Monjo, le magicien

NÉ du soleil et des pierres, Armand Monjo prétend posséder un « *stylo-au-bois-dormant* » aux vertus surnaturelles. Ce poète de soixante et onze ans, qui écrit pour que « *les reclus écrasés de ciel gris* » redressent la tête et se laissent gagner par l'ivresse, est le contraire d'un donneur de leçons. Il essaie simplement d'apprendre à ses lecteurs à tutoyer le silence.

La Quadrature du XXᵉ siècle, qu'il publie aujourd'hui, nous ouvre les mystères d'un pays aux frontières indistinctes où les mots prennent par la main les insoumis et les désespérés.

Monjo le magicien désarme d'un sourire l'interlocuteur méfiant qui se présente à lui. Dans son appartement, près de l'avenue des Gobelins, à Paris, cet homme du Sud ressemble à un émissaire du soleil égaré dans une ville à jamais rebelle au jour. Ce poète se confie volontiers pour mieux se masquer.

« *Je suis né à Cavaillon*, dit-il. *La solitude forcée, qui marqua mon enfance, me conduisit à certaines évasions. Un dicton provençal prétend que la poésie vient en écoutant chanter le rossignol.* » Armand Monjo voue un culte à l'amitié et nombre de ses poèmes sont habités par la présence d'amis que la vie a défaits. André de Richaud marquera ainsi, pour toujours, le lycéen qui ne savait comment vaincre son ennui.

« *J'ai connu André de Richaud*, se souvient Armand Monjo, *alors qu'il était pion au lycée d'Avignon où j'étudiais. Nous fréquentions beaucoup les bistrots. Il me confia certains de ses textes à lire. A mon regret, je dois avouer que je n'ai pas senti immédiatement quelle déchirure habitait cet homme qui symbolisait, pour moi, les paysans de Provence. Quel océan de souffrance ! Nous nous sommes perdus de vue juste avant la guerre...* »



Dessin de BERENICE CLEEVE

Les premiers poèmes d'Armand Monjo parurent en 1938 dans les *Cahiers du Contadour* qu'animaient Jean Giono et Lucien Jacques. Mais, peu de temps après, le poète rompit avec le chantre d'un certain pacifisme.

Armand Monjo devint instituteur après avoir obtenu une licence de philosophie, mais la poésie avait déjà investi son existence et Pierre Seghers le contacta, en 1940, pour lui demander des textes.

« *Je me suis toujours laissé gouverner par le hasard*, prétend-il. *Les rapports furent faciles avec Pierre Seghers et la Résistance devait encore nous rapprocher.* »

Une fêlure encore à vif

De la Résistance à un certain militantisme politique, le poète devait franchir le pas et s'éloigner de certaines passions. On devine, chez cet homme pudique, une fêlure encore à vif. Il déplairait à cet esthète de faire carrière et commerce avec ses erreurs. Armand Monjo n'entend rien renier de ce qu'il a été et confesse volontiers son mépris « *des scandales inutiles* ».

L'après-guerre le verra journaliste, critique cinématographique, enseignant de nouveau et, à partir de 1953, traducteur : « *J'ai passé l'agrégation d'italien à quarante ans et je me suis lancé dans la traduction qui représente, pour moi, une création à part entière. Cette activité n'a en rien perturbé mon rapport à la poésie, mais, au contraire, l'a enrichi.* »

Armand Monjo demeure fidèle à une certaine conception de l'art poétique. Ce doux rêveur devient vite féroce lorsqu'il évoque certaines expériences contemporaines.

« *Je suis imperméable*, dit-il avec rage, *à une prétendue poésie moderne. Le pinaillage de la forme m'ennuie. Ces gens n'ont pas de pudeur car ils ignorent l'émotion. Le poème doit suggérer au lecteur des chemins de traverse. La poésie doit apprendre à voir ce que la nature dissimule. Je me méfie instinctivement des mots trop forts et des définitions rapides qu'affectionnent certains poètes. Il faut se laisser dominer par le doute.* »

Ce poète, qui se définit joliment comme « *un corps inachevé qui ne veut pas se rendre* », aime griffer de citations d'auteurs classiques les pierres de son jardin du Loiret. Une manière, peut-être, de conjurer les indélicatesses de la camarde.

PIERRE DRACHLINE.

★ LA QUADRATURE DU XXᵉ SIÈCLE, d'Armand Monjo, Editions Subervie (21, rue de l'Emberque, 12000 Rodez), 112 pages, 45 francs.

extraits

« Je rêve à d'autres cathédrales »

Apprendre à vivre se peut-il
dans les ornières d'une seule vie ?
Faut-il ne gagner l'embellie
qu'avec ce seul et frêle outil ?
Devant le foisonnement animal
du mépris léonin du fanatisme triste
je rêve à d'autres cathédrales
que bâties à peine et souffrance
J'aspire à de neuves joies collectives
pyramides de création
où mes pieds tes mains s'appuieront
sur des épaules inventives
J'entrevois des lumières nourrissantes
des houles de fête aux fortes saveurs
où s'amorcent et fermentent
de surprenantes cantates
comme on en sent naître parfois
dans les bibliothèques et les foules

Il suffira demain que tombe
un innocent de plus
peut-être le seul poids
de cette mouche verte
peut-être le dernier reflet d'un œil
anormalement imbibé de soleil
pour que bascule l'ombre
et le fleuve des mots perdus
retrouve source

Chaque ami qui meurt nous
donne pour tâche
d'achever en nous l'homme interrompu

Il nous laisse comptable
de l'amitié dont il nous a fait héritier
nous incite à vivre pour deux
à devenir peut-être
le magicien dont il avait rêvé
l'apprivoiseur de papillons
l'exterminateur de nuages
l'apprenti sorcier de la joie
le grand inventeur
du réacteur en chaîne de l'amour.

L'œuvre poétique

Poursuites. Editions de la Tour, Seghers, 1942.

Neuf poèmes des temps pourris. Front national des Hautes-Alpes, 1944.

Actualités. Seghers, 1950.

La Colombe au cœur. Seghers, 1951.

Un amour poursuivi. Seghers, 1955.

Le Temps gagné. Seghers, 1962.

Univers naturel, couverture d'Henri Matisse. Seghers, 1965.

Onze poèmes pour le Vietnam, en collaboration avec Jacques Gaucheron, dessins de Mireille Goldeck-Miailhe. Le poème à la main, 1967.

Le Prix d'avoir la paix, dessins de Boris Taslitzky. Le poème à la main, 1968.

Né du soleil des pierres. P. J. Oswald, 1972.

L'Oiseau rouge perpétuel. Europe, 1975.

Hommes de tous voyages. Rougerie, 1979.

Poeti di Provenza. Origine, 1981.

J'habite. Rougerie, 1981.

Résidence Terre, illustrations de Mireille Goldeck-Miailhe. Origine, 1981.

Flamme, dix poèmes avec dix lithographies d'Arthur Rennert. Presses à bras, 1982.

⁂

Armand Monjo a aussi traduit de nombreux auteurs italiens, parmi lesquels on citera Goldoni (*la Belle Hôtesse*, *les Rustres*, *la Nouvelle Maison*), Gramsci (*Œuvres choisies*), Manzoni (*les Fiancés*), etc.

● **LE PRIX DE POÉSIE D'EXPRESSION FRANÇAISE JEAN MALRIEU, doté de 5 000 F et créé conjointement par l'Association de la Société marseillaise de crédit pour le développement culturel régional et la revue *Sud*, sera décerné pour la deuxième fois, sur manuscrit, en décembre 1984 (règlement : *Sud*, 62, rue Sainte, 13001 Marseille. Joindre un timbre pour la réponse).**

● **METTRE EN IMAGES LA POÉSIE FRANÇAISE : tel est le but que se proposent Pierre Seghers et Patrick Poidevin en créant une vidéo-anthologie thématique, *le Miroir des mots*, produite par le Centre d'action culturelle Pablo Neruda de Corbeil-Essonnes. Réalisé par Patrick Morelli sur une sélection de Colette Seghers des textes des plus grands poètes (Apollinaire, Hugo, Rimbaud, Saint-John Perse, etc.), *le Miroir des mots* est une série de plusieurs heures de programmes dont chacune aura une durée de soixante minutes. Conçus pour être diffusés par les télévisions, ces programmes seront aussi édités en cassettes et en vidéodisques. (Société française de diffusion artistique et culturelle, 27, bd Port-Royal, 75013 Paris. Télex : 201 924 F. Tél. : 336-20-67.)**

le feuilleton

Un siècle de honte

(Suite de la page 15.)

Dominique Fernandez reprend une de ses thèses familières contre le freudisme, qui sert à conforter la persécution des homosexuels en les traitant en malades. A Gide et à Proust, produits typiques de la répression bourgeoise, il préfère le Martin du Gard de *Maumort*, de *la Noyade*. En tout cas, il ne voit guère d'œuvre homosexuelle ayant enrichi la culture depuis la « libération » des mœurs des années 68.

Notamment, la joie de vivre sa « différence » n'a pas inspiré de beautés manifestes. Le malaise était plus fécond. Pour Fernandez, les écrivains qui étaient grands tant que la répression les contraignait à s'exprimer à demi-mots sont devenus moins bons quand ils se sont crus autorisés à la franchise érotique. Ce serait le cas de Wilde, déclinant de *Dorian Gray* à *Teleny* ; de Roger Peyrefitte entre *les Amitiés particulières* et *Roy*.

FAUT-IL en conclure que la liberté de tout dire serait fatale à l'art de dire ? Fernandez ne craint pas de poser la question. A voir les chefs-d'œuvre nés de l'ère de la « honte » — *Billy Budd*, de Melville, *la Confusion des sentiments*, de Stefan Zweig, *Mort à Venise*, de Thomas Mann, — la réponse lui semble certaine : il n'y a de culture homosexuelle que lorsque l'obligation de recourir à des moyens indirects force à inventer un langage symbolique. Sans cette obligation, l'écrivain tombe dans la pornographie de la plus basse littérature hétérosexuelle ; il répond à un marché.

Ce disant, Fernandez ne se fait pas l'apôtre, on s'en doute, de la répression. Mais il souligne que le sexe n'est pas ce qui importe dans la littérature passée en revue par Larivière. L'apport de l'homosexuel à l'histoire générale de la culture tient davantage à son refus de toutes les normalités, des valeurs en cours, de l'ordre, de son temps, de son pays, à son aspiration vers un ailleurs inconnu.

Mis au ban de la société, il en voit les vices mieux que tous les minoritaires et marginaux, ses frères. Vautrin ne serait pas aussi lucide sans ses goûts, ni les personnages de Genet. Tout grand roman est l'histoire d'un être isolé de son milieu par la folie, la maladie, l'inconduite (Don Quichotte, l'Idiot, Bovary...). L'homosexuel est donc le héros type de roman.

QU'EN est-il aujourd'hui ? Qu'en sera-t-il demain ? Fernandez ne voit d'avenir que dans le refus de la liberté érotique concédée par le relâchement actuel des mœurs, et qui empêche d'accéder à un au-delà des sens, à l'idée, au progrès spirituel. La poésie serait moins menacée, protégée qu'elle est par son goût du mystère. En revanche, si le roman traite l'homosexualité en simple pratique érotique, il perdra sa fonction symbolique dans l'ensemble de la culture ; il ne fera qu'occuper un créneau commercial...

Les auteurs apparus après le « siècle de la honte » autorisent plus d'espoirs que ne le dit Fernandez. Lui-même est de ceux qui ont opéré et aidé le passage de la contrainte féconde à une liberté sans facilité. Tony Duvert et Renaud Camus, pour ne citer que deux auteurs sur lesquels se clôt l'*Anthologie* de Larivière, montrent les voies d'un bonheur débarrassé de tout malaise, et d'une rare qualité littéraire, seul critère recevable sous peine de reformer les ghettos d'avant.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ LES AMOURS MASCULINES, ANTHOLOGIE DE L'HOMOSEXUALITÉ DANS LA LITTÉRATURE, de Michel Larivière, préface de Dominique Fernandez, Editions Lieu commun, 542 p., 165 F.

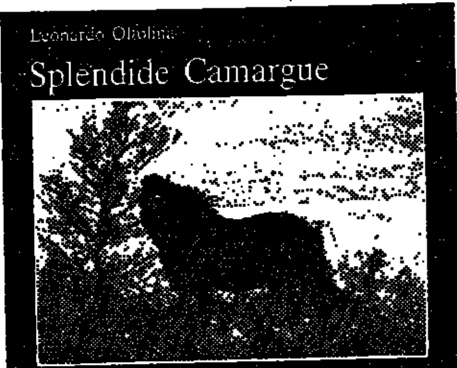
★ THRASYLLE, de Montherlant, préface de Pierre Sipriot, Editions Robert Laffont et Grand-Pont, 172 p., 240 F.

DESSINATEURS REPORTERS
BILAL-CHRISTIN
LOS ANGELES
L'ETOILE OUBLIEE DE LAURIE BLOOM
autrement
ALBUMS
88 PAGES - 98 F.



deux récits de
science-fiction
en un volume 19f
6 volumes parus
POHL, SILVERBERG, STURGEON,
BESTER, KORNBLUTH, etc.
denoël

Collection "L'Ame des Peuples"



Textes de Frédéric Mistral, Giovanni Arpino
Photographies de Leonardo Oltolina
270 F



La Varende, Robert Omnes, Alfred Pletsch et Gérard Weber
270 F

Mouloud Achour et Joachim H. Thielemann
Photographies de Hed Wimmer
270 F

Trois superbes ouvrages reliés pleine toile.
LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS
3, Place de l'Odéon - 75006 Paris - 633-18-18

"APOSTROPHES"
FRANÇOISE RULLIER
la vie extraordinaire
de Raphaël Ariatégui



"Enfin quelqu'un qui a vraiment une voix, un ton."
MICHEL DÉON, DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
"On se laisse prendre au jeu de ce livre énigmatique et original."
JEAN-CLAUDE PERRIER/LE QUOTIDIEN DE PARIS
"Un bonheur à inventer des pays, des destins, des amours."
JOSYANE SAVIGNEAU/LE MONDE
"Une biographie imaginaire d'une étonnante maîtrise. Une réussite."
JEAN-DIDIER WOLFROMM/L'EXPRESS
CALMANN-LÉVY

Merlin était jeune et beau, il avait l'œil vif, un sourire un peu tendre, un peu moqueur, la grâce d'un danseur, la nonchalance d'un chat. Pour les femmes, il était le rêve. Pour les hommes, il était l'ami qui ne trompe jamais. Ceci est l'histoire de ses amours avec Viviane et des aventures de Lancelot, Perceval, Galaad dans le monde fabuleux du roi Arthur.
l'Enchanteur un roman de Barjavel
denoël

lettres étrangères

New-York au bout de la nuit

• Le portrait d'une ville et de deux femmes.

« ELLE aurait voulu ranger son enfant dans un cabas, l'emporter dans sa chambre et lui montrer, lui raconter, lui expliquer. Elle aurait commencé par le présent, elle aurait épanché son cœur, expliqué la tournure qu'avait prise sa vie, dit comment elle en était arrivée là ; puis elle serait revenue en arrière, dévoilant le passé jusqu'à ce que Milly comprenne. »

Mais Hibou n'a plus de fille, son enfant Milly a eu honte d'elle, elle est partie sans laisser d'adresse. Et elle n'a plus de chambre non plus, une sale chambre dans un hôtel de passe. Clocharde, elle erre autour de la gare routière de Port-Authority, au cœur grouillant de misère et de poisse de Manhattan. Hibou, qui s'appelait Milly quand elle avait une vraie vie, n'a plus que des sacs, qu'elle serre *dans les consignes*. Ce sont ses trésors, elle a peur qu'on les lui vole. Parfois, elle les transporte avec elle, elle murmure leurs noms. Il y a Belle, qui contient les vestiges de son *enfance, les photos* de sa mère, Ellen, qui est plein de mensonges et de voyages du temps où Hibou faisait partie du Women Army Corps, et Barbara, le sac de son *mariage, le sac le plus rempli*, celui du bonheur et du malheur, avec les dents de lait de Milly, les photos de classe de Milly, les poèmes et les dessins de Milly, les cartes postales de la Saint-Valentin.

Dans Barbara, il y a aussi Bert, le second mari, qui a tant trompé Hibou, *et* les lettres en lambeaux de ses maîtresses, et le certificat de divorce. En trimbalant Barbara, Hibou met au point le procès qu'un jour elle fera à Bert. *« Il aurait à répondre de dix chefs d'accusation : défaut d'affection, abandon, violation de promesse de mariage, séquestration, contradiction et faux serments, faux témoignages, voies de fait, kidnapping, fraude et dissimulation. »*

Pour tout cela, Hibou demandera 1 million de dollars au moins de dommages-intérêts. Hibou rêve, mélange le passé et l'avenir, très folle et très sage, pénétrée de tout ce que la vie lui a appris et qui ne sert à *rien* et à personne. Sauf aux chats et aux oiseaux qu'elle nourrit, qu'elle recueille, qui se nichent dans Miss gloria, le sac aux vêtements, aux déguisements, qui abrite *aussi*, allez savoir pourquoi, une perruque brune. Hibou est malade, elle a les jambes gonflées et pourries, et peur d'aller au Refuge où on veut la soigner, *l'enfermer peut-être*.

Dans les coulisses sordides de Broadway, il y a d'autres figures de la détresse et du goût de la liberté. L'autre héroïne de *New York Terminal*, d'Alix Shulman, s'appelle Robin, elle n'a pas dix-huit ans, un air fragile, un tee-shirt jaune où est écrit « née pour danser ». Elle est en fugue. Son enfance tourne dans sa *tête. Les tritons rouges* desséchés dans leur bocal avant de mourir, sa mère, peut-être une pocharde, un regard bleu, des chansons douces. Les colères de son père. Robin aux cheveux blonds, aux yeux de couleur de quetsche, n'échappe pas longtemps aux griffes de Manhattan.

Elle se retrouve putain sans même avoir compris ce qui lui arrivait, *avec ce jeune homme si sûr de lui*, si beau garçon, diamant au doigt, chaîne d'or autour du cou, et si gentil. Robin est perdue dans la ville, elle ne sait plus très bien qui elle est. *Pour Hibou*, dès le *premier* regard, elle est Milly.

La ville-piège a serré son étreinte. Hibou (et Milly), Robin (et ses rêves gâchés), sont prisonnières. Prolétaires des prolétaires, elles n'ont que leurs sacs, et leurs corps. Corps-boulet que traîne Hibou, corps volé, absent à elle-même de Robin qui se prostitue sous la menace et par amour. Un amour qu'elle était prête à larguer au premier venu. Et c'était Prince. Lui, il rêve à Tahiti, et s'inquiète de ne pas être aussi bon maquereau que d'autres plus expérimentés. Il n'a que vingt-cinq ans.

Le roman d'Alix Shulman ne finit pas bien. Sauf que Hibou et Robin se rencontrent. C'est le très beau portrait d'une ville et de deux femmes. C'est un livre incroyable de chaleur, de générosité, plein comme un œuf de tout ce qui fait les vies ; des *objets*, des babioles, des souvenirs d'enfance disloqués, des espoirs vanillés et loufdingues, des lâchetés et des courages qui viennent quand *on ne les attend pas*. Trois cents pages de vie qui va, où il ne se passe finalement pas grand-chose (tout juste une jeune pute tombée par une fenêtre, dont le destin infléchit ceux des autres), qu'on lit avec fébrilité, comme un polar de Charyn.

GENEVIÈVE BRISAC.

★ **NEW YORK TERMINAL, d'Alix Shulman, traduit de l'américain par Liliane Sztajn, Éd. Sylvie Messinger, 300 p., 84 F.**

Roman russe

est le troisième livre d'Edouard Kouznetsov, ce dissident soviétique célèbre par sa tentative de détournement d'avion pour fuir l'URSS. Acte qui lui valut à l'époque une peine de mort bientôt commuée en quinze ans de travaux forcés, sous la pression de l'opinion occidentale.

Si ses deux premiers ouvrages étaient un témoignage sur la vie des camps, sous-tendu par une réflexion puissante et originale sur le système soviétique – mais qui se recommandaient déjà par d'indéniables qualités d'écriture –, le troisième, écrit dans l'émigration, marque la véritable entrée de Kouznetsov en littérature.

Mireille Kogan, La Quinzaine littéraire

Edouard Kouznetsov

Roman russe

roman

Par l'auteur du Journal d'un condamné à mort

322 pages
89 F

FAYARD

CORRESPONDANCE

La Hongrie réhabilite « la Comtesse sanglante »

M. André Lazar, de Budapest, nous a adressé une lettre dans laquelle il écrit notamment :

J'ai lu la critique de Nicole Zand sur le livre réédité de V. Penrose, *la Comtesse sanglante* (éd. Gallimard). *Une note* à la *fin* rappelle les films de Harry Kumel et de W. Borowczyk. Décidément, le Gilles de Rais magyar est à la mode, car, outre ces deux films, vous auriez pu *mentionner* le drame de Jean-Luc Jeener, au Théâtre de la Plaine, en 1973, intitulé *la Tentation du froid ; la Comtesse de sang*, roman de Maurice Périsset (éd. Pygmalion, 1975) ; la *pièce de* Marie-Françoise Egret, jouée en 1978 à Nanterre ; et tout récemment (1983) l'opéra de L. Janvier-Ch. Chaynes intitulé *Erzsebet* (la graphie exacte est Erzsébet).

Dans votre article (*le Monde* du 30 mars 1984), il est dit, au sujet de l'intrigue du « roman » de V. Penrose, que *« tout cela est véridique »*. Rien n'est moins sûr ! Vous ne pouvez pas contester que ce sont les historiens hongrois qui sont les mieux placés pour débrouiller cet écheveau. Or depuis quelques années, la légende horrifique est battue en brèche.

Un livre vient de paraître aux éditions Kossuth – la *maison d'édition* du parti – intitulé *la Mauvaise Réputation des Bathory*, sur quatre membres de cette illustre famille hungaro-transylvaine. L'historien *Laszlo Nagy* consacre *une étude* à part à Elisabeth, en rappelant tous les antécédents, depuis la chronique intitulée *Ungaria suis cum regibus compendio data*, due au jésuite Thuroczi, *jusqu'aux travaux tout* récents. Mais c'est surtout lui-même qui a dépouillé les archives qui n'avaient pas péri au cours de l'histoire particulièrement mouvementée de la Hongrie. Or cet historien modéré dans ses jugements et circonspect dans ses hypothèses aboutit au résultat qu'il s'agissait d'une vaste manipulation fomentée par la famille de la comtesse en vue de la priver de ses immenses biens.

Il est *possible* que les chefs d'accusation aient été inventés par certains membres de la famille pour soustraire Elisabeth à l'accusation suprême de haute trahison, car elle voulait *contribuer* avec ses gens d'armes et avec sa fortune à la lutte menée par son cousin, Gabriel Bathory, prince de Transylvanie, contre les Habsbourg.

Pour dissimuler l'action politique de la comtesse et pour éviter ainsi que la famille ne fût compromise, *son mari* a *préféré qu'elle fût* accusée de crimes de droit commun. Le Palatin Thurzo, qui menait l'enquête, a commis de très nombreuses irrégularités : Elisabeth n'a *jamais été interrogée* selon la procédure ; elle se disait toujours innocente ; même si certains faits – généralement commis à l'époque par les seigneurs – pouvaient lui être reprochés, *ils ont été* sciemment grossis. Les chefs d'accusation reposaient sur des racontars et autres potins ; il ne fut pas établi, même dans un seul cas, que la comtesse eût mis à mort une seule servante. Quant aux *témoins* à charge, ils furent torturés.

(...) On est loin du monstre grand-guignolesque (...). Peut-être la pauvre comtesse sera-t-elle un *jour réhabilitée comme* tant *d'autres* victimes des procès forgés dans des intentions inavouées...

histoire

TRAVERSÉES

Cambronne ne l'a pas dit...

• En suivant Napoléon.

ON dit que, chaque jour, plusieurs *ouvrages* paraissent dans le monde, consacrés au quart de siècle durant lequel Napoléon a envahi l'histoire, à ses fidèles, à ses ennemis. Trois livres, coup *sur coup, tendraient* à le prouver.

Du « brave général Cambronne », on a dit tout et le contraire de tout. Ce « Breton » est, en réalité, de souche picarde, ni paillard, ni laid, ni *stupide comme on l'a parfois écrit*. Ni, non plus, d'une intelligence éclatante. Ce n'est pas rien de s'y retrouver dans tant de contradictions. Hervé Le Boterf y arrive, et même avec piquant, *réajustant notre vision* faussée par trop de textes sur ce personnage secondaire, plus attachant que bien d'autres. Il faut s'y faire, en tout cas : il n'a prononcé ni la célèbre *phrase ni* le *mot fameux*.

Comme tant de *généraux* d'Empire, Cambronne a fait carrière, de Jemmapes à Waterloo, en sortant du rang et en s'élevant par son seul courage. Suivre sa biographie, c'est *arpenter l'Europe* avec Napoléon. La différence avec la réalité, c'est qu'on s'amuse en compagnie d'un biographe qui regarde son modèle avec assez d'affection pour le rendre sympathique et assez de recul pour en faire ressortir le pittoresque. Si Hugo est, en grande partie, responsable de la légende « excrémentielle » de Cambronne, celui-ci est bien l'auteur d'un grand nombre d'actes valeureux, inattendus parfois, comme lorsqu'il tente d'aider les émigrés à Quiberon.

Ennemi juré des Anglais, le héros terminera sa vie marié avec une Écossaise et passionné de tapisserie, rivalisant d'habileté au point noué avec un vieux camarade, le général Dumoustier ; contradictions toujours : les hommes célèbres sont encore plus imprévisibles que les autres.

Après *les Cent Jours* (Julliard), récemment racontés par Georges Blond, voici, relatés presque minute par minute, les vingt jours – du 1er avril au 20 avril 1814 – *durant* lesquels, à Fontainebleau, Napoléon a vécu une sorte de « passion », sa défaite lui apparaissant peu à peu irréversible à la lumière des défections et trahisons diverses qui sont le lot des chefs vaincus, au trop long entêtement.

Qu'on est loin, avec ce récit tragique de la chute, des *Mémoires* de Joseph-Marie Moiret, où se lit l'envol de l'aigle. Inédit, récemment rapatrié de Buenos-Aires, ce texte plein de vigueur *montre comment* les soldats souffrent de mille manières, durant la campagne d'Egypte et de Palestine ; mais celui qui parle sait voir et restituer aussi ce *qu'éprouvent* les habitants des pays occupés, dans un monde exotique, celui de l'islam.

G. GUITARD-AUVISTE.

★ **LE BRAVE GENERAL CAMBRONNE, d'Hervé Le Boterf, France Empire, 355 p., 78 F.**

★ **NAPOLEON TOMBE EN VINGT JOURS, de Pierre Serval, Perrin, 510 p., 125 F.**

★ **MEMOIRES SUR L'EXPEDITION D'EGYPTE, de Joseph-Marie Moiret, Belfond, 190 p., 89 F.**

L'année Diderot

Un colloque itinérant de Paris à Langres

• Un changement complet de l'image de l'encyclopédiste.

INAUGURÉ à la Sorbonne par le ministre de la culture, M. Jack Lang, le colloque international qui s'est tenu au Centre pédagogique de Sèvres puis à la Maison de la culture de Reims, avant de *s'achever* à Langres (4-11 juillet), a réalisé, avec plus de trois cents participants, parfois venus de fort loin (de la Chine, du Japon, du Brésil, de l'Afrique du Sud), le plus grand rassemblement jamais vu de diderotistes.

Si aucune des séances n'a été consacrée à l'*Encyclopédie* (celle-ci fera l'objet d'un colloque à l'UNESCO en octobre), la cinquantaine de communications présentées invitaient à un vertigineux périple dans tous les domaines, ou presque, du savoir : de la littérature aux mathématiques, de la politique à la physiologie, de la philosophie à la peinture, etc. Ici, la diversité des curiosités fait le bonheur d'une rencontre pluridisciplinaire, et la figure de l'écrivain y prend un relief étonnant. Un participant étranger, qui comparait ce colloque à celui que le CNRS avait *organisé* il y a six ans pour marquer le bicentenaire de la mort de Voltaire et de Rousseau (voir « le Monde des livres » du 14 juillet 1978), parlait de cette émergence éclatante de Diderot comme d'un renversement de valeurs.

Certes, le colloque itinérant des diderotistes, remarquablement organisé par Jacques et Anne-Marie Chouillet, avec le soutien de l'Association française pour les célébrations nationales, a bénéficié d'appuis qui manquaient à la double commémoration de 1978. Colloque-pèlerinage – avec une halte au château de Sophie Volland près de Vitry-le-François, – il constituait un événement à la mesure de « l'année Diderot ».

Mettant en valeur la dimension d'une œuvre qui échappe à l'européocentrisme, les débats ont permis plusieurs constatations qui vont toutes dans le sens d'un changement complet de l'image *traditionnelle* de Diderot. On ne lui fait plus grief de ses contradictions, mais on s'enchante des tensions et des antinomies qui renvoient à nos propres interrogations et incertitudes *et* qui interdisent une lecture réductrice de l'œuvre.

Du même coup, les interprétations les plus divergentes paraissent possibles. Si les spécialistes les plus fervents sont divisés sur l'intérêt que présente son matérialisme, *ils* s'accordent à louer l'écrivain. Celui-ci serait-il seul actuel alors que l'homme de science, le penseur politique (théoricien réaliste et rêveur *utopiste*), le *critique* d'art ou le *pédagogue* musical n'appartiendraient qu'au passé ? Mais n'a-t-il pas été cet écrivain-là parce qu'il s'est *aussi* aventuré dans des chemins étrangers à la littérature de fiction ?

Il n'en demeure pas moins que la recherche la *plus stimulante* semble bien être celle qui s'attache à la poétique de Diderot, c'est-à-dire qui trouve dans la richesse des connotations un éclairage autre que celui des contenus manifestes.

Dans l'imaginaire de Diderot, la part du visuel est primordiale, comme on pouvait l'observer dans l'exposition de Langres qui réunit plus de cinquante toiles commentées dans ses salons. Cette part du visuel n'est pas *moindre dans son théâtre* et ses romans et a contribué à la surprenante fortune actuelle de Diderot à la scène.

Mais comment expliquer que des trois *pièces écrites par lui, seul* un « divertissement », *Est-il bon ? Est-il méchant ?*, trouve la faveur du public d'aujourd'hui, alors que depuis *le Neveu de Rameau* de Pierre Fresnay (1963), *les adaptations* de textes non écrits pour le théâtre se multiplient ? Une dizaine de metteurs en scène de Diderot étaient réunis pour en débattre. Il ressort de *leur témoignage*, comme de tout ce qui s'est dit au cours de la journée de Reims entièrement consacrée aux rapports entre Diderot et le théâtre, que les idées du dramaturge font de celui-ci un fondateur de l'esthétique dramatique moderne, et que si certains opposent les bons romans et dialogues aux deux mauvaises pièces, d'*autres estiment que toute* l'œuvre de Diderot est traversée par une veine théâtrale et une veine romanesque. Ces mauvaises pièces auront peut-être une chance nouvelle. On le saura dès cette année à Aix-en-Provence pour *le Fils naturel*. *Quant au Père de famille*, J. Dautremay ne désespère pas de le représenter un jour.

Le théâtre peut mieux faire connaître Diderot, mais la théâtralisation *rétrospective de son œuvre* ne va pas sans risque : celui de n'intéresser qu'un public déjà bien informé. Au terme d'une belle communication, Jacques Chouillet a suggéré une voie encore inexplorée : les pièces inachevées (comme *le Shérif*), ébauches où le *dramaturge* s'échappe dans un théâtre en liberté.

ROLAND DESNÉ.

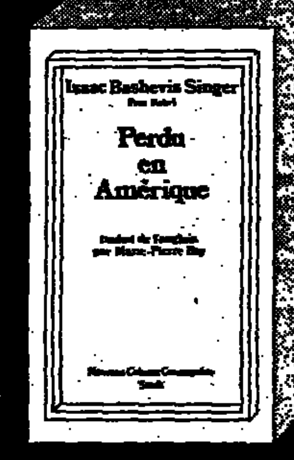
★ **Actes à paraître en 1985. S'adresser à J. Chouillet, 7, route de la Reine, 92100 Boulogne-Billancourt.**

★ **Catalogue de l'exposition « Diderot et la critique de salon », musée du Breuil, 52200 Langres (jusqu'au 16 septembre), 182 pages dont 57 reproductions accompagnées des commentaires de Diderot et d'autres critiques contemporains.**

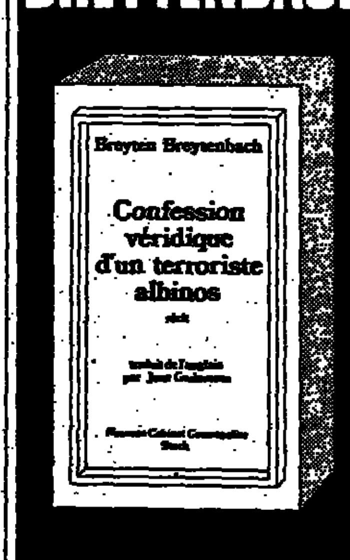
• *PRECISION.* – M. Charles Porset, chargé de recherche au CNRS et membre du Comité national du bicentenaire de Diderot, nous écrit, à propos du colloque franco-soviétique dont Roland Desné a rendu compte dans « le Monde des livres » du 13 juillet : « Ce colloque n'était pas *organisé* par les ministères des relations extérieures et de la culture mais, comme c'est l'usage, ces ministères ont financé les missions. J'en étais l'organisateur et le responsable scientifique sous couvert du Comité national du bicentenaire. J'ajoute que les *Actes* seront publiés en français et en russe et qu'on *peut* s'adresser à *moi* pour toute information les concernant (M. Charles Porset, Centre d'étude des XVII et XVIIe siècles, Université de Paris-Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, 75230 Paris Cedex 05). Enfin, un prochain colloque aura lieu, à Paris, cette fois ; il portera sur la vie et l'œuvre de N. Karamzine (1766-1826). »

les grands noms de la littérature étrangère

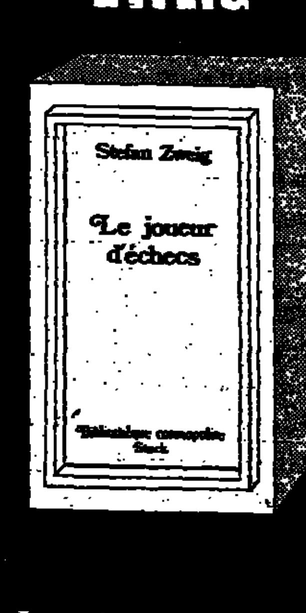
SINGER



BREYTENBACH



ZWEIG



Les Cosmopolites de Stock

هكذا من الأصل

DE L'EMPIRE

Un portrait de la France napoléonienne

● *La dernière œuvre d'Albert Soboul*

LA fameuse formule sur *« l'histoire bataille »* ne s'applique certainement à aucune période mieux qu'aux dix ans tumultueux où, d'Austerlitz à Waterloo, Napoléon ne cessa presque pas un seul jour d'agiter l'Europe. Le marxisme juge la puissance économique d'un Etat toujours très supérieure aux audaces d'un grand capitaine. Sa doctrine se fonde assurément sur des observations sérieuses. Mais elle prépare mal à comprendre ces épopées où un homme en entraîne à lui seul des millions d'autres, dans de folles conquêtes, sans qu'aucune lutte entre les riches et les pauvres, aucun conflit commercial l'y poussent ni l'en empêche vraiment. Redoutable épreuve, donc, pour l'historien marxiste Albert Soboul, mort en 1982, d'avoir à expliquer la France napoléonienne dans la dernière de ses œuvres !

Masses et individus

Sagement, il préfère l'étudier d'abord dans sa vie quotidienne, avec ses traditions, mœurs, intérêts, fort divers d'une catégorie à l'autre, et réussit à en offrir une passionnante description. Si le marxisme attribue trop d'importance aux déterminismes matériels, il démonte aussi leurs engrenages, et développe ainsi chez certains de ses adeptes une mentalité sociologique fort utile à l'élargissement des connaissances, chaque fois qu'elle ne s'enferme pas dans des *a priori*. En quatre parties bien charpentées, soutenues par une documentation solide sur les structures administratives, constitutionnelles, policières et intellectuelles de l'Etat napoléonien, sur les paysans, les citadins salariés et notables, Albert Soboul lance ici le matérialisme dialectique dans de fructueuses recherches.

Dans sa longue, belle et minutieuse enquête, les forces collectives sans visage, les fameuses « masses », l'emportent presque constamment sur les individus, au risque de restreindre le principal à une silhouette sommaire. Le lecteur cherchera donc vainement un portrait quelque peu fouillé de Napoléon. Soboul lui reconnaît de l'*« éclat »*, constate *« sa valeur sur les champs de bataille, ses qualités d'administrateur et d'homme d'Etat »*, son *« intelligence toujours lucide, toujours en éveil, constamment relayée par le sens de l'action »*, mais ne pousse guère plus loin l'examen du tempérament impérial. Une meilleure étude psychologique ne manquerait pas d'utilité pour comprendre le système où, selon l'auteur, *« tout ne reposait que sur un seul homme »*.

Une union sacrée

Conséquent avec ses choix, Soboul explore en revanche jusque dans ses profondeurs la France rurale des débuts du dix-neuvième siècle, dominée par les fameux *« notables »*.

Cette classe dirigeante hybride, née de la Révolution, réunit paradoxalement des jacobins enrichis par l'achat des biens nationaux, la spéculation sur les assignats, et des nobles épargnés par la tourmente. *« Malgré le choc révolutionnaire et les pertes subies, la grande propriété foncière demeura essentiellement aristocratique »*, indique Soboul. A la fin du Directoire, les révolutionnaires nantis redoutent un retour des Bourbons, exactement comme certains ci-devant craignent l'apparition d'un nouveau Robespierre. Leur commun désir de stabilité se satisfait du régime d'ordre né le 18-Brumaire.

Sur la rapide ascension des brasseurs d'affaires, sur ce qu'il nomme *« la mentalité nouvelle de l'entrepreneur capitaliste »*, Soboul accumule des témoignages intéressants à travers le cas exemplaire des Périer, celui de Richard et Lenoir, de quelques autres familles moins connues. Napoléon court en vain de Madrid à Moscou. Soboul s'intéresse à peine à ses cavalcades mais voit *« la révolution bourgeoise »* provisoirement bonapartiste livrer *« les masses populaires urbaines sans défense aux dirigeants des forces nouvelles de l'économie »*.

Pourtant, l'auteur se garde bien de verser dans un esprit manichéen. L'*« infinie diversité des conditions intermédiaires »* entre *« l'artisan-travailleur »* et *« l'artisan-marchand »* amortit, atténue selon lui la lutte des classes dans bien des endroits. L'exploitation des pauvres par les riches existe. Mais Soboul se garde de l'exagérer, en montre les limites et conclut : *« On ne saurait cependant pousser au noir ce tableau de l'existence populaire. »* A travers les rapports des préfets, il découvre même un accroissement du confort, de la consommation, fragile mais réel, dans les milieux modestes, et le dit honnêtement. Avec la même liberté d'esprit, il salue la valeur personnelle de certains entrepreneurs et même la *« compétence éprouvée »* des bureaux sous l'ancienne monarchie.

Au rythme du tambour

Avec la réédition des célèbres *Mémoires* du général Marbot, la France napoléonienne change d'allure et renfourche d'un coup sa légende. Admis en pleine adolescence au 1er régiment de hussards, l'auteur ne quitta l'uniforme qu'après Waterloo, et passa seize ans à guerroyer d'un bout à l'autre de l'Europe. Il tira le sabre ou le pistolet à Iéna, Eylau, Friedland, Saragosse, Essling, Borodino, Leipzig, accumula blessures et souvenirs au cours de ces batailles et de dix autres. La plume énergique, péremptoire, il excelle à raconter ses exploits au rythme du tambour. Le lecteur s'envole souvent avec lui comme dans une charge de cavalerie.

Jean Dutour donne à ce récit palpitant une préface enthousiaste. Ebahi par la bonne santé de Marbot, l'auteur des *Taxis de la Marne* ne met jamais sa parole en doute, même lorsqu'il compare, en largeur, la Bérésina à *« la rue Royale devant le ministère de la marine »*. Notre hussard galégeait parfois et ne possédait pas non plus un sens des proportions très exact. Ainsi qualifie-t-il de *« montagne »* les modestes collines dressées autour de Gelnhausen, entre Francfort et Fulda, dans l'actuelle Allemagne fédérale.

Ses jugements sur les contemporains ne brillent pas non plus à chaque page par la précision. Il reproche ainsi à Napoléon son amitié pour Marmont, *« l'ayant eu pour camarade au collège de Brienne »*. Jean Dutour avale et cautionne cette sentence d'un œil clair. Dans sa monumentale *Table analytique* des personnages du Premier Empire, publiée par les éditions de La Pléiade avec le *Mémorial de Sainte-Hélène*, le savantissime Gérard Walter situait au siège de Toulon la rencontre entre les deux hommes.

Derrière ses gasconnades, Marbot réunit les talents d'un merveilleux conteur. Du haut de son cheval, il traversa dix guerres sans un regard pour le régime de la propriété ou le sort des classes laborieuses. Ses *Mémoires* pleins de verve, de fantaisie, complètent admirablement l'austère travail d'Albert Soboul.

GILBERT COMTE.

★ LA FRANCE NAPOLÉONIENNE, d'Albert Soboul, collection « Les Grandes Civilisations », Arthaud. 480 p., 314,50 F.

★ MÉMOIRES DU GÉNÉRAL BARON DE MARBOT, 2 volumes, 487 et 505 p. Collection « Le Temps retrouvé », Mercure de France, 184 F.

∴

● Signalons aussi COMBATS ET COLÈRES D'UN DRAGON DE L'EMPIRE, par le docteur Michel Bourrier. Cette biographie a été écrite d'après les Mémoires de Charles Gabriel de Salemard de Peyrins (1783-1858) (Éditions Serre, 66, avenue George-V, 06000 Nice. 390 p.).

au fil des lectures

Poésie

L'ascèse de Pierre Torreilles

Une douzaine de recueils depuis 1953 ont permis à Pierre Torreilles d'occuper une place originale dans notre poésie : celle de la perpétuelle redéfinition des rapports entre le réel et ses apparences. *Territoire du prédateur* reste fidèle à cette lutte entre l'élan vers la clarté et l'hésitation à accepter un état donné ou des sens ou de l'esprit.

Jadis plus brusque ou plus péremptoire, son langage s'accompagne aujourd'hui de ce que Paul Valéry appelait des *Charmes* : une certaine magie dans le refus de prendre l'univers tel quel. La musique est là aussi pour atténuer la force des interrogations.

Il appartient à Pierre Torreilles de dire que rien dans la perception n'est simple ni acquis. Le poète est un prédateur qui ne fonce pas sur sa proie mais l'analyse jusqu'à ce qu'elle lui dévoile ses diverses natures. Est-ce le temps ou l'espace qu'il nous faut appréhender ? Le poète affirme que seul le temps prophétique compte : celui de l'incertain et du futur. De même l'espace – ou la clarté – est toujours proche mais il ne se fait pas présent. Nous nous employons à sortir des limbes : il y faut une particulière discipline.

De l'être vient le sens, propose Pierre Torreilles, à condition que l'être ne soit pas saisi de manière à perdre son mystère. Il nous faut aussi nous méfier de la démesure de la raison, et peut-être démanteler la sagesse. On le voit, le possible, le plausible, l'aléatoire *ont ici le pas sur* le certain ou le visible.

Elucider a toujours été l'une des ambitions des poètes ; au contraire, Pierre Torreilles parle de *« choix mortel »*, de *« présence sans issue »* et de *« genèse désapprise »*. Poésie abstraite, difficile, reprenant d'un vers ce qu'elle offre de l'autre ? Sans doute, si on s'en tient à la rigueur de sa pensée. Mais elle chante et enchante, d'exiger inlassablement une ascèse par révélations qui se fuient et images qui se retournent sur elles-mêmes.

ALAIN BOSQUET.

★ TERRITOIRE DU PRÉDATEUR, de Pierre Torreilles, Gallimard, 116 p., 83 F.

Romans

Robert Escarpit et son marin de Gascogne

« Mais qu'est-ce que c'est les états généraux, exactement ?

– Oh ! des histoires avec le roi de Paris. »

Bernard Hazembat et son ami Jantet, onze ans chacun, viennent d'entendre le tocsin et parlent des événements du jour. Nous sommes à Langon et de Paris arrive la Révolution. Ainsi s'ouvre l'histoire d'un marin de Gascogne qui connaît son premier embarquement tandis que la Terreur gronde sur la Gironde.

La première tranche de cette vie séculaire que nous offre Robert Escarpit, le descendant d'Hazembat, couvre douze années et de nombreux milles des côtes de France à la mer des Antilles où l'adolescent retrouve les comités révolutionnaires et découvre Belle, une beauté de Pointe-à-Pitre. Avec elle, il connaîtra l'amour, mais aussi, il aura conscience de l'horreur de la traite des Noirs et des aménagements que le colon prend avec le Ciel et la République. Les voyages n'étant pas sans retour, Belle abandonnée, Hazembat revient à Pouriquète, la promise de Langon. Brèves retrouvailles, dans ce roman comme dans la vie, l'histoire ordonne aux histoires d'amour ; la conscription frappe le fiancé qui reprend la mer, marin de la République.

La Révolution, l'océan, les terres lointaines, les débuts d'une vie. L'entreprise de Robert Escarpit part pleines voiles au vent, mêlant l'aventure et l'amour, les drames universels et les malheurs des individus. Mais c'est un peu plus qu'un roman historique. Le romancier n'oublie pas le journaliste caustique, l'écrivain érudit, voire l'essayiste habile au pamphlet, et cela sans rompre le mouvement de la fresque très animée ; c'est que toutes les facettes de l'auteur apparaissent non par des commentaires, mais par la voix des personnages – et savoureux, les vocabulaires – qui vivent les événements, les jugent, essaient de les infléchir. Conteur et historien, Robert Escarpit ressuscite avec passion un ancêtre bien attachant que nous quittons à l'âge de vingt-trois ans ayant encore sept décennies devant lui ; donc quelques volumes. Tant mieux, et à suivre.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

★ LES VOYAGES D'HAZEMBAT MARIN DE GASCOGNE, de Robert Escarpit, Flammarion, 368 p., 79 F.

Pierre Daix et les secrets du siècle

« Dieu ne sait sûrement pas, et au reste, il s'en fout, comment ce roman sera reçu... J'ai travaillé en ethnologue. » Ainsi dit Renaud qui a entrepris un roman dont le héros sera Sauveur Négronde, un ancien chef de la Résistance en Limousin à qui, en 1942, il a confié une petite juive, Charlotte. La guerre finie, Charlotte baptisée Négronde et redevenue Willmeyer, a été réclamée par un oncle d'Amérique. Sauveur a laissé partir – avec une étrange passivité – celle qu'il a très paternellement élevée. La retrouvant vingt ans plus tard à l'occasion de l'enterrement de Sauveur, Renaud épouse Charlotte qu'on appelle Lottie et qui ne parvient pas à abandonner *« OK »* pour *« d'accord »* – le jour où elle y parviendra, elle sera enfin guérie de sa maladie qui n'est autre que son désir de connaître exactement la personnalité de Sauveur.

Des nombreux *« personnages dont toute ressemblance avec... »* que Pierre Daix fait s'entrecroiser et s'entrechoquer, ces trois sont au centre de l'énigme historico-familiale qui s'éclairera au terme de la reconstitution doublement romanesque, Renaud le narrateur se superposant au romancier Daix ou s'effaçant devant lui.

En nouant et dénouant le mystère de Sauveur le bien nommé que Renaud veut *« rendre »* à Charlotte, Pierre Daix n'a pas seulement écrit la vie d'un *« homme juste et fort »* de son Limousin originel, il a aussi voulu une fresque avec ses grands et petits moments, qu'il s'agisse de la Résistance ou de l'amnistie de 1923 qui permit à son héros – lecteur de Stendhal – de ne faire que deux des dix années de prison de sa condamnation pour actions syndicales. Amours, guerres, clandestinité, politique, littérature... cent ans d'histoire pour un roman qui fait sa part aux goûts et opinions de l'auteur sans négliger l'intrigue romanesque. On retrouve les uns sans surprise, on suit l'autre sans lassitude.

P.-R. L.

★ LA PORTE DU TEMPS, de Pierre Daix, Editions du Seuil, 436 pages, 89 F.

Lettres étrangères

Une larme pour Oscar Wilde

En tout bien tout honneur, Peter Ackroyd, jeune et brillant journaliste britannique, s'est mis dans la peau d'Oscar Wilde pour lui prêter un ultime chant du cygne. On sait qu'après sa sortie de la « geôle de Reading », le poète irlandais passa en France les trois dernières années de sa vie et mourut à Paris, dans un petit hôtel de la rue des Beaux-Arts. Il n'avait que quarante-six ans. Mais brisé par l'épreuve, il n'écrivait plus. Pourtant, il en avait encore long à dire et peut-être, pour une fois, aurait-il choisi la vérité.

Présenté comme un roman, le « testament » que son héritier spirituel a rédigé pour lui force la conviction. Un éternel enfant plaide coupable. D'avoir *« troublé l'ordre de notre Dame la Reine, sa Couronne et sa dignité »*, comme le lui signifia le juge d'Old Bailey ? Non, de ne pas être comme tout le monde, *« d'avoir essayé plusieurs personnalités afin d'adopter celle qui lui ressemblerait le plus »* : un dandy, vêtu à la mode du siècle précédent et qui se promenait un lys à la main, *« un être irremplaçable comme le savon Pears »*, l'ami des duchesses, l'amant des voyous. Le malheur voulut qu'il s'éprît de lord Alfred Douglas, fils du marquis de Queensburry, et *ça*, l'aristocratie ne *lui* pardonna jamais. Elle l'envoya donc en prison coudre des sacs, nettoyer l'échafaud et découvrir un sentiment ignoré jusqu'alors : la pitié.

Libéré, il garda de ce plongeon dans l'abîme une telle nostalgie qu'il sollicita la permission d'y retourner faire retraite. Faute d'obtenir l'autorisation, il franchit le Channel, dans l'espoir d'être recueilli, choyé, consolé, par ceux qui le fêtaient jadis, les Pierre Louys, les Marcel Schwob. Mais il « marquait mal » et Gide lui-même changeait de trottoir à son approche. Seul un obscur petit employé de librairie, Maurice Gilbert, se chargea de lui apporter la soupe, la drogue et le champagne.

Ainsi s'éteignit un pauvre homme, mi-monstre, mi-prince Charmant, qui eut la malchance d'être le contemporain de la reine Victoria. Grâce à l'autobiographie pastiche de Peter Ackroyd, la superstar s'humanise, nous épate toujours, nous touche davantage.

GABRIELLE ROLIN.

★ LE TESTAMENT D'OSCAR WILDE, de Peter Ackroyd, traduit par Georges-Michel Sarotte. Presses de la Renaissance, 246 pages, 89 F.

L'HOMME EST-IL D'ORIGINE ANIMALE OU BIEN D'ORIGINE HUMAINE

...Pour la première fois un essai qui rejette l'acceptation animale de la théorie Darwinienne sur l'origine humaine, et souligne dans des analyses simples et accessibles que ce sont les maux et les problèmes qui se transforment.

Uniquement contre chèque ou mandat-lettre de 129 F à l'ordre de :
HACENE S.A.
2, rue Gaston St-Paul, 75116 Paris

LIVRES ANCIENS
CATALOGUE XVIe SIÈCLE
SUR DEMANDE
Librairie E. DAVAL
13, rue Vaubecour, 69002 LYON
Tél. (7) 837-41-43

COMEDIE-FRANÇAISE
296.10.20
La Comédie-Française dans l'année DIDEROT présente
EST-IL BON ? EST-IL MÉCHANT ?
de Denis DIDEROT
mise en scène Jean DAUTREMAY
4 représentations exceptionnelles
les 20, 25, 27 et 30 à 20 h 30
LOCATION t.l.j. de 11 h à 18 h
PLACES de 16 F à 83 F
COMÉDIE FRANÇAISE 1680

Important Editeur Parisien
recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie essai théatre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.
Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.
Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.
la pensée universelle

LE NOUVEAU COMMERCE
CAHIER 58 - PRINTEMPS 1984
MANES SPERBER l'idée de liberté dans la littérature européenne
(traduit par Marianne Schaub)
ANDRÉ DALMAS
Dialectica
(Jean Paulhan - Evariste Galois)
ALEJANDRA PIZARNIK - LOUIS MASSIGNON
JEANNE HYVRARD
AIGUI - CLAUDE DOURGUIN
et
Vie d'Alde l'Ancien
par A. Aug. RENOUARD
Le plus grand Editeur-Imprimeur de son temps
EN SUPPLÉMENT - INÉDIT
JEAN PAULHAN : Essai d'introduction au projet d'une métrique universelle - Un volume : 58 F t.c.
En librairie 70 F - Abon. 185 F - N.Q.L. 78, bd Saint-Michel, PARIS

À "Apostrophes" le vendredi 20 Juillet
Pierre Boutang
Maurras
La destinée et l'œuvre
"Quel livre excellent ! Sept cents pages denses, méthodiques, éclatantes, qui feront, sinon admettre Maurras, du moins comprendre son œuvre, sa violence polémique, même par ceux qui ne sont pas de son bord !"
PIERRE SIPRIOT "LE FIGARO"
"Qui veut comprendre intimement ce que furent les débats intellectuels de la précédente fin de siècle se doit de dévorer ce livre..."
ALAIN-GÉRARD SLAMA "LE POINT"
"Sept cents pages d'une extravagante densité où, de l'affaire Dreyfus à la "divine surprise", le disciple réanime une œuvre dont les médecins légistes de l'idéologie avaient constaté le décès à la fin de la dernière guerre."
JEAN-PAUL ENTHOVEN "LE NOUVEL OBSERVATEUR"
"...à la fois une biographie, un essai philosophique et un cri du cœur."
GEORGES SUFFERT "LE POINT"
"...la plus riche des biographies intellectuelles consacrées à un homme orchestre curieux et fascinant."
EUGEN WEBER "LA QUINZAINE LITTÉRAIRE"
Plon

Le Monde

culture

MUSIQUE

LA GRANDE PARADE DE NICE

Dans les jardins de Cimiez

Sarah Vaughan avec un consistant retard sur l'horaire allait chanter dans les jardins de Cimiez. On était prêt à tout : à l'une de ces prestations énergumènes, à l'un de ces happenings mystiques où dérape parfois la musique populaire américaine. On se souvient encore d'Aretha Franklin, interrompant un récital de pure soul music au Palais des sports pour lire avec son fiancé une scène de Cyrano de Bergerac. On n'oubliera pas non plus l'orchestre de Woody Herman au grand complet (Montreux, 1974), smoking blanc et gardénia à la boutonnière, chantant gaillardement le Tantum Ergo en latin, à la mémoire de Duke Ellington. Récemment, Sarah Vaughan a donné un récital sur des textes de Karol Woyjtyla, le pape. Allait-elle récidiver à Nice ?

Non, par la grâce du ciel, Sarah Vaughan a choisi de délivrer son répertoire le plus profane. Avec cette gouaille et cette insolence rieuse qui est la part virulente de son génie. La voix est intacte, dans l'émotion comme dans l'ironie et dans ses sautes de registre. Sarah Vaughan proteste en chantant contre les flashes des photographes, ces agaçantes lucioles, contre des nuées d'insectes qui voltigent autour d'elle, contre cet arbre qui trône juste devant la scène. Elle le fait en improvisant des paroles supplémentaires. Elle en rajoute. Son art de la scène s'accommode certainement mieux d'atmosphères plus intimes et d'audiences plus complices, mais le succès est total. Sans restes et sans bavures, comme celui de Tania Maria dans l'Arène, même si le public moins professionnel qu'à Montreux ne suit que cahin-caha les improvisations où elle le lance.

Au long de la « Grande Parade », chanteurs et musiciens se succèdent sur trois scènes simultanées et pour prévenir les frustrations sont reprogrammés deux ou trois jours de suite. C'est la formule : c'est une formule. En se débrouillant bien, on peut d'ailleurs trouver un point, juste entre le poste de secours et la crêperie, d'où l'on entend les trois concerts en même temps. C'est bien le seul effet de modernité que se permet la « Grande Parade ».

Pour le reste, le ton est à la promenade, au pique-nique et à la réunion familiale. On picore de stand en stand des petits sandwiches de musique. A certains égards, le Festival semble vaguement destiné à un public aussi exigeant que cette dame qui demandait au marchand de disques : « *Je voudrais un disque de jazz qui ne fasse pas trop jazz : c'est pour quelqu'un qui n'aime pas le jazz* ».

C'est que la formule de Nice ne permet pas des nuances excessives. Elle est avant tout plaisante. Ce qui n'a rien d'un défaut, mais qui n'est pas forcément une qualité. A cause de toute cette rumeur, de cette légèreté d'écoute flottante, tout un chacun sur scène est contraint de jouer en force. L'affaire réussit bien aux habitués du coin, les ténors que l'on retrouve d'année en année avec le même solide répertoire : Illinois Jacquet, Buddy Tate et Arnett Cobb sur ses béquilles. Les contraintes deviennent source de liberté pour des groupes à forte énergie, comme ce quartette de Daniel Humair avec François Jeanneau et Marc Ducret, aussi prometteur à la guitare que Laurent Fignon dans la montagne. Mais des pianistes aussi sensibles que John Lewis ou Dave Brubeck y perdent carrément en subtilité.

∴

D'une façon générale, enfin, le son perdu dans la pinède ne saurait être d'une extrême sophistication. Ce qui n'atteint pas trop Magic Slim, Maxim Saury ou les Haricots toujours Rouges qu'on croirait dessinés par Sempé, mais ce qui limite naturellement les ambitions du lieu.

Nice entretient, au moins pour sa Parade annuelle qu'organise George Wein, après le Festival de New-York, des qualités plus douces. Son aimable invitation à la musique ne dissuade ni les hésitants ni les timides que les concerts effraient généralement. Chacun se dessine un parcours autonome, comme un programme à la carte où les points de restauration finissent par compter presque autant que les podiums. Quand à ceux que rien ne décourage, même pas l'indolence officielle de l'endroit, ils trouvent encore le moyen de disputer, au sens philosophique du terme, du son des saxophones, de la vitalité du jazz et des courants actuels du genre.

David Sanborn, cette année, est un beau sujet de débat. Echappé des studios new-yorkais où l'on se laissait conduire il y a sept ou huit ans pour l'entendre (comme Mike Brecker), très remarqué chez Gil Evans, le saxophoniste alto au son très coupant fait actuellement beaucoup parler de lui. Ses disques, parfois guimauve, parfois « musique pour autoroutes californiennes », avec toujours cette pointe, le son qui attire l'attention, se vendent bien. Ils débordent largement le public du jazz, et ce succès soudain ne va pas sans l'étonner. Mais quand les grands requins de studio, habitués aux atmosphères confinées et au seul jugement de leurs pairs, descendent sur scène en clignat des yeux, l'effet est impressionnant. D'une certaine façon, à cause de l'anonymat et de l'accent purement mis sur une perfection professionnelle sans projet, le studio les protège. Sans qu'on connaisse son nom, David Sanborn a joué pour tous les groupes de tous les styles, jusqu'au dernier disque des Rolling Stones qui avait déjà chois Sonny Rollins. Sur scène, il faut s'exposer et proposer une vraie musique.

C'est ce que fait Sanborn cet été avec un cortège très « funk », où les guitaristes ne lésinent pas sur la gesticulation et l'exubérance affichées. Oublions un instant les critères convenus : le résultat est plutôt spectaculaire et pas si insignifiant. Plus que le son, David Sanborn est en train de développer, sur des motifs encore plats, une belle invention harmonique. Si l'on sait encore que les saxophonistes, aujourd'hui, se refilent en douce des partitions de Mike Brecker, on se fera une idée des tendances. On peut toujours la relativiser dans un moment qui ne compte pas tant de fortes personnalités, en prêtant attention à un personnage très effacé, d'allure très convenable et discrète, le saxophoniste qui « tourne » sur toutes les scènes de l'été avec Jay Jay Johnson : Harold Land.

FRANCIS MARMANDE.

FESTIVALS

A AIX-EN-PROVENCE

Le « Barbier » et le « Messie »

Après la *Finta giardiniera*, de Mozart, on tombe de haut. Ce *Barbier de Séville*, de Rossini, aux semelles de plomb, laid à regarder, banal musicalement, est un ratage inexplicable pour le Festival d'Aix-en-Provence et pour le metteur en scène napolitain Roberto de Simone, qui était pourtant précédé d'une flatteuse réputation.

Les décors déjà nous avaient mis en garde, fenêtres grillagées et arcades couleur de beurre rance avec des rideaux framboise. Mais les costumes étaient pis : Figaro en toréador rouge-sang, Almaviva en maréchal d'Empire à bicorne napoléonien, et la malheureuse Rosine comme un pot à tabac dans une robe de bonniche endimanchée, exposant une poitrine débordante. Et la mise en scène ne vaut pas mieux avec ses farces grasses inventées à grand frais à partir de procédés éculés où les effets sont écrasés. Comme si ce n'était pas assez, on a droit encore à une multiplication par quatre de Figaro, Basile et Rosine, douze Figaro qui galopent dans les couloirs et les escaliers pour amuser le tapis.

Du moins pourrait-on se contenter d'écouter sans voir, mais ce n'est guère plus satisfaisant : le Nouvel Orchestre philharmonique si aérien et poétique dans Mozart paraît gris et plat sous la baguette, précise mais sèche de Gian-Luigi Gelmetti, dépourvu de saveur. Lucia Valentini-Terrani, malade, est remplacée par la Polonaise Ewa Podles qui chante correctement le rôle acrobatique de Rosine, mais manque vraiment de charme, de jeunesse et de gaieté. Le Figaro de Mikaël Melbye est lourd, de qualité commune et ses vocalises sont heurtées et pas très justes. Robert Gambill ferait un Almaviva possible, malgré une voix assez monocorde, s'il n'était d'une raideur de soldat de plomb, incapable de simuler la moindre ivresse.

Seules consolations, l'énorme Bartolo de Jules Bastin, léger et gai comme Bibendum, et surtout José Van Dam qui fait un fameux numéro dans l'air de la calomnie et donne à ses camarades une leçon de phrasé et d'art de la scène, fût-ce dans la bouffonnerie la plus démesurée, acteur trop fin pour n'avoir pas tiré son épingle du jeu.

Le Festival d'Aix nous procurait heureusement d'autres joies, et d'abord le *Messie* de Haendel, dirigé par John-Eliott Gardiner avec ses brillants partenaires des English Baroque solists et du Chœur Monteverdi. L'exécution cependant pouvait surprendre par son extrême rigueur ceux qui ont dans l'oreille les grands déploiements pompeux de la tradition, surtout dans l'air sec du Théâtre de l'Archevêché où l'on ne retrouve pas la réverbération flatteuse des églises. Un de nos confrères italiens, partition à la main, manifesta une vive agitation toute la soirée et murmura à la fin en français : « *Quel désastre !* ».

Le parfum et le sourire

Nous étions loin en effet de l'Italie avec cette interprétation d'un prodigieux dépouillement, dépourvue de toute graisse, mais qui faisait sailir la moindre nuance du texte : la joie, la douleur, la colère, l'immense compassion, l'espérance, le drame, tout cela nous frappait au visage. Les chanteurs et solistes regardaient le public droit dans les yeux avec une vérité directe, forte et contagieuse. C'était la Bible contemplée à livre ouvert dans la verdeur de la Parole, lue par le peuple à la lettre.

Cette expression ramassée, d'une énergie et d'une expressivité formidables, jaillit des gestes perpétuellement sous tension de Gardiner, où le modulé baroque vise au plus simple, à l'authenticité absolue, sans rien concéder à l'effet gratuit. La robuste et radieuse Judith Nelson, la contralto Catherine Denley, habit et voix d'ange, le haute-contre Michaël Chance, le ténor Wynford Evans au sourire ineffable, et John Tomlinson, terrible basse, porteur des décrets sans réplique du dieu des armées, tous ces solistes et le chœur d'une richesse exceptionnelle ont gravé en nous les grandioses mystères, les fortes certitudes de la foi que Haendel avait réunis en bloc pour chanter la gloire de Dieu avec un réalisme dramatique, un lyrisme soufflant en tempête, une tendresse bouleversante, une énergie indomptable, jusqu'à cette vision ultime de l'apocalypse où toutes les voix s'enchevêtrent en un *Amen* rugueux d'une extrême densité, sans aucune gloriole, car « *la gloire est à Dieu seul* ».

Ne quittons pas Aix sans mentionner les délicieux concerts de l'après-midi dans le cloître Saint-Sauveur au milieu des lauriers-roses, tel ce récital de clavecin où Scott Ross a entrelacé malicieusement des *Sonates* de Scarlatti avec des *Suites* de Haendel dans le mêmes tonalités comme pour donner à celles-ci un grain de fantaisie, le parfum et le sourire qui manquent parfois dans leurs brillants jeux contrapuntiques quelque peu abstraits. Mais sous les doigts de ce merveilleux artiste américain, toute cette musique est ciselée comme une coupe d'or fin, remplie de chansons, de danses piaffantes et de rêves lumineux.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Trois opéras seront donnés l'an prochain au Festival d'Aix : *les Noces de Figaro, Ariana à Naxos* et *Orfeo* de Monteverdi dirigé par Michel Corboz, qui fera l'objet d'un film réalisé par Claude Goretta et d'un disque produits par Erato avec le concours d'Antenne 2, Canal-Plus et la Société suisse de radiodiffusion.

Centres dramatiques nationaux

DES PRÉCISIONS DE M. ABIRACHED

Le metteur en scène Youri Lioubimov, ancien directeur du théâtre de la Taganka à Moscou, a été pressenti pour prendre la direction du théâtre de Bobigny, a confirmé mardi en Avignon, M. Robert Abirached, directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture. Toutefois, a précisé M. Abirached, cette nomination « *ne pourra être rendue officielle qu'au terme des négociations* » qui se poursuivent entre les intéressés.

En revanche, M. Abirached a opposé un démenti formel à la nomination de René Gonzalès dans un des deux centres dramatiques nationaux de Lyon ou de Nice (*le Monde* du 17 juillet). Le contrat de Jacques Weber se poursuit normalement au théâtre du Huitième à Lyon et aucune décision n'a été prise pour le moment au sujet de Nice, a-t-il précisé.

■ PROLONGATION. — Le grand ensemble de ballet de Budapest, qui se produit à Bobino depuis le 3 juillet, prolongera ses représentations jusqu'au 29 juillet. Les représentations devaient à l'origine s'interrompre le 22 juillet.

■ ECOLE D'ART LYRIQUE DE PARIS. — Le jury de l'Ecole d'art lyrique de Paris a retenu six jeunes chanteurs âgés de vingt-huit à trente-deux ans, au terme d'un concours qui opposait cent quarante candidats. Hubert François (baryton), Antoine Garcin (baryton-basse), Gwennelle Le Gallic (mezzo-soprano), Joëlle Prygoski (soprano), Danielle Streiff (soprano) et Edith Venesco (soprano) rejoindront à la rentrée les quatorze étudiants qui suivent déjà des cours à l'Ecole d'art lyrique que dirige Michel Sénéchal.

■ MORT DE ROBERT VRINAT. — Le critique d'art Robert Vrinat, est mort le mardi 10 juillet. Il était âgé de soixante et onze ans. Vice-président du syndicat de la presse artistique française, Robert Vrinat avait collaboré à de nombreux journaux parmi lesquels *le Figaro* et *les Nouvelles littéraires*.

■ VITEZ RESTE A CHAILLOT. — Le *Journal officiel* publie, mardi, le décret portant nomination d'Antoine Vitez comme directeur du Théâtre national de Chaillot (TNC), à compter du 1er juillet, pour une nouvelle période de trois ans. C'est le second mandat d'Antoine Vitez à la tête de Chaillot, dont la saison 1984-1985 sera, notamment, consacrée au théâtre musical et à la célébration du centenaire de la mort de Victor Hugo.

CINÉMA

« LA CONDITION DE L'HOMME », de Masaki Kobayashi

Morale d'une épopée japonaise

Un critique littéraire qui inviterait ses lecteurs à se pencher sur la réédition d'un ouvrage excellent et particulièrement long n'éprouverait pas le besoin d'assortir sa recommandation d'un préambule prudent ou d'un mode d'emploi. Avec le cinéma, il en va autrement. *La Condition de l'homme* dure neuf heures et quarante minutes. On est obligé d'annoncer la durée avant la couleur, car il s'agit là d'un record difficilement envisageable.

Il convient donc avant toute chose de préciser que l'on sort du film de Masaki Kobayashi très heureux, un peu chancelant, l'œil fixe, et disposé à rêver en cinémascope et en japonais. On a la double satisfaction d'avoir assisté à une superbe entreprise et de l'avoir, sans effort, suivie jusqu'au bout. Etant entendu que des pauses sont aménagées entre chacune des trois parties de l'œuvre, projetée pour la première fois en continuité dans une salle parisienne. Une aventure que l'on n'est pas près de voir se renouveler.

Kobayashi a vingt-six ans, et il travaille depuis huit mois comme assistant-réalisateur au sein de la grande compagnie Shohiku, quand il part pour la guerre, en 1942. En avril, il est en Mandchourie. Deux ans plus tard, il est transféré dans les îles Ryukyu, et c'est là qu'il assiste à *la fin des combats*. Puis il se retrouve prisonnier à Okinawa, et ce n'est qu'en novembre 1946 qu'il rejoint le Japon, et son travail. Presque toute son œuvre à venir, marquée aussi par l'occidentalisation du Japon, va être puisée là, dans l'expérience et l'observation de l'horreur.

Entre-temps, Kurosawa et Kinoshita (son maître et ami) sont devenus réalisateurs. Kobayashi, lui, attendra 1952 pour signer son premier film, et il ne sera guère prolifique. Présenté par ses biographes comme un perfectionniste, cet historien d'art assorti d'un moraliste va être un des quatre grands cinéastes japonais des années 50. Mais dans les années 70, qui se soucie encore du cinéma « engagé » de Kobayashi ? Il se voit refuser de nombreux projets (1). Les traumatismes de la guerre et l'occupation américaine *sont loin* ; la génération des années 60, Oshima en tête, est passée par-là et a rejeté le « *sentiment de victimisation* » des aînés et de la vieille gauche en général, pour prôner le règne de l'individu.

Individualiste, Kobayashi l'est. Ses fims racontent la négation de l'homme et de ses émotions, par la féodalité (*Hara-Kiri*, 1962, *Rébellion*, 1967) et par la guerre (*la Pièce aux murs épais*, 1953, *Rivière noire*, 1957, *la Condition de l'homme*, 1959-1961, *Pavane pour un homme épuisé*, 1968). Mais cet humanisme-là, même si Kobayashi s'éloigne plus tard de la critique sociale pour s'attacher à des combats plus introspectifs (*Kaseki*, 1975, film sur le cancer), est toujours, souligne Oshima, en lutte *contre* quelque chose et, à ce titre, relève encore d'une forme de soumission.

Noël Burch, dans *Pour un observateur lointain* (2), détache bien sûr Kurosawa au sein du cinéma japonais d'après-guerre, et voit en Ichikawa l'auteur qui a su le mieux utiliser les techniques de narration occidentales. Mais il traite durement ce qui nous intéresse ici : « *L'œuvre peut-être la plus vigoureusement exemplaire de l'adoption des codes de Hollywood par le cinéma japonais progressiste*, écrit-il, *est bien celle, monumentale, de Masaki Kobayashi*, la Condition de l'homme. » Et d'indiquer plus loin : « *Le film est un assemblage presque caricatural des clichés qui, dans le cinéma occidental, ont si longtemps servi à déterminer la production de sens.* »

Le héros, Kaji, interprété par Tatsuya Nakadai, qui sera souvent le porte-parole à l'écran de Kobayashi, est bien un personnage d'épopée cinématographique, dont l'auteur s'attache à construire la psychologie. Suffisamment spectaculaire pour captiver l'attention d'un public international, à la fois réaliste et constamment accompagné de dialogues didactiques, le film est cependant d'une fascinante étrangeté.

Les limites du réformisme

Kaji est bien ce contre quoi Oshima a vitupéré : une victime masochiste qui, dans la première partie, décourage toute envie d'identification chez le spectateur d'aujourd'hui. Jeune, intellectuel libéral, envoyé comme chef du personnel dans une mine de Mandchourie, il s'interpose entre la cruauté des contremaîtres et les Chinois, prisonniers ou non, que l'on traite en esclaves. Mal vu de ses pairs, rejeté par les Chinois patriotes, tiré à droite par l'amour de son épouse et à gauche par sa conscience, Kaji illustre à merveille ce que l'on aurait appelé naguère les limites du réformisme.

Désespérément isolé, Kaji sera quand même récompensé. Il choisit définitivement son camp — celui des humiliés — en intervenant au cours d'une exécution capitale. Il découvre alors, et pour toujours, ce que veut dire, pour l'humanité, le mot solidarité.

Kaji a payé cher ce geste qui accorde sa morale et ses actes. Le voici (seconde partie) sur les traces de Kobayashi, en service militaire, ce à quoi il avait échappé. L'intellectuel est devenu un soldat aguerri. Sa force de caractère — et l'amour de sa femme — le protègent. Minutieusement, Kobayashi décrit maintenant une autre forme d'esclavage, celle qui sévit dans l'armée japonaise. A la folie disciplinaire, broyant les plus faibles, s'acharnant sur l'individu, Kaji peut d'autant mieux s'opposer qu'il est un élément exemplaire. Comme dans la mine, mais avec plus d'intelligence, donc d'efficacité, Kaji s'emploie à démontrer qu'en traitant les gens humainement, on obtient d'eux de meilleurs résultats qu'en les martyrisant. Après avoir connu un repos aussi doux que bref dans un hôpital, après avoir maîtrisé l'art de se situer entre le marteau et l'enclume, il va se battre contre les Russes, affronter la mort — celle des autres, — continuer de s'interroger sur sa propre monstruosité et survivre, après l'apocalypse des champs de bataille.

Troisième partie (la plus belle). Sans renoncer à secourir son prochain, Kaji ne pense plus qu'au bonheur, à l'amour. Mourir serait une défaite, et il marche vers son épouse, au sens propre comme au sens figuré. Le Japon est vaincu, Kaji et quelques compagnons, loin de leur pays, sont livrés à leur seule volonté de s'en sortir. Tout cela pour devenir prisonniers des Russes. Kaji, qui a croisé deux communistes dans sa vie de soldat, va alors se faire traiter de fasciste japonais...

Son périple est ainsi un parcours initiatique jalonné de sévices, d'histoires atroces, d'espoirs et de rencontres fugitifs. Evitant au maximum les procédés romanesques, Kobayashi a une manière radicale de faire comprendre comment la société, en proie à ses pires démons, s'arrange pour saccager les vies humaines : il lui suffit de créer un personnage, de lui accorder une personnalité, une sensibilité, pour le liquider presque aussitôt, violemment, simplement.

Kaji l'humaniste termina la course seul. Pour savoir ce qu'il advint de son indomptable courage, il faut vite se rendre à l'Olympic et se laisser emporter par le film fleuve.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Olympic, 14e.

(1) Parmi les projets que Kobayashi n'a pu réaliser : une quatrième partie pour *la Condition de l'homme*, qui aurait traité des procès des crimes de guerre.

(2) *Pour un observateur lointain* : « Forme et signification dans le cinéma japonais ». Livre indispensable, paru en France en 1982. Ed. *Cahiers du cinéma*, Gallimard.

EXPOSITIONS

Manuscrits lorrains

Un cadre historique à la hauteur des pièces présentées : plus de 110 livres manuscrits et 40 parchemins d'origine lorraine datés du VIIIe au XVIe siècle, sont exposés dans la chapelle des Cordeliers qui jouxte le musée lorrain de Nancy. Michel Parisse, professeur d'histoire médiévale à l'université de Nancy, a réalisé cette exposition d'envergure, en collaboration avec M. Hubert Collin, directeur départemental des archives. « *Le grand public ne connaît les manuscrits*, disent-ils, *que par des reproductions ou des photos. Leur étude demeure réservée à certains initiés qui, en raison des impératifs de conservation, ne les font sortir des bibliothèques que pour les besoins de leurs recherches* ».

L'exposition est d'une ampleur rare puisque certains de ces documents lorrains ont été prêtés par les bibliothèques du British Museum, de Cambridge, d'Oxford et Linkoping (Suède), de Munich, de Berlin, de Madrid, d'Amsterdam et de l'évêché de Trève. Au cours des siècles, en effet, nombre de manuscrits ont quitté la France. Ils n'ont pu être resitués, pour la plupart, qu'à la suite de minutieuses investigations menées par des chercheurs lorrains.

J.-L. B.

★ Chapelle des Cordeliers à Nancy, jusqu'au 29 juillet, sauf le lundi.

GIACOMETTI AU CHATEAU DE TANLAY

Sur les chemins de la création

Près de Tonnerre, le château de Tanlay abrite dans ses communs un nouveau centre d'art contemporain. A vrai dire c'est l'ancien centre du château d'Ancy-le-Franc qui a émigré à quelques kilomètres de là. C'est toujours l'association Yonne et Tourisme, présidée par Jean-Pierre Soisson, qui le patronne. Et c'est toujours Louis Delédicq qui l'anime. L'organisateur des expositions « Les chemins de la création », naguère prestigieuses, ne perd pas au change une fois maints obstacles surmontés. Les appuis conjugués du conseil général de l'Yonne, du conseil régional de Bourgogne, de la Caisse des monuments historiques et du ministère de la culture en sont venus à bout.

Tanlay, que son propriétaire, le comte de La Chauvinière, a mis généreusement à sa disposition, est un admirable château de la Renaissance au long passé historique qui mérite lui-même une visite, autant pour son architecture que pour ses collections. Une double exposition vient, pour tout l'été, en compléter l'intérêt. Les locaux, fort bien aménagés, sont assez vastes en effet pour accueillir, sur deux niveaux séparés, un ensemble copieux des œuvres sur papier d'Alberto Giacometti et les plus belles pièces que Louis Delédicq a pu à nouveau récupérer des manifestations antérieures.

L'art graphique de Giacometti ne doit bien sûr pas faire oublier son génie de sculpteur. Mais c'est l'occasion unique d'englober d'un coup d'œil le rassemblement temporaire d'œuvres dispersées un peu partout, dessins, gravures, lithographies, voire huiles sur papier — *Homme qui marche, Femme debout* — où l'étirement expressionniste des formes, en leurs traits essentiels, préfigure des plâtres à venir. Quant aux dessins, ce ne sont pas en général des « dessins de sculpteur », mais la fixation spontanée de personnages saisis sur le vif, d'objets, natures mortes ou paysages scrupuleusement reproduits d'après nature.

Giacometti ne croyait qu'au visible. Mais quelle projection dans l'absolu de données périssables par des mains puissantes habituées à malaxer la matière ! Quelle émotion transfigure en eux-mêmes les êtres chers ! La mère de l'artiste, son frère Diego, le très fidèle — à qui d'ailleurs est dédiée l'exposition, — deux portraits de Pierre Loeb, dont l'un au moins, celui de l'homme à la pipe, est proche de la perfection. Et de pénétrants autoportraits. On découvre d'autres dessins très rares, marqués de l'influence cubiste avec les corps découpés en volumes, et un de l'aventure surréaliste plein d'humour. Toutes les périodes d'une extraordinaire trajectoire sont présentes au rendez-vous, y compris la fameuse série de lithos de *Paris sans fin*. Cinquante-six numéros au catalogue...

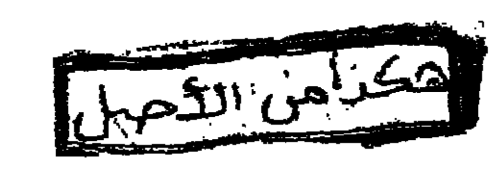
Il n'en fallait pas moins pour fêter la résurrection des jours de gloire d'Ancy-le-Franc dont les « Chemins de la création » passant par la Bourgogne avaient peu à peu, de 1965 à 1981, drainé un public grandissant.

En faut-il rappeler les principales étapes ? L'hommage à André Alvard, les dessins de peintres, dessins de sculpteurs, dessins d'écrivains, Estève, le pastel, formes rituelles... On ne va pas, ici, faire l'énumération interminable de tous les revenants au pays du chablis, du pathétique autoportrait d'Antonin Artaud au sublime paysage (dessiné au crayon) de Balthus, au portrait de Duchamp par Bellmer, à *Capitale de la douleur*, de Benrath, au crâne de Fernandez...

Citons au hasard Chaissac, Fred Deux (autoportrait), Dodeigne (fusain), Dubuffet, Kupka, Marfaing, Maryan, Mason, Michaux (encres de Chine), Nevelson, Penalba, Requichot, Geer Van Velde, etc., et un dessin de Victor Hugo, ainsi que l'empreinte de la main gauche d'André Breton et seize pièces rarissimes d'art primitif...

Un vrai musée vient de naître, ne serait-ce qu'une saison, un « musée à la campagne » dans un lieu idéal, entouré de grands arbres et d'eaux vives.

JEAN-MARIE DUNOYER.



هكذا من الأصل

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Soirée Stravinski.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Misanthrope.

Les autres salles

ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53), 20 h 30 : le Malentendu.

ATELIER (606-49-24), 21 h : le Neveu de Rameau, 18 h 30 : Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu.

CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-48-65), 20 h 30 : Zod, zod, zod...iaque.

CHAPITEAU-PELOUSE DE REUILLY (296-87-86), 21 h : Dialogues des Carmélites.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.

DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : l'Ascenseur ; 21 h 30 : Festival Courteline.

ÉDOUARD VII (742-57-49), 20 h 30 : Treize à table.

ELDORADO (208-13-50), 20 h 30 : L'Arlésienne.

ESPACE GAITÉ (241-84-05), 20 h 30 : la Mouche et le Pantin.

ESSAION (278-46-42), I, 18 h 30 : Nuit et jour. – II, 20 h 30 : Vie et mort de P. P. Pasolini ; 22 h 15 : Rimbophélie.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 21 h : Chacun pour moi.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 20 h 15 : Six Heures au plus tard ; 22 h 30 : Hiroshima, mon amour. II. 18 h 30 : la Voix humaine ; 20 h 15 : Journal intime de Sally Mara. – Petite salle, 22 h 30 : Duo Cobra.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Œufs de l'autruche.

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Pataxis et patatras.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.

MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : Exercices de style.

ŒUVRE (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.

POCHE (548-92-97), 20 h : Gertrude morte cet après-midi. II. 21 h : le Plaisir de l'amour.

RENAISSANCE (208-18-50), 20 h 45 : le Vison voyageur.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.

STUDIO BERTRAND (783-99-16), 20 h : l'Échelle des vertus ; l'Arbre de mademoiselle d'Escarbasse.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), I. 20 h 30 : l'Écume des jours.

TEMPLIERS (303-76-49), 20 h 30 : Offertes à tous en tout mignonnes.

THÉÂTRE A.-BOURVIL (373-47-84), 20 h 45 : la Revanche de Nana ; 21 h 45 : Y'en a marr...ez vous.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 45 : le Bluffeur.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 21 h : Laissez chanter les clowns ; 22 h 15 : le Président.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Odd numbers.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh=MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Tambours et gros Léon ; 22 h 15 : l'Omelette aux pingouins.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II. 20 h 15 : Imprévu pour un privé ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

DIX-HEURES (606-07-48), 22 h 30 : Coup de folie sur les assiettes en faïence.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention ! belles-mères-méchantes.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 21 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent.

SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93), 20 h 15 : J. Villeret ; 22 h 15 : Panique à Orly.

VIEILLE GRILLE (707-60-93), 22 h : Métamorphoses d'une mélodie.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.

Le music-hall

LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h : A. Tome.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : Frénésie des mers du Sud.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h : Le feu à la tête.

Opérettes

POTINIÈRE (266-44-16), 20 h 30 : le Roi Cerf.

Les concerts

Eglise Saint-Louis en l'Ile, 18 h 30 et 21 h : Le concert spirituel (Bach, Rebel, Corelli).

Kiosque du Jardin du Luxembourg, 15 h : The Fredericksburg Singers (Janequin, Copland, Bernstein...).

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHERE (331-90-76), 20 h 30 : B. Koenig's Band.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Whopee Makers, B. Lecroart.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), à 22 h : P. Blain.

FORUM (297-53-47), à 21 h : 6th Continent.

NEW MORNING (523-51-41), 18, 19 h : Koino Nia.

PETIT-JOURNAL (326-28-59), 21 h : Cl. Bolling Trio.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : International Jazz Quintet.

PHIL'ONE (776-44-26), 22 h 30 : Apartheid not.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : S. Guérault, B. Vasseur.

Les festivals

BUNUEL AU MEXIQUE : Marais, 4e (278-47-86) ; la Vie d'Archibald de la Cruz ; Don Quintin l'Amer ; le Grand Noceur.

MARX BROTHERS : Action Ecoles, 5e (327-72-07), Explorateurs en folie.

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE LA RKO (v.o.) : Olympic Petite salle, 14e (545-35-38), Sylvia Scarlett. ;

HITCHCOCK : Action rive gauche, 5e (329-44-40) (v.o.), les Oiseaux ; Studio Bertrand, 7e (783-64-66) (v.o.) : Soupçons ; Mr. and Mrs Smith ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) (v.o.) : Jeune et innocent.

MARILYN FOR EVER (v.o.), 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Certains l'aiment chaud.

LES POLARS DE L'ÉTÉ (v.o.), Action Lafayette, 9e (329-79-89), Fury.

PROMOTION DU CINÉMA : Studio 28, 18e (606-36-07), le Dernier Testament.

ERIC ROHMER, ÉLOGE A LA RIGUEUR : Denfert, 14e (321-41-01), la Collectionneuse ; la Carrière de Suzanne ; la Femme de l'aviateur.

TRUFFAUT-DOINEL : Logos, 5e (354-42-34), Baisers volés.

LE PARI DEPARDON : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19), Reporters ; San Clemente ; Faits divers ; Numéro zéro.

WOODY ALLEN (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Intérieurs.

BERNADETTE LAFONT, VAGABONDAGES : Studio 43, 43, rue du Fg-Montmartre (770-63-40) : 18 h : Zig Zag ; 20 h : la Maman et la Putain ; 22 h : les Bonnes Femmes.

CYCLE FANTASTIQUE ET SCIENCE-FICTION (v.o., v.f.) : Cosmos 6e (544-28-80), 16 h : Rapport sur le cosmonaute Pirks ; 18 h : Aelita ; 20 h : la Nébuleuse Andromède ; 22 h : la Musique (c.m.) ; Vyj.

En région parisienne

Etampes, conservatoire municipal, (494-85-23), à 21 h : B. Eidi.

Festival estival de Paris

(549-14-83)

Eglise Saint-Merri, 20 h 30 : Ensemble intercontemporain, dir. : M. Schonwandt (Ballif, Weber, Schoenberg).

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

JEUDI 19 JUILLET

15 h, Hommage à G. Morlay : les Grands, de F. Gandera et R. Bibal ; 19 h, Aspects du cinéma japonais - K. Kinoshita : Comme une fleur des champs ; 21 h, la Chanson du souvenir, de C. Vidor.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h, The Squawman, de Cecil B. de Mille ; 17 h, Panorama du cinéma japonais : Une page folle, de T. Kinugasa ; 19 h, Zombies of Mora Tau, de E.-L. Cahn.

Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LES ANNÉES DÉCLIC (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LES ARAIGNÉES (All.) : Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Balzac, 8e (561-10-60).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (h. sp.), 14e (321-41-01).

BOUNTY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BREAK STREET 84 (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93).

BUSH MAMA (A., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

CANNON BALL II (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (326-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA CLÉ (**) (It., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

LA CONDITION DE L'HOMME (Jap., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

CONTRE TOUTE ATTENTE (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LA DÉESSE (Indien, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

DENT POUR DENT (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82).

EMMANUELLE IV (**) Maxéville, 9e (770-72-86).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04).

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Jeudi 19 juillet

LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

FOOTLOOSE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

FORBIDDEN ZONE (A., v.o.) : Studio Galande (h. sp.), 5e (354-72-71).

FORT SAGANNE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02).

LA FRANCE INTERDITE (**) (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

FRAULEIN S.S. (It., v.f.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

L'HOMME A FEMMES (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18). V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

LADY LIBERTINE (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

LIQUID SKY (A., v.o.) (**) : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LOOKER (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

LES FILMS NOUVEAUX

LES BRANCHÉS DU BAHUT, film américain de Robert Butler ; v.o. : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LE CHEVALIER DU MONDE PERDU (*), film américain de David Worth ; v.o. : Gaumont Ambassade, 8e (359-36-14) ; v.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-83) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LES EXTERMINATEURS DE L'AN 3000, film italien de Jules Harrison ; v.o. : George V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Images, 18e (522-47-94).

HERCULE, film américain de Lewis Coates ; v.o. : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

NEW-YORK 2 HEURES DU MATIN (*), film américain de Abel Ferrara ; v.o. : Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

XTRO (*) : film américain de Harry Bromley Davenport ; v.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; La Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-48-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

MARIA CHAPDELAINE (canadien) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

MES CHERS AMIS No 2 (It., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; St-Ambroise, 11e (700-89-16).

MISSISSIPPI BLUES (franco-américain) : La Pagode, 7e (705-12-15).

LES MOISSONS DU PRINTEMPS (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

LE MYSTÈRE SILKWOOD (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

NEW YORK NIGHTS (A., v.f.) (**) : Cinévog, 14e (320-68-69).

NOTRE HISTOIRE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

PARIS VU PAR... (20 ans après) (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

PERMANENT VACATION (A., v.o.) : Movies (h. sp.), 1er (260-43-99).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA PIRATE (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

QUARTETTO BASILEUS (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles, L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).

TANK (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

TONNERRE (A. v.f.) : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-37) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

TOOTSIE (A., v.o. et v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso, 17e (380-03-11).

UNDER FIRE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Boulevards, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (331-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

VENDREDI 13, LE CHAPITRE FINAL (*) (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

VIVA LA VIE (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Biarritz, 8e (722-69-23).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Athéna (h. sp.), 12e (343-00-65) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso (h. sp.), 17e (380-03-11).

YENTL (A.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12), UGC Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria 1er (508-94-14) ; Denfert, 14e (321-41-01).

AMBRE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325 78-37).

AMERICA AMERICA (A., v.o.) : Refle Quartier Latin, 5e (326-84-65).

ANTONIO DAS MORTES (Brés., v.o.) République Cinéma, 11e (805-51-33).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17 (622-44-21).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (533-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71). – V.f. : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

BLANCHE-NEIGE (A. v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

BLOW UP (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Am., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CORRESPONDANT-17 (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

DELIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

DE L'OR EN BARRES (Ang., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES DIAMANTS SONT ÉTERNELS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V. f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.o.) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

EL (Mex., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (236-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).

L'ENIGME DE GASPARD HAUSER (All., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

L'ÉTRANGER (It.) : Logos I, 5e (354-42-34).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – Murat, 16e (651-99-75) ; V.F. : Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

FAME (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02). – V. f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Calypso (H. sp.) 17e (380-30-11).

LE FAUX COUPABLE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

FENÊTRE SUR COUR (A., v.o.) : Reflets Quartier Latin, 5e (326-84-65).

LA FILLE DE RYAN (Angl., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V. F. : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Lumière, 9e (246-49-07).

FITZCARRALDO (All., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

FREAKS (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).

FURYO (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LES GUERRIERS DE LA NUIT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UCG Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46).

HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA HYÈNE INTRÉPIDE (A., v.f.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79), – V.f. : Français, 9e (770-33-88).

MANHATTAN (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).

RAMBO (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

RASHOMON (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68).

RUSTY JAMES (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).

SALUT L'AMI, ADIEU LE TRESOR, (A., v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LES SEPT SAMOURAIS (Jap., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

SEX O CLOCK USA (A., v.f.) (**) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

SOIF DU MAL (A., v.o.) : Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; Lincoln, 8e (359-36-14).

SUEURS FROIDES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

SUPERMAN I, II, III (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27).

THE ROSE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14).

THE SERVANT (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch) (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

TRAQUENARD (A., v.o.) : Mac Mahon, 17e (380-24-81).

LES 39 MARCHES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LES TROIS LANCIERS DU BENGALE (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

UN AMOUR EN ALLEMAGNE (All., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).

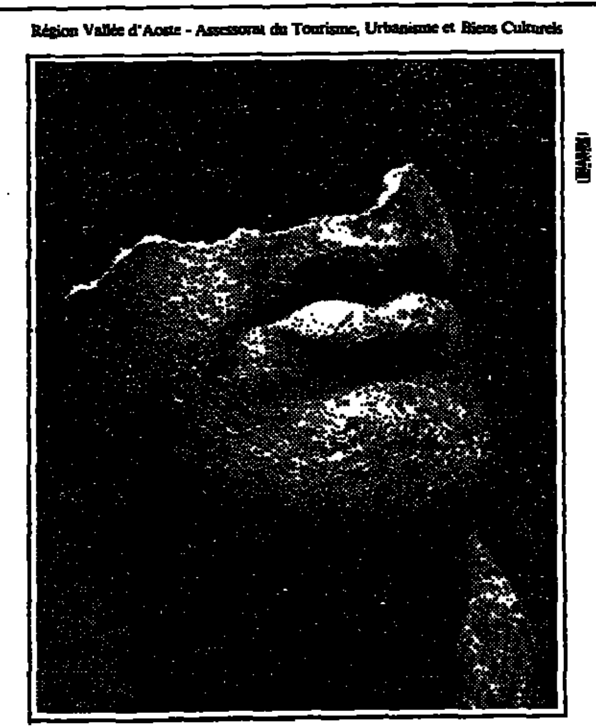
LES VITELLONI (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Champs-Elysées, 8e (720-76-23).

L'ENSEMBLE INSTRUMENTAL DE PICARDIE
Direction : Alexandre MYRAT
Recrute sur concours le 27 septembre 1984
1 ALTO et 1 VIOLONCELLE en 1re catégorie
Date limite de dépôt des candidatures : 23 septembre 1984.
Prise de fonction : 1er octobre 1984.
Renseignements :
ENSEMBLE INSTRUMENTAL DE PICARDIE
M.C.A. – B.P. 0631
80006 AMIENS CEDEX – Tél. : (22) 92-15-84.

Région Vallée d'Aoste - Assessorat du Tourisme, Urbanisme et Biens Culturels



ARCHÉOLOGIE
EN VALLÉE D'AOSTE
EXPOSITION PERMANENTE
Saint-Pierre Château Sarriod de la Tour
ouverture : 1er mai-15 octobre

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 19 juillet

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Passeport pour la forme : Foca (Turquie).
Emission de C. Barma et A. Knapen.
En Turquie, avec quelques grands sportifs français : Jean-Pierre Rives, Sophie Berger (karaté), Michel Bevreur (cascadeur)..., quelques chanteurs : Valérie Mairesse..., quelques comédiens : François Duval...

21 h 35 Téléfilm : l'Espagnol.
D'après le roman de Bernard Clavel. Adapt. B. Clavel et J. Prat, avec J.-C. Rolland, D. Davray, L. Corne... 1re partie (redif.).
1939 : deux républicains espagnols sortis de la guerre d'Espagne sont engagés comme ouvriers dans un petit village du Jura. Leur adaptation dans un monde dur qui cache les débuts de la seconde guerre mondiale. Une œuvre de télévision tout à fait remarquable.

23 h 10 Journal.

23 h 25 Vivre en poésie : l'Enfant et le Poète.
Emission de J.-P. Rosnay.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Télévisions du monde : Meurtre à bon comte.
Soirée de la télévision ouest-allemande.
Téléfilm de la ZDF-RFA, d'après une nouvelle d'Oscar Wilde, réal. R. Gregan.
Un comte, des comtesses, des créanciers, un château et l'enterrement d'un grand oncle richissime. Une série de machinations.

22 h 5 Cirque : Zirkus-Zirkus.
Une séquence spécialement conçue pour les petits et les grands dans la célèbre série de la chaine allemande ZDF, « Zirkus-Zirkus » : la famille Weiser et ses chimpanzés ; les Spindlers et leurs éléphants ; Jurgen Harendt et ses tigres ; Uwe Schwichtenberg et son âne ; le Cherifienne Truppe, des acrobates ; Los Erminios, des jongleurs ; Petra au trapèze ; Berolinas le manège motos ; The New French et The Great Folcos, les clowns.

22 h 35 Rock-pop : Santana.
Entre le rock latin et le jazz, torride toujours, un des plus grands groupes de rock, qui est passé récemment au parc de Sceaux, avec Bob Dylan, devant plusieurs dizaines de milliers de personnes !

23 h 5 Journal.

23 h 25 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Téléfilm : les Insomnies de Monsieur Plude.
De F. Kneler et J. Dasque, avec J. Dufilho, H. Vallier, P. Maguelon...
Un petit village de Haute-Provence autour d'une histoire de clocher. Une cloche qui sonne trop fort, des habitants muets, des intrigues politiques...

22 h 5 Journal.

22 h 25 Parole de régions.
FR 3 Aquitaine : le Pays basque.

22 h 35 Prélude à la nuit.
Symphonie Salzbourg KV 136, *de W. A. Mozart, interprétée par l'Orchestre des solistes de Berlin.*

FRANCE-CULTURE

20 h 30 « Kyra Kyralina », de Panaït Istrati (2e partie). Avec S. Joubert, E. Legrand, N. Nerval...

22 h 30 Nuits magnétiques : Saint Domingue.

FRANCE-MUSIQUE

F.M. A AIX-EN-PROVENCE

20 h Musiques à danser.

21 h 30 Concert (donné à l'Opéra de Nice le 18 juillet 1984) : *Ouverture en ré*, de Nunes-Garcia ; *Concerto pour piano*, de Nobre ; *Variations élémentaires*, de Krieger ; *Batuque*, de Lorenzo Fernandez ; *Choros n° 6*, de Villa-Lobos, par l'Orchestre philharmonique de Nice, dir. M. Nobre, sol. M.L. Corker, piano.

23 h 30 Les soirées de France-Musique.

Vendredi 20 juillet

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 TF 1 Vision plus.

11 h 58 Quarante ans déjà.

12 h Bonjour, bon appétit.
Petit pâté de crabe à la vapeur.

12 h 30 Cocktail maison.

12 h 40 Météo d'été.

13 h Journal.

13 h 30 Série : la conquête de l'Ouest.

15 h 20 Santé sans nuages.
Nouvelles de la santé ; le sport et la santé ; médecine du Mexique et du Moyen-Orient ; la flore intestinale ; les margarines.

16 h 30 Croque-vacances.
Dessins animés, variétés, infos-magazine, feuilleton.

18 h Dessin animé : Dog father.

18 h 10 Votre auto a cent ans.
Le code de la route.

18 h 30 Tour de France cycliste.

19 h 20 Histoire sans paroles.

19 h 40 Tour de France (résumé).

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Claude François.
Emission de M. et G. Carpentier.
Des extraits des plus illustres émissions de télévision consacrées à l'idole de la jeunesse des années 70. Cloclo avec Mireille Mathieu, Michel Sardou ou Gilbert Bécaud...

21 h 40 Ce jour-là : la classe 1925.
Réal. M. Schindler et Y. Dalain.
Le service militaire en Suisse. Un voyage au Palais des expositions, à Genève, avec la classe de l'année 1925. Fanfares, sac à poils, mousquetons...

22 h 40 Temps X.
Emission d'I. et G. Bogdanoff. La quatrième dimension.

23 h 10 Journal.

23 h 25 Les tympans fêlés.
Scorpion, Judas Priest, Iron Maiden.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.

12 h Journal.

12 h 10 Série : Les globe-trotters.

12 h 30 Cyclisme : Tour de France.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Série : Des agents très spéciaux.
Le rôle d'une berceuse.

14 h 25 Aujourd'hui la vie.
France secrète : Mercantour et alentours.

15 h 25 Sport été.
Basket-ball : *finale du championnat universitaire des* Etats-Unis ; Athlétisme, championnat de France des jeunes.

18 h Récré A 2.
Superbug : clip Téléchat.

18 h 30 C'est la vie.
Sites, musées, vacances insolites.

18 h 50 Jeu : *Des chiffres et des lettres*.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 35 Série : Machinations.
De J.-P. Pétrolacci, réal. B. Gantillon, avec T. Karyo, R. Vogler, D. Chalem...
Marc et Charlotte tentent de retrouver Meyer à Londres. Pendant ce temps, Anna et Rinaldi livrent aux comparses de Meyer les photocopies de leurs travaux...



21 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème « Personnages contestés », sont invités : Jean-Marie Apostolidès (les Métamorphoses de Tintin), *Pierre Boutang* (Maurras, la destinée et l'œuvre), *Jean-Philippe Domecq* (Robespierre, derniers temps), *Jean Elleinstein* (Staline).

22 h 50 Journal.

23 h Ciné-été : le Mois le plus beau
Film français de G. Blanc (1967), avec G. Géret, M. Galabru, M. Baptiste, Y. Rénier, J. Bouise, M. Noël.
En mai 1940, dans un petit village à l'écart de la guerre une querelle de famille opposant le maire et un charpentier irascible. Mais la guerre se rapproche et l'armée vient construire un pont, pour raisons stratégiques. Film populiste, réalisé par un ancien assistant d'Yves Robert. Etude de mœurs, notations humoristiques, excellente et pittoresque interprétation.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 3 Jeu littéraire : Les mots en tête.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Fête de la musique à Lyon.

19 h 55 Dessin animé : l'Inspecteur Gadget.

20 h 5 Les jeux.

20 h 35 Vendredi : Au-delà de la guerre... Tchad, printemps 84.
Magazine d'information d'André Campana.
L'organisation Médecins sans frontières dans une des régions les plus pauvres d'Afrique, théâtre d'une guerre qui ruine l'économie. Au Tchad, le reportage d'Ange Casta traite des premiers contacts de deux infirmiers africains avec l'ordinateur.

21 h 30 Série : Mazarin.
de Pierre Moinot avec F. Périer, M. Sarcey, S. Bouy... (Rediffusion.)
La vie de l'illustre Giulio Mazarini, alias Mazarin, maître dans l'art de gouverner. Un Machiavel.

22 h 25 Journal.

22 h 45 Parole de régions.
FR 3 Aquitaine : carbone, carbone.

22 h 55 Prélude à la nuit.
Poème et barcarolle d'Henri Vieuxtemps, interprétés par Jeanine Vieuxtemps, pianiste.

FRANCE-CULTURE

7 h Réveils en d'autres lieux.

8 h Les chemins de la connaissance.

8 h 50 Échec au hasard.

9 h 5 Matinée du temps présent : l'entreprise comme nouvelle culture.

10 h 30 Le texte et la marge : *Biographie de Suzanne Valadon*, avec Jeanne Champion.

10 h 50 Musique : Quelques singularités des opéras de Mozart (« Don Giovanni » : plaidoyer pour don Ottavio) [*et à 14 h 50 : Un air écarté de « Cosi fan tutte »*].

12 h 5 Agora.

12 h 45 Panorama.

13 h 32 On commence... : A Avignon.

14 h 10 Un livre, des voix : « Une enfance pour la vie », de Paul Guth.

16 h 3 Radio Canada : La philosophie existe-t-elle au Québec ?

16 h 33 Les rencontres de Robinson, avec Maryse Condé.

18 h 30 Bonnes nouvelles, grands comédiens : les yeux de la panthère, d'Ambrose Bierce, lu par Danièle Lebrun.

19 h 30 *Les grandes avenues de la science moderne* : la sexualité.

20 h Les enjeux internationaux.

20 h 30 Aphrodite la grande déesse, par M.-H. Fraissé. Avec J. Karageorghis, A. Hermary et J.-J. Walter.

21 h 30 Avignon.

22 h En direct d'Avignon : le cycle du roi Arthur, récit chanté, réal. : B. de la Salle, musique : J.-P. Auboux. Avec S. Boulanger, M. Hindenoch, E. Marchand, P. Mesuret, A. Patrix, A. Quoniam.

5 h 30 L'aube comme un vent magique.

FRANCE-MUSIQUE

2 h Les nuits de France-Musique.

7 h 10 Actualité du disque compact.

9 h 5 Méditerranées : *Un Italien* à *Madrid* ; œuvres de Boccherini, Scarlatti, Mozart.

12 h Concert (en direct du cloître Saint-Sauveur) : musique traditionnelle indienne.

13 h 5 Le jazz au Sud.

14 h Chasses aux trésors : la RFA ; œuvres de Bach, Debussy, Böhm, Busoni, Bartok, Adorno.

17 h L'imprévu.

18 h Une heure avec... Paul Esswood et Lawrence Skrobacs : œuvres de Mozart, Schumann.

20 h Avant-concert.

20 h 15 Concert (en direct de Baden) : Messe n° 13 en si bémol majeur « de la Création », Messe n° 12 en si bémol majeur *Theresienmesse*, de Haydn, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. K. Kord.

22 h 15 Les soirées de France-Musique (en direct du « Hot Brass ») : Nuit du jazz.

INFORMATIONS

MÉTÉOROLOGIE

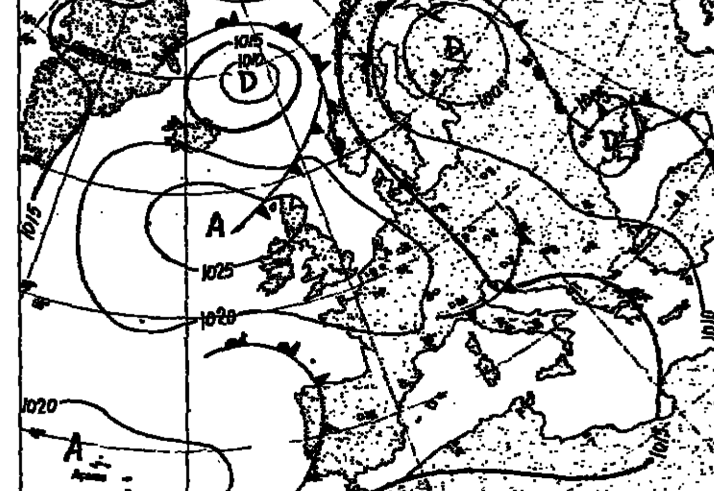
SITUATION LE 19-07-84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 20-07-84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 20 JUILLET A 0 HEURE (GMT)



Evolution du temps en France entre le jeudi 19 juillet à 0 heure et le vendredi 20 juillet à 24 heures.

L'anticyclone centré à l'ouest des îles Britanniques dirige une dorsale vers la France ; notre pays est ainsi protégé des perturbations qui circulent sur l'Europe centrale.

Vendredi, le beau temps clair à peu nuageux prédominera dès le matin sur la plupart des régions ; des brumes ou nuages bas seront toutefois observés du Nord à la Lorraine et aux Alpes.

Au cours de la journées, le temps sera chaud et ensoleillé malgré quelques passages nuageux temporaires sur les régions de l'Est, des Vosges au Jura et aux Alpes ; le soir, quelques nuages élevés apparaîtront près de côtes atlantiques.

Les températures, en hausse, seront voisines de 13 degrés à 17 degrés en début de journée (18 degrés à 22 degrés près de la Méditerranée) ; l'après-midi, elles atteindront 22 degrés à 25 degrés sur les régions du Nord-Est, 28 degrés à 32 degrés de l'Atlantique à la Méditerranée, 23 degrés à 28 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 19 juillet à 8 heures, de 1 022,1 millibars, soit 766,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 juillet ; le second le minimum de la nuit du 18 au 19 juillet) : Ajaccio, 26 et 12 degrés ; Biarritz, 27 et 15 ; Bordeaux, 28 et 13 ; Bourges, 25 et 13 ; Brest, 23 et 13 ; Caen, 24 et 12 ; Cherbourg, 21 et 12 ; Clermont-Ferrand, 23 et 8 ; Dijon, 22 et 11 ; Grenoble-St-M.-H., 27 et 11 ; Grenoble-St-Geoirs, 24 et 8 ; Lille, 20 et 13 ; Lyon, 24 et 10 ; Marseille-Marignane, 29 et 15 ; Nancy, 22 et 11 ; Nantes, 26 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 17 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 24 et 15 ; Pau, 28 et 12 ; Perpignan, 26 et 15 ; Rennes, 26 et 12 ; Strasbourg, 22 et 12 ; Tours, 25 et 11 ; Toulouse, 28 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 17 ; Amsterdam, 20 et 13 ; Athènes, 31 et 21 ; Berlin, 19 et 14 ; Bonn, 19 et 13 ; Bruxelles, 21 et 12 ; Le Caire, 37 et 21 ; îles Canaries, 33 et 25 ; Copenhague, 23 et 14 ; Dakar, 29 et 24 ; Djerba, 27 et 18 ; Genève, 25 et 9 ; Istanbul, 27 et 21 ; Jérusalem, 30 et 21 ; Lisbonne, 23 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Luxembourg, 18 et 13 ; Madrid, 34 et 15 ; Moscou, 28 et 19 ; Nairobi, 26 et 13 ; New-York, 25 et 21 ; Palma-de-Majorque, 29 et 15 ; Rio-de-Janeiro, 28 (maxi) ; Rome, 29 et 14 ; Stockholm, 18 et 15 ; Tozeur, 35 et 22 ; Tunis, 30 et 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 19 juillet :

UNE LOI

● Portant modification de l'ordonnance du 2 novembre 1945 et du code du travail et relative aux étrangers séjournant en France et aux titres uniques de séjour et de travail.

DES DECRETS

● Relatif à la réglementation de la garantie du titre des matières et ouvrages en platine, en or et en argent.

● Relatif au Conseil national de l'information statistique et portant application de la loi du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique.

● Portant attribution d'une indemnité forfaitaire et spéciale à certains élèves de l'Ecole nationale d'administration.

● Relatif aux conditions d'ouverture du droit des assurés sociaux aux prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès et modifiant le décret du 25 mars 1980.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

Finales et numéros	Les sommes à payer sont indiquées tout cumuls compris pour un billet entier
0	Tous les billets terminés par 0 gagnent 100 F dans toutes les séries
2	Tous les billets terminés par 2 gagnent 100 F dans toutes les séries
79	Tous les billets terminés par 79 gagnent 400 F dans toutes les séries Tous les billets terminés par 97 gagnent 200 F dans toutes les séries

Finale	Numéros gagnants dans toutes les séries										Sommes gagnées (F.)
643	0346	1346	2346	3346	4346	5346	6346	7346	8346	9346	400
	0364	1364	2364	3364	4364	5364	6364	7364	8364	9364	400
	0436	1436	2436	3436	4436	5436	6436	7436	8436	9436	400
	0463	1463	2463	3463	4463	5463	6463	7463	8463	9463	400
	0634	1634	2634	3634	4634	5634	6634	7634	8634	9634	400
	0643	1643	2643	3643	4643	5643	6643	7643	8643	9643	4 000

Finale	Numéros gagnants	Sommes gagnées Série 06	Sommes gagnées Autres séries	Numéros gagnants	Sommes gagnées Série 06	Sommes gagnées Autres séries
7789	7789	1 505 000 F.	15 500 F.	8779	10 400 F.	1 400 F.
	7798	10 000	1 000	8797	10 200	1 200
	7879	10 400	1 400	8977	10 000	1 000
	7897	10 200	1 200	9778	10 000	1 000
	7978	10 000	1 000	9787	10 000	1 000
	7987	10 000	1 000	9877	10 000	1 000

Finale	Numéros gagnants	Sommes gagnées Série 18	Sommes gagnées Autres séries	Numéros gagnants	Sommes gagnées Série 18	Sommes gagnées Autres séries
9835	3589	10 000 F.	1 000 F.	8359	10 000 F.	1 000 F.
	3598	10 000	1 000	8395	10 000	1 000
	3859	10 000	1 000	8539	10 000	1 000
	3895	10 000	1 000	8593	10 000	1 000
	3958	10 000	1 000	8935	10 000	1 000
	3985	10 000	1 000	8953	10 000	1 000
	5389	10 000	1 000	9358	10 000	1 000
	5398	10 000	1 000	9385	10 000	1 000
	5839	10 000	1 000	9538	10 000	1 000
	5893	10 000	1 000	9583	10 000	1 000
	5938	10 000	1 000	9835	4 000 000	40 000
	5983	10 000	1 000	9853	10 000	1 000

84 **ARLEQUIN** TIRAGE DU 18 JUILLET 1984 53e

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES (F.)
1	581	500
	611	500
	2 331	2 000
	28 631	10 000
	75 421	10 000
2	32	200
	03 522	10 000
	23 792	10 000
	57 912	10 000
3	3	100
	03	300
	033	800
	1 893	2 100
	2 173	2 100
	7 303	2 300
	79 523	10 100
	074 843	1 000 100
4	044	500
	674	500
	914	500
	00 154	10 000
5	585	500
	65 675	10 000
6	6	100
	846	600
	996	600
	0 096	2 100
	1 226	2 100
	1 346	2 100
	2 516	2 100
	69 066	10 100
	137 716	4 000 100
7	57	200
	67	200
	557	700
	567	700
	877	500
	3 967	2 200
8	778	500
	918	500
	64 078	10 000
9	969	500
	2 839	2 000
0	10	200
	200	900
	320	500
	570	500
	660	500
	670	500

LOTO
N° 29
TIRAGE DU MERCREDI 18 JUILLET 1984

1 – 6 – 17 – 24 – 40 – 46 – NUMERO COMPLEMENTAIRE : 30

POUR LES TIRAGES DES MERCREDI 25 ET SAMEDI 28 JUILLET VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI

84 **Tranche du Vendredi 13** TIRAGE DU MERCREDI 18 JUILLET 1984 52e

هكذا من الأصل

« SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3757

HORIZONTALEMENT

I. N'est reconnu que s'il est civil. Une infection qui peut atteindre des majeurs – II. Pleines de vertus. Se fait parfois traiter de punaise. – III. Où il y a un vice. Monte souvent à la tête. Partie de manille, par exemple. – IV. Colère. Kéramos fut le successeur de Lysimaque. Ville de Norvège. – V. Conjonction. Surnom pour Jacob. Dix, à l'étranger. – VI. Portait les armes. Une des Cyclades. Qualifie une très grande voie. – VII. Endroit où l'on voit le jour. Les Odes triomphales de Pindare. – VIII. Tient bien la bouteille. Ont une attitude audacieuse. – IX. Un homme qui a généralement beaucoup de livres. Est déjà mort quand il devient à la mode. Plus près de trois que de quatre. – X. Retient la mine. Qui a donc compati. Certaines apportent un soutien. – XI. Lit tout bas. Fin de bail. Etendu après avoir séché. – XII. Au début furent de vraies saucisses. Cri pour accueillir un dieu. – XIII. Une bonne pomme. Il va, il court, mais ne vole pas. Qui a donc trop attendu. – XIV. La Terre dans la mythologie scandinave. Rendre comme un ventre affamé. – XV. Qui ne brille donc plus. Sur la Bresle. Ville de l'Orne.

VERTICALEMENT

1. Plus on reste allongé et plus elle devient grasse. Si on la bat, c'est pour la faire circuler. – 2. Des champs, ils sont généralement cultivés. Se rendra. Quand il est pourri, il y a beaucoup de morceaux. – 3. Peut devenir fou quand il y a de gros éclats. Qui n'est pas fait pour le plaisir. – 4. Baie du Japon. Blanche quand il y a du carbure. La fin de six jours. – 5. Exige une stérilisation totale. Celle de la République ne dura pas longtemps. – 6. A les talons dans l'estomac. Ne compte pas. – 7. La moitié de rien. Lieu de repos. Sont plus sympathiques quand elles sont ouvertes. – 8. Qui a peut-être été brutalisé. Nom qu'on peut donner à l'univers. – 9. Fut influencé par Fra Angelico. Dans l'alternative. – 10. Circulaient à Rome. N'ont pas besoin d'avoir beaucoup d'étoffe quand on leur demande de faire des doublures. – 11. Grand quand on a été touché. On y voit parfois du sang. Cri pour obtenir un autre morceau. – 12. Une certaine somme. Utile pour faire des projets. Aujourd'hui, a plus d'amateurs que le boulot. – 13. On n'y trouve que des cailloux. Intervient dans le calcul d'un quotient. Comme un fruit sur lequel il y a des mouches. – 14. Nom qu'on peut donner à une vraie patate. Mis en boule. – 15. Changé par une infirmière. Pour certains est bonne comme la romaine.

Solution du problème n° 3756

Horizontalement

I. Cardinaux. – II. Océanaute. – III. Natte. – IV. Furax. Omo. – V. Ili. Nid. – VI. Déb'. Reine. – VII. Usagé. – VIII. Tuber. – IX. Caillé. Mi. – X. Ecole. Gué. – XI. Nysse.

Verticalement

1. Confidences. – 2. Acaule. Ac. – 3. Rétribution. – 4. Data. Sully. – 5. Inexorables. – 6. Na ! Egée. – 7. Aumônier. Ge. – 8. Ut. Min. Mu. – 9. Xérodermies.

GUY BROUTY.

SPORTS

LA DIX-NEUVIÈME ÉTAPE DU TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Sur les jantes

Coureur intermittent mais efficace en montagne, l'Espagnol Angel Arroyo a remporté, mercredi 18 juillet, la dix-neuvième étape (La Plagne-Morzine) en s'échappant dans le col de Joux-Plane, à 20 kilomètres de l'arrivée. Laurent Fignon conserve le maillot jaune avec 8 mn 39 s d'avance sur Hinault, qui a réussi à rétablir le contact après avoir été distancé une nouvelle fois. Jean-René Bernaudeau, souffrant d'une infection broncho-pulmonaire, et Delgado, victime d'une chute, ont abandonné.

Morzine. – Trop c'est trop. La *multiplication des difficultés* peut avoir des effets contraires au but recherché. Nous venons de le vérifier une fois de plus : les coureurs du Tour, qui, pour la plupart, atteignent le point de rupture, ont escamoté les trois premiers obstacles de la grande étape alpestre pour *n'engager le combat que sur* les pentes du col de Joux-Plane, surplombant Morzine.

Ainsi, on a vu un routier-sprinter non grimpeur, Francis Castaing, franchir en tête la longue rampe du Cormet de Roselend (même ses plus ardents supporters n'en reviendront pas), puis le peloton atteindre le sommet du col des Saisies dans le village de Belgado, et celui des Aravis dans la roue de Millar.

De notre envoyé spécial

C'était prévisible : Laurent Fignon n'avait pas intérêt à durcir une course *qu'il peut se permettre de* contrôler, et ses adversaires n'avaient manifestement ni l'intention ni les moyens de le provoquer. Le résultat, on le connaît : premier, Arroyo, *qui effectua seul les 5 der*niers kilomètres de l'ascension de Joux-Plane et qui augmenta son avance dans *la descente. Inscrit au* départ sur la liste des favoris, ou du moins des outsiders, l'Espagnol n'est plus considéré aujourd'hui comme un concurrent dangereux, puisqu'il occupe la septième place au classement général, à 17 mn 58 s de Fignon.

Il a cependant joué un bon tour aux coureurs de l'équipe Renault en neutralisant l'offensive de Greg Lemond. L'Américain vise un *succès d'étape et convoite* la deuxième place à Paris. Dans cette optique, il envisageait *de se déta*cher en fin de parcours. Arroyo lui a brutalement coupé l'herbe sous le pied. Son exploit et son principal mérite, en l'occurrence, furent de saboter le projet de Cyrille Guimard, auquel tout avait réussi jusqu'à présent. Simple péripétie, sans doute, mais qui ne manque pas de saveur dans une épreuve où Fignon et ses hommes font la loi.

Quant à Bernard Hinault, il a fléchi, comme la veille, sans affolement, et sans connaître d'alerte véritablement sérieuse. Du reste, il a su tirer profit d'une course au rythme uniforme – tous les obstacles ont été escaladés au train – et il a comblé en descente le temps qu'il avait perdu en montée : 1 mn 30 s, tout au plus.

Paradoxalement, l'étape eût été plus nerveuse et, par conséquent, plus sélective si elle n'avait comporté que deux cols au lieu de cinq. *Le tracé du Tour de France exige un* meilleur équilibre entre les Pyrénées et les Alpes.

JACQUES AUGENDRE.

PROPOS D'UN SUIVEUR

Les petites reines

De notre envoyé spécial

Morzine. – Depuis les coups d'éclat de Laurent Fignon à *L'Alpe-d'Huez puis à La Plagne, il* paraît que le Tour de France masculin s'assoupit et que ses suiveurs et ses chantres se sentent un peu démobilisés et en mal d'inspiration. Voilà une bonne occasion pour se rappeler qu'il y a aussi et toujours un Tour *féminin et qu'il se taille jour* après jour un joli succès. Son maillot jaune, depuis que la montagne est à son rendez-vous, s'appelle Martin.

Mary Nanne Martin est une Américaine de bonne humeur et de belle santé. Dans le Vercors, *le 13 juillet, elle avait déjà mon*tré que les routes pentues étaient à sa convenance. Entre La Chapelle-en-Vercors, haut lieu des maquis de 1944, et Grenoble, elle avait affiché une allégresse pétulante qui annonçait ses ambitions. A La Plagne, au *bout de 32 kilomètres qui par*taient de Moutiers, elle arrivait première encore à ce sommet de première catégorie. Le lendemain, de Scionzier à Morzine, elle se paya le luxe de franchir en tête le col de Joux-Plane, qui n'est pas une amusette.

Mais la particularité de cette épreuve féminine, c'est la vaillance qu'y affichent toutes ses participantes. Elles étaient trente-six au départ. Au soir de la quinzième étape, elles demeurent trente-cinq en lice. La seule contrainte à l'abandon le fut à *cause d'une chute et d'une frac*ture de la clavicule. Une sur trente-six après quinze étapes, c'est mieux, en pourcentage, que quarante-quatre abandons sur cent soixante-dix concurrents du côté des hommes.

Il est vrai que le public ne les connaît pas. *Il n'y a pas, pour* elles, ces pancartes qui encouragent les autres : *« Bravo Fignon ! », « Merci Hinault ! ».* Elles ne lisent pas encore sur le goudron, entre les prés fleuris, leurs noms inscrits en lettres blanches. La foule, ravie de ce *supplément au programme, ne* peut que crier : *« Allez les filles ! ».* L'ambition de toutes, c'est de terminer sur les Champs-Elysées, et elles y mettent un cœur immense.

L'effort gracieux

C'est vrai, comme le dit Richard Mariller, directeur *adjoint, délégué de l'épreuve,* qu'elles ne courent pas du tout comme les garçons. Elles n'ont cure des tactiques compliquées. Elles foncent individuellement, se *relaient, repartent et ainsi de* suite. En s'échinant sans disgrâce sur des rampes à 10 %, elles confirment qu'elles sont des sportives à part entière, que, *pour l'endurance* et la récupération, elles valent et peut-être même dépassent les hommes. *Les règlements internationaux* exigent, actuellement, qu'elles n'accomplissent pas plus de 75 kilomètres par jour. Elles voudraient, par leur démonstration *actuelle, prouver que* ces règlements sont désuets, qu'elles sont capables d'en abattre chaque jour une centaine.

Si ce premier Tour féminin, qui coûtera à l'organisation du Tour *de France 1 800 000 francs, car* chez les amateurs il n'y a pas de « sponsors » tient les promesses qu'il annonce, ce sera un bon argument pour convaincre la Fédération internationale des amateurs cyclistes, *qui se mon*trait sceptique sinon *réticente.* Ce sera aussi le moyen d'allécher l'URSS et les pays de l'Est pour les années à venir puisque, au *dernier moment, ceux-ci ont* déclaré forfait. On peut aussi gager que, d'ici peu, les foules sauront reconnaître, *sur la route* de juillet, Mary Nanne Martin, l'Américaine, Judith Painter, la Britannique, Valérie Simonet, Chantal Broca, les Françaises, Helen Hage, la Hollandaise, même si c'est là, pour toutes, le cadet de leurs soucis.

J.-M. THÉOLLEYRE.

LES RÉSULTATS

Dix-neuvième étape

LA PLAGNE - MORZINE (186 km)

1. Arroyo (Esp.), les 186 km en 6 h 16 mn 25 s (moyenne 29,647 km/h) ; 2. Kelly (Irl.), 6 h 17 mn 39 s ; 3. Anderson (Aust.) ; 4. Hinault (Fr.) ; 5. Fignon (Fr.) ; 6. Simon (Fr.) ; 7. Munoz (Esp.) ; 8. Lemond (E-U), même temps ; 9. Millar (G-B), 6 h 17 mn 46 s ; 10. Winnen (P-B), 6 h 17 mn 48 s.

Classement général. – 1. Fignon (Fr.), *91 h 55 mn 20 s* ; 2. Hinault (Fr.), à 8 mn 39 s ; 3. Lemond (E-U), à 9 mn 52 s ; 4. Millar (G-B), à 10 mn 16 s ; 5. Simon (Fr.), à *15 mn* 45 s ; 6. Kelly (Irl.), à 16 mn 21 s ; 7. Arroyo (Esp.), à 16 mn 58 s ; 8. Delgado (Esp.), à *17 mn 37 s* ; 9. Munoz (Esp.), à 21 mn 11 s ; 10. Ruttimann (Suisse), à 22 mn 54 s.

● *Tour de France féminin.* – La Néerlandaise Helene Hage a, remporté, *mercredi 18 juillet, la quin*zième étape, Scionzier-Morzine (51,650 km), du Tour de France féminin devant l'Américaine Mary Nanne-Martin, à 1 mn 2 s, et la Française Corinne Lutz, à 3 mn 20 s. Au classement général provisoire, Mary Nanne-Martin possède *3 mn 17 s* d'avance sur Helene Hage.

PLANCHE A VOILE : Record du monde féminin. – La Française Carolyn Stalyns, âgée de dix-sept ans, a établi, mercredi 18 juillet à La Baule, le premier record du monde d'endurance et de distance en parcourant 204,748 kilomètres en 30 h 15 mn.

CHARTERS ÉTÉ 84
U.S.A.
NEW-YORK
à partir de
2800 F A.R.
CANADA
MONTRÉAL-QUÉBEC
à partir de
3550 F A.R.
TORONTO à partir de
3850 F A.R.
Lic. 175001
AIRCOM 93, rue de Monceau 75008 Paris 522.96-[illegible]

Histoire d'Amour par Konk

Résumé. – Tous les efforts que faisait notre héros pour comprendre, pour tolérer, ce qu'il prenait pour trahison ne semblaient pas aboutir, *sinon au pire.*

CE QUI DEVAIT ARRIVER ARRIVA : ELLE DÉCIDA DE ME QUITTER.



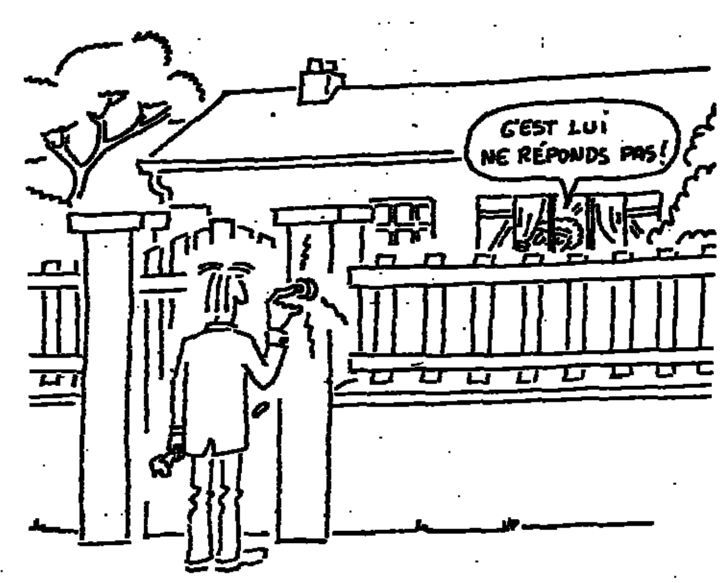
..LUI RAPPELER COMME ON S'AIMAIT..

QUELLE HORREUR !



.. LUI FAIRE DES REPROCHES..

SALOPE !



.. C'ÉTAIT TROP TARD, C'ÉTAIT FINI.

(A suivre.)

ÉDUCATION

Admissions aux agrégations

(par ordre alphabétique)

● **Mécanique**

Mlle et MM. Yves Auregan (37e) ; Joël Begou (41e) ; Guy Billoud (9e) ; Michel Blois (47e) ; Roland Boucault (25) ; Jean-Noël Bouchoux (5e) ; Rémy Camau (32e) ; Hervé Charrue (31e) ; André Chopin (35e) ; Christian Collignon (49e) ; Raymond Courty (43e) ; Jacques Crussard-Druet (44e) ; Pierre Debrosse (17e) ; Jean-Luc Decoster (46e) ; Hubert Derode (42e) ; Didier Ferre (7e) ; Jean Fromentin (23e) ; Jean-Marie Gay (36e) ; Hervé Gayvallet (45e) ; Philippe Girard (8e) ; Michel Goetz (10e) ; Michel Grediac (1er) ; Gilles Guérineau (15e) ; Franck Habert (28e) ; Michel Jaouen (48e) ; Christian Laborderie (13e) ; François Lachenal (29e) ; Jean-François Alban-Lafon (33e) ; François Laurent (2e) ; Michel Léonard (39e) ; Pascal Level (40e) ; Alain Lutt (30e) ; Philippe Marin (18e) ; Alain Milley (38e) ; Eric Moreau (19e) ; Laure Bailly-Morey (3e) ; Jean Mosser (12e) ; André Muller (14e) ; Michel Peyret (6e) ; Philippe Pierre (4e) ; Jean Protais (20e) ; Guy Remion (24e) ; Christian Ryckeboer (16e) ; Philippe Sardain (26e) ; Eric Savattero (34e) ; Frédéric Sollner (11e) ; Michel Sudre (21e) ; Jean-Pierre Taton (22e) ; Thierry Vieusses (27e).

● **Génie mécanique**

MM. Jean Achette (24e) ; Christian Antoine (18e) ; Loïc Berger (3e) ; Francis Binet (1er) ; Pierre Blanchard (20e) ; Alain Charbonnel (21e) ; Philippe Chartier (12e) ; Alain Combelles (27e) ; Jean-Marc Deschamps (29e) ; Bernard Durand (31e) ; Eric Evein (19e) ; Gilles Fournet (22e) ; Thierry Garnier (16e) ; Dominique Gendreau (10e) ; Michel Gondran (8e) ; Jean Grousson (6e) ; Christian Gueguen (15e) ; Pierre Guilloton (14e) ; Pascal Kremer (28e) ; Alain Lagier (23e) ; Frédéric Le Jean (4e) ; Jean-Noël Loubriat (7e) ; Laurent Mallein (17e) ; Roland Ohmer (25e) ; Henri Paris (11e) ; Lucien Plessis (26e) ; Jean Pupier (32e) ; Philippe Roche (2e) ; René Rouch (30e) ; Philippe Serre (33e) ; Daniel Sidobre (13e) ; Jean Szalek (9e) ; Guy Timon (5e).

● **Génie civil**

Mme et MM. Jean-Louis Bertheas (10e) ; Denis Choulier (3e) ; Pascal Daeden (14e) ; François De Larrard (1er) ; Gilles Dherbecourt (17e) ; Pierre Domergue (11e) ; Jean-Claude Dugas (24e) ; Jean-pierre Faou (21e) ; Patrick Girot (12e) ; Roselyne Herail (17e) ; Thierry Kessenheimer (22e) ; Marc Laboure (5e) ; Robert Le Roy (7e) ; Jean-Jacques Mainetti (25e) ; Jamil Maleyran (9e) ; Yves Maravel (2e) ; Yves Matrullo (26e) ; Guy Mielcarek (13e) ; Gérard Payet (6e) ; Arnaud Perin (22e) ; Gérard Pissot (16e) ; Daniel Savoure (8e) ; Jean-Pierre Seton (4e) ; Laurent Ulmet (14e) ; Claude Weber (19e) ; Yves Widloecher (19e).

● **Education musicale et chant choral**

Mmes et MM. Gérard Baconnais (15e) ; Claire Barjol, née Segonds (35e) ; François Bazola-Minori (12e) ; Yves Berge (34e) ; Mireille Bernard (25e ex.) ; Anne Blayac (23e) ; Maria Bolzinger, née Baland (9e) ; Jean Bouillet (25e ex.) ; Joseph Broussaudier (2e) ; Alain Buisson (24e) ; Jean-Michel Court (18e ex.) ; Marie-Claude Cressant, née Chevignon (30e) ; Sylvie Croguennoc (29e) ; Jean-Pierre Dambricourt (7e ex.) ; Gilbert Delor (7e ex.) ; Sylvie Escoubois (36e) ; Thierry Faradji (22e) ; Isabelle Fesquet (1re) ; Philippe Gobin (18e ex.) ; Pascale Huet (13e) ; Maurice Juillard (14e) ; Jean Ladagnous (6e) ; Isabelle Laspeyres (28e ; Marie-Pierre Lassus (3e) ; Patrice Latour (33e) ; Laurent Lesourd (37e) ; Eric Michon (5e) ; Lionel Morvezen (25e ex.) ; Jean-Pierre Peyrebelle (17e) ; Valérie Pley (4e) ; Dominique Poncet (16e) ; Marie-Anne Pottier (20e) ; Jean Serre (32e) ; Jean Vendange (11e) ; Yves Verhoeven (31e) ; Philippe Vernay (10e) ; Monique Vial (21e) ;

● **Sciences physiques, option physique appliquée**

Mme et MM. Patrice Aknin (3e) ; Dominique Bareille (19e) ; Maurice Berenger (2e) ; Daniel Bremer (17e) ; Gérard Crouzet (10e) ; Jean-François Devois (18e) ; Christian Ferrer (7e) ; Denys Galliano (16e) ; Sylvie Guillon, née Dugard (5e) ; Jean-Noël Martin (13e) ; Paul Martin (6e) ; Gilles Mauris (12e) ; Christophe More (1er) ; Dominique Pernin (20e) ; Patrice Philip (21e) ; Hubert Piquet (22e) ; Jean-Marc Playoust (4e) ; Mme Catherine Point (9e) ; Michel Quertier (14e) ; Mlle Sylvie Reiniche (15e) ; Joël Richard (8e) ; Asgher Wazir (11e).

● **Génie électrique**

Mme et MM. André Bérard (23e) ; Marc Brunello (9e) ; Armel Bruno (12e) ; Christian Chillet (1er) ; Jacques Clouet (35e) ; Thierry Courrier (10e) ; Claude Dewez (11e) ; Jean Didier (20e) ; Serge Djambazian (16e) ; Dominique Domon (7e ex.) ; Serge Dusausay (27e) ; Jean Estevecorena (36e ex.) ; Thierry Florion (34e) ; Jean François (33e) ; Christian Gaboriaud (5e) ; Pascal Gauterie (19e) ; Louis Gay (6e) ; J.-Luc Geandier (36e ex.) ; Robert Giacomin (15e) ; François Glacet (26e) ; Dominique Jacob (3e) ; Patrick Lagonotte (28e) ; Piere Louis (25e) ; Gilles Mahe (17e) ; André Marcant (29e) ; Claude Marchand (2e) ; Eric Martin (4e) ; Patrick Masclet (21e) ; J.-Claude Mérigeau (13e ex.) ; Bernard Miquel (30e) ; J.-Luc Nord (22e) ; Yves Patin (24e) ; Rémy Poeydebat (32e) ; J.-Claude Ridoret (18e) ; Alphonse Sibler (13e ex.) ; Jean Thauvin (7e ex.) ; Daniel Tschirhart (31e)

● **Lettres classiques**

Mmes et MM. Marie-Laure Bedier (3e) ; Dominique Beix (17e) ; Gilles Berceville (18e ex.) ; Daniel Bernard (40e) ; Anne-Claire Biarne (26e) ; Catherine Bouchard (22e) ; Pascale Brochard (33e ex.) ; Philippe Brunet (39e) ; Emmanuel Bury (23e) ; Emmanuelle Caire (31e) ; Béatrice Camus (27e) ; Geneviève Cardaillac (55e) ; Christophe Carlier (12e) ; Mariane Chassain (47e) ; Maurice Chaubert (14e) ; Laure Coussot, née Rabbia (36e ex.) ; Françoise Coutas (54e) ; Pascal Debailly (4e) ; Laurence Decreau (15e) ; Marie-Françoise Delecroix (5e) ; Fabienne Di Nitto (32e) ; Colette Douet, née Mousset (16e) ; Joëlle Ducos (30e) ; Marie-Hélène Dumeste (48e) ; Christine Durand (53e) ; Marie-Françoise Gayraud (24e ex.) ; Marie-France Gineste, née Guipponi (49e) ; Sylvie Girard (41e) ; Véronique Gocel (8e) ; Jean-Luc Grimoin (46e) ; Jean-Pierre Kœnig (33e ex.) ; Maylis Laferrere (42e ex.) ; Sylvie Lefèvre (28e) ; Marion Leroux (42e) ; Nadine Lewi (33e ex.) ; Michel Milheres (2e) ; Pascal Naizot (51e ex.) ; Annie Panes (21e) ; Virginie Papin (50e) ; Gérard Pelissier (11e) ; Sylvie Pittia (36e ex.) ; Marie-Noëlle Polino (24e ex.) ; Evelyne Pouzalgues, née Damon (44e ex.) ; Patrice Quiquempois (29e) ; Paul-Louis Rimy (13e) ; Michel Rochel (18e ex.) ; Christine Ronat (38e) ; Françoise Rubellin (18e ex.) ; Béatrice Sayhi, née Perigot (6e ex.) ; Jacques Schnäbele (6e ex.) ; Pascal Terras (51e ex.) ; Hadda Tir (10e) ; Jeanne Vadrot, née Suhamy (9e) ; Marie-Dominique Vrinat (44e ex.) ; Vincent Zarini (1er).

LE CARNET DU Monde

Décès

– *Orléans. Tigy.*

Mme Georges Daumas,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la *douleur de faire part* du décès de

M. Georges DAUMAS,

dans sa soixante-treizième année.

Ses obsèques ont eu *lieu*, le *lundi* 16 juillet, au cimetière de Tigy, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, allée du Parc-Saint-Laurent,
45000 Orléans.

– Le président et les membres de WATA (World Association of Travel Agencies) ont le profond regret de faire part du décès de

M. Daniel V. DEDINA,
président fondateur de WATA

Et de
Mme Viviane DEDINA,
son épouse,

décédés accidentellement *le 11 juillet*.

A tous les membres de la famille et à leurs nombreux amis, nous exprimons nos sincères condoléances.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Jacques HINSTIN,
née Lina Jeanne Picard,

survenu le 13 juillet 1984, dans sa cent cinquième année.

De la part de
Mlle Jacqueline Hinstin,
Mme Pierre Pollak,
Mme Jacqueline Hinstin,
M. et Mme Jérôme Hinstin
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Hinstin
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Claude Poulain
et leurs enfants,
Mme Alain Gaston-Dreyfus
et ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Bernard Pollak
et leurs enfants,
Ses enfants, petit-enfants, arrière-petits-enfants et arrière-arrière-petits-enfants,
Et de toute la famille.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

48, rue Desbordes-Valmore,
75116 Paris.

– Mme André Martineau à la tristesse de faire part de la mort de

M. André MARTINEAU,

décédé le 30 juin 1984, *dans sa soixante-quinzième année*.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 5 juillet.

[André Martineau était entré au « Monde » en 1949, et avait appartenu au service correction jusqu'à sa retraite, en 1974. Ses collègues présentent à son épouse et à ses proches leurs plus sincères condoléances.]

Remerciements

– Gilberte Brassaï, très touchée des marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de son époux,

Gyula HALASZ,
dit Brassaï,

dans l'impossibilité d'y répondre personnellement, remercie tous ceux qui lui ont adressé des témoignages d'affection et de sympathie.

Une messe sera célébrée ultérieurement pour réunir ses amis.

Anniversaires

– Le 20 juillet 1982,
nous quittait,

Barbara HALL.

Son souvenir reste vivant.

– Le 21 juillet 1980 disparaissait cruellement à l'âge de vingt-quatre ans

Olivier FLAME.

Ses parents, son frère, *sa sœur*, demandent à ceux qui l'ont connu et aimé de penser à lui.

Une commémoration aura lieu le dimanche 22 juillet 1984, à 11 h 30, au cimetière de Bagneux.

JAMBOREE MONDIAL
1937 et 1947
recherche
badges et insignes
Bernard B. MILLER, 565 West End Ave.
New-York, N.Y., 10024 (U.S.A.)

Avis de messes

– Dimanche 29 juillet 1984, à 10 h 30,

Salle Wagram,
19, avenue des Ternes, 75017 Paris,
M. l'abbé V. Serralda célébrera une messe pour le repos de l'âme du

général SALAN,

défenseur de l'Algérie française.

Messes anniversaires

– Pour le septième anniversaire du rappel à Dieu de

Jean SALUSSE,
maître des requêtes au Conseil d'Etat,
directeur
de la Caisse des monuments historiques,
administrateur
des théâtres lyriques nationaux,

décédé tragiquement le 23 juillet 1977.

Une messe sera dite à son intention dans sa paroisse, église Saint-Louis, à Hyères (Var), le dimanche 22 juillet 1984, à 18 h 30.

Une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé et restent fidèles à son souvenir.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 21 JUILLET

« Montmartre, colline inspirée », 15 heures, métro Abbesses (Arcus).

« L'Opéra », 14 h 30, statue de *la Danse*, de Carpeaux (Approche de l'art).

« L'Académie française et les autres académies », 15 heures, 23, quai Conti (Marion Ragueneau).

« L'île de la Cité », 15 heures, 24, place Dauphine (B. Czarny).

« Evocation de Victor Hugo dans sa maison », 15 heures, 6, place des Vosges (Anne Ferrand).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« L'hôtel de Lassay », 15 heures, 128, rue de l'Université (M. Boulo).

« Trésor de l'ancien Nigéria », 10 h 15, entrée de l'exposition au Grand Palais (P.-Y. Jaslet).

« Le quartier de l'Horloge », 15 heures, 2, rue du Renard (Paris autrefois).

« Méditations bouddhiques sur les bords du lac Daumesnil », 15 heures, métro Liberté (Paris et son histoire).

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES ENCADRÉES	La le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

INGÉNIEUR
BÉTON ARMÉ
pour projet d'exécut. Bâtiment, calculs informatiques.
lieu de travail : ROUEN
G.I.F. – ETT
45, rue Turbigo, PARIS-3e
Mo Réaumur. 274-22-55.

VILLE DE LA BANLIEUE SUD
(+ 40.000 habitants)
RECRUTE
1 DIRECTEUR
(ASSIMILÉ ATTACHÉ) POUR UNE MAISON DE QUARTIER
Expérience de direction d'équipement nécessaire.
Le candidat sera recruté par voie de mutation ou devra être titulaire d'une licence de Sciences et techniques de l'Animation ou du DEFA.
Ecr. s/no 8.202 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VILLE DE + 40.000 HABITANTS
RECRUTE
1 DIRECTEUR
DES SERV. ADMINISTRATIFS
pour diriger le secteur ENFANCE – AFFAIRES SCOLAIRES – JEUNESSE.
Le candidat sera recruté par voie de mutation.
Ecr. s/no 8.204 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VILLE DE
+ 40.000 HABITANTS
RECRUTE
1 DIRECTEUR
DU SERVICE MUNICIPAL DE LA JEUNESSE
Le candidat sera recruté par voie de mutation ou devra avoir une expérience de direction dans un secteur identique et être titulaire d'une licence Animation ou du DEFA.
Ecr. s/no 8.203 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Sté d'ÉDITIONS 6e arrdt recherche
CHEF DE FABRICATION
(H. ou F.) expérimenté (e).
Env. c.v., photo et prétentions sous le no T 66.876 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

La filiale française (C.A. 40 millions) d'un groupe international spécialisée dans la vente d'outils spéciaux recherche pour PARIS
RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF H.F.
Homme de terrain, ayant l'expérience de l'informatique, il assurera en plus du bilan, le reporting à la maison mère. Bonnes connaissances en anglais indispensables.
Adr. C.V. et photo s/réf. 10.513 à P. LICHAU S.A. B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

Laboratoire pharmaceutique
BANLIEUE OUEST
recherche
pour son service planning, ordonnancement lancement
JEUNE DIPLÔMÉ (E)
Niveau Bac + 2
Débutant
Dégagé O.M.
Le candidat retenu sera motivé et fera preuve d'esprit d'initiative et de synthèse.
Env. lettre manusc. + C.V. sous no T 066.909 M. RÉGIE-PRESSE
7, r. de Monttessuy, Paris-7e.

URGENT
COMITÉ D'ENTREPRISE
recherche
TECHNICIEN
pour secteur billeterie, durée déterminée.
Expérience similaire souhaitée.
Salaire brut 5.799,64 F.
(+ 13e mois et avantages sociaux)
Adresser C.V. au Comité d'entreprise du C.N.A.V.T.S. 12, rue de Joinville 75019 PARIS.

emplois internationaux

Sté d'ingénierie recherche pour AFRIQUE DU SUD
INGÉNIEUR
chimiste connaissant et sachant opérer les résines de chaînes de déminéralisation. Langue anglaise obligatoire.
Env. CV à AMP No 3286/JT 40, rue Olivier-de-Serres, Paris-15e, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

Comptable expérimentée, 40 ans. Formation NPC et PC 57. 1er, 2e degré CAP, CFPA. Taille entreprise indifférente. *ETT s'abstenir.* Paris et région parisienne. Ecr. Mme Sabine A., 15, rue des Agnettes, 92230 Gennevilliers.

ARCHITECTE DPLG confirmé, cherche emploi stable, *char. ou* sous-traitance dossiers. Etudie ttes propositions. BEYRET, 542-48-53.

Dame 46 ans, 20 ans expérience, connaissances juridiques, rech. poste à responsabilités haut niveau, contacts publics, domaine indifférent, artistique bienvenu. Secrétariat particulier accepté. Très disponible, pourrait voyager. Tél. le *soir après 20 h.* 727-82-74.

capitaux propositions commerciales

Syndicat et gérance Marseille. Grosse exp., ch. associé qualif. en vue développ., pt. apport comptant nécessaire. Ecrire à EUROSUD no 2.928, 2, *rue* Breteuil, 13001 Marseille.

travail à domicile

Je frappe sur IBM vos manusc., rapports, thèses, etc. Trav. rapide, soigné. T. : 867-90-21.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

ALFA-ROMEO GTV
2L5, production, 1984
3.482 km, prix intéressant
M. Grima. Tél. : 793-36-68.

plus de 16 C.V.

VOLVO 740 TURBO
84. 7.142 km. Px intéressant. Tél. : 793-36-68. M. Grima.

véhicules utilitaires

PARTICULIER VEND
CAMPING-CAR
Mercedes 200 Diesel
87.000 km.
Parfait état.
Sièges modifiés
+ *divers accessoires.*
prix : 45.000 francs.
Téléphone : 430-72-91

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

5e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES
1 et 3 RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
3, 4, 5 P. et DUPLEX
Vis. témoin ts jours 14/19 h sauf mercredi et dimanche.

6e arrdt

Prox. Bon Marché. 703-32-44
3 P., ASC. TERRASSE

7e arrdt

ATELIER + APPT
balcon, terrasse 160 m² + services. 545-34-26.

8e arrdt

S/PARC MONCEAU
Récent, gd liv., 2 chbres, box, studio, balc., 4e, SOLEIL, VUE IMPRENABLE, ref. à neuf vis. le 17-18-19 de 11 h à 13 h., 15 h à 17 h ou 766-33-00 33, BD DE COURCELLES (8e).

EUROPE GD STAND. asc. BEAU 7 P., 210 m², 2 services, 1.900.000 F. 267-28-30.

9e arrdt

N.-DAME-LORETTE. Beau liv. + chbre poutres refait neuf. 420.000. 526-99-04.

11e arrdt

SQ. ST-VINCENT-DE-PAUL
Dans immeuble p. de taille, 4 P., tt cft 96 m². 282-03-50.

16e arrdt

RENÉ BAZIN
Dans imm. pierre de taille, dble liv. + 2 *chbres 95 m² envir.* calme, cft. 265-87-16.

PRÈS VICTOR HUGO
Pptaire vd dans imm. pierre de taille 2/3 P. LIBRES et 2, 3, 4 P. OCCUPÉS diverses réalisations de référence. R.C.I. – 758-12-21.

AV. VERSAILLES Près Calme, TRÈS BEAU 2 P., TT CFT., Plein soleil, 5e, asc., 480.000 F. Tél. : 322-81-35.

17e arrdt

PLACE MALESHERBES
SUPERBE Pierre de taille STUDIO + MEZZANINE 340.000. Exclusif. 766-03-18.

18e arrdt

Résidence « MAIRIE du 18e »
53, R. DU SIMPLON
IMM. NEUF de STANDING
Prêts conventionnés possibles
STUDIO à partir. 354.100 F
2 pièces à partir. 395.900 F
3 pièces à partir. 617.000 F
Bureau de vente ouvert *mardi, mercredi, vendredi,* samedi de 14 à 19 h
Tél. : (1) 258-44-96 ou CECOGI (1) 575-62-78.

J.-JOFFRIN 2 P., cuis., bains, tt cft. 55 m², 6e ét., balcon soleil. *Imm. 53. Prix : 360.000 F.* URGENT - Tél. : 522-44-81.

92 Hauts-de-Seine

BOURG-LA-REINE
Centre-ville proximité RER. Imm. neufs, pierre de t. reste quelques 4 et 5 P. en duplex livrables rapidement. Prêt conventionné possible, ex. 4 P., 108 m² + dble box 1.234.000 F.
SPDI 350-14-90

95- Val-d'Oise

95-ARNOUVILLE
12'- Paris prox. gare écoles commerces partic. vd liv., 2 chbres *70 m²*, tt cft, balcon plein sud s/verdure.
Dans petite résid. 350.000. 246-52-34. h. b. 987-05-54 soir et week-end.

terrains

MAROC, 25 km CASABLANCA *Pont BLONDIN, près Mohamédia,* plage route princip., beaux bois sur 20 HA constructibles villages, maisons, villas par 200 m² ou + à 450 F/m² payables en F ou DH chez notaire.
Ecrire sté CITOUR, 176, bd de Charonne 75020 PARIS.
Tél. : 348-30-01 le soir.

domaines

ACHÈTE
PROPRIÉTÉ DE CHASSE
SOLOGNE
ou région limitrophe.
Ecrire ORLET No 136 av. Ch. de Gaulle, 92522 NEUILLY Cédex.

locations non meublées offres

Paris

LES PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles. OFFICES DES LOCATAIRES. Téléphone: 296-58-46.

504-56-29 24heures sur 24 Chaque jour
L'ASSOC. FRANÇAISE DES PROPRIÉTAIRES
Paris – Ile-de-France
3, rue Montévidéo - 16e
DIFFUSE DES OFFRES DE LOCATIONS
APPTS de 2 à 6 PIÈCES et VILLAS Prix intéressant.

Région parisienne

Chevreuse de résidence, séj. triple, cheminée, 4 ch., 2 bns, cuis. équip., gar., jard. 800 m². 6.200 F. Tél. : 050-28-15.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres supérieurs et personnel muté IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PÉTROLE rech. divers appts 2 à 8 p. et villas. PARIS BANLIEUE. Tél. : 503-37-00 DIRECT.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. 889-89-66. – 283-57-02.

Société Nationale
recherche
pour cadre supérieur
habitation 5 pièces principales (non meublée)
région VIROFLAY
ou VERSAILLES
Tél. : 764-75-79
764-75-25.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P.
LOYERS GARANTIS par stés ou ambassades. 285-11-08.

bureaux

Locations

Votre adresse commerciale
ou SIÈGE SOCIAL
Loc. bureaux, secr. télex
CONSTITUTION STÉS
et CRÉAT. TTES ENTREPRISES
ASPAC. S.A. 293-60-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitutions de Sociétés et tous services. 355-17-50.

villas

MAROC. 25 KM CASABLANCA. Pont Blondin près Mohamédia villa libre, gd standing de jardin clos 450 m², bx arbres et plantation aménagement luxueux, récept. 4 ch., s.-de-bns, gar. URGENT cause départ. Prix très bas à 480.000 F payables en F ou DH chez notaire.
Ecrire Sté CITOUR, 176, bd de Charonne, 75020 PARIS.
Tél. : 348-30-01 le soir.

fermettes

90 % CRÉDIT
160 KM SUD PARIS
FERMETTE 4 P., cuis., bains, w.-c., grande dépendance sur 12.000 m², terr. 300.000 F.
THYRAULT ST-FARGEAU 89170. Tél. : (86) 74-08-12 après 20 h. (38) 31-13-83.

viagers

18e, 2 P., tt cft, im. moderne, 9e ét., asc., 105.000 + 2.400 F couvert par loyer, 1.950/mois. CRUZ, La Boétie. 266-19-00.

PLACEMENT RARE
Varenne-St-Hilaire, beau pav. tt cft. occupé fme 84 a., bd de Marne, 80.000 + 6.000. Cruz, 8, rue La Boétie. T. 266-19-00

manoirs

ALLIER. MANOIR XVIe, gros œuvre restauré, cft, tours + vastes dépend., terrain 1,5 ha. Px. : 630.000 F. Cab. PEZET. 03500 Saulcet. (70) 45-35-70.

propriétés

URGENT
CAUSE DÉPART EXCEPTIONNEL
OUEST proche Paris magnifique pptés sur très beaux parc. 2.200.000 F.
Tél. H.B. 260-66-13.

SOLOGNE
25 km s. ORLÉANS, joli territoire boisé d'env. 12 ha dont bel étang 1 ha.
Ecrire : à HAVAS ORLÉANS s/s no 202.929, B.P. 1519 *45005 ORLÉANS CEDEX.*

EURE, 150 KM PARIS
Maison anc., cachet, cft, excell. état, belle situation, bord rivière sur 2 hectares pré bois. Téléphone : (1) 524-29-54.

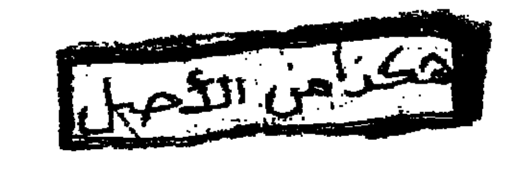
villégiature

LOCATIONS SAISONNIÈRES
CANNES (06). 5 mn de la mer
STUDIO cft., 2e, asc., sur jard., terr., sal. de bains, cuis. équipée pour deux personnes.
Sept. 3.500 F, oct. 2.500 F
Tél. : 322-99-76 (9 h à 15 h).

Sainte-Maxime (Var)
Septembre, villa 6 pers., bord de mer, jard., possib. quinzaine. Téléphone : 763-99-72.

VACANCES FAMILIALES ET VACANCES ENFANTS/JEUNES
Août places disponibles *maison familiale Ristolas* dans le Queyras (Htes Alpes), hôtel Rimini (Italie).
Gîtes Dordogne, fin août- début sept.
Centres de vacances enfants/ jeunes toutes destinations France et Etranger.
Rens. et inscription par téléphone du lundi au vendredi : V.V.L. (1) 680-85-17.

DOHEM Le Constructeur Partenaire
vous propose de réaliser ensemble votre résidence dans une des plus belles région de France (Le Luberon)
Renseignements, documentation gratuite
DOHEM - Le Louvier - Sainte Croix à Lauze
04110 REILLANNE - Tél. : (92) 76.46.16



Le Monde

économie

SOCIAL

EN DONNÉES CORRIGÉES

Le chômage a de nouveau augmenté en juin

M. Laurent Fabius pourra nourrir utilement ses réflexions sur le chômage par la lecture des derniers chiffres de l'emploi publiés par le ministère de l'emploi – sans commentaire de M. Ralite – dans *l'après-midi du 18 juillet. A la fin du* mois de juin, on recensait, en données brutes, 2 147 700 demandeurs d'emploi, soit – 0,9 % sur un mois et + 14,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois était de 2 324 600, soit + 1,3 % sur un mois et + 14,1 % sur un an. Après la relative stagnation du mois de mai, qui était apparue comme une correction d'aberrations statistiques antérieures (*le Monde* du 21 juin), les chiffres de juin tendent à révéler une relative stabilisation, tant la hausse du pourcentage pour un mois apparaît modérée.

A y regarder de plus près, cette apparente stabilisation est trompeuse, et le chômage poursuit son ascension à un rythme plus conforme à l'évolution attendue par les différentes études et prévisions. En données brutes, on compte effectivement 19 800 chômeurs de moins sur un mois mais, sur un an, il y en a 270 000 de plus : le rythme d'augmentation sur un an était, en juin 1983, de + 0,6 %. Il est aujourd'hui de + 14,4 % ! En données corrigées, *on se rapproche encore davantage* de la réalité : on enregistre sur un mois 28 700 chômeurs de plus – ce qui est conforme à l'attente des experts d'une augmentation moyenne de 30 000 par mois – et, sur un an, 286 500. Les demandes d'emploi enregistrées au cours du mois augmentent tant en données brutes qu'en données corrigées : dans le premier cas, elles passent, de mai à juin *1984*, de *230 600* à 281 000 (+ 21,9 % sur un mois et *+ 1,1 % sur un an*) ; dans le deuxième cas, elles passent de 295 900 à 320 500 (+ 8,3 % sur un mois et + 10,5 % sur un an).

Un autre indicateur montre que, malheureusement, l'évolution n'est pas à la stabilisation : c'est celui des offres d'emploi en fin de mois qui étaient, en données brutes, de 48 200 (– 3 % sur un mois et – 40,2 % sur un an, soit une chute vertigineuse de 42 300 offres de moins) et, en données corrigées, de 40 300 (– 7,4 % sur un mois et – 44,5 % sur un an, soit 32 300 de moins). Pour les offres d'emploi en cours de mois, on observe un nouveau fléchissement : 34 300 en données brutes (– 5,5 % sur un mois et – 34,7 % sur un an), 28 300 en données corrigées (– 7,2 % sur un mois et – 33,6 % sur un an).

Si les chiffres des licenciements économiques pour mai (il y a toujours un mois de décalage) ne sont pas encore connus, en revanche, le chômage partiel indemnisable enregistre une légère baisse par rapport à *avril 1984. En données brutes*, les effectifs concernés étaient, en mai 1984, de 327 600 (– 3,8 % sur un mois et + 48,1 % sur un an). En données corrigées, les effectifs concernés par le chômage partiel étaient de 320 800 (– 4,5 % sur un mois et + 47,8 % sur un an). Autant de signes qui ne peuvent qu'inciter M. Fabius et son nouveau gouvernement à agir vite – en précisant le contenu de ce traitement économique que M. Mitterrand appelait de ses vœux *il y a plus d'un an* – pour tenter d'enrayer cette inexorable montée du chômage.

● **Baisse du nombre des chômeurs indemnisés mais...sous-estimations.** – *Le* nombre des chômeurs en cours d'indemnisation par les ASSEDIC à la fin du mois de juin a diminué de 1 %, passant de 1 834 536 fin mai à 1 816 208 le mois dernier, selon les statistiques provisoires de l'UNEDIC.

« Ces effectifs sont sous-estimés, estime l'UNEDIC, *du fait des perturbations consécutives à la mise en place de nouvelles réglementations. Pour être exhaustif*, précise-t-elle, *il conviendrait d'ajouter les chômeurs ayant déposé une demande d'allocation et qui feront l'objet d'une décision positive avec effet rétroactif. On peut ainsi estimer à 2 041 000 le nombre de personnes qui auront reçu une allocation fin juin. »*

Selon ces statistiques, les ASSEDIC ont enregistré 252 932 dépôts de dossiers courant juin, soit – 1,3 % par rapport au mois précédent et légèrement plus qu'en juin 1983. *Les premiers paiements s'élèvent* à 128 644, soit 17,5 % de plus qu'en mai 1984, ce qui s'explique, selon l'UNEDIC, par les faibles entrées du mois précédent. Les entrées en indemnisation de juin 1984 restent cependant inférieures à celles de juin 1983 (137 700).

Le gain mensuel des ouvriers n'a progressé que de 8 % entre janvier 1983 et janvier 1984

Le ministère des affaires sociales vient de publier les résultats de *l'enquête sur* les conditions d'emploi de main-d'œuvre pour le trimestre *compris entre octobre* 1983 *et janvier* 1984. Pendant cette période, le gain horaire des ouvriers (1) a augmenté de 1,7 % – 1,4 % pour le gain mensuel tenant compte de la réduction de la durée du travail – contre 5,7 % pour le gain horaire, et 4,9 % pour le gain mensuel, entre octobre 1982 et janvier 1983. Pour les autres catégories de salariés, le gain mensuel a progressé en moyenne de 2,9 % (contre 5,4 % entre octobre 1982 et janvier 1983) avec quelques disparités : + 2,6 % pour les employés, + 2,3 % pour les agents de maîtrise, les techniciens et les dessinateurs, et + 3,8 % pour les cadres.

Sur un an, entre janvier 1983 et janvier 1984, le gain horaire des ouvriers a augmenté de 8,6 %, tandis que les gains mensuels évoluaient de la façon suivante : + 8 % pour les ouvriers, + 9,3 % pour les employés, + 8,4 % pour les agents de maîtrise, les techniciens et les dessinateurs, + 7,8 % pour les cadres et + 8,3 % pour l'ensemble des salariés (contre + 9,8 % entre janvier 1982 et janvier 1983). Dans son commentaire, le ministère des affaires sociales estime que *« si l'on rapproche les évolutions, entre janvier 1983 et janvier 1984, du gain horaire ouvrier et du taux de salaire horaire, on constate un écart négatif de 1,2 %. Le taux horaire a eu, sur la période, une croissance plus rapide que le gain horaire, ce qui n'était pas habituellement observé les années précédentes (+ 0,8 % entre janvier 1982 et janvier 1983) ; sur le trimestre, entre octobre 1983 et janvier 1984, le « gain » progresse sensiblement au même rythme que le « taux » : l'écart est de – 0,2 % entre les deux indicateurs. Cette proximité n'était pas non plus observée entre octobre et janvier les années précédentes (+ 1,5 % entre octobre 1982 et janvier 1983) ».*

(1) Il s'agit de gains bruts avant déduction des cotisations sociales, excluant les indemnités ayant le caractère de remboursement de frais, les acomptes ou rappels et les primes qui sont versées avec une périodicité supérieure à un mois.

SELON LE SECRÉTARIAT D'ETAT A LA FAMILLE

Deux cent mille enfants supplémentaires bénéficieront de l'allocation de rentrée scolaire

Avant le changement de premier *ministre, le gouvernement a procédé* aux derniers arbitrages pour la revalorisation de certaines prestations familiales. Le plafond de base pour les ressources des familles nombreuses et des jeunes familles ayant droit au complément familial (645 F par mois) a été, selon le secrétariat d'Etat chargé de la famille, *« très fortement amélioré »*. Le plafond de base (exprimé en revenu net imposable de *1983*) a été porté à 54 924 F. La majoration de *ce plafond pour le premier* et le deuxième enfant est de 9,3 %, soit 13 731 F à partir du troisième enfant, la majoration est de 31,1 %, soit 16 477 F). L'abattement opéré sur les revenus, si les deux parents travaillent ou pour les parents isolés est doublé : il passe de 11 038 F à 22 076 F. Le secrétariat d'Etat indique que *« l'ensemble de ces mesures constitue un déplafonnement partiel du complément familial »*. 100 000 familles environ devraient bénéficier de ces mesures dès le mois de juillet.

Par ailleurs, le secrétariat d'Etat indique que le gouvernement a décidé *« un effort prioritaire »* à l'occasion de la rentrée scolaire. Le montant de l'allocation de rentrée scolaire est porté à 309,86 F, soit une hausse de 17 % en deux ans. Le plafond de base des ressources qui conditionne le droit à cette allocation est porté à 46 626 F. La majoration pour chaque enfant dès le premier est de 33,8 %, soit 13 988 F. Ainsi, souligne le secrétariat d'Etat, *« le plafond de ressources augmente de 15,9 % pour une famille d'un enfant et de 18,9 % si elle en a deux. L'effet est encore plus important pour les familles nombreuses : + 21 % avec 3 enfants et + 22,6 % avec 4 enfants. Grâce à ces mesures, 200 000 enfants supplémentaires auront droit à l'allocation de rentrée scolaire ; plus de la moitié d'entre eux vivant dans une famille nombreuse ».*

M. CHÉRÈQUE ANNONCE LA CRÉATION DE 562 EMPLOIS EN LORRAINE

(De notre correspondant)

Metz. – M. Jacques Chérèque, *préfet délégué* chargé du redéploiement industriel en Lorraine, a annoncé mercredi 18 juillet, lors de son installation officielle à Metz, soit deux mois après son arrivée, l'implantation de sept entreprises nouvelles devant créer 562 emplois d'ici à *1987* (*le Monde* du 19 juillet).

Des projets sont déjà localisés et concernent notamment les bassins de Longwy et de Neuves-Maisons. Ils s'ajouteront à ceux rendus publics par *M. Fabius, alors ministre* de l'industrie, lors de son déplacement à Nancy au mois d'avril dernier et portant sur 4 000 créations d'emplois.

Tout en se félicitant de la nomination de M. Fabius comme chef du gouvernement, M. Chérèque a également souligné avoir reçu des assurances du nouveau premier ministre pour l'avenir de sa mission, qui serait *« confortée, dynamisée même »*.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● **Nervosité des comités d'action viticole.** – Si aucune décision n'est prise avant le 25 juillet en faveur des *viticulteurs du Midi, ceux-ci* reprendront leurs actions. Les responsables des Comités d'action viticole de l'Aude, de l'Hérault, du Gard et des Pyrénées-Orientales ont lancé, le 18 juillet à Narbonne, cet ultimatum aux pouvoirs publics. Ils ont précisé qu'aucun délai ne serait accordé, même à un éventuel nouveau *ministre de l'agriculture*, car *« maintenant tout le monde connaît nos problèmes »*. La nervosité des viticulteurs s'explique par le fait que la récolte s'annonce pléthorique et que la Commission européenne, faute de crédits, refuse d'appliquer diverses mesures d'aides nécessaires à l'écoulement des stocks existants.

● **Les jeunes agriculteurs veulent une conférence d'automne.** – Le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) a demandé le *18 juillet* une *réunion avec les pouvoirs publics*, cet automne, afin de trouver les moyens de *« permettre le maintien d'un revenu décent pour les agriculteurs »*. La diminution de la production laitière et le poids des excédents sur les marchés devraient entraîner une baisse des prix à la production, déjà sensible pour la viande bovine, alors que les prix de *revient continuent de progresser*. De son côté, M. François Guillaume, président de la FNSEA, a renouvelé son appel pour un référendum sur le futur élargissement de la Communauté, sujet pour lequel il ne serait pas nécessaire d'obtenir au préalable une modification de la Constitution.

Social

● **Report de la réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale.** – En raison du changement de gouvernement, la réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale, qui devait se réunir le 19 juillet pour examiner les résultats de 1983 et les prévisions de 1984 (*le Monde* du 17 juillet), a été reportée.

● **La CGT et la CFDT assignent M. Pineau-Valencienne, PDG de Creusot-Loire, en référé.** – Dix-sept membres *CGT* et *CFDT* du comité central d'entreprise de Creusot-Loire *ont assigné en référé* M. Pineau-Valencienne, les trois syndics et le mandataire de justice nommé le 13 juillet. Ils veulent ainsi obtenir une réunion du comité d'entreprise et certains documents sur l'avenir de Creusot-Loire. Ils devaient participer *le 12 juillet* à une réunion d'information qui avait *été décommandée*.

● **Sécurité sociale : la CGT demande une réforme.** – Le bureau confédéral de la CGT, dans un communiqué publié le 18 juillet, considère comme urgent que le gouvernement *« décide enfin d'engager la réforme du financement de la Sécurité sociale »*, notamment dans la perspective d'une meilleure participation des revenus non professionnels à ce financement.

Transports

● **Levées des barrages des mariniers.** – Excepté à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), les barrages de péniches ont été levés, le 18 juillet, après la signature d'un *accord entre le ministère des transports*, les artisans mariniers et les armateurs fluviaux. Cet accord attribue aux artisans le transport d'une quarantaine de milliers de tonnes de charbon dans les semaines à venir (*le Monde* du 19 juillet). *Ces résultats ont été jugés insuffisants* par les bateliers de Rouen et *de Conflans*, mais la démission du gouvernement de Mauroy a précipité les négocations. Pour sa part, M. Achille Delesalle, président de l'Association nationale des travailleurs indépendants de la batellerie (ANTIB), a appelé à la levée de tous les barrages, l'accord signé étant, selon lui, *« le moins mauvais possible »*.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,7605	8,7650	– 35		– 80	– 20	– 440	– 200
$ can.	6,5890	6,5935	– 80	– 30	– 170	– 100	– 610	– 420
Yen (100)	3,6007	3,6030	+ 150	+ 180	+ 320	+ 360	+ 900	+ 1060
DM	3,0704	3,0725	+ 140	+ 170	+ 270	+ 330	+ 790	+ 930
Florin	2,7195	2,7215	+ 100	+ 135	+ 200	+ 265	+ 610	+ 760
F.B. (100)	15,1921	15,2000	– 40	+ 60	– 60	+ 80	– 110	+ 300
F.S.	3,6298	3,6325	+ 190	+ 230	+ 395	+ 450	+ 1100	+ 1360
L (1 000)	5,0022	5,0049	– 200	– 150	– 410	– 300	– 1300	– 1000
£	11,5332	11,5430	– 150	– 55	– 235	– 105	– 410	– 100

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	11	11 3/4	11 1/4	11 7/8	11 1/2	12	12 3/8	13
DM	5	5 1/2	5 1/2	5 13/16	5 1/2	6	6	6 1/2
Florin	5 7/8	6 3/8	6	6 1/2	6 1/16	6 15/16	6 1/2	7
F.B. (100)	11 1/4	11 3/4	11	11 3/4	11 1/8	11 7/8	11 1/2	12 3/8
F.S.	1 1/4	2	4 5/16	4 15/16	4 3/8	4 7/8	4 1/2	5 1/4
L (1 000)	14 1/2	15 1/2	15	16	15 1/2	16 1/8	16 1/4	17
£	12 1/8	12 7/8	12	12 3/4	12	12 3/4	12	12 3/4
F. franç.	11	11 1/2	11 1/8	11 7/8	11 3/8	12	12 3/4	13 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

CONJONCTURE

Rechute du commerce extérieur en juin mais équilibre de la balance des paiements au deuxième trimestre

Après l'excédent de 83 millions de francs enregistré en mai pour la première fois de l'année, la balance commerciale française a été victime d'une rechute avec un déficit de 5,25 milliards de francs en juin, en données corrigées des variations saisonnières (CVS).

Cette rechute porte à 22,4 milliards de francs CVS le déficit commercial pour les six premiers mois de 1984, *contre 36,6 milliards* de francs pour le premier semestre de 1983. Si, en tendance, l'amélioration est certaine, l'objectif gouvernemental de ramener le déficit annuel aux environs de 25 milliards de francs, a peu de chances d'être atteint.

Selon le ministre du commerce extérieur, les importations (74,5 milliards de francs en données brutes contre 73,5 milliards de francs en mai 1984) ont été alourdis *par l'augmentation des achats de* pétrole brut (6,2 millions de tonnes contre 5,3 millions de tonnes en mai) et par la hausse du dollar, ce qui a majoré de 1,8 milliard de *francs la facture énergétique.*

D'après les experts, cette augmentation des achats de pétrole en juin est à mettre au compte des achats supplémentaires effectués par les compagnies pour se prémunir contre une fermeture éventuelle du golfe Persique, *à un moment où la tension* s'aggravait entre l'Iran et les Etats riverains du Golfe. Elle ne correspond pas vraiment à un accroissement de la demande intérieure, puisque les livraisons aux raffineries n'ont augmenté que de 1,7 % au premier semestre 1984.

Par ailleurs, les exportations ont *marqué un* « certain fléchissement » en juin (70,6 milliards de francs en données brutes, et 69 milliards de francs en données corrigées contre 73,1 milliards de francs en mai). Ce tassement paraît dû, pour une large part, au repli des exportations dites « exceptionnelles » (livraison d'Airbus et de plates-formes pétrolières).

Amélioration des paiements courants

La balance des paiements courants, qui regroupe les échanges commerciaux et les services, s'est sensiblement améliorée au deuxième trimestre 1984, passant d'un déficit de 17,1 milliards de francs au premier trimestre 1984 à un quasi-équilibre (– 0,5 milliard de francs). Cette amélioration reflète la bonne tenue des échanges de services, qui ont dégagé un excédent de 7,1 *milliards de francs.*

AFFAIRES

M. Pierre Eelsen est nommé PDG de la compagnie Air Inter

Un produit de l'écurie Renault

Le conseil d'administration de la compagnie Air Inter devait élire le 19 juillet, M. Pierre Eelsen au poste de président-directeur général en remplacement de M. Marceau Long, devenu président de la compagnie Air Inter.

M. Pierre Eelsen, qui devient *PDG d'Air Inter, a effectué toute* sa carrière au sein de l'industrie automobile. Entré en 1958, à l'âge de vingt-cinq ans, à la régie Renault, il fait ses classes comme chargé des études économiques au sein de la SERI-Renault, filiale spécialisée dans l'ingénierie.

Après un crochet par la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, M. Eelsen revient à la division du matériel agricole de la Régie. En 1969, il est nommé *chargé de mission au secrétariat* général. Très proche de Pierre Dreyfus, président de la Régie, il gravit les échelons hiérarchiques jusqu'à devenir, en 1979, délégué général de Renault, plus particulièrement chargé des relations avec les gouvernements français et étrangers.

Le nouveau PDG d'Air Inter est, en général, classé parmi les sympathisants de la majorité, sans avoir affiché, pour autant, de lien avec *une formation politique*. Il ne semble pas avoir été en totale harmonie avec les orientations de la régie Renault, telles qu'elles ont été mises en œuvre par son président, M. Bernard Hanon.

Al. F.

[Né le 12 juillet 1933, à Montmorency (Val-d'Oise), M. Pierre Eelsen est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. *Il entre, en 1958, à la régie Renault et* devient, l'année suivante, chargé des études économiques à la SERI-Renault. En 1962, il reçoit la responsabilité des affaires internationales à la *Chambre syndicale des constructeurs* automobiles. De retour à la Régie en 1965, il est attaché à la direction des accords, puis, en 1967, chef de service à la division du matériel agricole. *Adjoint au secrétaire général de* Renault à partir de 1971, il occupe le poste de secrétaire général adjoint en 1975. En 1979, il est nommé délégué général.]

LA CONTINENTAL ILLINOIS POURRAIT PASSER SOUS CONTROLE FÉDÉRAL

La banque américaine Continental Illinois, dont la situation financière n'a cessé de se dégrader depuis son sauvetage il y a deux mois, pourrait être rachetée, finalement, par la FDIC, organisme fédéral qui garantit les dépôts des banques, selon notre confrère le *New York Times*.

Les négociations menées avec plusieurs candidats successifs ayant échoué, la FDIC, qui participe déjà, à hauteur de 2,5 milliards de dollars, *au plan de secours de 7,5 milliards* de dollars mis en place en mai dernier, a présenté une proposition de rachat de 3 à 5 milliards de dollars de prêts douteux consentis par la Continental Illinois, en échange d'une option d'achat sur 80 % du capital de la banque.

● **Le président de Fiat reçu** ***par le président du conseil*** **soviétique M. Nikolai Tikhonov.** – M. Agnelli, président de Fiat, a été reçu le 18 juillet, par M. Tikhonov, le président du conseil soviétique. L'entretien a porté sur la contribution que Fiat peut apporter dans les différents secteurs de production de l'URSS, précise le communiqué.

M. Agnelli a, d'autre part, signé le renouvellement d'un accord de collaboration technico-scientifique et des accords-cadres sur l'ouverture des négociations concrètes dans différents secteurs. – *(AFP.)*

● **indemnisation pour les transporteurs étrangers victimes d'attentats en Espagne.** – Le gouvernement espagnol a adopté, le 18 juillet, un décret (rétroactif au 1er janvier dernier) autorisant les gouverneurs *civils à verser une indemnité provisionnelle* aux propriétaires des véhi*cules détruits dans des attentats.* Cette mesure concerne surtout les camions français incendiés en mars dans le nord de l'Espagne, après le mitraillage d'un chalutier basque par la marine nationale française. Elle s'appliquera aux destructions de *véhicules que l'ETA militaire* semble avoir entreprises pour protes*ter contre la coopération franco*-espagnole dans le domaine de la lutte antiterroriste. – *(AFP).*

(Publicité)

RASSEMBLEMENT
MALVILLE 4 - 5 AOÛT 1984

Pour l'arrêt de Superphénix et de la filière surgénératrice

Samedi 4 août - 15h - 19h / FORUMS
Malville agent double : nucléaire civil et militaire / Nucléaire et choix de société, emploi, reconversion, démocratie / Défenses alternatives / Énergies alternatives / Nucléaire et Tiers Monde / Mouvement à l'Est contre le nucléaire / Mouvement à l'Ouest contre le nucléaire / Stratégies militaires en Europe.

Samedi 4 août - 15h - 19h / FILMS
Atomic Café / Le Cercle Noir (diffusion Collectif Grain de Sable)

Samedi 4 août - 21H
Intervention de Louis PUISEUX

Samedi 4 août et dimanche 5 août - 19h - 5h
SPECTACLE
Jean-Marc Le Bihan / Los Chacos / FRANÇOIS BERANGER / Maurice Bénin / Made in France.

Dimanche 5 août - 9h - 13h / ATELIERS
La presse antinucléaire / Les camps de paix / Problèmes juridiques et pouvoir du citoyen / Relation syndicats-antinucléaires / Actions locales.

Dimanche 5 août - 13h - 15h / CLÔTURE
Lieu : Rive droite du Rhône à hauteur de Morestel (38) à 50 km à l'est de Lyon. Itinéraire fléché à partir de la RN75 Bourg-Grenoble.

Contact : Campagne pour l'Arrêt de Malville BP 5006 St-Jean 69245 LYON Cedex 5

Soutien financier : Chèques à l'ordre de Michel BERNARD CCP 626 63 K LYON

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Espoir d'un règlement du conflit des dockers...

...mais nouvel échec des négociations dans les charbonnages

De notre correspondant

Londres. – La grève des mineurs britanniques, qui dure depuis quatre mois et demi, n'est pas près de s'achever. Après une journée entière de discussion, une nouvelle rencontre entre le syndicat et la direction des charbonnages s'est terminée, tard dans la nuit du 18 au 19 juillet, par un échec, ce qui n'a surpris personne étant donné que les deux parties avaient clairement déclaré les jours précédents qu'elles n'entendaient pas faire de concession sur le principal sujet des conversations : la *définition des « raisons économiques » qui pourraient être invoquées pour la fermeture d'un certain nombre de puits.*

Pour sa part, le président de l'Union nationale des mineurs, M. Arthur Scargill, avait déclaré au début de la semaine que les mineurs devaient tenir bon sur leurs positions au moment où *« la victoire est en vue »*. M. Scargill faisait allusion aux revers et aux critiques subis actuellement par le gouvernement de Mme Thatcher, et surtout à la pression accrue exercée depuis une semaine par la grève des dockers.

Cependant, à propos de ce nouveau conflit – qui, selon la principale organisation patronale, pourrait *« affecter d'une manière ou d'une autre 70 % de l'industrie nationale »* s'il se prolonge pendant un mois, – les espoirs d'un rèèglement sont apparus le 18 juillet avec la reprise d'une médiation entre les dockers et leurs employeurs, qui devaient entamer de véritables négociations au cours d'une réunion prévue jeudi après-midi. Le secrétaire général du principal syndicat des transports (TGWU), M. John Connolly, a déclaré qu'à son avis des *« progrès »* venaient d'être réalisés dans les pourparlers préliminaires et il s'est dit *« plus optimiste »*. Les dockers demandent que les employeurs s'engagent à continuer à respecter un accord conclu en 1947 pour garantir l'emploi dans la plupart des ports britanniques et exclure les licenciements (le nombre des dockers est passé de 82 500 en 1951 à 13 700 aujourd'hui).

Le gouvernement a déjà fait savoir qu'il était favorable à la prorogation de cet accord. Par ailleurs, les dirigeants syndicaux paraissent être quelque peu embarrassés par les protestations des routiers qui ont bloqué le 18 juillet, le port de Douvres où le trafic des véhicules particuliers et des touristes avait été maintenu par les dockers. Les routiers, qui appartiennent au même syndicat, demandent la fin d'un mouvement qui menace leurs propres emplois (1).

Les marins de la compagnies Sealink, qui s'étaient joints à la grève des dockers pour dénoncer le projet de privatisation de cette société filiale de British Railways, ont appris le 18 juillet que le gouvernement avait approuvé la proposition de rachat faite par la société Sea Containers. Celle-ci, dont le siège est aux Bermudes, représente des capitaux en majorité américains et contrôle la société du nouvel Orient-Express, le train de luxe remis en circulation ces dernières années.

Cette opération soulève de nombreuses critiques car le montant de la vente, 66 millions de livres (près de 800 millions de francs), est nettement inférieur aux prévisions initiales du gouvernement, et cela semble confirmer les craintes qu'ont fait naître les difficultés d'autres projets de *« dénationalisation »* (*le Monde* du 4 juillet).

FRANCIS CORNU.

(1) Plusieurs routiers ont bloqué mercredi les ports français et belges, perturbant l'embarquement des passagers pour protester contre les actions des dockers britanniques et la paralysie du trafic de marchandises.

ET LE TUNNEL ?

La grève des dockers britanniques fait penser à la mer ; et la mer à la Manche et la Manche au serpent de mer du tunnel sous la Manche...

Abandonné en 1976, le projet est ressorti il y a deux mois. Des banquiers français et britanniques ont fait leurs comptes : 50 à 70 milliards de francs (à rembourser en quinze à vingt ans) que la CEE pourrait, en partie, prendre à sa charge.

Un tunnel sous la Manche serait sans doute un moyen de rendre plus fluides les transports en Europe et de contourner les grèves des corporations maritimes. Mais les récents blocus au tunnel du Mont-Blanc invitent à la circonspection. Touristes et camionneurs risquent les embouteillages tout autant sur mer que sous terre. La fin de l'Europe des bouchons n'est pas à l'horizon...

F. Gr.

● **Protestation de la FNTR.** – Devant la prolongation de la grève des dockers britanniques, la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) et l'Association française des transporteurs internationaux (AFTRI) expriment, dans un communiqué, *« leur très vive inquiétude face à la dégradation de la situation des transporteurs routiers internationaux bloqués avec leurs cargaisons dans les ports de part et d'autre de la Manche ».*

« Elles mettent en garde le gouvernement sur les conséquences humaines et matérielles du blocage de centaines de véhicules utilitaires qui, s'il dure, pourrait susciter des foyers d'exaspération difficilement contrôlables, la profession étant une fois de plus victime d'un conflit qui ne la concerne pas. »

LE RETARD TECHNOLOGIQUE DES PAYS DE L'EST

Un embargo serait peu efficace

estime l'OCDE

« Une politique d'embargo complet sur les échanges technologiques ne pourrait ralentir de manière significative les progrès techniques des pays de l'Est que s'il était possible d'isoler la recherche de ces pays de celle de l'Occident. » Ce jugement, issue d'une étude de l'OCDE publiée le 18 juillet, tombe fort à propos.

Au moment où M. Reagan accentue sa pression sur des alliés occidentaux pour limiter les transferts technologiques vers l'Est et obtient un certain succès sur ce terrain, avec notamment la révision des listes du Cocom (*Le Monde* du 18 juillet), l'OCDE estime que les mesures d'embargo sont peu efficaces.

Il faudrait y inclure la recherche, estiment les deux experts, MM. Gomulka et Nove, auteurs du rapport du château de la Muette, or cela n'est pas possible : l'Est dispose de possibilités d'accès *« presque illimitées »* aux résultats de la science occidentale. A partir de là, il suffit de consacrer des sommes importantes à la mise au point des techniques pour obtenir des résultats *« à l'exception des dernières générations »*, estime l'OCDE.

Cela étant, les deux experts établissent un constat sombre. Le retard technologique des pays de l'Est atteint *« une dizaine d'années dans certains secteurs »*. Dans l'industrie, il est fréquent que les machines soient dix fois moins productives ; la productivité, d'une manière générale, plafonne aux deux tiers de celle de l'Occident. Les acquisitions d'équipements occidentaux ne sont pas négligeables puisqu'ils représentent 5 à 6 % des machines installées en URSS (en particulier dans l'automobile, l'électronique, les industries chimiques, pétrolières et textiles). Mais l'assimilation en est difficile et les délais de mise en œuvre s'allongent au double ou au triple de ce qui est nécessaire en Occident.

Les experts sont pessimistes pour l'avenir. Faute d'engager d'importantes réformes de fonctionnement – ce qui semble très improbable, – les pays de l'Est ne parviendront pas à combler leur retard de façon notable, conclut l'OCDE.

LE PROJET DE BUDGET POUR 1985 EN RFA

Les familles seront les principales bénéficiaires de la diminution de la fiscalité

Correspondance

Bonn. – Une conjoncture relativement hésitante où l'on mesure encore mal l'impact des grèves de ce printemps, un marché du travail à la traîne : le cours de l'économie allemande, en ce milieu d'année, rend les pronostiqueurs prudents. Si la tendance de base ne semble pas s'être modifiée, les estimations de croissance pour 1984 font généralement l'objet d'une révision en légère baisse par rapport aux 3 % que pouvait laisser espérer un début d'année prometteur.

Le projet de budget pour 1985 présenté début juillet par le gouvernement a contribué à renforcer l'optimisme mesuré qui prévaut malgré tout dans les milieux industriels. Le ministre des finances, M. Stoltenberg, qui continue à miser sur une consolidation des finances publiques, reste pourtant à la merci d'une nouvelle détérioration de la situation de l'emploi.

Les arbitrages – parfois laborieux – rendus par le chancelier Helmut Kohl n'ont pas été à l'abri des critiques, y compris parmi ses propres amis où les partisans d'une droite libérale se sont opposés à ceux d'une plus grande intervention de l'Etat pour soutenir la modernisation de l'économie. Le comte Otto Lambsdorff (libéral), qui a dû démissionner récemment de son poste de ministre de l'économie, s'est inquiété de la *« forte tendance »* de la CDU et de la CSU *« à penser de nouveau, à peine le budget consolidé, à faire plaisir à leur clientèle plutôt qu'à réussir une politique de remise en ordre conséquente ».*

Cette critique vise d'abord l'obligation dans laquelle s'est trouvé le ministre des finances de compenser le démantèlement des montants compensatoires européens par des subventions à l'agriculture, mais également par la prudence des mesures arrêtées par le gouvernement pour réduire, à partir de 1986, la pression fiscale. Le plan de finances à moyen terme, adopté début juillet en même temps que le budget, a pour objectif prioritaire de limiter la croissance des dépenses publiques à moins de 3 % jusqu'en 1988, tout en réduisant les nouveaux besoins de crédits de l'Etat.

Le projet de budget pour 1985, qui s'élève à 260 milliards de DM (1), voit sa croissance, par rapport à l'année en cours, réduite à 2,4 % (1,2 %, si l'on se réfère au projet de budget initial prévu pour 1984). Le déficit budgétaire envisagé pour 1985 sera ramené à 24 milliards de DM contre 29,5 milliards de DM pour 1985, soit 11,4 % du budget, pour atteindre 13,2 % du budget en 1988. *« C'est pour moi une des raisons les plus essentielles de la nécessité de poursuivre une politique de consolidation »*, a estimé M. Stoltenberg en présentant ces chiffres.

Ce budget de rigueur a néanmoins sacrifié à deux choix politiques importants : l'Europe et surtout la famille. Les dépenses militaires, quant à elles, croissent de 3,7 %, ce qui a d'ailleurs été largement critiqué comme insuffisant par les Américains. Enfin, en matière d'environnement, les mesures d'incitation prévues à partir de 1986 pour les automobilistes qui achèteraient des voitures équipées de catalyseurs ne seront arrêtées qu'à la rentrée prochaine. Elles devraient cependant être financées par une répartition différente des taxes sur l'essence et ne pas intervenir sur l'équilibre budgétaire.

Les familles seront les principales bénéficiaires de la diminution de la fiscalité, puisque, à partir de 1988 – première année du plan de réduction des impôts en deux étapes arrêté par le gouvernement, – elles bénéficieront d'un abattement fiscal supplémentaire par enfant. En outre, les allocation de congé de maternité, qui avaient été diminuées l'année dernière, seront remplacées par une allocation de 600 DM par mois pour toute personne ayant un nouvel enfant. Cette allocation sera versée pendant dix mois à partir du 1er janvier 1986 et douze mois à partir du 1er janvier 1988.

Moins de subventions

Cependant, le projet de budget de 1985 confirme la volonté du gouvernement de limiter son intervention directe dans l'économie et de poursuivre une politique austère en matière sociale. Le budget du ministère de l'économie, en diminution de *10 %, prévoit notamment une forte* baisse des subventions aux secteurs du charbon et de l'acier. D'une manière générale, Bonn s'en tient, malgré les critiques du SPD, des Verts et d'une partie de la majorité, à une politique restrictive en matière de subventions.

M. Stoltenberg compte sur la réduction du déficit budgétaire, qui doit permettre de maintenir les taux d'intérêt ouest-allemands nettement en dessous de ceux pratiqués aux Etats-Unis, ainsi que sur la réduction de la fiscalité. Celle-ci portera au total, en 1988, sur 20,5 milliards de deutschemarks supportés à 42,5 % par le budget fédéral et, pour le reste, par les Länder et les communes. Ce chiffre ne fera, en fait, que maintenir la pression fiscale à ce qu'elle était en 1983.

Le ministre des finances estime ces incitations suffisantes pour permettre de tenir un objectif de croissance moyen de 2,5 % par an qui devrait, selon ses estimations, aboutir à une légère régression du taux de chômage, actuellement de 8,1 %. Le gouvernement compte, pour l'année prochaine, sur une nouvelle diminution des dépenses d'allocations de chômage, qui avaient été fortement réduites cette année, compte tenu des diminutions des prestations décidées lors du débat budgétaire en 1983.

Le budget des affaires sociales, qui voit sa part réduite une nouvelle fois de 3,1 % dans le projet de budget pour 1985, connaît actuellement, en fonction de ces mesures antérieures, un surplus qui alimente une intense polémique entre les syndicats et les partis de la majorité. Sur les 2,1 millions de chômeurs recensés, seuls un tiers d'entre eux bénéficient d'une pleine allocation de chômage, valable pour un an seulement. Plus d'un million ne touchent plus que les aides sociales versées par les communes, dont le niveau se situe à 20 % en dessous du seuil officiel de pauvreté. La gauche, qui souhaite une extension de la durée de perception des allocations à dix-huit mois, se heurte à une partie de la majorité, favorable au contraire à une diminution des cotisations sociales grâce aux actuels surplus.

Prudent, le ministère des finances semble préférer, pour le moment, se garder un volant de manœuvre. Les derniers chiffres statistiques sur l'économie montrent que la stabilisation espérée sur le front du chômage est encore loin d'être acquise. La diminution des demandeurs d'emploi n'a été que de vingt mille en juin, mois généralement favorable. La reprise reste tributaire des exportations qui ont connu une hausse soutenue depuis le début de l'année, alors que le bâtiment et la consommation intérieure connaissent en revanche des résultats peu encourageants. Et nul ne peut prédire encore l'impact des grèves sur l'emploi, alors qu'une partie des entreprises se livrent à de savants calculs pour savoir comment éponger, par davantage de rationalisation, la diminution de la semaine de travail consentie dans la métallurgie.

HENRI DE BRESSON.

(1) 1 DM = 3,07 francs.

En Espagne

Un médiateur est nommé pour mettre fin à la grève des pilotes d'Iberia

De notre correspondant

Madrid. – Rompant avec une attitude de passivité de plus en plus critiquée par l'opinion publique, le gouvernement espagnol est intervenu, le 18 juillet, dans le conflit qui oppose la compagnie Iberia au syndicat des pilotes en grève depuis maintenant un mois. Il a nommé comme médiateur un haut fonctionnaire du ministère du travail dont l'arbitrage, en vertu de la législation espagnole, aura valeur obligatoire pour les parties.

Il y a quelques jours encore, le ministre de l'industrie, M. Carlos Solchaga, dont dépend la compagnie Iberia, avait affirmé son opposition à toute médiation du gouvernement qui ne ferait, avait-il précisé, que *« valoriser l'irresponsabilité des pilotes qui n'ont jamais voulu négocier ».*

M. Solchaga a dû modifier sa position, le durcissement de l'attitude d'Iberia ayant aggravé le conflit. Ainsi, soixante et onze vols ont-ils dû être annulés le 16 juillet. Un record depuis le début du mouvement. Les services internationaux qui avaient été rétablis dès le cinquième jour de la grève, recommencent à subir des perturbations.

L'ordre donné aux cent onze pilotes (sur un total de huit cent cinquante-trois), qui sont en même temps officiers de l'armée de l'air, de reprendre le travail s'est révélé sans effet. Ils sont maintenant plus de soixante à avoir présenté leur démission des forces armées pour avoir le droit de poursuivre leur mouvement.

Les pilotes ont répliqué par une grève du zèle à l'obligation qui leur est faite de réaliser un nombre élevé de services minimums. En multipliant les contrôles et les inspections des appareils, en accomplissant au ralenti les manœuvres au sol, ils ont créé la confusion sur les principaux aéroports du pays.

En riposte, la direction d'Iberia a annoncé, le 17 juillet, le licenciement pour *« fautes graves »* de cinq pilotes. Parmi eux se trouve le secrétaire général du syndicat et principal animateur de la grève, M. Martin Echevarria, qui, selon la compagnie, a provoqué volontairement en moins d'une semaine des retards de plusieurs heures dans une demi-douzaine de vols.

THIERRY MALINIAK.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crouzet®

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
CROISSANCE PRÉVUE POUR 1984 : + 15 %

L'assemblée générale des actionnaires de Crouzet, qui s'est tenue le 28 juin 1984, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 qui se sont soldés par une perte de 28 millions de francs au niveau de la société mère pour un chiffre d'affaires de 1 162 millions de francs. Aucun dividende ne sera servi au titre de cet exercice.

Pour le groupe, les ventes se sont établies à 1 633 millions de francs et le résultat consolidé ressort en perte pour 24 millions de francs, la contribution négative des sociétés mises en équivalence étant compensée par une reprise de la provision pour risque constituée antérieurement.

En commentant l'année 1983, le président a d'abord indiqué que le résultat est principalement la conséquence du ralentissement de l'activité constaté en fin d'année dans les secteurs des composants d'automatismes et des composants pour l'électroménager, malgré l'évolution positive de l'aérospatial et des terminaux et systèmes. Des décisions indispensables pour la compétitivité du groupe, telles que la signature d'un contrat de solidarité ou l'intensification de la recherche ont également pesé dans les résultats.

Le président a ensuite précisé que cette mauvaise année ne modifierait pas la politique de diversification industrielle que Crouzet s'est fixée dans le cadre de ses compétences, positionnant le groupe sur les biens industriels, les biens de consommation, les grands équipements civils et militaires.

L'aérospatial et les terminaux et systèmes, qui s'adressent à ces derniers marchés, disposent déjà d'un ensemble de produits nouveaux destinés à des créneaux porteurs : systèmes de navigation pour hélicoptères et véhicules terrestres, technologie spatiale, paiement électronique, publiphone à cartes à mémoire, distributeurs de titres de transport. Pour les composants d'automatismes, un plan de redéploiement est en application, afin de positionner cette activité sur des marchés plus porteurs ; il s'est déjà traduit par le lancement de nouveaux produits : moteurs pas à pas, minirupteurs de standard international, commandes électroniques programmables dont l'incidence sur les ventes deviendra progressivement significative ; d'autres sont en cours de développement.

Ce programme, ainsi que les besoins des autres activités, expliquent l'effort d'investissements : 169 millions de francs en 1983 (+ 22 %) ; celui-ci se poursuivra en 1984.

Sur le plan commercial, le potentiel des filiales a été renforcé pour commercialiser les nouveaux produits de l'aérospatial et des terminaux et systèmes pour lesquels existent des débouchés à l'exportation : cette politique s'est déjà traduite par la signature du contrat du métro de Glasgow et celui concernant des systèmes de navigation pour véhicules blindés de l'armée suédoise.

Sur le plan de la maîtrise des coûts, diverses actions sont menées. Au cours de ces dernières années, l'effectif a été réduit sans recours à des licenciements, en application de dispositions légales (convention avec le Fonds national pour l'emploi, contrat de solidarité) ; cette tendance doit se poursuivre si les autorisations nécessaires des pouvoirs publics sont obtenues. De même un certain nombre d'avantages sociaux payés au-delà des obligations légales, que ne supportaient pas en général les concurrents, ont été réduits.

Pour financer l'ensemble de ce plan, l'autofinancement doit être complété par des concours extérieurs négociés dans le cadre des besoins globaux de l'entreprise ; ainsi des lignes de crédit à des taux inférieurs à ceux pratiqués couramment ont été obtenues ; il peut être cité, à titre d'exemple, 90 millions de francs sur quatre ans d'aides diverses (crédit de politique industrielle, ANVAR, prêt participatif) résultant de l'acceptation du dossier de Crouzet par le comité d'orientation et de développement des industries stratégiques.

Après cet exposé des moyens mis en place pour retrouver une situation de rentabilité durable, les perspectives d'activité de l'exercice en cours ont été évoquées.

A la fin juin, les ventes de Crouzet-SA ont progressé de 16 %, alors que les composants pour l'électroménager demeurent stables, les trois autres activités enregistrant une évolution de 15 % à 20 %. A cette même date, le portefeuille de commandes s'accroît globalement de 12 % et celui des composants d'automatismes, secteur en difficulté au cours de l'exercice précédent, a augmenté de plus de 40 %.

Cela devrait conduire, pour l'ensemble de l'année 1984, à une progression de 15 % du chiffre d'affaires, les développements les plus importants provenant des terminaux et systèmes et des composants d'automatismes.

Cette prévision peut, certes, être affectée par un ralentissement de l'activité dans la seconde partie de l'année, mais aucun indice en ce sens n'est perceptible aujourd'hui.

Le résultat, sous l'effet des économies de coût et du niveau de l'activité, doit redevenir positif.

Hors incidence des sociétés mises en équivalence, qui n'est pas mesurable à ce jour, les mêmes tendances devraient se vérifier au niveau consolidé, d'autant que les mesures prises dans la filiale italienne portent leurs fruits dès 1984.

HAUSSMANN ÉPARGNE

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

La Banque Worms a pris l'initiative de constituer une nouvelle SICAV, Haussmann Epargne, qui a pour vocation, au travers d'un portefeuille constitué essentiellement d'obligations françaises, la recherche d'une performance régulière principalement sous la forme de gains en capital.

Le règlement intérieur de cette SICAV précise que son portefeuille de valeurs mobilières sera toujours investi à plus de 90 % en valeurs françaises. Ainsi, les fonds *communs de placement créés dans le cadre des ordonnances sur la participation des* salariés et les caisses de retraite pourront y souscrire. Les organismes d'assurances *pourront faire figurer les actions Haussmann Epargne dans le quota obligatoire de* leurs provisions techniques correspondant à leurs activités en France.

Le conseil d'administration de cette nouvelle SICAV, présidé par M. Thierry Pillet-Will, directeur central à la Banque Worms, est constitué comme suit :

Administrateurs :

- Banque Worms, représentée par M. Jean-Marc Verdier, directeur ;
- Caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, représentée par M. Patrice Billaut, directeur financier ;
- Compagnie générale des matières nucléaires, représentée par M. Marcel Geoffroy, directeur financier ;
- Compagnie générale de participation et d'assistance, représentée par M. Jean Gonot, directeur général ;
- M. Alain Ducray, directeur financier et administratif de Christian Dior-SA ;
- Al Saudi Bank (ASB), représentée par M. Bruno Moschetto, directeur général ;
- SIPAREX, représentée par M. Dominique Nouvellet, directeur général ;
- Union des assurances de Paris-Vie, représentée par M. Paul Boyer.

Censeurs :

- Banque de la mutuelle industrielle, représentée par M. Fabrice Jordan, fondé de pouvoirs ;
- Banque de l'Union occidentale française et canadienne (BUOFC), représentée par M. Bernard Dion, directeur adjoint ;
- M. Paul Coirre.

Dotée d'un capital initial de 50 millions de francs, Haussmann Epargne sera ouverte au public le lundi 23 juillet. Les souscriptions seront reçues aux sièges et guichets des établissements suivants :

- Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris ;
- Banque de la mutuelle industrielle, 55, rue La Boétie, 75008 Paris ;
- Banque de l'Union occidentale française et canadienne, 47, avenue George-V, 75008 Paris.

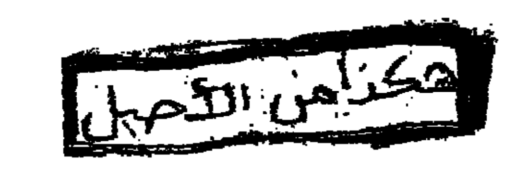
Cette nouvelle SICAV complète la gamme des produits financiers spécialisés créés par la Banque Worms et ses filiales : Banque de la mutuelle industrielle, Banque de l'Union occidentale française et canadienne et Gestion privée Worms (Fonds commun de placement).

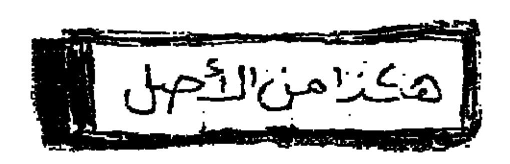


TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX PARIS ☎ 345.21.62

MARCHÉS
PARIS

LA VIE D





MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

18 juillet

Calme

L'annonce d'un changement de gouvernement a été accueillie dans le calme mercredi à la Bourse de Paris, mais pas dans l'indifférence. S'agissant de l'arrivée de M. L. Fabius à Matignon, le sentiment était très mitigé. Mais c'est surtout l'éventualité d'un départ de M. J. Delors, voire des ministres communistes, qui suscitait le plus de commentaires. Le ministre de l'économie possède une bonne image de marque et son remplacement n'irait pas sans provoquer quelques grincements. A la clôture, après des négociations peu animées, surtout peu actives, l'indicateur instantané enregistrait un modeste repli de 0,14 %.

La Bourse n'eut pas à forcer son talent. L'attentisme, elle connaît depuis quelque temps. Cette séance s'est donc située dans le droit fil des précédentes. Seul événement un peu notable : le redressement de Peugeot (+ 4,6 %) en liaison avec la reprise du dialogue syndicats-direction. Autour de la corbeille, bien sûr, le petit jeu des paris sur les « ministrables » a fonctionné comme toujours en pareille occasion.

A propos du nouveau locataire de la Rue de Rivoli, tous les noms circulaient : François Dalle, Jean Riboud, Michel Rocard, même Gilbert Trigano. « Je te parie un gueuleton que ça ne sera pas Riboud », *disait un gérant de portefeuille.* « Tu verras », *lui rétorqua l'autre.*

La devise-titre a continué de baisser et s'est échangée entre 9,57 F et 9,62 F contre 9,55 F/9,73 F.

L'or s'est encore un peu tassé à Londres : 346,25 dollars l'once contre 347,15 dollars.

Avec la hausse du dollar, le lingot a regagné 250 F à Paris en cotant 98 000 F. Le napoléon a fait cavalier seul : 616 F (après 615 F) contre 619 F.

Le volume des transactions a un peu augmenté : 11,30 millions de francs contre 10,15 millions de francs.

NEW-YORK

Repli

Après trois séances de hausse consécutive, les cours se sont repliés, mercredi, à Wall Street. Le mouvement de baisse s'est amorcé peu après l'ouverture et s'est ensuite poursuivi lentement. A la clôture, l'indice des industrielles s'inscrivait à 1 111,63, soit à 11,26 points en dessous de son niveau précédent.

Le bilan de la journée a été en ligne. Sur 1 948 valeurs traitées, 923 ont fléchi, 564 ont monté et 461 n'ont pas varié.

Autour du Big Board régnait une grande déception. Parmi ceux qui la veille encore envisageaient l'avenir avec une relative confiance, plus guère ne croyaient à la possibilité d'une reprise d'été. L'annonce d'une augmentation de 5,3 %, en juin, du nombre des mises en construction de maisons individuelles, ce malgré la tension observée sur les taux hypothécaires, a relancé la crainte d'une accélération de l'expansion économique et, partant, d'une nouvelle hausse du loyer de l'argent.

De grands investisseurs, disait-on, auraient commencé à vendre. Bref, le marché s'est remis à broyer du noir, les valeurs sujettes à OPA, telles Saint Regis et Walt Disney, ont continué de susciter de l'intérêt. En revanche, les actions des firmes pharmaceutiques ont été assez affectées en raison du développement d'une guerre des prix et de résultats trimestriels décevants. L'activité s'est ralentie et 76,64 millions de titres ont changé de mains, contre 83,66 millions.

VALEURS	Cours du 17 juillet	Cours du 18 juillet
Alcoa	32 5/8	33
A.T.T.	17 1/8	17 5/8
Boeing	44 7/8	44 7/8
Chase Manhattan Bank	39 1/4	38 7/8
Du Pont de Nemours	45 1/4	44 1/2
Eastman Kodak	71 3/4	71 5/8
Exxon	41 1/4	41
Ford	38 7/8	38 5/8
General Electric	50 3/8	49 3/4
General Foods	55 5/8	53 1/2
General Motors	68 1/4	67 5/8
Goodyear	24 3/4	24 1/2
I.B.M.	108	107 1/4
I.T.T.	22 3/8	22 1/4
Mobil Oil	28 5/8	26 1/4
Pfizer	31 5/8	31
Schlumberger	42 7/8	42 3/8
Texaco	34 1/8	33 7/8
U.A.L. Inc.	34 1/2	34 1/2
Union Carbide	50 3/4	49 5/8
U.S. Steel	23 5/8	23 5/8
Westinghouse	21 5/8	21 1/2
Xerox Corp.	37 3/8	38 3/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

GENCOR. – Les onze mines d'or du groupe Gencor ont amélioré leurs bénéfices nets, qui ont atteint 123,75 millions de rands (86 millions de dollars) pour le trimestre achevé le 30 juin (contre 101,58 millions ou 71 millions de dollars pour le trimestre précédent).

Une des plus importantes des onze, Buffelsfontein, a dégagé un résultat net de 54,2 millions de rands (38 millions de dollars), contre 50,6 millions de rands au 31 mars dernier (35,5 millions de dollars).

Stilfontein a fait, de son côté, 11,5 millions de rands de profits nets contre 6,2 (8 millions de dollars contre 4,3), West Rand Consolidated 1,6 million contre 1,3 million de rands (1,1 million de dollars contre 900 000 dollars) et St Helena 14,4 millions de rands contre 9,3 millions (10 millions de dollars contre 6,5).

ANGLOVAAL. – Les bénéfices nets de cet autre groupe aurifère sud-africain sont eux aussi en hausse (+ 26 %) pour le deuxième trimestre, passant de 35,55 millions de rands (24 millions de dollars au 31 mars à 44 millions de rands (29 millions de dollars) au 30 juin. Ces résultats s'expliquent, notamment, par l'augmentation de la production (+ 6,8 %), qui est passée à 11 064 kilos, et par un meilleur rendement du minerai.

RANDFONTEIN. – Ce groupe minier sud-africain a été moins heureux que les autres et a vu, au contraire, ses profits nets diminués de 39,5 % pour le second trimestre, dont le montant est revenu à 19,06 millions de rands.

SICLI. – La société, spécialisée dans la fabrication de matériels contre l'incendie, accuse une perte de 19,8 millions de francs pour 1983 contre un bénéfice de 2,8 millions l'année précédente.

Ce déficit, réduit à 17,7 millions de francs dans les comptes consolidés en raison des bons résultats des filiales Sides et Sicli Surveillance, est dû notamment à un *« ralentissement d'activité de la profession »* et à des *« charges exceptionnelles enregistrées ou provisionnées pour 25 millions de francs ».*

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	17 juillet	18 juillet
Valeurs françaises	110	110,2
Valeurs étrangères	82,4	81,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	17 juillet	18 juillet
Indice général	166,2	165,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 19 juillet .... 11 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18 juillet	19 juillet
1 dollar (en yens)	243,35	243,68

BOURSE DE PARIS — Comptant — 18 JUILLET

Actions au comptant

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

SICAV 18/7

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ♦ : prix précédent.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18/7	Cours des billets aux guichets — Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 721	8 756	8 500	8 920
ECU	6 863	6 872	....	....
Allemagne (100 DM)	306 930	307 040	293	313
Belgique (100 F)	15 151	15 187	14 600	15 700
Pays Bas (100 fl.)	272	272 140	261	281
Danemark (100 krd)	84 030	84 120	79	87
Norvège (100 k)	106 180	106 300	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	11 547	11 525	11 100	12
Grèce (100 drachmes)	7 780	7 787	6 600	8 600
Italie (1 000 lires)	4 994	5 004	4 715	5 205
Suisse (100 fr.)	363	363 420	352	373
Suède (100 krs)	105 240	105 300	101	108
Autriche (100 sch)	43 760	43 790	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 415	5 415	5 350	5 900
Portugal (100 esc.)	5 790	5 800	5 600	6 100
Canada ($ can 1)	6 559	6 582	6 380	6 720
Japon (100 yens)	3 605	3 599	3 480	3 640

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18/7
Or fin (kilo en barre)	97750	98100
Or fin (en lingot)	97750	98000
Pièce française (20 fr)	619	616
Pièce française (10 fr)	420	.....
Pièce suisse (20 fr)	598	596
Pièce latine (20 fr)	583	584
Souverain	724	726
Pièce de 20 dollars	4360	4400
Pièce de 10 dollars	2110	2120
Pièce de 5 dollars	1302 50	.....
Pièce de 50 pesos	3845	3870
Pièce de 10 florins	597	599

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

L'ÉCURIE BRITANNIQUE TYRRELL EXCLUE DU CHAMPIONNAT DU MONDE DE FORMULE 1

L'écurie britannique Tyrrell a été exclue du championnat du monde de formule 1 par le comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), réunie mercredi 18 juillet, à Paris.

Le directeur de l'écurie, M. Ker Tyrrell, a été convaincu de tricherie pour avoir utilisé des billes de plomb dans le réservoir d'eau de ses monoplaces au cours des grands prix. Cette trouvaille ingénieuse permettait à ses voitures d'atteindre le poids minimum de 540 kilogrammes imposé par la réglementation.

Cette exclusion est un fait unique dans les annales de la formule 1 dont le premier championnat du monde a été organisé en 1950. Elle frappe l'un des plus prestigieux constructeurs, qui est aussi le dernier utilisateur du moteur atmosphérique Ford-Cosworth. Ken Tyrrell se servait de ce subterfuge pour rendre ses voitures plus légères face à la concurrence des monoplaces dotées de moteurs turbo-compressés plus puissants.

Le comité exécutif de la FISA a, de plus, retiré sa licence de directeur de course au Belge Jacky Ickx jusqu'à la fin de la saison pour avoir décidé d'arrêter, à mi-course, le Grand Prix de Monaco (*le Monde* du 5 juin), sans en référer aux commissaires sportifs. Il lui a également infligé une amende de 6 000 dollars (environ 48 000 francs).

Le numéro du « Monde » daté 19 juillet 1984 a été tiré à 548 742 exemplaires

A B C D E F G

LA DÉCISION DU PARTI COMMUNISTE ET LA FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

L'action de M. Jack Ralite

M. Jack Ralite, qui était ministre délégué chargé de l'emploi, a bien préparé sa sortie du gouvernement. Le 18 juillet, au moment même où étaient connus les chiffres de l'emploi, son cabinet – « *pour faciliter votre travail de documentation et de recherche* » – indiquait que depuis le 15 juin dernier le ministère avait pris 18 décrets ou arrêtés sur l'emploi et dix circulaires... Comme quoi, jusqu'au bout M. Ralite a travaillé d'arrache-pied. Le 13 juillet, à Autrans dans l'Isère (*le Monde* des 15-16 juillet), il avait livré en quelque sorte son « testament » sur l'emploi – « *un mot construction, un mot phrase, un mot dynamique* » – en s'adressant à ceux « *qui veulent garantir, conforter, déplisser, créer des emplois. C'est vrai que ce que nous faisons aujourd'hui occupe encore une place lilliputienne dans l'actualité. Mais vous connaissez l'aven Armand dans le causse, il ne débouche que par un trou de souris* ».

Trou de souris ou non, M. Ralite a hérité d'un cadeau empoisonné quand il est passé en mars 1983 du ministère de la santé – où il s'était mis à dos les médecins hospitaliers – au ministère délégué à l'emploi. N'arrivait-il pas au moment où M. Delors commentant son deuxième plan de rigueur annonçait une augmentation « mécanique » de 100 000 chômeurs de plus d'ici à la fin 1983. M. Ralite n'a jamais caché qu'il agissait dans un rayon d'action limité puisqu'il n'avait pas de prise réelle sur les grandes orientations gouvernementales. Le 2 juillet 1983, dans une interview au *Monde*, il apportait un appui sans ambiguïtés à la gestion économique du chômage préconisée par M. Mitterrand : « *Je suis convaincu que ni à court ni à moyen terme, il n'y a de régression possible du chômage sans création nette d'emplois dans la sphère productive.* » Deux conseils des ministres « exceptionnels », les 6 juillet et 3 août 1983, puis deux séminaires gouvernementaux sur l'emploi ont à chaque fois accouché d'une « souris »... et le traitement social du chômage ayant été épuisé, de nouvelles parades n'ont pu être trouvées pour en enrayer la montée.

S'il n'a obtenu qu'un succès très relatif pour les contrats emploi-formation, M. Ralite, que M. Bérégovoy laissait en première ligne sur son dossier (sauf lorsqu'il s'agissait de la réduction de la durée du travail), a lancé, à titre expérimental, la nouvelle formule des contrats emploi-formation-production aux résultats très limités. Le 26 mars 1984, dans une interview au *Nouvel Economiste*, il lançait une mise en garde à peine voilée au gouvernement, et surtout à M. Delors, indiquant qu'avec la politique du gouvernement on allait vers les 2,6 millions de chômeurs à la fin de 1984. Et il ajoutait : « *Le plus redoutable, c'est la campagne actuelle qui, pour tenter d'oblitérer la priorité à l'emploi, présente l'accroissement du chômage comme une fatalité liée aux mutations technologiques ; ces mutations ne sont pas en elles-mêmes destructrices d'emplois.* » Ironie de l'histoire : M. Delors s'en va. M. Ralite également.

M. Jack Ralite est né le 19 mai 1928 à Châlons-sur-Marne. Membre du comité central où il a été, à partir de 1979, responsable des affaires culturelles, il a été journaliste à *l'Humanité*. Adjoint au maire d'Aubervilliers depuis 1965 – en 1984, il est devenu maire après le décès de M. Karman, – il est député de Seine-Saint-Denis. A l'Assemblée nationale, il a été rapporteur du budget du cinéma. Ministre de la santé dans le deuxième gouvernement Mauroy, il a rencontré l'hostilité d'une bonne partie du corps médical, sa politique étant très controversée.

Voilà un ministre qui a su rester discret sur les débats politique, mais n'a pas hésité à s'exprimer sur les orientations économiques et sociales du gouvernement. A bon escient. « *J'appartiens à un gouvernement qui ne truque pas, qui ne magouille pas et qui ne falsifie rien* », soulignait-il le 20 novembre 1983. Il savait à la fois estimer, comme le 21 mars 1983, qu'il « *aurait été dommage que l'on sorte du SME* » et considérer, en décembre 1983, que les travailleurs « *doivent continuer à rester vigilants sur les revendications salariales et les conditions de travail, par exemple* ». M. Ralite, qui savait faire preuve de réalisme, laissera également le souvenir, au moment où le conflit Citroën reste à régler, de sa négociation avec la direction de Peugeot qui, en décembre 1983, devait aboutir – avec le consentement tacite de la CGT – à la réduction de mille licenciements chez Talbot et à un effort de formation dans le but d'éviter des mises au chômage pour les licenciés. Un « accord » qui devait mettre le feu aux poudres à Poissy...

M. N.

Bon accueil dans les milieux financiers internationaux

Les milieux financiers internationaux, que le changement de gouvernement a pris par surprise, comme tout le monde, l'ont, finalement, bien accueilli après quelques moments d'hésitation.

L'impression générale, vraie ou fausse, est que le président Mitterrand effectue un recentrage et que, de toute façon, il poursuit sa politique de rigueur. Le départ des ministres communistes ne peut que confirmer cette opinion.

Ajoutons qu'aux yeux des milieux financiers internationaux, ce départ lève une hypothèque qui pesait sur les gouvernements de la France dès la constitution du premier en mai 1981. La crainte d'une extension des conflits sociaux ne paraît pas avoir été prise en compte. Assez curieusement, le départ de M. Jacques Delors, hautement respecté à l'extérieur de nos frontières, et considéré comme le garant de la rigueur et de l'austérité, n'a pas affaibli le franc. Celui-ci avait pourtant commencé à baisser en janvier dernier, lorsque la possibilité de voir le ministre des finances conduire la liste du PS aux élections européennes avait été publiquement évoquée.

Est-ce que la personnalité de M. Fabius apparaît plus « rassurante » aux yeux de l'étranger que celle de M. Mauroy, dont on pouvait redouter quelque initiative jugée trop hardie ou trop peu orthodoxe ? Est-ce que la France est jugée plus forte qu'au début de l'année, ou l'Allemagne moins vigoureuse ? Est-ce, enfin, la certitude qu'un homme « raisonnable » sera nommé Rue de Rivoli ? Le nom de M. Bérégovoy, qui a été prononcé, n'a pas de quoi effrayer à l'extérieur de nos frontières. Bien qu'il ne soit pas un technicien des finances publiques, il est auréolé de son succès à la Sécurité sociale, sortie du « rouge » en 1983, et on le voit tout de suite appliquer la même méthode au budget. Vrai ou faux, c'est ce que l'on pense hors de l'Hexagone.

Le cours du mark à Paris, pierre de touche pour la tenue du franc au sein du Système monétaire européen (SME), et seule référence valable face à un dollar mouvant, s'est maintenu aux environs de son cours antérieur de 3,07 F, qui se situe au voisinage de son cours médian de 3,066 F, cela sans intervention de la Banque de France. Bien plus, les marks, qui étaient sortis mardi soir à l'annonce de la démission de M. Mauroy et de l'arrivée de M. Fabius, sont rentrés dare-dare mercredi en fin d'après-midi. Ce phénomène a même provoqué une hausse du dollar, qui a touché 8,79 F à New-York, avant de revenir jeudi matin à 8,76 F environ. Sous l'effet des ventes de marks, le dollar a monté à Francfort, ce qui l'a fait monter également à Paris.

FRANÇOIS RENARD.

M. Stasi (CDS) : les frontières fixées par les élections entre majorité et opposition ne changent pas

La constitution d'un nouveau gouvernement sans ministres communistes « *prive sans doute l'opposition d'un épouvantail un peu facile* », nous a déclaré M. Bernard Stasi, député UDF-CDS de la Marne. « *Face à un pouvoir qui présente un nouveau visage, il faudra que nous fassions un effort de renouvellement* », ajoute-t-il tout en précisant que cette nouvelle donne « *ne change rien à notre détermination d'opposants ni les frontières fixées à l'occasion des élections entre majorité et opposition.* » M. Stasi remarque aussi que, « *si les communistes s'en vont, c'est aussi parce qu'ils considèrent que les promesses, notamment en ce qui concerne le chômage, n'ont pas été tenues.* » Sur ce point, dit-il, nous ne pouvons que leur donner raison. Il note aussi que les communistes doivent « *parier sur l'échec économique* » et qu'ils feront tout ce qu'ils peuvent pour y « *contribuer* ». De ce fait, « *l'avenir est préoccupant* », estime le député de la Marne. Il ressent la nécessité pour l'opposition de « *changer un discours parfois trop simpliste qui ne fait pas assez appel*, selon lui, *à l'imagination et à la réflexion.* » « *Ce n'est pas en nous alignant sur les caricatures de Le Pen que l'opposition pourra relever le défi*, affirme-t-il, *ni garder un électorat que rebutait le socialisme archaïque et idéologique de M. Mauroy, mais qui risque d'être séduit par le visage plus modéré de Laurent Fabius.* »

M. Michel Pinton, président des adhérents directs de l'UDF : « *La rupture de la coalition gouvernementale montre les contradictions profondes du pouvoir marxiste en France. L'opposition a plus que jamais le devoir de manifester son intransigeance et la clarté de ses choix face aux pièges et aux séductions brumeuses que lui tend François Mitterrand.* »

M. Jospin : le PC porte la responsabilité de la rupture

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, nous a déclaré jeudi matin 19 juillet : « *La direction du PCF vient de décider qu'il n'y aurait pas de ministres communistes dans le nouveau gouvernement. Cette décision m'inspire les premières réflexions suivantes :*

1. Les socialistes étaient et restent favorables à la participation des communistes au gouvernement. Le premier ministre leur a naturellement proposé de la poursuivre.

2. La politique économique et sociale qu'entend suivre le gouvernement de Laurent Fabius n'est pas différente de celle qu'appliquait le gouvernement de Pierre Mauroy, politique à laquelle étaient associés les communistes et qui recevait l'approbation de Georges Marchais lors de la récente campagne européenne. Je suis sûr que le gouvernement, tout en poursuivant la modernisation industrielle et la recherche des grands équilibres, fera tous ses efforts pour la croissance et pour l'emploi.

3. Je regrette donc la responsabilité que la direction du Parti communiste vient de prendre devant l'opinion de gauche et devant le pays. Les socialistes continueront à assumer la tâche que le peuple leur a confiée en mai-juin 1981.

4. Je souhaite que, face à la droite qui risque désormais d'accentuer sa pression contre nous et les conquêtes que nous avons réalisées pour notre pays, le Parti communiste soutienne au Parlement la politique du gouvernement.

5. Je convoque pour cet après-midi un bureau exécutif du Parti socialiste qui examinera la situation ainsi créée. »

● *M. NOIR (RPR) : l'opposition devra être plus nuancée.* – M. Noir, député RPR du Rhône, nous a déclaré, à propos de la non-participation au gouvernement des ministres communistes : « *C'était prévisible si l'on regarde la stratégie du Parti communiste. Les communistes ont toujours eu comme critère de décision l'intérêt du Parti. Il est logique, étant donnée la récente débâcle électorale, que les communistes décident de quitter le gouvernement pour ne plus paraître cautionner la politique de rigueur avec ses effets sur le chômage.* » Selon M. Noir, leur attitude traduit leur intention de se refaire « *une santé électorale* » et « *l'espoir de capitaliser les mécontentements provoqués par la politique de rigueur* ». « *Il est évident que cette stratégie de recentrage que représentent la nomination de M. Fabius et la continuation de la politique de rigueur va nous obliger à être plus nuancés et plus positifs* », a ajouté le député du Rhône.

● *M. François d'Aubert (PR) : un gouvernement squelette.* – M. François d'Aubert, député UDF-PR de la Mayenne, estime que le nouveau gouvernement va être réduit à « *une sorte de squelette* » avec, d'un côté, « *l'absence de la caution sociale-démocrate que représentait M. Jacques Delors et, de l'autre, la non-participation des communistes. C'est une sorte de phalange qui va nous gouverner, privée de ses alliances. Ce gouvernement ne pourra durer lontemps* », nous a-t-il précisé, avant d'ajouter : « *Ce n'est pas à nous de dire que Laurent Fabius représente la modernité et autres sornettes de ce genre. C'est un opportuniste qui, de par ses origines familiales, a toujours été obligé de donner des gages à la gauche. Il faut le prendre en face, d'autant plus qu'il représente directement le président de la République.* »

Lisez
Le Monde
dossiers et documents

Sur le vif

Calvities

Ça on ne vous l'a pas dit, mais moi je le sais – c'est un huissier de Matignon qui me l'a raconté, – parmi tous les coups de téléphone qu'il a donnés, Fabius, au cours des dernières quarante-huit heures, il y en a eu un, vous ne devinerez jamais à qui, à Giscard.

C'est qu'il en a ras le sourcil, Fabius, il ne peut plus ouvrir un journal, une radio ou une télé sans s'entendre comparer à Fignon ou à Giscard. Fignon, ça l'énerve prodigieusement, mais bon, tant pis, il laisse courir. De toute façons, il n'y en a plus que pour quelques jours. Mais Giscard, non. Il lui a carrément demandé de faire cesser cette campagne de presse éhontée, destinée à le faire mousser, lui Giscard, à faire parler de lui, par Fabius interposé.

« *Enfin, monsieur le président*, c'est inadmissible. Vous me volez mon image. Cette histoire de pull-over, de calvitie...

– J'étais chauve avant vous, je vous demande pardon ! Et je me permettrai de vous faire remarquer que, moi, je n'étais pas la créature du Général.

– Créature, créature ! J'ai été choisi pour mon mérite, figurez-vous. Les Français, vos mérites, ils ne les ont pas tellement appréciés. Ils vous ont rejeté. Maintenant c'est mon tour. Alors n'essayez pas de tirer la couverture en allant dire partout que je vous copie.

– Mon cher ami, vous vous méprenez. Ce petit jeu des portraits m'exaspère au contraire. Nous comparer, quelle erreur ! Avant de faire l'ENA, j'ai fait Polytechnique. C'est autre chose que Normale sup. D'ailleurs, rappelez-vous à quel âge j'étais secrétaire d'Etat. Aux finances, s'il vous plaît. A trente-trois ans.

– Oui mais quatre ans après vous étiez toujours rue de Rivoli. Matignon, ça a quand même une autre allure.

– Pas quand on y arrive en 2 CV comme votre épouse. Comment s'appelle-t-elle déjà ? Françoise ! Anne-Aymone ça a plus de chic. Cette voiture, c'est intentionnel sans aucun doute. je crains que ça ne fasse pas oublier votre fortune personnelle.

– Parlons-en ! Vous même, vous n'êtes pas à plaindre. D'ailleurs pour donner le change vous jouiez de l'accordéon. Ça c'est faussement peuple, sans parler de vos petits déjeuners bidons avec les éboueurs, et de vos retours à l'heure du laitier...

– Puisque vous devenez grossier, cher ami, je vais tout de même vous le dire. La différence entre vous et moi, c'est que vous ne serez jamais président de la République. »

Ça, ce pauvre Fabius, ça lui a coupé la chique.

CLAUDE SARRAUTE.

SELON SES PROPRES STATISTIQUES

FO estime qu'elle a progressé de plus de onze points en seize ans aux élections professionnelles

Force ouvrière a publié le 16 juillet sa statistique électorale annuelle, qui, pour la période juillet 1983-juillet 1984, porte sur 4 400 000 inscrits et 2 913 905 exprimés alors qu'à l'origine (1968-1969) elle portait sur 1 600 000 inscrits et 1 239 486 exprimés. Cette évolution est significative de la progression de l'implantation de FO puisque sa statistique annuelle ne porte que là où ce syndicat est représenté qu'il s'agisse d'entreprises privées, nationalisées ou dans la fonction publique. Pour la période juillet 1983-juillet 1984, la CGT a obtenu 926 928 voix et 31,81 % (soit – 3,70 points), FO, qui se classe ainsi deuxième, 863 226 voix et 29,62 % (+ 3,22), la CFDT 566 037 voix et 19,42 % (– 1,78), la CFTC 5,98 % (+ 1,48), la CGC – minorée de 1 point d'après M. Bergeron – 4,74 % (+ 0,74), les syndicats « indépendants » 0,97 % (– 1,05) et les syndicats « autonomes » 4,66 % (+ 1,49).

Force ouvrière observe que sur seize ans de 1968 à 1984, la CGT est passée de 48,3 % à 31,81 % et a donc reculé de 16,49 points tandis que FO est passée de 18,4 % à 29,62 % progressant de 11,22 %. Sur la même période la CFDT a progressé de 2,82 points, la CFTC de 0,58 et la CGC de 1,74, tandis que la CSL perdait 0,13 point et les syndicats autonomes 1,04. M. Bergeron estime dans son commentaire que « *la tendance observée lors des élections à la Sécurité sociale du 19 octobre 1983 est confirmée* ».

du jeudi 19 au samedi 21, de 9 à 19 heures
nocturne jeudi jusqu'à 22 heures



HOMME
44, RUE FRANÇOIS-1er
HOMME ET FEMME
5, PLACE VICTOR-HUGO
275, RUE SAINT-HONORÉ

MAITRISE de L'ENERGIE

Samedi 21 juillet dans "Le Monde" daté 22-23

- Les moyens de l'AFME : des ressources stables s'imposent.
- L'invité du mois : Michel Rodot du CNRS plaide pour les photopiles solaires.
- Du côté des Dom-Tom : le modèle polynésien.
- Devoir de Vacances : cinq questions pour vous distraire.

Pour vos vacances un tour de France insolite